



JEAN GRAVEN

**RÉHABILITATION
DU CAPITAINE
ANTOINE STOCKALPER**

1627 - 1927

Editions C. Mussler, Libraire
Sion

A Mr. le Dr. L. Meyer,
auquel tous mes travaux
devront quelque chose,
et qui m'introduit
avec une bonté & généreuse
bienveillance, dans ma carrière.
Respectueux et reconnaissant
hommage,

Jean Graven.

—
17. X. 27.



11125

Un procès criminel valaisan

RÉHABILITATION

DE „NOBLE ET HÉROÏQUE“

ANTOINE STOCKALPER

CHEVALIER DE L'ÉPERON D'OR,

CAPITAINE EN PIÉMONT,

ET GOUVERNEUR DE ST-MAURICE

1627-1927

„*Salutem ex inimicis nostris*“

(Devise d'Antoine Stockalper)



SION
IMPRIMERIE COMMERCIALE, FIORINA & PELLET

1927

TA 4837

*A mon Oncle,
M. Joseph de Stockalper,
ce plaidoyer pro domo sua.*

Affectueusement

J. G.

« Nous, Jean Roten, Grand Bailli en charge du Valais, et Conseillers et Députés des VII Dizains,

Notoire faisons par le présent qu'en ce jour lecture a été donnée devant nous d'une procédure concernant Antoine Stockalper, de Brigue, ancien Capitaine en campagne et Gouverneur de St-Maurice, par laquelle il est inculpé de nombreux crimes et des plus grands méfaits :

Au mépris des ordonnances de la Haute Autorité, il a hébergé dans sa maison 150 Bandits, les a autorisés à porter ses propres armes, a comploté, avec eux et d'autres complices, de se servir de leur assistance, non seulement contre des particuliers, mais encore contre tous les Députés et participants aux Diètes, pour les assassiner ; il a machiné avec eux, de tout son pouvoir, les pires trahisons pour ruiner la liberté de son pays, et, si le Roi d'Espagne attaquait notre chère patrie, de l'aider à la bouleverser par le meurtre, le brigandage, l'incendie et par tous les moyens belliqueux, de n'épargner ni parents ni étrangers, ni petits ni grands, ni jeunes ni vieux ; il a menacé de mort même notre Grand Bailli et les Commissaires qui étaient députés à Brigue pour le bien du pays, s'ils avaient entrepris d'agir contre lui ou ses complices.

Il n'a jamais voulu obtempérer aux ordres, aux conseils, aux avertissements de Mes Hauts Seigneurs et de l'autorité, mais les a méprisés, les a tenus pour rien, a proclamé qu'il ne devait obéissance ni au Grand Bailli ni à aucun juge temporel, mais au seul Evêque, et s'est ainsi rendu coupable du crime de lèse-majesté.

Il appert encore de ses aveux et de son procès qu'il a mis tout son zèle à conseiller à l'Evêque même d'invoquer secours du Roi d'Espagne et de mettre l'évêché sous sa protection, qu'il s'est donc efforcé de livrer sa patrie aux mains d'un prince et seigneur étranger, qu'il s'est, à cette fin, rendu à cheval en certains endroits qu'on ne veut point nommer, et a reçu à cette occasion de l'argent des mandataires du Roi, sans parler de nombre d'autres fautes et méfaits.

Considérant ce qui précède, et tout ce qu'il convient de peser, nous, Grand Bailli, Conseillers et Députés des VII Dizains, après invocation du nom et de la bénédiction de Dieu, dont découlent tout pouvoir et toute justice, avons à l'unanimité prononcé notre sentence :

Antoine Stockalper doit être tenu pour déchu de tous respect, considération, honneur et titres, et mérite d'être déclaré par ce jugement infracteur des lois de la Haute Autorité, rebelle, séditieux, traître, brigand, incendiaire, voleur et assassin, digne de toutes les peines et de tous les supplices auxquels sont condamnés de tels malfaiteurs, d'après les droits divin, canonique et civil.

Ayant tout égard cependant à l'intercession des VII Cantons catholiques, nos très chers alliés et confédérés, à celle de sa mère affligée, de ses enfants, proches et amis, et désirant démontrer à l'égard du coupable la plus haute et plus extraordinaire grâce possible, nous reconnaissons et jugeons que Stockalper sera remis au bourreau, qui le mènera, les mains liées sur le dos, la corde au cou en signe de vol, sur le lieu ordinaire du dernier supplice, là, sans autre aggravation ou torture, lui tranchera la tête du tronc par le glaive, puis coupera son corps en quatre parts qu'il réduira en cendres sur le bûcher, pour marquer qu'il fut traître, assassin et incendiaire. Et ce traitement lui serve de peine bien méritée, d'exemple à d'autres méchants.

Ses biens-fonds seront confisqués au profit des VII Dizains, son avoir meuble à celui de notre Grand Bailli, avec 60 livres d'amende prises sur les biens-fonds, après acquittement de tous les frais de justice et de ses dettes.

Nous jugeons et déclarons enfin que quiconque, de sa parenté ou non, de quelle condition, rang ou lieu qu'il puisse être, tenterait, par ses discours ou ses actes, de désavouer ou de venger sa mort, devra, sans miséricorde, subir, pas pour pas, les mêmes supplices et la même mort que lui.

Présente sentence est portée à Loèche, en la Thürmatten, présents le Grand Bailli et les Députés de tous les VII Dizains, l'an du Seigneur 1627, jeudi le 22 novembre».

Voilà le jugement qui devait rendre le nom du capitaine Stockalper horrible aux âges futurs et qui, par une juste réversibilité, atteint aujourd'hui ceux qui l'ont produit, bien plus que celui qu'il frappait.

Le parti pris, l'excès y est trop manifeste. Cette sentence bâclée dit trop, et pas assez. Trop lorsqu'elle accuse, trop peu lorsqu'il conviendrait de laisser briller la bienveillante vérité.

Elle noie rapidement une part du drame, et précisément l'essentielle. Elle ne le place pas dans son atmosphère et dans son milieu, elle le coupe de ses racines, le déforme en l'émondant, en fait, par une sorte de rouerie d'optique, quelque chose de monstrueux. Relisons la condamnation : Elle ne dévoile presque rien d'une situation profondément exceptionnelle et troublée, elle n'oppose que par un trait fugitif la souveraineté temporelle de l'évêque à celle des magistrats, elle ne souffle mot des furieux combats pour la foi dont elle est la rançon, le résultat, et comme la couronne d'épines. Elle paraît une simple condamnation de droit commun, extrêmement grave à la vérité, la sanction expiatoire d'un vulgaire complot, digne de ne retenir l'esprit que par ses proportions.

Or, c'est le principe, plus que l'effet, qui mérite ici curiosité. La qualité et la sincérité de l'incrimination important, davantage que sa quantité, ou que le poids du châtement. L'affaire Stockalper est avant tout, l'affaire Stockalper est uniquement une affaire politique et religieuse.

Ses juges se donnent les gants d'être souverains et catholiques incontestés.

Ils condamnent, de leur propre et suprême autorité, l'homme qui s'est rendu coupable de lèse-majesté en leur refusant l'obéissance ; ils le condamnent après avoir invoqué le nom, la bénédiction, l'inspiration du Très-Haut, et, leur condamnation exécutée, remercient Dieu d'avoir préservé leur pays du massacre et ordonnent qu'un jour d'actions de grâces, de prière, de prédication, de jeûne, d'aumônes et de pénitence devra être observé par hommes et femmes de chaque maison, en haut et en bas de la Morge. Puis ils protestent solennellement au Nonce apostolique, aux Cantons catholiques et à l'ambassadeur du Roi très-chrétien, vouloir vivre et mourir dans la sainte religion catholique, apostolique et romaine.

Mais ils peuvent et doivent être démasqués dans leurs hypocrisies religieuses, aussi bien que dans leurs vantardises souveraines.

La forme constitutionnelle de l'Etat, et ses assises confessionnelles étaient en jeu.

Rappelons que la charte fondamentale du Valais, la fameuse «Caroline», (l'acte de donation du territoire et des régales à l'évêque de Sion St-Théodule, que la tradition faisait remonter à Charlemagne), confirmée authentiquement et légalement par le roi de Bourgogne Rodolphe III en 999, et par les empereurs Charles IV en 1365 et Charles-Quint en 1521, était contestée et rejetée par les Patriotes valaisans, qui déclaraient s'être libérés par 18 grandes batailles sanglantes, s'être détachés de l'empire, et ne vouloir consentir à être sujets. Dès 1446, les articles de Naters s'attaquaient au pouvoir absolu de l'Evêque, Prince du Saint-Empire, Comte et Préfet du Valais. Depuis lors, tous les évêques eurent à défendre leur souveraineté. A la mort d'Adrien II de Riedmatten, en 1613, les Députés rédigèrent un projet de capitulation et de renonciation à la Caroline, auquel la perfidie et la terreur réussirent à faire souscrire le Chapitre et l'Evêché. Mais, dès l'année suivante, la protestation haute et ferme du clergé s'était élevée contre l'accord vicié par le dol, l'erreur et la contrainte, et la lutte pour le pouvoir politique éclata : lutte terrible, dont chaque année devait amener son épisode inique ou violent, ignoble ou cruel, et qui devait se prolonger pendant 21 ans, avant d'aboutir au triomphe définitif de l'élément démocratique. Or, aux premiers jours de 1627, la dispute battait son plein. «La hardiesse, l'insolence et l'opiniâtreté» de ses adversaires avaient poussé l'évêque, Hildebrand Jost, à s'abandonner dans une «heure d'agonie» et, dans un geste de désespoir suprême, à résigner son évêché à Sa Sainteté le Pape. Elles l'avaient déterminé à demander à l'Empereur Ferdinand II la confirmation de la Caroline.

Mais, d'autre part, sur la querelle politique s'était greffée la plus puissante et la plus sourde lutte confessionnelle. Vers l'aurore du XVIIe siècle, le Valais, absolument déchristianisé, sinon d'étiquette, dans les siècles passés, avait reçu la Réforme avec un empressement tel que la moitié du pays, au dire des actes officiels, y était acquise, et que le protestantisme menaçait de devenir dogme d'Etat. Les évêques durent donc conjuguer leurs efforts pour sauver la crosse et le glaive, ils firent admettre au pays capucins et jésuites qui reconquirent lentement à Rome tout ce peuple détaché de la foi paternelle. Enfin, en 1604, l'Edit de Viège, (arraché, prétendront Loèche et Sion, par le concours d'une tourbe effrénée, privée en quelque sorte de son entendement, par quelques centaines de gens ignorants et remuants du menu peuple, dont les menaces graves plîèrent la Diète, et

qui imposèrent la loi au pays), l'important Edit de Viège rendait officiellement le Valais au catholicisme. Quelques dizains cependant, et les «clariores», les principales familles du pays, la plupart des magistrats, demeuraient secrètement et activement dévoués à la Réforme. En ce début de 1627, ils venaient d'obtenir un succès qui devait paraître le plus dangereux défi, de porter à leur tour un édit qui devait soulever les montagnards. Sous couleur de renouveler leur Acte de paix nationale de 1550, ils se réunirent à Loèche et, entre autres décisions, prirent un décret d'expulsion contre les Jésuites admis depuis 1608, et renouvelèrent l'ordre de s'opposer absolument à la réception du calendrier grégorien, sollicitée depuis 1582.

Voilà ce qu'il faut savoir. Telle apparut la situation aux yeux du capitaine Antoine Stockalper, lorsqu'il revint de la campagne de Valteline.

Pires étaient alors les circonstances, que ne les avait dépeintes quelques années plus tôt le malheureux évêque débordé : «Tout ne se fait à d'autre fin que de nous opprimer et ensuite de mettre tout en feu pour arriver à la ruine de la religion. C'est là le vrai but auquel vont les membres de la Diète ; ils ne pensent qu'à cela, bien que quelques-uns, par imposture, se proclament fort bons catholiques, et prêts à mourir pour leur foi... Que ferons-nous ? Il n'y a ici que rébellion, désobéissance, tromperie, méchanceté, malice, insolence, hérésie, flatterie, vol et oppression de l'Eglise et du service de Dieu. Il ne reste à prévoir que quelque grand malheur».

Mais on devait voir une singulière conversion du sort : «Les principaux meneurs sont calvinistes et zwingliens, et, pour la plupart, des charlatans qui s'inquiètent peu qu'il arrive bien ou mal, et comptent toutes ces choses pour rien, pourvu qu'ils règnent et puissent, après l'asservissement du catholicisme, remplir leur bourse des biens de l'Eglise. C'est de quoi le gouverneur de St-Maurice, nommé Stockalper, a donné une preuve remarquable ces jours-ci, en disant qu'ayant mis la main sur la Caroline et se trouvant maintenant souverains, on n'attendait plus que la mort de l'évêque pour faire de belles affaires. Et cependant ce magistrat passe pour fort bon catholique et homme de belle espérance. Que ferons-nous donc dans cette situation, et à qui nous fier ?... Nous prévoyons qu'ils nous mettront entre les mains du peuple, et qu'ils entreprendront beaucoup de choses à notre préjudice... Le plus déplorable est que nous ne sommes assisté de personne ; nous avons à combattre seul et tout le monde est contre nous, nous sommes tout seul parmi eux comme l'agneau au milieu des loups».

Le pauvre prélat traqué devait trouver secours chez ceux-là même dont, en une heure d'abattement, il avait douté.

L'«émeute des paysans, auxquels on ferait accroire qu'on voulait les asservir à des princes étrangers», et, disait-il, «qui pourraient nous surprendre, violer notre domicile et s'emparer de tout ce qu'il nous reste», devait se préparer à Brigue pour le maintenir dans son évêché et pour tenter de sauver ses derniers droits.

Antoine Stockalper, l'ancien gouverneur de St-Maurice, ne devait pas seulement passer pour fort bon catholique et pour homme de belle espérance, mais remplir magnifiquement ces espérances et, sa foi, la soutenir au prix de sa vie. Loin de s'enrichir de la mort de l'évêque, il paya, pour son salut, de sa fortune, de son honneur, et de son propre sang. Hildebrand Jost avait bien discerné son défenseur lorsque, en 1623, il l'exhortait affectueusement à un service accidentel qu'il appelait «un acte de capitaine et de chevalier qui l'obligerait à une longue mémoire», priait Dieu de «favoriser et adresser ses bons desseins et désirs par sa sainte bénédiction avec tout heur et prospérité», et se tournait vers lui, confiant en son «généreux naturel» et «ne doutant pas de son zèle à la tranquillité et bien de l'Eglise».

L'année 1627 devait permettre au chevalier de donner la confirmation de ses qualités.

Personne ne se trompa, que volontairement, sur la portée du rôle de Stockalper, et sur le sens du mouvement populaire, de la démonstration profonde dont il était le dominant et brillant corollaire.

Certains témoins formulèrent, comme Jean Riedy, ce jugement lapidaire : «Je ne sais rien, sinon que le capitaine Stockalper, les Perrig et Anthelme Kupferschmidt sont les principaux incitateurs du peuple, au sujet de la diétine de Loèche, du renvoi des Jésuites, et du nouveau calendrier». Ou, dans la même intention : «Le Capitaine, sa domesticité, Maître Anthelme, les Perrig, traitaient tous ceux qui avaient été à Loèche d'hérétiques pourris, de voleurs, de traîtres à la patrie». Quelques-uns avouent : «Le Capitaine m'incitait fortement à tenir le parti de l'Eglise, à ne pas me laisser détourner de la foi, à ne pas suivre les fêtes de l'ancien style». Plusieurs racontent comment il se vantait de ramener les Jésuites, si on le lui demandait, comment il agissait auprès des prêtres, des chantres et des marguilliers pour obtenir les offices aux jours fériés par le calendrier grégorien, comment son beau-frère, le banneret Blumen, s'en allait, à cheval, trouver les paysans pour les enrôler au service de la foi, à l'exemple de leurs ancêtres, et pour les assurer que le Capitaine défendrait ceux qui seraient cités pour être punis à cause de l'état de l'Eglise, et du calendrier. Ses partisans proclamaient : «Je veux tenir avec les Jésuites, avec le clergé, et pour le nouveau calendrier, quoi qu'en pensent les autres dizains». Ils se

proposaient de convoquer les communes et les paysans pour connaître ceux qui voudraient se déclarer pour le nouveau calendrier et l'Eglise, et solidement ensuite taper sur ceux qui avaient chassé les Jésuites et luttaienent contre l'évêque. Ils protestaient qu'ils n'étaient pas hommes à laisser aller les choses comme les patriotes des autres dizains : « N'avons-nous pas entendu, disaient-ils, et encore aujourd'hui à l'église, qui veut nous rendre sujets ? Ce sont le Grand Bailli et Magéran. Que le tonnerre les frappe ! Nous les mettrons à l'ordre ! S'ils ne veulent suivre l'Eglise, qu'ils suivent le diable ! » Les témoins affirment encore : « Cette rébellion a pris naissance dans la diétine de Loèche », « ceux qui ont assisté à la diétine de Loèche sont cause du malheur et de la guerre dans la patrie », « les Messieurs dévorent le bien de l'Eglise dans les diétines, et se servent d'elles contre le clergé », « les Seigneurs du pays font tort au Prince, contre Dieu et justice, ils lèsent ses droits et ravissent ce qui lui appartient », etc. etc. Il serait facile de produire des pages de textes semblables. Ils indiquent nettement à quelles plaies Stockalper et ses amis cherchaient à porter remède, à quels progrès, à quels abus hérétiques, à quelles spoliations spirituelles et politiques ils méditaient de rudement s'opposer.

Leurs ennemis personnels même, en les accusant, le démontrent le plus. Le châtelain Pierre Megentschen, le major Halabarter, le trésorier Lergien, le gouverneur Jossen, cités spécialement et séparément à la fin du procès pour venir accabler le Capitaine, racontent les efforts qu'il fit, chez lui et dans les assemblées du peuple, pour faire triompher ses « projets mauvais et inouïs », le retour des Jésuites et l'adoption du nouveau calendrier, et Jossen affirme habilement, pour lier et concilier les deux faces de l'affaire, que c'est en voyant échouer ses projets premiers qu'il s'arrêta au parti de causer une nuit de massacre et un bain de sang.

Quant aux amis du Capitaine exécuté, quant aux spectateurs impartiaux du drame, ils avaient porté leur témoignage aussi. Le curé Theiler, à Sion, affirmait que Stockalper n'était devenu si suspect que parce qu'il était un si bon catholique, et pour son zèle, dans tous les lieux et dans tous les milieux, à faire admettre le calendrier. Le vieux Gaspard Perrig soutenait qu'il était mort pour sa foi, et s'indignait que, le Valais n'ayant eu précisément qu'un catholique, on eût mis à mort celui-là. Un artisan, à Sion, prétendait maintenir au prix de sa vie qu'il avait été supplicié à cause de son ardent catholicisme.

Bien mieux encore, et ceci, à notre avis, tranche la question :

Le chancelier d'Etat Nicolas Gasner, notaire public, qui ne doit être suspect d'aucun chauvinisme confessionnel, puisqu'il consentit à tremper dans une enquête faite pour abîmer le curé

de Loèche, le chancelier d'Etat Nicolas Gasner, pair des juges et de l'accusé, qui servit de greffier durant toute l'enquête secrète et au jugement, a tiré pour la postérité la leçon et dégagé le sens exact de l'affaire Stockalper, et de la condamnation. Il a noté de sa main, au dos de l'original qui avait été lu au délinquant : «Le dessein du chevalier Antoine Stockalper a été de remettre le pays, divisé par la querelle religieuse, sous le pouvoir de l'Evêque, qui était Seigneur, Comte et Préfet absolu dans le Valais, et par là aussi d'affermir la religion catholique, parce qu'il était reconnu partout et par tous que le calvinisme est la ruine du patriciat. Jadis la noble maison Stockalper, qui est aujourd'hui presque éteinte, a connu bénédiction et prospérité, elle a été tenue haute en honneur, et elle s'est toujours levée, dans les meilleures intentions, pour le clergé, et surtout pour les évêques et l'Eglise».

Gasner ne se contenta pas de cette fière mise au point portée jusque dans la prison, et jusque sous les yeux des juges dont il dépendait. Il poussa la passion de la vérité au point de reprendre et de développer le thème équitable, d'un nouveau trait de sa plume, sur une autre minute du procès, dont la copie se conserve aux archives Stockalper. Il répéta quelle aurait été l'intention du noble chevalier, quelles étaient les belles traditions d'honneur, de fidélité, de catholicisme de sa famille, et il ajouta : «L'intention d'Antoine Stockalper fut-elle même de ramener le pays à rendre l'hommage à l'évêque, il n'aurait en ceci péché contre nulle justice... car personne n'a pu contester que l'Evêque a été Seigneur et Préfet du Valais, et le prouvent ses droits souscrits et ceux du Bailli, qui s'est même appelé : Bailli du Révérendissime (le latin dit plus fortement : AU Révérendissime, Baillivus Rmo), et toutes les régales, le droit de monnayage, le bourreau, les procureurs fiscaux, la garde, une troupe de 1000 hommes. S'agit-il de déterminer si la Caroline l'a fait souverain ou s'il l'a toujours été dans le passé ? La possession et la prescription demeurent cependant, sont là, infrangibles, sur lesquelles monarques et particuliers s'appuient le plus souvent, du moment qu'après un long espace de temps, il est impossible de tout prouver».

Ces paroles du greffier même de la cause sont belles et bonnes à redire : «Le dessein du chevalier Antoine Stockalper a été de remettre le pays, divisé par la querelle religieuse, sous le pouvoir de l'évêque, qui était seigneur absolu du Valais, et par là aussi d'affermir la religion catholique. Il n'a péché en ceci contre nulle justice».

Sa condamnation fut dictée par des raisons politiques et confessionnelles, avons-nous soutenu, avec de si considérables témoins.

Mais admettons le pire, écoutons l'acte d'accusation : «Rebelle, séditieux, traître, assassin, brigand, incendiaire, voleur», c'est bien vite dit. C'est moins vite établi. Voyons un peu comme se tiennent, en fait, ces brutales et sommaires incriminations, et si elles ne sont point qu'un terrible et creux formulaire.

Stockalper, et la foule qui pensait et préméditait d'agir comme lui, étaient-ils des rebelles ?

Disons-le une fois pour toutes, mais il faudrait le répéter à chaque ligne de cette discussion : N'oublions pas que c'est précisément l'attribution de la souveraineté qui est en cause, et que Stockalper, respectueux de l'ordre établi, ne voulait reconnaître que son seul Evêque pour souverain légitime, pour chef spirituel et temporel. Il avait le droit de penser comme les plus nobles et les plus fermes esprits de son temps, et comme l'enseignera ce Bossuet qui naissait l'année même où lui mourait pour soutenir ce principe : «Dieu prend en sa protection tous les gouvernements légitimes en quelque forme qu'ils soient établis ; qui entreprend de les renverser n'est pas seulement ennemi public, mais encore ennemi de Dieu». Il avait le droit, lui catholique romain, de se ranger à l'avis du Souverain Pontife qui, en cette même année, le 16 avril, affirmait de façon pressante qu'il fallait, même au prix de son sang, révéler et défendre l'autorité divine dans celle de l'Evêque de Sion, et que ceux qui la violaient secouaient le joug du Christ et seraient précipités dans les ténèbres éternelles. Il avait le droit, comme citoyen, de se soumettre aux Empereurs, possesseurs et souverains légitimes du Valais, qui en avaient cédé la préfecture et les régales à l'Evêque de Sion, auquel cette même année encore, le 29 avril, Ferdinand II avait solennellement confirmé tous ses droits. Il avait le droit incontestable, on devrait dire il avait le devoir, de se refuser à donner justice au gouvernement de fait des magistrats qui s'efforçait à s'imposer contre le gouvernement de droit de l'évêque. La position de principe de Stockalper, du point de vue politique et religieux, était inexpugnable.

Ce clair dogme mis et maintenu au sommet de tout ce débat, pour le dominer et l'illuminer sans cesse, répétons-nous la question que nous nous sommes proposée : Stockalper, et les partisans de l'Evêque en général, étaient-ils en fait des rebelles ?

Ils l'étaient ! s'exclament aussitôt leurs juges. Ils décidèrent l'enquête générale, dans tous les dizains, contre les « personnes rebelles, ennemies de la paix, du bien et de la liberté publics », et punirent ceux qu'ils protestèrent avoir convaincus « d'être rebelles, et de s'être oubliés au point de se laisser détacher de leur autorité naturelle établie par Dieu ».

La belle, l'impudente pétition de principe, en vérité ! Les magistrats se prétendent Hauts Seigneurs, et luttent pour se faire reconnaître tels. Mais l'évêque, de son côté, se déclare le souverain absolu, il réclame avec une force pathétique l'« *altum dominium* », il a pour lui titres authentiques et prescription acquisitive de huit siècles ! La question controversée, et qui va être soutenue les armes à la main, est précisément de savoir quelle est, en Valais, l'« autorité naturelle établie par Dieu ». Le pouvoir émané du peuple, et qui cherche aujourd'hui à se faire reconnaître par tous les moyens, prétend nous faire admettre que son effort est l'équilibre, que la révolution est l'ordre légitime de l'Etat. Ses affirmations ne tranchent rien : « Nos propres évêques nous ont reconnus et nous reconnassent pour leurs souverains et seigneurs, et nous avons été, Dieu merci, en possession de ce droit jusqu'ici ». Mais non, proteste l'évêque, et il revendique de « pouvoir sans obstacle exercer son pouvoir et user de sa Principauté selon ses franchises, immunités, traditions et droits, avec les prérogatives seigneuriales, ecclésiastiques et temporelles, prééminences, dignités et honneurs, comme les Evêques, Princes et Seigneurs ses prédécesseurs ». Toute la chrétienté est au courant de cette querelle, le Pape, l'Empereur, le Roi de France, le Roi d'Espagne, le Duc de Savoie, les Confédérés y sont appelés comme témoins, médiateurs ou acteurs. Le Valais en est déchiré depuis près de quinze ans. Le dizain de Brigue tout entier pense et proclame que l'autorité civile violente l'évêque et le clergé, qu'elle les opprime, leur fait injustice, lèse leurs droits et ravit leur bien.

Et en effet, si l'Evêché et le Chapitre avaient dû capituler en 1613, apposer leur sceau au bas d'un acte répudiant la Caroline, abandonner « la haute suzeraineté et le suprême pouvoir » aux sept louables dizains, « peuple libre et gouvernement démocratique », ils protestèrent aussitôt contre des articles « fabriqués précipitamment et inconsidérément », signés « par force », « scellés imprudemment, illicitement et invalidement » par des hommes « trompés et intimidés par la violence ». Ils attestèrent que « selon la loi divine et humaine, les députés s'étaient rendus coupables d'usurpation ».

L'Evêque, aussi longtemps qu'il n'avait pas abandonné sans contestation le glaive à deux tranchants, jusqu'en 1630, restait Prince et Seigneur, devait être tenu pour l'unique souverain, pour « l'autorité naturelle établie par Dieu ». Ceux qui cher-

chaient à le précipiter de son siège et résistaient violemment à ses ordres étaient alors justement séditeux et rebelles, « ennemis publics et ennemis de Dieu ». Ceux qui s'opposaient à la spoliation demeuraient dans le droit.

Stockalper, encouragé, appuyé, approuvé par l'Evêque n'était pas répréhensible de rester sourd aux ordres du Bailli. Peut-on être rebelle contre les rebelles ? Pour reprendre l'image de l'apologue cher au prélat immolé, est-ce l'agneau qui ne veut consentir à devenir la proie du loup, qui trouble l'ordre et la paix ? Tu les troubles ! aime à crier, on le sait, la bête cruelle. Que son clan mette hors la loi l'innocent qui se rebiffe contre les appétits de la force, et répugne à être dévoré, ce peut être le Droit chez les loups, mais passe pour l'Iniquité dans l'histoire des sociétés humaines.

Cependant même si, en 1627, le coup d'état de nos démocrates avait abouti et s'était trouvé sanctionné par la réussite, légitimé par l'adhésion commune ; même si l'on veut à tout prix considérer les Dizains comme les maîtres du pays, et le Bailli et les Députés comme investis du seul pouvoir de commander, fallait-il nécessairement alors, et dans l'ordre de nos mœurs politiques, leur obéir et subir la volonté générale ? « Le dizain de Brigue, répétait volontiers Antoine Stockalper aux paysans et aux Confédérés, doit observer ce qu'il a accepté (en l'espèce le nouveau calendrier), quoi qu'en disent les autres dizains. Nous voulons le tenir, nous nous y sommes obligés, et nous en avons le pouvoir lors même qu'aucun autre dizain ne le ferait ».

Les juges se récrieront. Ils citeront les événements graves de 1615, où Conches, et Brigue précisément, ayant conclu une alliance séparée avec Milan, le pays avait protesté que nous étions un Tout, un Corps, un Etat, et avait imposé aux dizains séparatistes la révocation de leur traité. Nous leur répondrons que Loèche et Sion, aujourd'hui les plus ardents contre Brigue, refusèrent pendant plus de 10 ans, avec le dernier acharnement, de recevoir l'édit de Viège par eux admis et souscrit en 1604 ; que Loèche prétendait à la face de la nation : « Si quelqu'un, à ce sujet, veut nous en imposer par la force, nous le repousserons par la force. Voilà notre réponse ! », et que l'opiniâtreté des III dizains inférieurs provoqua la scission, la déclaration de la guerre civile, la mobilisation, et presque l'effusion du sang.

Les juges rappelleront que la diète d'août 1609 avait fortement décrété : « Quand le Prince, le Grand Bailli et la majorité des Députés font, dans l'intérêt de la patrie, une chose quelconque, pour le maintien d'un bon état, au civil et au spirituel, on se scinde, et souvent même, non seulement un dizain, mais une commune, un député, se permettent de l'interpréter et de vouloir l'imposer à leur guise, au détriment de l'autorité et du pays. En conséquence, suivant la coutume de nos ancêtres, la

Haute Assemblée statue à l'unanimité que dans l'avenir, en toute délibération, la majorité fera loi». Nous avons beau jeu de leur répondre que le droit de referendum, et la décision dernière et souveraine des Conseils et Communes, n'en demeureront pas moins la grande loi centrale de tout le droit constitutionnel valaisan jusqu'à la chute du régime (1798), que les dizains ne cessèrent jamais (sauf pour les relations internationales les plus graves, alliances, guerre et paix), de se considérer comme libres chez eux, et qu'il fut nécessaire de répéter souvent, par exemple en 1746 et 1768 encore, l'ordre formel de se soumettre aux décisions de la majorité. Mais nous répondrons surtout à ces juges : Tenez-vous vous-mêmes à vos décrets. Le Prince ici ne commande pas avec les Députés, mais ses ordres sont diamétralement contraires aux leurs. Ce que vous voulez imposer, la spoliation de l'autorité traditionnelle, l'expulsion des Jésuites, le refus du calendrier grégorien, n'est certes pas «pour le maintien d'un bon état au civil et au spirituel» ! Nous avons le droit, nous avons le devoir de nous opposer à un ordre manifestement illicite, incontestablement inique. L'obéissance, même à son supérieur légitime, peut être un crime ; à plus forte raison nous semble criminelle l'aveugle, la malfaisante et dolosive soumission à une autorité irrégulière. Nous ne pouvons vous suivre, nous nous scindons en ceci. N'avez-vous pas, vous-mêmes, et n'avons-nous pas ajouté cette réserve expresse, cette réserve solennelle au pacte que vous nous opposez, et qui nous assujettit à la loi du nombre ? : «Toutefois, que ce soit pour la gloire de Dieu, l'avantage de notre sainte religion catholique, la paix et l'union dans la patrie, la conservation de ses libertés et de la justice, pour l'intérêt général avant le particulier, et sans atteinte aux libertés, louables coutumes et statuts légitimes des états ecclésiastique et civil, accordés précédemment par les princes et les autorités». Impossible de trouver jamais plus parfaite justification. Ce texte admirable semble n'avoir été composé que pour servir dans la divergence de 1627. Brigue, et le chevalier Stockalper, d'après leur droit national, n'étaient point rebelles, pouvaient, devaient s'opposer à des mesures directement contraires à la gloire de Dieu, à l'avantage de la religion catholique, à la paix et à l'union dans la patrie, à l'intérêt général, au statut légitime de l'état ecclésiastique et à la constitution politique séculaire du pays.

Ces arguments, en principe, vaudraient aussi pour soutenir la légalité d'une intervention de la force nationale en faveur du droit, ce que les prétendues victimes de Stockalper appelaient sédition. Sédition eux-mêmes ! Souvenons-nous que le pape encourageait les chanoines de Sion à engager leur vie s'il le fallait pour étouffer «les mouvements séditions qui agitaient notre République». Souvenons-nous que le moyen était cher à

nos magistrats, que l'arme leur était familière, qu'elle changeait seulement de nom en changeant de camp. Dès 1619, le prince redoutait un soulèvement populaire artificiel. En 1630 encore, c'est par cette manœuvre suprême, c'est en menaçant de porter la querelle devant le peuple, qu'ils arrachèrent la Capitulation. Ils juraient vouloir publier que la dernière et récente confirmation de la Caroline assujettissait le Valaisan et ses descendants à l'autorité césarienne, et que, sitôt ces faits connus des populations, le sang coulerait à flots. L'évêque n'en était pas moins demeuré ferme pendant deux jours. Mais, poursuit-il, « transportés de fureur à ce refus, ils me déclarèrent de nouveau que si je refusais ma signature, ils allaient se séparer pour annoncer au peuple que je l'avais asservi à l'empereur : Votre Paternité verra ensuite ce qu'il adviendra d'elle, de son chapitre, de ses prêtres et de ses châteaux, dirent-ils, menaçant de tout bouleverser et de lâcher contre nous la rage des paysans ».

Au fond, cependant, l'insurrection est-elle vraiment le parti auquel Stockalper aurait désiré de recourir ? Voulait-il réellement soulever, conduire et employer cette même force anonyme pour sauvegarder l'ordre établi ?

La torture lui fit bien avouer qu'il méditait de se servir de ses bandits, de bourgeois et de paysans de Brigue, pour sa défense, et qu'il leur avait fait promettre de l'assister de tout leur pouvoir en toute occasion ; qu'il comptait sur l'émeute au moment de l'intervention étrangère, et qu'il attendait le désordre pour prendre la tête du parti de l'Eglise et massacrer tous ses adversaires.

Mais l'enquête où le récit, parce que plus libre, est plus vraisemblable, dément que ces projets de soulèvement violent aient été conçus et soutenus par le Capitaine. Les paysans, dans leur colère et leur indignation, en menaçaient souvent il est vrai, mais toujours spontanément. S'ils se rendaient chez le Capitaine, ou l'arrêtaient dans sa promenade pour lui demander conseil et lui exprimer leur désir d'obtenir les Jésuites et le nouveau calendrier : « Ne vous laissez détourner en aucune façon de la foi catholique, leur disait-il modérément, gardez le nouveau calendrier, restez fermes et bien unis... Vous devez à tout prix tenir le parti de l'Eglise et accepter le nouveau calendrier ; bon gré mal gré cela doit se faire un jour, il suffit de vous y tenir sans faiblir ». Ainsi résonnent ses conseils. Ce ne sont point des appels incendiaires à la révolution ; ils ne veulent pas attaquer, déchaîner, renverser, mais opposer au contraire à la révolution un mur d'unité, de force digne et de résolution. C'est ce que son beau-frère le major Blumen, qui parcourt la contrée pour encourager les montagnards à la fidélité, ne cesse de confirmer. Le mot d'ordre est toujours : « Demeurez fidèles au poste qu'ont défendu vos ancêtres, demeurez catholiques. Si le

Grand Bailli et les Députés viennent à Brigue pour enquêter contre vous, accourez à l'appel de la cloche, accourez en nombre, l'épée à la ceinture (tous les hommes libres et jouissant de l'honneur, portaient alors l'épée, à partir de 14 ans, pour toutes les cérémonies de la vie publique). Le capitaine Stockalper paraîtra au milieu de vous, et prendra fermement la défense de ceux qui seront cités pour être punis à cause de l'état de l'Eglise. Venez, il vous disculpera». Les témoignages sont unanimes. Ce n'est pas ici la démarche d'un mouvement séditieux, mais d'une protestation, d'une revendication nobles et mesurées. Il est vrai que les paysans, de leur propre chef, murmurent qu'on pourrait alors recevoir les Commissaires à coups de bâtons ou de mousquets, leur fermer le bec, renverser leurs maisons. Mais personne, aucun témoin valide on le verra, n'a jamais entendu le Capitaine les y exhorter ni prêcher l'insurrection. Pas un seul des conjurés n'a déposé qu'il les aurait engagés à l'attaque armée. Si un soulèvement devait éclater, c'est que les passions étaient portées, par les événements mêmes, à un degré où elles ne pouvaient plus être contenues. Preuve en soit qu'elles grondaient partout, et non seulement dans le district où les paysans tenaient le Capitaine pour tribun. Le dizain de Viège, notamment, était dans un tel état de surexcitation forcenée qu'un jour, sur une simple rumeur, les paroissiens se précipitèrent à l'assaut des maisons de l'ancien bailli et du banneret.

On peut soutenir cette proposition avec assurance : Dans les dizains de Brigue et de Viège, ce sont les partisans de l'évêché eux-mêmes qui menaçaient d'intervenir ; ce n'est pas celui qui récolta la tempête qui avait semé le vent ; ce n'est pas un chef reconnu, ce n'est pas Stockalper qui s'appliquait à allumer, se soumettre et conduire la folie populaire pour se joindre à l'envahisseur, brûler, tuer et piller, dans l'espoir, dit-on, qu'après la conquête ses nouveaux maîtres lui donneraient de l'avancement et le couvriraient de respect !

Singulier calcul, d'ailleurs, chez un soldat dont le sentiment de l'honneur était si vif, qu'il abandonnait ses inclinations espagnoles, refusait même de se rendre à Milan, brisait net le plan qu'on prétendait agréé, et dans l'exécution duquel il devait avoir précisément cherché le succès, la fortune et la renommée, pour tenir son engagement au roi de France et partir à la guerre en Valteline, où il ne risquait rien que la mort, ou un service obscur et pénible : Sa compagnie en revint sans munitions, sans vêtements, sans solde et sans pain, et lui-même dut s'aliter à Brigue, malade, à son retour.

Pourtant, ses adversaires accusent hautement cet officier chevaleresque et fidèle à sa parole, le « noble et héroïque » Antoine Stockalper, comme dit un écrit du temps, d'être un traître

et d'avoir mis toute sa peine à livrer le pays aux armées du roi d'Espagne.

Soulignons d'abord combien le procédé était étrange par lequel il s'empressait à servir ces armées espagnoles en menant au feu sa compagnie contre elles, et cela dans le moment même où un commandement s'y ouvrait à lui, puis posons cette remarque préliminaire :

N'attachons pas, dans notre pays d'indépendance et d'orage, trop de poids aux trop faciles et trop fréquentes plaintes de trahison. Elles font retentir toute notre histoire, elles sont épidémiques. Presque tous nos princes, à quelque jour de leur règne, ont été proclamés des traîtres, et presque tous nos personnalités influents. Le risque était fatal dans un pays livré, par profession, aux alliances guerrières, au jeu des traités de capitulations, aux convoitises des nations. Pas plus Antoine Stockalper que, dans son siècle, les évêques, les pères jésuites et capucins, les baillis et les chanceliers de l'Etat, ne pouvait se flatter d'éviter les atteintes des patriotes ombrageux ou de mauvaise foi, de ces « messagers du père du mensonge », de ces agents du diable qui, pour reprendre la formule saisissante du chancelier Guntern (par ailleurs si coupable, mais dont la trahison est fort peu certaine), s'entendaient à « répandre dans les louables Landsgemeinde des accusations telles que celle de dérober ses œufs au lièvre, bien que personne n'en ait jamais vus ».

Adrien II de Riedmatten, « traître et mauvais espagnol » ; Hildebrand Jost, maudit pour avoir livré sa patrie et asservi son peuple successivement au pape, à l'empereur, au roi de France et au roi d'Espagne dont jamais aucun ne foula notre sol ; les Jésuites, dont l'ordre était représenté comme servilement acquis à l'Espagnol, et que leurs manœuvres traîtresses, assure-t-on, contribuèrent à faire expulser ; le Père Augustin, chef de la mission des Capucins, rappelé pour avoir été donné par les nôtres comme un ancien colonel, politique consommé, que le duc de Savoie et le roi d'Espagne entretenaient dans le pays pour y travailler en leur faveur contre les intérêts de la France ; le chancelier Guntern, rendu responsable d'une rupture commerciale qui nous privait du vin et du sel de Milan, et poursuivi de ce fait pour haute-trahison ; tous nos magistrats accusés, dans le Haut-Valais, en 1653, de s'être vendus aux Excellences de Berne, qui leur auraient passé des sommes considérables pour conduire les troupes valaisannes à une boucherie ; le Grand Bailli, chevalier et baron Gaspard Stockalper, condamné en 1678, et dont les députés ses juges affirmaient que « les grands crimes d'Etat qu'il avait commis contre sa patrie avaient suffisamment donné sujet à notre République de le priver, non seulement de tous ses honneurs, charges et dignités, mais encore de lui enlever la vie naturelle, avec tous ses biens » ; toutes

ces têtes, et tant d'autres, menacées, injuriées, souillées ou frappées sans discernement, nous disent assez que nous devons entendre avec indulgence et scepticisme les folles, les incessantes accusations de trahison jetées par le Valais contre tous les plus haut placés de ses enfants. D'ailleurs, à l'époque déchirée où fut condamné Antoine Stockalper, les mêmes accusations s'échangeaient dans les deux partis, et la foule, à Brigue et à Viège, ne tarissait pas d'appeler tous les députés, et principalement le bailli Roten, l'ancien bailli Zuber, le banneret Im Eich, le colonel Magéran, le châtelain Pierre Stockalper, le capitaine Welschen, les pires traîtres à leur patrie.

Mais enfin, si la critique devait s'exercer sur les griefs de trahison au profit de l'Espagne, portés contre Antoine Stockalper, on pourrait faire quelques remarques d'assez de sens :

Il aurait négocié une alliance avec l'Espagne, assure-t-on ?


Mais il ne serait ni le premier, ni le seul ! Son siècle fut essentiellement chez nous le siècle des alliances, des mouvements et des intrigues diplomatiques. Longtemps, et jusqu'en 1615 légalement, les dizains s'étaient considérés comme de véritables Etats libres, et avaient conclu des alliances avec qui bon leur semblait. Nous étions, d'autre part, unis avec tous nos voisins par des liens séculaires, dont les plus puissants avec les Confédérés, et, depuis la Paix Perpétuelle de 1516, avec la France. Il est évident que nous penchions d'un côté ou de l'autre au gré de nos seuls intérêts, (c'est l'envers de la gloire, le risque mercenaire des pays qui font de la guerre leur métier), et nos recès, par exemple lors des événements de 1615, ne se font point scrupule de montrer de quel poids la «tonne et demie d'or» des pensions de France pèse sur le zèle national à désapprouver et révoquer le «Modus vivendi» séparément conclu avec Milan, à protester de notre fidélité à la France, à calmer Sa Majesté très chrétienne... et très libérale. Mais l'Espagne, qui possédait Milan et le Tyrol et convoitait de les joindre par la Valteline, avait les plus grands intérêts à obtenir de nous également un bon papier, et elle fit des efforts inouïs pour y réussir.

Enumérons rapidement quelques étapes : En diète de février 1601, nous recevions les députés du roi d'Espagne et adoptions un projet d'alliance avec lui, sous réserve qu'il ne porterait point préjudice aux pactes qui unissaient le Valais au roi de France, au duc de Savoie, aux 13 cantons de la Confédération, aux ligues grises et autres alliés. Ce n'était pas s'engager beaucoup. Aussi le roi mit tout son effort à faire admettre l'insertion d'une clause assurant le passage à ses troupes. Nos Conseils et Communes ne se lassèrent pas de décliner ses instances, et lui de les répéter, en décembre 1601, mars 1602, juin 1604, où l'Espagne déclara consentir à abandonner le fameux article du passage, en janvier 1605, où Sion, Sierre et Loèche décidèrent

ne vouloir empêcher les dizains supérieurs de conclure, «et le laisser à leur arbitre, comme gens libres aussi», mais où l'on finit par n'offrir au roi d'Espagne que des châteaux en Espagne : assurances de bon vouloir, et l'espérance que l'accord pourrait se faire un jour, à l'avantage des deux Etats. En février 1615, nos ambassadeurs ayant été reçus à Milan, où les événements avaient forcé de leur faire porter salutations amicales, excuses, et offres de bon voisinage, revenaient annoncer que le gouverneur leur avait demandé s'ils étaient prêts à renouveler ou ériger traités ou capitulations. Au mois de juillet, Milan ayant réitéré sa prière, nous décidions de suspendre notre agrément, et d'y aviser lorsqu'il serait opportun. Mais Conches et Brigue (dont sortaient nos deux négociateurs), continuèrent à leur compte l'entreprise et conclurent leur propre «Modus Vivendi», s'y assurèrent la fourniture du précieux sel, mais cédèrent le passage militaire. On ne les tint cependant plus aujourd'hui pour «gens libres aussi» en ce point. Le pacte séparé rompu par la contrainte morale en janvier 1617 et mis hors la loi pour l'avenir, c'est nous qui, en juin suivant, envoyions à don Pèdre de Tolède, gouverneur de Milan, une députation chargée de faire aboutir un «Modus vivendi». En août, nouvelle assemblée et nouvel examen de cette proposition de «Modus vivendi» qui se renouvelait depuis 30 ans, dit-on, et qu'on cherchait vainement à mener à bien. En juillet 1619 encore, et en décembre 1622, Milan revenait à la charge.

Toutes ces démarches n'eurent aucun résultat. L'alliance militaire avec la France prévalut. Mais, répétons-le, il aurait suffi que l'intérêt national le demandât, et nous changions de camp. Les juges de Stockalper eux-mêmes, les Sébastien Zuber, les Jean Preux, Michel Magéran et Nicolas Im Eich, avaient étudié et discuté plus d'une fois l'alliance espagnole, d'accord avec l'évêque, et chez le duc de Feria en 1619, quand ils croyaient y trouver utilité. Si, en 1615, c'est l'évêque qui avait convoqué la Diète pour signaler, réprouver et faire casser le pacte de Conches et Brigue avec Milan, c'est l'évêque aussi qui, après s'être vainement soumis à la protection du roi de France, (les patriotes se déclarèrent furieusement ses seuls protecteurs et exigèrent qu'il répudiât cet accord), et après s'être persuadé «qu'on ne pouvait se fier à la France», aurait décidé, en 1627, de donner ses lettres de créance au chevalier Stockalper pour qu'il s'en fût chez le duc de Feria renouer l'alliance espagnole.

Or, il est évident que le droit international, ou le «jus gentium», si confus encore et qui jusqu'aujourd'hui, 300 ans plus tard, n'a su trouver sa codification, était alors extrêmement incertain, flottant, et que nulle règle absolue ne régissait cette sorte de contrat qu'était une alliance ou une capitulation. L'alliance perpétuelle avec la France, l'alliance d'Or avec les can-



tons catholiques, l'alliance avec Berne et les Suisses, l'alliance avec la Savoie, l'alliance avec les Grisons ne s'excluaient nullement. Quant aux traités de capitulation, ils n'étaient jamais que partiels, conservaient intacte la souveraineté et le droit de libre disposition, n'accordaient l'enrôlement que dans des limites et des conditions strictement mesurées. Relisons soigneusement nos recès : ce ne sont alors que recours, médiations, interventions, accords ; tous les princes étrangers font agir parmi nous, nous demandent, nous donnent, ou reçoivent de nous quelque chose, et l'usage montre que l'on négocie avec l'un sans manquer à l'autre, que l'on demeure libre en principe de modifier toujours le choix des amitiés et l'orientation politique du pays. Il était licite de rechercher le rapprochement avec l'Espagne, nonobstant les traités maintenus, souscrits et jurés : Preux, Magéran, Zuber, Im Eich l'admettaient, qui le firent, et condamnèrent au dernier supplice leur pair Antoine Stockalper, pour l'avoir fait. Nous affirmons donc : Si, envoyés par l'autorité suprême, ses justiciers ont retiré louange, considération et récompense de leurs démarches à Milan, Antoine Stockalper, quand, de l'aveu de son seul seigneur légitime, il remplit, avec un tact et une autorité loués, une mission identique auprès des mêmes personnages, fait œuvre de diplomate, et point basse besogne de traître, et mériterait les mêmes témoignages dont ses juges sont fiers.

Mais il y a une question de plus ou de moins ! pourraient s'entêter quelques sourds ; mais il voulait livrer sa patrie au roi d'Espagne et non seulement conclure une alliance admissible, il cédait souveraineté et territoire, il... Rien n'est plus imaginaire ; rien n'est plus contraire aux faits, aux témoignages, aux aveux même. Il est superflu de dire que les Impériaux n'ont jamais mis le pied sur notre sol, tiré une balle sur nos députés, pillé un épi de nos champs, et que notre prince n'a jamais été ramené dans les fourgons de l'étranger, comme aime à s'exprimer la malveillance. Toutes ces accusations d'intervention étrangère sont bien puérides. A Brigue, à Géronde, à Sierre, quelques prêtres, quelques jeunes gens, quelques paysans mécontents et partisans de leur gouvernement légitime, pouvaient à la vérité, dans le feu des passions, crier : vive le roi d'Espagne ! ou murmurer, gronder, fanfaronner qu'un roi catholique nous envahirait, et que les Valaisans allaient être contraints à se rendre. Mais quelles périodes troublées n'ont entendu pareils cris ou pareils contes ? D'ailleurs, ceux qui les profèrent, ou bien disent formellement que l'Espagnol ne nous fera aucun mal, quand il viendra, ou bien pensent qu'il ne construira qu'une forteresse à nos frontières, ou bien se vantent de le suivre au cas où il viendrait, ou bien même ne font que soupirer après sa venue infiniment conditionnelle. Cette conjuration d'opéra-

comique, racontée par les plus bavards des témoins, et enflée, soufflée encore dans des trompettes pour les besoins de la cause, nous le savons, ne prête qu'à sourire.

Son chef l'a avouée pourtant ! Antoine Stockalper a fait appeler ses juges dans son cachot, précisément pour leur apprendre par le menu ses démarches à Milan ; elles sont indéniables, ses intentions sanglantes sont avérées, la trahison est patente ! Nous verrons plus tard que les procès-verbaux où nous lisons ne sont que des chiffons de papier. Pour l'instant, acceptons-les volontiers, et nous y penchons :

La thèse de la trahison y semble bien compromise. Si l'alliance espagnole est possible, si le dessein de la faire aboutir est vraisemblable, si les pourparlers sont certains, l'invasion, la domination, la guerre espagnoles y paraissent, non seulement des fictions, mais des impostures. On n'en finit pas de faire le compte de tant de flottements, d'à peu près, de réticences et de contradictions :

Ce serait l'Evêque, d'abord, qui aurait confié au capitaine Stockalper son projet d'appeler l'Espagne contre le pays, et aurait sollicité son aide. Mais, un autre jour, c'est le chanoine Theiler qui est prétendu avoir exhorté et décidé le Capitaine à prendre le parti de l'Evêque, qui devait bien finir par trouver du secours, dit-on, et avait l'intention d'en demander à l'Espagne, après s'être adressé plusieurs fois en vain à la France. Mais non encore ! le lendemain, c'est le Capitaine qui aurait conseillé et persuadé à l'Evêque de se placer sous la tutelle de l'Espagne, plus efficace que celle de la France ou de toute autre puissance. Ainsi trois modes sont possibles, mais inconciliables, et les trois sont admis simultanément !

Enfin, quoi qu'il en soit du ressort initial, l'Evêque et le Chanoine auraient adressé le Capitaine au gouverneur de Milan. On discourt d'un accord, d'une conférence, du passage des troupes, et le négociateur se montra surtout préoccupé de se procurer une petite place de capitaine dans la garnison de Milan. Son plan (?) avait été approuvé. Où devait-il aboutir ? A une invasion espagnole ? Non, à la formation d'une compagnie valaisanne à Milan, et, peut-être, longtemps plus tard, grâce à l'influence miraculeuse de ce petit noyau de prétoriens, d'ailleurs gardés en otages, à la conclusion légale d'un traité militaire et d'amitié.

Quant à ce traité même, remarquons ceci : Stockalper avait, nous dit-on, développé un plan dont l'avantage principal et merveilleux était d'assurer à l'Espagne passage, correspondance et amitié, « sans ultérieur traité », par un « meilleur moyen moins coûteux et qui n'entraînerait pas le paiement de pensions comme un traité avec le pays », et l'heureuse et normale issue de ce plan pourtant, est-il dit trois lignes plus bas, était de faciliter

ou d'assurer mieux le passage et la conclusion d'un traité d'amitié !

Quant à ce passage même, remarquons aussi : La base de toute l'argumentation de Stockalper avait été celle-ci : Le Valais est bien trop pauvre pour donner le transit au Roi ; c'est à peine si un endroit pourrait nourrir 50 chevaux pendant quelques jours. Et pourtant tout le suc de son effort consiste à trouver une entente pour fournir ce passage, et le couronnement de sa mission est d'avoir établi l'accord sur cet impossible passage !

Ne nous étonnons pas trop que l'étude un peu serrée de ce récit, produit de l'inquisition, fasse faire à Stockalper figure de mystificateur, et au duc de Milan figure de grand benêt. Admettons les conclusions où ils s'entendirent, et convenons que leur projet ne faisait ni sauter le pays, ni crever ses magistrats. Ceux-ci accusèrent aussi Stockalper de s'être laissé acheter à prix d'or pour consentir à son crime. L'humble vérité est que le duc son hôte lui avait fait présent, avant son départ, d'un joyau, et de 50 écus pour son voyage. Il avait d'autant plus sujet de ne pas les refuser que, lors d'un précédent voyage qu'il avait dû accomplir à Milan, à grands frais, pour les affaires du pays, les autorités avaient négligé de le dédommager...

L'Espagne avait donc souscrit aux énormes finesses que nous avons exposées, et s'apprêtait à leur donner effet. Mais Antoine Stockalper tient si fort à sa mirifique trahison espagnole, que c'est précisément l'instant qu'il choisit pour partir faire la guerre dans la Valteline, au profit du roi de France et contre l'Espagne !

A son retour des armées, deux ans plus tard, l'évêque Jost le pressant de donner suite aux desseins ajournés, Stockalper, traître toujours en faveur de l'Espagne, se refuse à rien faire parce que son honneur de soldat, enrôlé dans les armées françaises, lui interdit de paraître à Milan !

Il arrivera cependant à avoir un entretien avec l'ambassadeur espagnol à Lucerne : Ce sera pour constater que le moment de réveiller les anciens projets est on ne peut plus mal choisi, puisque les deux couronnes viennent de signer la paix, et pour planter là gloire, tambours, trompettes et trahison !

Les autres aveux que la torture lui arrache ensuite, ne montrent, pour nous ébranler, pour nous faire oublier tous ces arguments par l'absurde, que des confirmations de cette trempe : « Si » S. S. le Pape ou le roi d'Espagne avaient attaqué en armes ce pays, je me serais joint à eux avec ma bande. Ma correspondance avec le Landamman d'Uri avait pour objet d'avancer mon projet de placer l'évêché sous la protection du roi d'Espagne, « si » S. S. le Pape l'avait trouvé bon ! Ne nous étonnons pas trop de voir S. S. le Pape se lancer, cuirassé, à la conquête du

Valais, et penchons à croire qu'on avait pu envisager une démonstration diplomatique un peu plus ferme que d'habitude. Mais une intervention guerrière paraît tout à fait improbable. Sinon, qu'aurait-on attendu pour la faire, ou pourquoi ne la fit-on pas plus tard, puisque l'Evêque avait été contraint à résigner son évêché, puisqu'on était en train de lui arracher son comté, puisqu'il le perdit effectivement un jour ? Aucune puissance catholique n'y mêla jamais ses capitaines : Ni celles dont les juges menaçaient, ni l'Empereur, qui pourtant avait affirmé ses droits et son intérêt en confirmant, à cette heure même, la Caroline donnée par ses prédécesseurs, et dont, un peu plus tard, les filles et les sœurs des conjurés assuraient en secret que, si on s'obstinait à ne pas recevoir de nouveau l'évêque et les fugitifs, l'Empereur envahirait avec ses troupes le Valais, et le reprendrait en son pouvoir.

Ce complot formidable, ce cas extraordinaire de haute-trahison, proclamé officiellement le plus grand des méfaits, et un crime tel qu'il fut seul, en Valais, à provoquer la peine de l'écartèlement, avait été communiqué dans ses détails à l'évêque, qui avait loué son auteur, l'avait encouragé, l'avait pressé de rester inébranlable, avait reçu son serment d'être fidèle jusqu'à la mort. L'homme de paille, l'intermédiaire, fut supplicié. L'instigateur, l'auteur responsable, n'encourut jamais le moindre blâme, n'entendit jamais la plus timide allusion à une culpabilité si flagrante et si grande. Un silence si prudent, après un galimatias si effronté, cette disparition subite de tout grief, cet anéantissement de l'incrimination, nous rendent bien suspecte la réalité où elle se fondait, et suffisent à indiquer quel cas il faut faire de cette sorte de trahison-fantôme.

Pour toutes les autres accusations énormes qui accablent l'infortuné Capitaine, elles ne pèsent pas un fétu, en vérité. Elles ne reposent sur rien que de vagues menaces échappées à une sainte colère et formulées au conditionnel, et que sur des aveux arrachés par la douleur, et illégalement. Le Capitaine, brisé, après Dieu sait quel nombre de séances au banc de la torture, devait finir par avouer, en bloc, « in summa », tous les crimes que l'on voudrait, et confirmer tout ce qu'il pouvait avoir dit ou n'avoir pas dit, tout ce que pourraient produire des témoins dignes de foi. Plus un seul témoin ne fut alors trouvé ni entendu, l'on s'en doute, et pas un seul, dans l'enquête, n'avait rendu croyables les massacres, les incendies, les brigandages, les vols mis gratuitement au compte de l'accusé. Un ennemi mortel, qui l'avouait, et un adversaire parjure, qui avait été condamné comme tel par le tribunal aujourd'hui compétent, apparurent bien pour rendre témoignage que Stockalper avait machiné une nuit de carnage ; mais, dans un procès traîné sur l'espace de plus de deux mois, on n'entendit que le dernier

jour parler d'un ferme propos incendiaire, et les vols, les rapines, les brigandages ne furent pêchés que dans l'encrier, et ne tombèrent au procès que dans ses dernières lignes.

Le Capitaine hébergeait chez lui des brigands, répète-t-on sans cesse ; c'était sans doute dans l'intention d'ouvrir les écluses à tous les brigandages. Mais on n'a jamais été renseigné sur ces mystérieux bandits. On dit d'abord que leur chef en hébergeait 140 dans sa maison. (Où ? dans quelle caserne ? le vaste château Stockalper ne fut bâti que plus tard, par le Grand Gaspard ; d'ailleurs Antoine lui-même n'avait-il pas affirmé qu'il était impossible d'entretenir en Valais, dans une localité, plus de 50 cavaliers pendant quelques jours ?) A Glys, à la mi-août, ils auraient été 14 à se pavaner en armes, dit un des leurs, d'après une version, 140 d'après une autre. Mais le bandit Crupp, quelques temps après, offrait au capitaine Stockalper une ou deux douzaines de ses pareils, s'il le désirait, pour sa garde ; il en aurait donc été totalement dépourvu. C'est que la Diète, objecte-t-on, avait porté des décrets d'expulsion contre eux, et que la plupart avaient accepté leur bannissement ! Le bandit Paulin ne s'en vantait pas moins, après ces décrets, qu'ils étaient assez nombreux pour commencer « le jeu » quand ils voudraient ; le bandit Crupp, le 8 septembre encore, une semaine avant l'arrestation du Capitaine, n'en parait pas moins et n'en menait pas moins scandale, dans tout le dizain, avec sa troupe. Antoine Stockalper, dans ses aveux, ne manque pas non plus de dire qu'il ne voulait pas moins se servir des bandits pour sa défense, qu'il leur avait désigné quelles personnes ils devraient frapper, et, d'après un texte, il les avait passés en revue et harangués. Un jour, les conjurés méditaient de chercher secours en Italie, ou partout où ils pourraient en trouver, et ils se faisaient promettre par Paulin un corps de 50 bandits, ou de 100, ou de 150 encore. Mais Stockalper affirmait pouvoir compter sur 300 d'entre eux, au premier avis. Non pas 300, mais 500 dit Pierre Stockalper dans l'enquête. Enfin, le jour où l'on arrêta leur chef, il ne s'en trouva pas un seul, nous disons bien pas un seul, à Brigue et dans tout le Valais. On n'entendit plus jamais parler d'eux. Leur existence éphémère peut avoir été tout aussi imaginaire que celle de ces autres bandits qui, en 1680, furent annoncés dans les gorges du Simplon encore, qui devaient nous envahir en armes, firent mobiliser la troupe dans le Bas-Valais, dont pas un seul ne parut, et qui ne valurent, en fait de réalités, qu'un « ringli » de pain et deux bons coups de vin à chaque soldat licencié, et, à nous-mêmes, que la page d'histoire burlesque où figure ce « Ringlikrieg ».

Les meurtres et les massacres promis aujourd'hui ne doivent pas avoir une existence moins alphabétique, pourrait-on dire, moins pararessière.

Disons d'ailleurs que Stockalper et ses conjurés, qui destinaient les bandits à des travaux si abominables, les y préparaient avec un tel feu que Crupp, avant de mourir, ne connaissait absolument rien de la trahison qui se tramait, que le Capitaine lui disait plaisamment : « Si l'huissier, ou toute autre personne, te défend de porter ton mousquet, fais lui : pouf ! pouf ! », et que le notaire Cristophe Perrig, dont la tête devait être mise à prix, fut le plus vif à bondir sur Crupp, et à détourner le pistolet qu'il dirigeait un jour contre le châtelain Megentschen, le premier homme pourtant qu'ils avaient juré de tuer !

Les assassinats annoncés par ces prémisses devaient être tels, que nos juges, encore le jour avant de prononcer la condamnation capitale, en furent réduits à protocoler que Stockalper, d'après une version, ne pouvait plus se souvenir comment, où, quand, à quel propos l'attaque se serait produite, et, d'après celle de la Bourgeoisie de Sion, qu'il ne voulait pas nier, « si on pouvait l'en convaincre », d'avoir fixé avec ses partisans le lieu et les circonstances où se commettraient ces meurtres. Cette réserve ne fut jamais détruite, cette conviction ne fut jamais faite. Les témoignages n'avaient porté que quelques propos assez vagues : que les choses iraient mieux si l'on faisait leur compte à quatre ou cinq personnages, que tel mériterait une bonne volée, que tel autre ne serait pas indigne d'une balle ou d'une botte de sabre, rien de prémédité, d'arrêté, de dangereux, de criminel enfin. La torture n'avait réussi à ravir d'abord au Capitaine l'aveu d'intentions homicides qu'à l'égard des ennemis qui viendraient l'attaquer ; il ne s'agissait, en sa conscience, que d'un droit de légitime défense. Puis, par la pente des tourments et sous l'effort graduel de la corde, il reconnut avoir cherché la mort de tous les députés qui s'opposaient à l'évêque. Enfin, à la dernière minute, on devine dans quel esprit et quel état, avant de supplier qu'on le fasse mourir sans d'autres tortures et supplices, il jette pêle-mêle, comme avec une rage d'en finir, de se condamner, de se délivrer par la mort clémentine, toute la nomenclature des plus horribles forfaits, et révèle qu'il aurait mis tout à feu et à sang, absolument tout, qu'il aurait incendié tous les bourgs, qu'il aurait égorgé d'abord les magistrats, mais qu'il n'aurait fait grâce ensuite à personne, à personne, petit ni grand, jeune ni vieux, parent ou non, catholique ou non. L'épouvantable combat fratricide n'aurait pris fin que faute de combattants !

C'en est décidément trop, la fragile pièce trop chargée éclate de ses propres excès, il n'en sort que du vent. Il n'y a plus ici des raisons, mais des prétextes, plus de crimes, mais des incriminations. Il n'y a plus qu'une culpabilité toute verbale, que des maléfices commis du bout des lèvres. Ces juges égarés se précipitent sur des mots, enregistrent des mots, condamnent

pour des mots ; ils accumulent des mots : « traître, rebelle, sédition, désobéissant, meurtrier, assassin, voleur, pillard, brigand, incendiaire », (sans parler de nombre d'autres fautes et méfaits, renchérisaient-ils plus haut), ils n'accumulent que des mots, dans le plus triste entraînement, sans contrôle et sans discernement, pour éblouir, pour assourdir de la culpabilité formidable du malheureux qu'ils veulent condamner, nous le démontrerons.

Pour l'instant, nous voudrions les voir élucider encore quelques points de cette activité sanglante dont ils chargent leur accusé :

Ses juges et victimes admettent comme certain, et que le coupable aurait déclenché son massacre, en commençant par Sion, si les Espagnols ou les Italiens avaient envahi le pays et si un soulèvement populaire s'était alors produit, à la faveur de ce soulèvement même, — et simultanément, qu'il avait fait serment avec ses bandits et ses conjurés de tout tuer, en commençant par Naters, si les Commissaires venaient à Brigue faire leur enquête et s'enhardissaient à le toucher.

Ses juges et victimes admettent comme certain, et que le Capitaine allait passer aux actes quand ils viendraient l'arrêter, déchaîner le fer et les flammes, ordonner, diriger, exécuter sa nuit de massacre, — et simultanément qu'il était si effrayé qu'il confiait, dans le particulier, son secret dessein de s'enfuir de nuit par le Simplon. Cette contradiction est d'autant plus étrange, qu'au même temps Antoine Stockalper préparait, et sans s'en cacher, un voyage à Lorette et à Rome. On l'appréhenda comme il avait, pour ainsi dire, le pied à l'étrier, que sa sœur Scholastique, du couvent, s'inquiétait affectueusement des dangers de la route, que son ami le seigneur de Rye lui envoyait des lettres de recommandation pour son parent le cardinal de Madruz, et que le secrétaire de Lucerne lui écrivait amicalement pour lui souhaiter un heureux voyage. Nous avons peine à être épouvantés par ce criminel qui part en promenade à la minute d'agir, et nous ne comprenons pas comment ce chef incendiaire et sanguinaire, dont on a affirmé qu'il devait personnellement donner le signal du carnage et désigner les victimes en les attaquant d'abord de sa propre main (pourquoi les désigner, d'ailleurs, puisque tout le monde devait être immolé sans exception ?), entendait s'y prendre pour mettre le feu et porter les premiers coups d'épée depuis les routes de l'Ombrie ou le tombeau des Apôtres.

Nous sommes moins prompts, moins appliqués à nous illusionner, que les juges se prétendant victimes marquées. Nous n'avons plus la torture pour nous laisser convaincre, ni la mauvaise foi pour nous laisser duper.

Mais c'est là s'avancer gravement contre des juges. Soutien-drons-nous mieux nos affirmations qu'ils ne firent les leurs ?

Certes, nous montrerons que la simple et sincère relation des faits n'est pas seule à plaider pour Stockalper, à mettre en relief l'équivoque du réquisitoire, à jeter le doute sur les accusations de nos Magistrats, et le discrédit sur leurs actes. Une abondante argumentation morale parle contre eux, bien des répliques dans les sphères sereines de l'esprit s'aiguisent, qui placent ces juges dans la posture d'accusés, les laissent interdits.

A lire l'importante et imposante liste des magistrats qui prononcèrent la sentence capitale, le moindre soupçon de partialité, d'irrégularité, qui viendrait effleurer l'esprit, pourrait sembler, doit sembler d'abord un grossier blasphème civique. Ne sont-ils pas là trente-six personnages les plus considérables du Valais, la fleur de tous les dizains ? Ne voit-on pas siéger, à côté du Grand Bailli Jean Roten, un banneret et châtelain Jean Udret, un colonel et bourgmestre Balthazar Ambuel, un châtelain Barthélémy Wolff, un châtelain Hildebrand Waldin, pour Sion ? Sierre n'a-t-il pas député le colonel Jean Preux, capitaine de dizain, les châtelains et gouverneurs Jean Byrbaum et Antoine Courten ? De Loèche, ne dénombre-t-on point en diète les Michel Magéran, colonel et banneret, Jean Grandt de Clavibus, ancien major, Jean Magéran, capitaine et châtelain, Pierre Allet, capitaine et ancien major ? Le major Jean Im Oberhaus, de Rarogne, ne vient-il pas appuyer le vote du Grand Bailli Roten ? L'ancien bailli Sébastien Zuber, le banneret Nicolas Im Eich, les châtelains Joder an den Matten et Jean Venetz, ne représentent-ils pas avec le plus d'éclat le dizain de Viège ? Brigue n'a-t-il pas, pour tenir une place honorable, son juge de dizain le châtelain Antoine Megentschen, son banneret et ancien châtelain Jean Lergien, un châtelain Gaspard Schnider, un amann et châtelain Jean Lambyen ? Conches n'a-t-il pas dépêché son major et châtelain, le banneret Martin Mathis ?

Ce collège de juges est fort brillant. Mais ces juges ne sont rien si aisément qu'imposteurs et faussaires, s'il le faut. Qu'on ne se récrie point, mais relise un peu l'histoire de ce temps.

Aussitôt après la mort d'Adrien II de Riedmatten et avant de procéder à la nomination de son successeur, les Députés avaient dressé une pièce en 15 articles, à laquelle on donna le nom de Conclusum, et qui était le premier projet de capitula-

tion du pouvoir spirituel. La diète réunie au château de la Majorie, le 7 octobre 1613, remit la pièce aux quatre dignitaires du Chapitre, demanda que le Chapitre y consentît, la signât, et s'engageât à la faire ratifier par le futur évêque. « Il faut nécessairement, dit Grenat que nous citerons tout au long de ce paragraphe, il faut nécessairement lire cet important document, pour juger de la malice de la rédaction de quelques-uns de ses articles, de l'effronterie impudente de certaines allégations, et de la perfidie de ceux qui fabriquèrent ce cheval de Troie d'un nouveau genre ».

Mais le Chapitre parapha, « de plein gré, connaissant ses droits, sans contrainte ».

Or, en diète de mai 1614, le Chapitre venait protester : « Ces articles insolites ont été fabriqués précipitamment et inconsidérément par quelques-uns de ses membres qui, trompés et intimidés par la violence, ont été forcés de les signer ; il est certain que c'est par d'horribles menaces que Messieurs du Chapitre ont été amenés à donner leur signature... Quant au danger pour leur vie, on criait : O che questo passera, o che si spargera sangue ! c'est-à-dire : la renonciation ou la mort ! »

Ce cri peut bien être échappé de la bouche de l'italien Magéran. Mais il y a mieux. Dans un exposé que rédigèrent les chanoines pour la nonciature, ils citent deux faits qu'il ne voulerent pas reprocher publiquement à leurs auteurs :

Pour les déterminer, le bailli leur avait déclaré que cet orage ne serait que passager, et que les articles ne porteraient aucun dommage pour l'évêque et pour eux. Quant au chancelier, rédacteur de la renonciation, il l'avait fait souscrire aux quatre dignitaires sans la leur lire préalablement !

Autres faits :

Au décès d'Adrien II encore, les chanoines avaient laissé aux mains des héritiers tous les titres concernant les droits et les prérogatives de l'évêché. « Pendant la vacance du siège, le doyen seul occupait d'office la Majorie ; mais cette fois le bailli, au nom de la nation, s'installa aussi au château. Ce ne fut pas en vain, ni sans dessein. Aussitôt qu'ils eurent appris la négligente omission du Chapitre, omission dont ils étaient probablement les instigateurs secrets, les hauts magistrats se chargèrent de réparer cette faute et emportèrent tous les documents qui leur tombèrent sous la main. Avisé de cette audace, le pape réclamera et, par la voix du nonce, somméra le Chapitre de prendre la défense de la mense épiscopale ». En effet, les chanoines, dans leur plainte de mai 1614, rappelleront et préciseront comment les patriotes, « selon leur bon plaisir ont dépouillé le château et le siège de l'évêque, contre tout droit canonique et civil », et revendiqueront « les documents anciens et authentiques qui toujours, soit en temps de paix, soit en temps de

guerre, sont restés entre les mains de l'évêque». «La réclamation qui venait d'être adressée à la diète mérite d'autant plus de foi et prouve d'autant plus évidemment la fausseté de la narration que les abscheids nous ont donnée de cette spoliation des droits de l'Eglise, qu'elle était directement adressée aux coupables qui ne purent la démentir. La protestation du Chapitre fut de nul effet, quoique renouvelée plus d'une fois : tout fut inutile, on ne revit plus ces pièces dont on avait fait tant de bruit et qu'on traitait d'apocryphes. Cependant, si elles l'eussent été, c'était le moment de le démontrer. On crut plus prudent de les détruire».

Autres faits :

«Pour donner plus de relief au bailli que l'on avait proclamé indépendant de l'évêque et premier chef du peuple, on voulut aussi que, dans les diètes, il eût la première place après l'évêque. Jusqu'en 1614, il n'avait eu que le troisième siège, sauf dans des circonstances exceptionnelles ; les représentants du Chapitre avaient de droit et d'usage le second rang. Dès ce jour cependant, les patriotes, se prévalant de ces exceptions, prétendaient en faire un droit que les chanoines avaient usurpé. Après des débats assez vifs, les chanoines déclarèrent céder momentanément pour motif de paix, et le bailli occupa la seconde place dès cette date. L'année suivante, à l'ouverture de la diète de juillet, l'évêque, qui la présidait, réclama en faveur du Chapitre. Mais les députés furent unanimes à protester, déclarant que l'année précédente ils avaient obtenu définitivement cet honneur pour le bailli et que le Chapitre y avait consenti. Ce qui était absolument faux. On en appela au protocole de la session. Mais le protocole, altéré à dessein, faisait mention du consentement des chanoines, en ajoutant qu'ils l'avaient donné pour cette fois et pour l'avenir. Le chancelier interpellé prit à témoin l'assemblée qu'on avait convenu ainsi, et il affirma qu'après la clôture de la diète il avait lu le protocole devant Sa Grandeur et les quatre dignitaires qui, alors, n'y avaient point contredit. Ce que ceux-ci et l'évêque nièrent formellement, protestant que ce passage avait été interpolé à plaisir et à leur insu». Le clergé, devant la menace de la révolution, dut céder, en réservant tous ses droits.

Le chancelier d'Etat était alors Sébastien Zuber, ancien gouverneur de St-Maurice. D'abord fervent catholique, «il avait changé de sentiments et de conduite depuis quelques années déjà, et dès lors aussi les protocoles des diètes qu'il rédigeait n'offrent plus de sûreté pour leur fidélité dans tout ce qui concerne Hildebrand Jost et la question religieuse. Nous verrons son évêque, dont il devint l'ennemi, se plaindre amèrement de sa fourberie et des «larmes de crocodile» qu'il venait verser devant lui et le bailli Nicolas Kalbermatten».

Autre fait :

En juillet 1615, l'évêque dut déplorer que, « depuis qu'il avait en mains la direction du diocèse, six à huit jeunes gens du pays avaient été étudier à Zurich et autres villes réformées. Il invoqua, en conséquence, l'appui des dizains pour que de telles transgressions n'eussent plus lieu et fussent punies conformément aux décrets de Viège. A l'inculpation d'envoyer leur jeunesse aux écoles protestantes, les Sédunois répondirent que cela n'avait pas lieu de leur aveu, mais à leur insu. Cette affirmation était une fourberie ». Une missive, du 7 mai 1609, que l'avoyer et le conseil de la ville de Berne avaient adressée au bourgmestre et au conseil de la ville de Sion, prouve leur collusion de manière écrasante. « Si cette lettre, si confraternellement protestante, avait pu être relue à la députation sédunoise dans la séance de juillet où elle protestait de l'innocence et de l'ignorance des magistrats au sujet des étudiants, cette députation aurait reçu un honteux démenti, bien mérité ».

Autres faits :

En 1618, Hildebrand Jost dut écrire aux Magnifiques Seigneurs nos très chers alliés et confédérés : « Nous ne pouvons savoir quand nos adversaires voudront enfin user de la procédure juridique pour en finir. Nous leur avons, avec le Chapitre, représenté en pleine assemblée, notre désir de terminer cette question de nos droits par la voie judiciaire et demandé qu'ils donnent copie de ces abscheids inconnus qu'ils nous objectent sans cesse ».

Il est sûr que les magistrats ne reculaient pas à soustraire ou retenir les pièces trop éloquentes. On a vu l'escamotage des titres épiscopaux à la Majorie. On sait que plus tard ils n'ont pas manqué de cacher toujours à l'évêque les recès de l'importante diétine de Loèche, qui allumaient la guerre dans le pays, et on les soupçonne fort d'avoir empêché ces mêmes recès de parvenir à la postérité ; ils se sont gardés de les conserver parmi leurs actes officiels, dans les archives des dizains. Ces fameux décrets, principe et raison de l'affaire Stockalper, n'ont jamais été retrouvés.

Autres faits :

La diète de janvier 1619 avait, à Sierre, proclamé la révolte et délié tout citoyen du serment de fidélité à l'évêque. « Le bailli était alors à la cour de Turin. On lui écrivit tout ce qu'on venait de faire contre les prétentions de l'évêque et on lui ordonna de revenir aussitôt reprendre la direction des affaires qui réclamaient sa présence. Zuber, qui écrivait cette lettre au nom de la diète, accuse l'évêque d'avoir engagé les Conchards à persister dans leur traité avec le Milanais, traité auquel ils avaient dû renoncer ». « Il leur a promis assurance contre les autres patriotes, affirmera-t-on, puis il a aidé à les punir et a gardé pour

lui 800 écus bons, ce dont il devrait rougir, vu qu'il était coupable de la même action, et que la peine aurait dû justement lui être appliquée à lui».

«Il est difficile, pour ne pas dire impossible, de juger de la véracité de cette accusation. Lors même que le vice-bailli dit que plus de cinquante témoins avaient déposé contre Hildebrand, nous savons que le chancelier était l'ennemi personnel du prélat, que les adversaires de celui-ci ne se faisaient pas faute de se parjurer, lorsqu'il s'agissait de battre en brèche son autorité et de nuire à son honneur pour lui désaffectionner le peuple. Il était facile à de tels ennemis et surtout dans ces circonstances, où la politique et la religion étaient en jeu, de suborner non seulement cinquante, mais cent témoins. Hildebrand, dans ses circulaires et sa correspondance, ne cesse de répéter que ses adversaires répandent sur lui toutes sortes de calomnies pour réussir dans leurs projets impies et sacrilèges. On croit volontiers à un évêque jouissant de l'estime et de la confiance du pape, du nonce, du roi de France, du duc de Savoie et des cantons catholiques, à celui auquel tout ce qu'il y a de bons prêtres dans son diocèse est dévoué, plutôt qu'aux assertions d'ennemis parjures, auxquels est uni tout ce qu'il y a de mauvais et de scandaleux dans le clergé».

D'ailleurs, les faits ont un sens aussi !

Ce fut l'évêque qui convoqua, en octobre 1615, une diète extraordinaire pour déplorer et accuser que Brigue et Conches étaient à l'œuvre pour ériger leur alliance espagnole ; ce fut à lui, dans sa tournée pastorale, qu'on donna à entendre en plusieurs endroits, et avec violence, qu'on devait y donner suite ; ce fut malgré ses représentations, ce fut même enfin contre sa défense expresse à ses sujets, que leurs deux députés se rendirent à Milan ; ce fut lui encore qui cita les négociateurs devant lui, ce fut lui qui, devant leur désobéissance réunit la diète, lui qui soutint l'accusation, lui qui protesta solennellement, lui enfin qui fit écrire aux négociateurs pour leur ordonner, d'autorité souveraine, sous peine de disgrâce, perte de corps, vie, honneur et biens, de revenir et de cesser aussitôt leur entreprise. Et c'est lui qu'on a le front d'accuser de favoritisme et de complicité !

Autres faits :

«Les articles formulés à Sierre contre la souveraineté épiscopale ayant été présentés aux Communes, celles-ci les acceptèrent généralement pour le fond, mais elles divergèrent sur la marche à adopter pour leur application. Quelques dizains avaient voté pour l'élection d'un autre évêque ; d'autres, considérant les suites graves qui pourraient en résulter, surtout au milieu du trouble général, avaient déclaré vouloir réfléchir encore et, pour agir avec plus de maturité et de justice, dési-

raient qu'on leur exposât par écrit les griefs qu'on avait contre Sa Grandeur. Le haut pouvoir travailla aussitôt à la rédaction du mémoire que le peuple désirait... Le factum contenant les prétendus griefs fut rédigé par les ennemis du prélat ; on comprend dès lors quel en était l'esprit et ce qu'il pouvait contenir. Cette longue et fastidieuse pièce n'est qu'un absurde et calomnieux pamphlet de la haine hérétique de ses auteurs. L'examen consciencieux des faits articulés démontre que ceux d'entre eux qui ne sont pas absolument faux, sont au moins exposés dans un sens qui les défigure complètement. On y poussa l'aveuglement jusqu'à reprocher au digne prélat d'avoir fait observer les dispositions du concile de Trente sur les mariages clandestins, et à mettre à sa charge des choses qui ne le concernaient nullement et des crimes dont on le rendait responsable uniquement parce qu'ils auraient été commis sous son épiscopat. Pareil pamphlet venant de la diète, indique les plus mauvais jours de l'histoire valaisanne et donne la mesure de la déloyauté des adversaires du vénéré et ferme défenseur des droits de l'Eglise et de la religion».

L'évêque, d'ailleurs décidé à convoquer, écrit-il, une assemblée générale «pour y exposer les faussetés, impostures et calomnies» dont il avait été l'objet, répondit aujourd'hui à ce violent acte d'accusation par un manifeste adressé à toutes les communes du pays.

Ce long document, qui forme «un tableau fidèle de la lutte toute religieuse qui remplit les vingt-cinq années de ce mémorable épiscopat», cloue au pilori nos juges suprêmes, et leur attache l'écriteau public de la honte : «Vous savez de quelle manière les hérétiques et leurs adhérents nous ont traité depuis Noël, sans égard pour notre qualité de prince, de prélat et d'évêque. Ils ont agi envers nous comme ils ne se le seraient pas permis envers le plus petit châtelain du pays, car, au moins, à celui-ci, on aurait signifié sa sentence : ce qu'on n'a point voulu observer à notre égard. En notre qualité de prince et d'évêque, nous méritons bien d'être averti au moins en particulier, si on ne voulait le faire publiquement. Et même, si ce que l'on dit est vrai, nos ennemis auraient attendu la nuit pour nous condamner, et ils auraient porté ce décret sans y avoir été autorisés par le mandat du peuple, comme cela se devrait. Ils ont usé de mystérieuse procédure envers nous, comme ils le feraient pour une cause de sorcellerie, au lieu de nous prévenir, par respect au moins pour le caractère sacré dont nous sommes revêtu. Comme hérétiques, se fondant sur des calomnies de leur invention, ils nous ont condamné injustement, sans avoir aucune puissance sur nous et sans aucun égard pour notre rang. Non contents de cela, et reconnaissant qu'on pouvait en appeler de leur sentence, qu'ils avaient portée sans s'inquiéter du refe-

rendum comme ils le devaient, ils ont promptement fabriqué des articles ou griefs calomnieux, qu'ils ont fait lire dans les assemblées populaires pour tromper les populations et les induire ainsi à confirmer leur inique sentence. De plus, sachant que leurs griefs accusatoires étaient faux, comme l'un d'entre eux l'a confessé, et que nous voulions nous en justifier devant le peuple, en nous rendant dans toutes les paroisses des dizains, ils ont usé de tous les moyens possibles pour nous empêcher de nous aboucher avec le peuple, tant ils redoutaient que celui-ci n'eût connaissance de l'énormité de leurs calomnies. Pour mieux réussir, ils ont défendu à quiconque de se présenter à notre résidence pour nous parler, sous peine de confiscation des biens et d'emprisonnement. Sous les mêmes peines, ils ont interdit à tous de recevoir aucune ordonnance, lettre ou circulaire de notre part».

Autres faits :

Le 20 mai 1627, le nonce apostolique, appelé pour la troisième fois à Sion depuis quelques années, parut devant la diète et y prononça un discours pour apaiser les esprits. Il toucha, entre autres points, à la récente expulsion des Jésuites.

Les députés avaient d'abord, lorsqu'ils s'opposaient à l'établissement des Pères, puis à leur maintien, suggéré, porté, multiplié contre eux les plus graves accusations. Le banneret Barthélémy Allet, de Loèche, n'avait-il pas fait imprimer à Zurich et répandu dans tout le pays un pamphlet virulent où l'on pouvait lire que l'Ordre était vendu à l'Espagnol, et le persécuteur le plus immodéré des protestants ? Ne les accusa-t-on pas d'avoir fabriqué de toutes pièces ou d'avoir ranimé la fameuse Caroline qui soutenait toute la lutte ? d'avoir persuadé à l'évêque de revendiquer comme propriété de sa mense épiscopale la maison d'école que la ville de Sion leur avait ouverte, et d'y faire sceller ses armoiries ? de l'avoir amené à résigner son diocèse au Pape sans le consentement de la nation, à livrer sa patrie au Roi très catholique, et d'avoir empêché les libéralités de la France ? N'alla-t-on pas jusqu'à leur reprocher d'avoir tenté d'empoisonner le banneret Allet ?

Aujourd'hui, le Grand Bailli allait répondre au nonce qui se plaignait de leur expulsion. Il le fit par un écrit plein de fierté. Mais, loin d'accuser les Jésuites, «il avoue que le pays leur a de grandes obligations, mais que le peuple les a pris en aversion uniquement parce qu'ils se sont trouvés dans le pays sous le règne d'un prélat si brouillon, dont on les croyait les conseillers, ce que néanmoins, dit-il, les plus sages et les plus avisés ne veulent croire, jugeant qu'ils sont trop prudents et discrets pour approuver un règne si violent. Mais, ayant craint une émotion générale, nous avons licencié avec respect les Pères, pour les garantir de toute violence». Mêmes protestations

dans leur lettre du 22 mai à l'ambassadeur de France, mêmes assurances formelles que les Pères ont donné toute satisfaction par leur vie, leurs pratiques et leur conduite.

Le peuple les avait pris en aversion, prétendent les magistrats. Mais, lorsque le P. Marius annonça de la chaire, à Brigue, leur départ imminent, la douleur des auditeurs fut indescriptible et le peuple fondit en larmes. «La plainte est générale au pays», disent les témoins entendus par les Commissaires. Certains prétendent même que toute l'effervescence a pris naissance dans le décret qui les a frappés. Brigue et Naters veulent faire un pacte séparé, pour les retenir, ou convoquer une Lands-gemeinde pour remettre leur sort aux mains de la majorité populaire.

Ils ont été licenciés avec respect, et garantis de toute violence, protestent leurs persécuteurs. Mais le médecin Perrig affirme qu'on les a chassés de façon ignoble, publiant à l'église que, s'ils ne voulaient déguerpir, on devait les poursuivre à coups de pierres, que ce serait permis, qu'on en serait disculpé, et que celui qui leur donnerait abri la nuit serait puni.

Le secrétaire d'Etat Magéran, qui avait laissé annoncer que le P. Marius l'avait converti, réussit aujourd'hui le chef-d'œuvre de ses hypocrisies et met en scène un tableau admirable : Quand le P. Marius vient lui faire visite le jour de son départ, il tombe à son cou en pleurant, il lui répète qu'il lui doit, après Dieu, son retour du Calvinisme à l'Eglise, et qu'il garderait bien les Pères à Loèche, à ses frais, s'ils avaient la permission de rester au pays. En attendant, bon courage ! Il jure qu'il ne sera pas difficile de les faire rappeler quand les difficultés avec l'évêque seront aplanies, et il offre, à ceux qu'il exile, des chevaux et de l'argent pour leur voyage !

Magéran ne devait se montrer qu'une autre fois d'une telle force. Il trouva moyen d'achever une vie tout entière passée à combattre, persécuter, calomnier, menacer, accuser, spolier et faire chasser l'évêque, ce «pasteur qui est la terreur de ses pauvres petites brebis», disait-il, par cette farce grandiose, ce véritable trait de génie de duplicité : Dans son testament, en témoignage de son affection envers le digne prélat, il lui légua son carrosse !

Autre fait :

Quand le Doyen Furer, «cette grande âme, le modèle du clergé valaisan», revint avec son évêque par le St-Bernard, en juin 1630, on l'arrêta, le fouilla et l'exila, dans des conditions qu'il rapporte avec une magnanimité rare. Il expose que les premiers magistrats lui intimèrent son bannissement à perpétuité «pour des raisons présumées ou supposées» qu'il relate, qui sont d'une inconsistance puérile, et représentent pourtant, dit-il, «tout ce que Magéran m'objecta et en châtimement de quoi j'étais

exilé. Je répondis à chaque accusation, et, comme réellement elles étaient fausses, je niai tout. Tout ce qui se serait passé au mont Saint-Bernard n'est qu'une infernale invention. Que l'évêque, le prévôt, le vicaire général et les autres parlent, et que Dieu pardonne au rapporteur calomnieux, car en tout cela l'iniquité s'est elle-même démasquée».

Autre groupe de faits, enfin, toute l'histoire de l'extorsion de la Caroline, figurée comme une renonciation gracieuse, de sa première phase au dernier jour. On a vu comment les chanoines l'avaient signée, en 1613, avant l'élection épiscopale. En 1630, elle fut arrachée à l'évêque, après 17 ans de résistances et de combats, deux ans d'exil, cinq mois de quarantaine et d'emprisonnement au Saint-Bernard et à Saint-Brancher, où le prince, d'après son émouvant et sacré témoignage authentique, livré tout à ses ennemis, privé de tout secours humain et entouré de soldats irrités, séquestré, violenté, pressé, menacé, promis aux fureurs du peuple, ne céda qu'en voyant les périls que couraient l'Eglise, le clergé et sa propre personne en danger. En 1634, l'Evêché et le Chapitre y souscrivirent à nouveau, solennellement et définitivement. Mais, «après une lutte deux fois séculaire des patriotes contre le pouvoir temporel de l'église de Sion, et surtout après tout ce qui s'était passé depuis la mort d'Adrien II jusqu'à ce jour, faire dire au clergé, dans la renonciation qu'on lui impose forcément, qu'il n'y est «nullement forcé ni induit», mais qu'il agit «de son plein gré», prouve jusqu'à quel point le trop fameux Magéran savait pousser l'audace».

Ainsi, tout le long de ce règne, c'est le triomphe constant du mensonge, de la calomnie, de la violence, de l'arbitraire, du faux. Nous avons voulu appuyer, et citer avec abondance. Devant les fables si grossières dont les maîtres de l'heure ont voulu composer l'histoire, la conscience se soulève et la raison se cabre. Quel crédit donner à ces juges malhonnêtes, à ces partisans sauvages à qui tous les moyens sont bons, lorsqu'ils viennent accabler à son tour le capitaine Stockalper, qui est le plus ferme et le dernier appui de la cause légitimiste et catholique, le plus grand zélateur du retour des Jésuites, le meilleur, le plus fidèle et le plus puissant ami de l'évêque ?

En vérité, les allégués de ces accusateurs, les considérants de ces juges sont sujets à caution ! Quelque industrie, quelque liberté, quelque loisir qu'ils aient eus pour concerter leurs plans, expurger et présenter leur enquête, farder leur jugement, on est si près de les prendre parfois en flagrant délit d'imposture et de maquillage, on sent de tels artifices tendancieux dans les lignes et dans les lacunes de leurs procès-verbaux, qu'on ne peut se défendre des plus sévères soupçons, de juger nous-mêmes ces juges, et d'infirmier tout l'appareil de leurs conclusions.

Des exemples ? En voici :

On travestit la qualité, le rôle, et jusqu'au nom des amis de Stockalper. Qui sont donc, que font donc ces dangereux personnages chargés de pistolets, de poignards, de mousquets et d'arquebuses (et auxquels pourtant le capitaine devait prêter ses propres armes !), que la diète met au ban et décrète des « Bandits », que les protocoles ne nomment jamais que bandits et brigands, auxquels les autorités veulent interdire de porter l'épée ? Saura-t-on jamais quels étaient ces 150 troublants Italiens auxquels le chevalier Stockalper donnait refuge, bon accueil et magnifique hospitalité ? Quels étaient ce « petit Crupp », ce « bandit Crupp » et ce « bandit Paulin » ?

Une lettre pateline de justification, envoyée par les magistrats de Brigue à ceux de Domo d'Ossola, d'où venait Crupp, l'accuse de blasphèmes horribles, de rupture de serment, de tentative d'homicide, et d'un « semi-homicide », de viol de vierges et de femmes, de rébellion la plus grave et la plus funeste.

Mais la même lettre nous apprend qu'Antoine Stockalper, non seulement confident, mais parfois témoin occulte de ses insolences et de ses crimes, demanda au conseil de dizain de relaxer Crupp, bien qu'il dût vivement déplorer les fautes certaines qu'il avait commises, en se rendant coupable d'injure au juge et de lésion corporelle de quelques particuliers.

Où donc est la vérité ? Quelle est la culpabilité de Crupp ? Cherchons-la dans l'enquête officielle, où nombre de témoins, encore sous le coup de l'indignation, vinrent l'exposer avec complaisance. Ils n'ont vu et ne savent pas d'autres délits que ceux qui font l'objet de la demande de grâce introduite par le Capitaine : Crupp portait des armes malgré la défense du châtelain, il s'est disputé avec une femme qui l'injurait, avec son mari, avec un paysan, a jeté quelques menaces à leur adresse, s'est pris de querelle avec le juge qui lui avait interdit le port d'armes, et, dans le feu de la discussion, a tourné son pistolet contre lui.

C'est tout. Or, c'est précisément aussi ce que les accusateurs, ce que les auteurs de notre lettre avaient commencé par écrire : ils avaient été contraints d'arrêter Crupp pour ces mêmes raisons : disputes avec le juge de dizain et quelques-uns de ses partisans : *« Impiissima vita et scelestissima facinora quae Bernardino Crupp hic perpetravit tam in personam castellani judicis nostri, quam privatas personas et ministros justitiae in dicta causa »* : Voilà ses crimes.

Plus loin, après l'énumération revue et augmentée pour expliquer leur rigueur, les juges ajoutent qu'ils ne veulent faire mention que des crimes commis par le détenu chez nous, et taire ceux qu'il avait mis à sa charge dans la juridiction de Domo d'Ossola.

Mais, quelques lignes plus haut, ils avouent que c'est sur la demande même des magistrats de Domo, et pour leur complaire, que leurs tribunaux, poursuivant déjà la punition de ce criminel endurci, réfugié à Brigue, lui avaient fait grâce il y a 3 ans ! S'il eut été un si grand criminel à Domo, Domo aurait-il intercédé si hautement pour lui ?

Aujourd'hui encore, ils voudraient lui être bienveillants, ils voudraient faire, pour resserrer les liens de bon voisinage avec cette même juridiction, tout ce qu'ils pourraient d'honnête et de licite pour remettre Crupp en liberté : N'est-ce pas, au contraire, condamner, et condamner ferme qu'il faudrait, pour se prêter parfaite assistance judiciaire, et se rendre agréables au voisin qui eut à souffrir des méfaits perpétrés chez lui ?

Enfin, libres ou dans les fers, mortes ou vives, quelles étaient les personnes de nos bandits ?

C'est aux parents et aux amis italiens de Crupp que nos juges inclineraient à montrer quelque faveur, disent-ils, et leur considération. C'est que, s'il était, en Valais et pour le procès, un «petit bandit», il était, hors du dossier et pour l'Italie, d'une race très fameuse («tam inclitae stirpis»), et possédait les amis et les consanguins les plus illustres. Ils étaient «clarissimi».

Et d'un. Mais le bandit Paulin ? Mais le méchant spadassin qui se vante qu'il ne tiendrait qu'à lui de déclencher le «jeu» sanglant, à qui le noble chevalier Stockalper prêtait ses éperons, ses pistolets et son meilleur cheval pour rentrer chez lui, et qu'il accompagnait jusqu'aux portes de Brigue ? Mais ce furieux matamore qui criait au châtelain Pierre Stockalper qu'il s'en allait chercher une troupe de leurs pareils pour venger Crupp ? — Cet homme de sac et de corde, c'est le noble officier milanais Jean de Paulino de Billa Croce.

Le tour n'est pas mauvais. Ainsi font, ainsi disent les juges. Pour l'accusé, comment le font-ils agir et parler ? Le résultat des interrogatoires de Stockalper au banc des supplices a été consigné de telle sorte, que ses aveux paraissent spontanés, pleins, naturels, irréfutables. Les procès-verbaux passent avec une extrême, avec une extraordinaire discrétion sur les tortures qu'a dû subir l'inculpé, ils soulignent volontiers qu'on l'a invité avec les plus amicales remontrances à ouvrir son cœur ; qu'il a parlé librement, ou, déjà lié à la corde, sans aucune torture ; qu'on le renvoie aimablement à se mieux souvenir ; qu'il a fait appeler le Grand Bailli et les 4 députés ses plus implacables ennemis dans son cachot pour leur déclarer comment il avait péché contre la patrie ; qu'il leur a demandé pardon ainsi qu'à Dieu, qu'il regrette sa faute, qu'il sait avoir mérité la mort et qu'il est prêt à supporter les peines que l'autorité lui imposera. C'est à peine si, pudiquement, un jour, on nous permet de lire qu'il a confirmé ses aveux «de gré ou pénalement».

Ainsi, l'on écoutait la Diète, on s'étonnait, on mesurait que le Capitaine était un homme égaré et repentí qui soulageait sa conscience, qui se libérait de ses crimes en les livrant, en les vomissant ; on pensait, comme l'a pensé l'historien Grenat, qu'il n'était pas tant besoin d'extorquer le récit de ses projets sanguinaires vraiment, incendiaires vraiment, le nom de ses complices dignes de mort vraiment ; on croyait sa confession libre, les appareils de torture purs de son sang, on était ébranlé. Puis, par hasard, dans les archives particulières de la famille Stockalper, on trouve une copie de l'original dont lecture fut donnée au délinquant, et l'on n'y voit, non sans surprise, à la date où il aurait prié ses examinateurs de venir recevoir sa confession, non seulement aucune mention de leur visite à sa prison, mais au contraire l'inscription que, ce jour-là, le malheureux Stockalper a dû avouer (*«bekennen müssen»*) ! On ouvre un protocole de la Diète de Lucerne, conservé aux archives cantonales de Fribourg, et l'on découvre que la mère de Stockalper avait écrit au Légat pour lui demander secours et faire remettre son fils en liberté, puisqu'il avait été rigoureusement torturé pendant trois jours, et qu'il avait maintenu et démontré son innocence !

Que pourrons-nous donc garder des aveux d'Antoine Stockalper ? Impossible de conserver la moindre confiance, ni dans un aveu apparemment libre, dont l'origine sanglante a été couverte fausement, ni dans un aveu qu'on reconnaît arraché violemment et que le délire des souffrances a faussé.

Fragile doit être ainsi la force probante de bien des textes échappés à la plume de nos juges et de leurs greffiers.

Je ne puis m'empêcher d'établir un parallèle entre ce qu'écrivit Nicolas Gasner au recto de son jugement et à son verso, de sonder la nécessité qui le pousse à une sorte de rectification, de réhabilitation suprême et qui, lorsqu'il a écrit et signé que Stockalper est condamné comme rebelle, traître, assassin, incendiaire, voleur et brigand, lui dicte par deux fois une note d'où il résulte que Stockalper est mort pour défendre les droits de l'Eglise et de l'évêque, qu'il ne fit en cela nulle injustice, et que la voix publique accuse Ses Hauts Seigneurs, qui s'en montrent fâchés, d'avoir envoyé à la mort un innocent ! Je ne puis m'empêcher de me souvenir que la procédure inquisitoriale et son secret livrent un accusé pieds et poings liés à ses examinateurs, permettent tous les dénis de justice, toutes les iniquités, favorisent toutes les erreurs ou toutes les fraudes judiciaires, que les juges du château de Loèche sont maîtres de solliciter, produire et soustraire témoignages et documents. Je sais surtout, non seulement qu'ils en sont capables, mais qu'ils y sont disposés, qu'ils y excellent, qu'ils y cherchent leur arme favorite et la plus sûre. Ces juges osent nier ce qui est vérité historique soutenue par la voix de plusieurs siècles, affirmer dans leurs

écrits officiels que le blanc est noir, que l'on n'a jamais tenu le moindre compte de la Caroline, que le Bailli a toujours présidé à l'élection de l'Evêque. Ces juges osent imposer la reconnaissance du mensonge et faire prêter serment de l'imposture jusqu'aux premiers du pays, jusqu'au corps du vénérable Chapitre, en cachant le contenu de ce qu'ils présentent à signer, en arrachant les signatures sous la menace de la ruine et de la mort. Ils osent voler, retenir et brûler les documents les plus sacrés, s'ils les gênent ou les démentent ; ils osent altérer les actes publics de la diète, y glisser secrètement les interpolations intéressées, soutenir hautement et d'une seule voix ces faux authentiques ; ils osent cacher, ignorer, renier les lettres qu'ils ont écrites et les réponses qu'ils y ont reçues, ils se gardent de produire les décisions qu'ils ont prises contre l'évêque, les titres qu'ils ont sans cesse à la bouche et dont ils se prévalent dans tous les actes de la lutte ; ils ne craignent pas de calomnier et de souiller le seigneur du pays et le chef de l'église, de se parjurer, de suborner des témoins, de traiter à leurs tribunaux irréguliers leur prince et leur évêque pire que le dernier petit châtelain du pays, de lui rendre la justice, ou plutôt de lui appliquer l'iniquité, dans la précipitation et le secret de la nuit, en fondant l'acte d'accusation sur des griefs mensongers, qu'ils se hâtent de forger, qu'eux-mêmes reconnaissent faux, et sans entendre ni citer l'accusé, sans lui signifier leur sentence, sans permettre que personne le voie, l'écoute ou le lise !

A ces procédés à l'égard du maître, je laisse à juger quelles licences ils prendront contre le serviteur ! S'ils en usaient ainsi envers leur prince-évêque, dont la cause était appuyée, le droit confirmé, par le Pape, l'Empereur, le Roi de France, le Duc de Savoie et les Cantons catholiques, on imagine avec quelle facilité ils pouvaient représenter le capitaine Stockalper sous les couleurs où ils avaient les pires intérêts à le voir et à le montrer !

Le tout-puissant Michel Magéran, major et banneret de Loèche, colonel d'un régiment valaisan en Piémont, député à la diète, gouverneur de Monthey, secrétaire d'Etat, un jour bailli, était le plus furieux ennemi de l'évêque. Il sut lui arracher, dans les larmes, après vingt ans de luttes, la capitulation solennelle de l'évêché et le gouvernement du pays. Il est le plus furieux ennemi du Capitaine. Il saura bien lui arracher, dans le sang, après sept interrogatoires reconnus et des séances à la torture qu'on a tenues secrètes, un aveu de culpabilité. On ne refusait rien, en Valais, à cet italien calviniste, qui animait à sa guise le sénile et décoratif bailli Jean Roten. Il a bien pu arracher à ses pairs, à ce suprême tribunal qui trônait dans les basses régions de boue que nous avons découvertes, une sentence capitale contre un adversaire aussi dangereux pour sa politique, ses ambitions et sa cupidité, contre un adversaire aussi odieux qu'était Antoine Stockalper.

7
i/v

Ces juges que nous avons démontrés capables d'imposture, de faux et d'iniquité, ces juges qui y étaient d'ailleurs enclins, pouvaient-ils être déterminés dans le cas présent par quelque raison particulièrement persuasive ou pressante ? Quelle pouvait être leur impartialité quand ils instruisaient la cause du chevalier Stockalper ? Une suspicion spéciale doit-elle s'ajouter au discrédit général où nous ne pouvons nous défendre de les tenir ?

N'hésitons pas à le proclamer : Tout cet illustre collège de juges que nous avons dénombré, aurait dû légalement être récusé, ne pouvait trancher sur la vie et la mort d'Antoine Stockalper avec la dignité, la sérénité, l'équité nécessaires.

Il n'est que trop vrai. Antoine Stockalper n'a point été condamné par des juges, mais par des ennemis, (dont quelques-uns des pires), qui, s'ils n'avaient pas publiquement et solennellement juré sa mort, comme le bourreau, maître Alter, qui le tortura et l'exécuta, ne pouvaient manquer d'en faire secrètement le vœu. Je ne prendrai pas la peine de parler des comparses, des obscurs assesseurs donnés aux premiers de nos Députés, des hommes tout acquis à leurs idées et à leurs inimitiés, du troupeau habitué à les suivre en diète, à peser dans le même plateau de la balance, de ceux qui, vraisemblablement, certainement, devaient faire échec à l'évêque et à ses partisans, et ont été triés pour aller juger le champion de l'Eglise à Loèche, en pleine citadelle de la Réforme : un Pierre Marquis, châtelain de Savièse, par exemple, un Pierre de Crista, banneret à Hérens, un Antoine Burdin, châtelain à Bramois, un Barthélémy Morard d'Ayent, des majors Jean Otschier et Jean Wyss, à Loèche, un Hans Ritter, major de Mœrel, un Nicolas Roten major de Nendaz, un major Michel Schmidt, un ancien major Christian Gertschen de Conches, etc. Il ne fait point de doute que ce sont, en somme, ceux qui se juraient menacés par l'épée et les flammes de Stockalper, qui ont dévoué Stockalper au glaive et au bûcher du bourreau. Recopions soigneusement la liste de ses prétendues victimes à côté de celle de ses soi-disant juges. Leur concordance crie au ciel.

Notons d'abord que les discours violents, que les menaces mortelles contre tous les députés qui participaient ordinairement aux diètes et s'y montraient les habituels adversaires de l'évêque sont aussi générales que fréquentes ; notons que le

Capitaine dégainait son sabre, a-t-on dit, en certifiant que sa pointe appartiendrait dans le cœur de tous ceux qui avaient siégé à la journée hérétique de Loèche, qu'il avoua dans la torture avoir visé tous les députés qu'il nommait luthériens, et avoir prémédité de n'en pas épargner un seul, grand ni petit. Tous ces magistrats jugeant aujourd'hui leur propre cause, assurant leur propre salut, nous peuvent donc apparaître, non sans raison, quelque peu suspects. Mais quels sont les malheureux que désignait nommément le peuple comme promis à ses coups, que désignaient les meneurs dans l'entourage de Stockalper, qu'aurait désignés le chef lui-même ?

A Brigue, les paysans s'étaient conjurés pour recevoir au son du tocsin et à coups de mousquet, s'il était nécessaire, le bailli Roten, les deux Commissaires Jean Venetz et Jean Im Oberhaus, et le greffier Michel Magéran, que les députés devaient avoir la hardiesse de leur envoyer pour les punir de leur fidélité aux Jésuites et au nouveau calendrier. Le notaire Opfel Perrig révélait qu'on profiterait de l'occasion pour drosser encore quelques Messieurs et ruiner leurs maisons, ainsi le châtelain Antoine Megentschen et le banneret Lergien ; les Perrig et Kupferschmidt étaient d'avis que les choses n'iraient pas mieux jusqu'à ce que quelques têtes fussent tombées, et laissaient transparaître que c'étaient, entre autres, celles de ces mêmes Lergien et Megentschen ; Simon Perren criait qu'il aiderait à les « sucer » eux aussi. Le bandit Crupp braquait ses pistolets et dirigeait son poignard contre la poitrine d'Antoine Megentschen ; son compère Paulin se vantait auprès du châtelain Pierre Stockalper que, si on ne voulait les tolérer chez nous, ils étaient en assez grand nombre pour pouvoir éteindre la lumière ou ravir le souffle à quelques-uns en une nuit, et tuer trois des principaux personnages de chaque dizain. Le fiscal Perrig faisait serment que le pays n'aurait qu'à se louer de ne point porter des coquins tels que les bannerets Im Eich, Michel Magéran et Mathis. A Viège, les partisans de l'Eglise, qui comptaient sur l'appui de Stockalper et des hommes de Brigue, se jetaient à l'assaut des maisons du bailli Zuber et du banneret Im Eich, et le bouillant curé Pollen y répétait à tout venant que le bailli Zuber méritait la mort, et qu'il ne mourrait point de mort édifiante et naturelle. A Sion, le chanoine Theiler, le meilleur ami, le confident intime du capitaine Antoine, prédisait un sort sanglant aux bannerets Mathis, Lergien, Im Eich, au bailli Roten et au major Im Oberhaus, à Michel et Jean Magéran, à Pierre Allet, Jean Preux, Antoine Courten, Jean Byrbaum, Balthazar Ambuel et Jean Udret. Pour Antoine Stockalper enfin, il avait grondé qu'il ferait leur compte à quatre ou cinq, à commencer par Antoine Megentschen auquel il portait la plus grande inimitié, dit-il ; il s'en était pris aigrement à

Jean Lambyen, qu'il rendait responsable de l'arrestation de Crupp ; il prononça, dans la question, les noms du Grand Bailli, des Commissaires enquêteurs, de Michel Magéran, Nicolas Im Eich et Jean Udret, qui lui « pesaient puissamment sur l'estomac », de Michel Magéran encore, de Michel Magéran toujours, dont il regrettait, en tirant à la cible, qu'il n'eût pas été à la place du but et que sa balle ne lui eût pas fracassé la tête, du banneret Lergien, du colonel Preux, du colonel Ambuel, et de quelques autres qui ne furent pas appelés à le juger.

Faisons cette balance tragique : bailli Roten, châtelain Udret, colonel Ambuel, colonel Preux, châtelains Byrbaum et Courten, banneret Michel Magéran, châtelain Jean Magéran, major Jean Grandt, major Pierre Allet, major Im Oberhaus, bailli Zuber, banneret Im Eich, châtelain Jean Venetz, châtelain Antoine Megentschen, châtelain Jean Lergien, châtelain Lambyen, major et châtelain Mathis, tous les plus écoutés parmi les juges, tous les chefs de délégations sans exception, se disent échappés miraculeusement à la mort et s'empressent passionnément à rendre à la mort l'homme dont ils accusaient les desseins homicides.

Et rappelons cette disposition de nos statuts valaisans de 1571, que tous ces châtelains et majors présents ou passés, que tous ces juges professionnels donc, pratiquaient et avaient mission d'appliquer et de faire respecter chaque jour : « Tout juge est récusable lorsqu'il pourrait éprouver inimitié ou malveillance pour la personne citée, et encore s'il est intéressé à la cause, s'il participe à la cause, ou plaide pour une cause semblable » (art. CXXXVI : De recusatione judicis).

Mais poursuivons. Ce ne sont point seulement les auteurs de la sentence finale, les justiciers de Stockalper, qui peuvent, avec une trop évidente raison, être tenus ici pour ennemis ou malveillants, ou pour mêlés à la cause. Il va de soi que les garanties sacrées de la justice doivent être honorées dans tous les actes de la procédure, que le danger de partialité doit être fui tout autant dans l'instruction que dans le jugement.

Or, l'instruction est faite, dirigée, développée, colorée selon leur bon plaisir, à Sion, à Sierre, à Loèche, à Rarogne, à Viège, à Brigue et à Naters, par les Commissaires enquêteurs Jean Venetz et Jean Im Oberhaus, qui s'adjoignent des partisans à toute épreuve et partageant leur animosité, d'autres moitiés d'eux-mêmes.

A Brigue et à Naters (où l'on peut seul découvrir quelques indices contre Stockalper), ils appellent le châtelain Antoine Megentschen et le châtelain Pierre Stockalper, avec les notaires Jean Lergien et Georges-Michel Supersaxo comme greffiers, pour les auditions de témoins, et pour l'interrogatoire du bandit Crupp que l'on estime le principal complice et le bras droit du

Capitaine. Ces juges instruisent leur cause en première ligne, se livrent à leur office emportés par les mauvais conseils de la crainte et par les penchants de leur haine. Qu'on en juge :

Antoine Megentschen entend des partisans, ou des adversaires intimidés, et fait protocoler à son gré toutes les embûches, tous les dangers dont il lui plaît maintenant qu'ont ait entouré sa vie. Antoine Stockalper était son ennemi juré, il le traitait avec mépris, l'appelait un châtelain de chicane, un châtelain de paysans, un châtelain de fumier, un trayeur de vaches, une bûche sans expérience, qui n'avait jamais vu d'homme mort qu'au gibet peut-être ? Il le comparait à Pilate le juge inique, à Judas le traître, aux Juifs qui avaient crucifié Notre-Seigneur ? Il osait le nommer un huguenot pourri, un traître à sa patrie, un voleur des biens du clergé, il osait dire qu'il méritait la mort pour avoir siégé à Loèche et chassé les Jésuites ? Il avait donné l'ordre au bandit Crupp de porter effrontément ses armes, malgré sa défense à lui, Megentschen ? Ce bandit, fort de l'appui du Capitaine, avait poussé l'insolence jusqu'à mettre publiquement son pistolet sur son cœur à lui, Megentschen ? Les amis, les fidèles de Stockalper le proclamaient parjure, hérétique, affirmaient que rien n'irait dans la patrie tant que sa tête demeurerait sur ses épaules et sa maison sur ses fondements ? Ces paysans ne lui accordaient plus ni crédit ni autorité, et voulaient le dépouiller, lui châtelain Megentschen, de sa charge de juge de dizain, pour la confier à l'adversaire heureux qui lui était odieux ? Enfin, tout récemment, chargé par la diète, avec le banneret Lergien et le châtelain An den Matten, d'arrêter les complices de Stockalper qui s'étaient réfugiés au Simplon, n'avait-il pas échoué piteusement dans sa mission et laissé les fugitifs, à sa barbe, sortir du pays par Gondo ? L'occasion était belle, l'occasion était trop belle vraiment de faire payer toutes ces insolences, toutes ces humiliations, de montrer sa force et sa constance, le danger passé, de soulager ce cœur ulcéré de rancunes, de compromettre gravement ces paysans et ces bourgeois, d'envoyer le fier, le populaire Capitaine à la torture, et presque sûrement à l'échafaud !

Mêmes sentiments, même acharnement chez le châtelain Pierre Stockalper. Lui aussi était injurié, menacé par le clan de son cousin ; lui aussi, de son propre aveu, était l'ennemi mortel du capitaine Antoine, qui feignait hypocritement de le traiter comme son meilleur ami lorsqu'il fallut intervenir pour libérer le dangereux Crupp, et écarter le spectre de la torture, des aveux et du châtimement. On imagine dans quel esprit Pierre Stockalper enquêtait, recevait du bandit Paulin, de l'hôte d'Antoine, de son fidèle garde du corps, l'assurance que les bandits et les paysans étaient en assez grand nombre pour égorger en une nuit les principaux personnages de tous les dizains, qu'ils

l'auraient exécuté déjà sans son intervention ; dans quel esprit Pierre Stockalper devait prier son greffier de noter le récit d'un témoin prétendant que Paulin lui avait affirmé, en buvant un verre dans sa maison, qu'il leur serait extrêmement facile de tuer les Messieurs de Brigue et de Naters, de tuer les Pierre Stockalper et Jean Lergien, et qu'ils avaient failli le faire déjà ! On comprend trop bien la fureur indiscreète avec laquelle Pierre Stockalper charge et gonfle lui-même ses protocoles, dicte par deux fois ses dépositions personnelles, et fait ouvrir un paragraphe où il indique les accusations qui pourront encore être démontrées !

Ces juges instructeurs qui sont l'indifférence et l'intégrité mêmes, de qui se servent-ils comme greffiers ?

D'un Jean Lergien, d'un Georges-Michel Supersaxo, qui étaient poursuivis et dénoncés comme les pires hérétiques et que les paysans auraient juré de remettre au pas, ou même d'assassiner, pour le premier !

A Viège, c'est le même scandale.

Les Commissaires délèguent Sébastien Zuber et Nicolas Im Eich pour prendre les témoignages des gens qui viennent indiquer et accuser les ennemis, les diffamateurs, les assaillants en fait, les assassins en pensée, de Sébastien Zuber et de Nicolas Im Eich ! Ils inscrivent qu'on les charge d'hérésie, de trahison, d'avoir voulu tuer leur curé ; ils notent que celui-ci disait avec prédilection qu'il fallait se défaire de quelques Messieurs, que le bailli Zuber méritait la mort et n'obtiendrait pas une mort naturelle ; ils sollicitent les témoins de raconter comment les paroissiens de Viège ont envahi en tumulte leurs propres maisons, à eux bailli et banneret, lorsque le bruit se répandit dans le bourg qu'ils en avaient à la vie du curé ; ils forcent à parler ces paroissiens, si dévoués à la cause de leur ennemi ; ils arrachent ce récit à Melchior Cammer qui conduisit l'assaut, ils le pressent jusqu'à ce qu'il donne le nom d'un innocent, ils le somment de leur conduire sa vieille mère, qu'il a jugé prudent d'éloigner, de mettre en sûreté ailleurs. Dans une première enquête sur l'agitation et la « rébellion » consécutives à la funeste diète de Loèche, sur des faits étroitement connexes à l'affaire Stockalper, qui opposaient le parti de l'Evêque à celui des Dizains et mettaient en cause les conjurés de Brigue, le banneret Im Eich et le châtelain Burthlome enquêtent encore, et pour enregistrer comment l'huissier Pierre Ritter se refuse à obéir aux sommations de Burthlome et d'Im Eich d'avoir à publier les fêtes anciennes suivant les ordres souverains, comment la voix publique reproche à Burthlome d'être entaché d'hérésie, à Im Eich d'être le plus grand hérétique, le plus grand traître, et le plus grand ennemi du peuple dans sa patrie, comment ses parents et ses amis n'osent même plus franchir son seuil,

comment on l'injurie odieusement, comment la fureur de tout le peuple, hommes et femmes, les a ignominieusement jetés à la porte de l'église, le bailli Zuber et lui, un dimanche où ils tentaient de s'opposer à la lecture d'un manifeste de l'évêque !

Disons encore, pour parfaire cet éloquent tableau, qu'à Loèche une enquête contre le curé a été menée par Jean Magéran, et qu'à Sierre les Commissaires ont désigné pour les assister Jean Preux et Antoine Courten, à Sion, Jean Udret, Balthazar Ambuel et Martin Kuntschen, visé l'un des premiers parmi les conjurés, et Jean Udret à Nax pour les suppléer.

Quant au procès même du capitaine Antoine Stockalper, ou du moins à la dernière phase, à la phase mortelle de son procès, qui englobe les sept séances avouées où il fut questionné à la torture, livra ou confirma ses aveux, les mêmes réserves que nous avons déjà faites en commentant l'immoralité de la sentence, en déniaient sa juste et libre inspiration, sont de rigueur ici : Car assistaient, répartis aux divers interrogatoires dans la prison ou sur le banc des supplices, les mêmes députés ennemis d'Antoine, prévenus contre lui, effrayés par lui, actifs déjà contre lui ou les siens, et même, le dernier jour, tous ceux qui signèrent sa condamnation. Figuraient encore parmi eux, le 6 octobre, l'ancien gouverneur hérétique, concussionnaire et parjure Gilg Jossen, et, le 14 novembre, l'hérétique châtelain de Naters, Pierre Megentschen, l'un des hommes les plus ardents à détester, accuser et perdre Antoine Stockalper.

Qui ne tiendrait pour précaire une enquête, qui ne rejetterait une sentence aussi manifestement insouciantes de toutes les normes usuelles de la procédure, des plus naturelles règles de l'équité ?

Mais il y a des preuves, objectera-t-on ! Mais nous l'avons condamné «convictum et confessum», protesteront les juges ! Si, «dans les affaires criminelles la preuve doit être absolue, oui plus claire que la lumière de midi» (Fröhlichsburg), ne l'ont-ils pas recherchée et assurée par tous les moyens en leur pouvoir ? Il y a sept interrogatoires protocolés du prévenu, il y a une enquête générale, dans les VII dizains, qui entend près de 200 témoins, il y a un réseau de correspondance entre les conjurés et avec l'étranger ! La vérité n'a-t-elle pas été légalement, irréfutablement établie ?

N'acceptons pas sans contrôle la valeur de ces preuves. Témoignages, titres, aveux se présentent et se discutent.

Ce peuple de témoins d'abord, quel langage a-t-il parlé, quelles certitudes a-t-il apportées ?

Dès la diète de mai, en 1627, le Capitaine se trouvait compromis et inculpé ; le 6 juin, le Grand Bailli et les Députés des VII Dizains décidaient une enquête. Les deux Commissaires suprêmes et leur greffier s'en allèrent chevauchant de dizain en dizain, pour entendre tous les témoins utiles, à Brigue, Naters, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre et Sion. Les témoins cités furent assermentés et interrogés, sous la clause «de ne se laisser influencer ni par or, argent, dons, ni par amitié, inimitié, faveur, défaveur ni autre partialité, mais de déposer ce qu'ils savaient, si vrai qu'ils désiraient que Dieu leur fût en aide, et que la liberté de la patrie leur tenait à cœur».

180 témoins, au bas mot, défilèrent et déposèrent devant les examinateurs.

Il s'y trouvait bien des partisans des Magistrats, bien des hommes vivant tout près du Capitaine, et jusque dans sa familiarité, qui allaient raconter tout ce que l'on entendait et voyait sur la rue et dans les habitations, qui allaient tracer une vaste fresque de la rébellion nationale et des imprudents complots poussés sous le manteau, et qui allaient désigner, pensons-nous, le chef, le grand rebelle, le Capitaine, en traits fermes, soulignés, pressés ? Car nous sommes bien en pleine affaire Stockalper, la plus sanglante, la plus mortelle, la plus «mauvaise et inouïe» qui ait jamais menacé le pays.

Or, sur 180 témoins écoutés, 140 traduisent le mécontentement, la rumeur et l'inquiétude universels à cause du conflit politique et religieux divisant l'Eglise et les Magistrats, 140 ne

disent pas un mot de Stockalper, l'ignorent absolument, le mettent hors de cause ! Stockalper demeure étranger à tout ce qui les préoccupe, à tout ce qui les agite, à tout ce qu'ils savent !

Brigue et Naters, au cœur du mouvement, à la porte du Capitaine, envoient 76 témoins, et 33 seulement prononcent son nom pour l'accuser ou le défendre ; à Viège, sur 60 dépositions, 2 touchent incidemment sa personne, une à Rarogne sur 16, à Loèche aucune sur 11, une à Sierre sur 10, 2 à Sion sur 6 !

Parmi les 40 récits pertinents, 10 émanent de gens qui certes se laissent mouvoir par amitié ou inimitié, faveur ou défaveur, de qui une raison de partialité était mauvaise conseillère, et doivent être écartés résolument.

30 témoignages valables restent donc à s'exprimer sur Stockalper. Écoutons-les volontiers, captons les lumières qu'ils jettent sur son histoire obscurcie.

A Sion, c'est surtout du curé Theiler qu'il est question, que l'on cherche à engager dans la conjuration et à perdre. On y entend cependant que le curé rapportait au syndic Hans Waldin l'arrestation du Chevalier, les conditions de sa détention, et jurait qu'il ne pouvait admettre que Stockalper eût été d'une mauvaise conspiration : « J'ai été dernièrement pendant plus de 10 jours à Brigue chez lui, disait-il (et il le répétait à des paroissiens), j'ai mangé et bu à sa table, nous nous sommes entretenus, mais je n'ai rien entendu de tel dans sa bouche ; s'il avait nourri les desseins qu'on lui prête, il m'aurait bien averti, moi, son bon ami, de mettre pour ces temps troublés tout ce que nous avons de plus précieux en sûreté, à Valère, tandis qu'il ne m'en a pas fait la moindre mention. Tout ce que je sais, c'est que le capitaine Stockalper n'est devenu si suspect que parce qu'il était un si bon et zélé catholique qui, auprès des paysans, des messieurs, des autorités, en société, plaidait partout pour le nouveau calendrier ».

A Sierre, un frère de Géronde, qui peint son couvent comme l'asile des hommes d'Espagne et bientôt le cantonnement de ses armées, affirme seulement que le Capitaine y est venu un dimanche, accompagné du curé de Sion, qu'ils ont conversé longtemps en secret avec le frère Ludovic, mais qu'il ignore sur quels sujets.

A Rarogne, maître Etienne Bynder rapporte qu'il fut à Brigue, chez le Capitaine, après les fêtes d'août, que son hôte lui demanda comment on vivait à Rarogne et si le Grand Bailli assistait à la messe, et accusa le châtelain Pierre Stockalper d'être le pire hérétique chez eux. Le témoin rappelle encore qu'il était à Brigue lorsqu'on arrêta Crupp, que le Capitaine avait exprimé qu'il serait mieux de relâcher le bandit, si l'on voulait éviter qu'une troupe de ses semblables vînt se jeter

dans le pays et y causer quelque dommage, et qu'il avait aidé au départ nocturne de Paulin.

L'enquête de Viège révélait seulement que Hans Daetler avait entendu dire à Brigue que le capitaine Antoine Stockalper était arrêté à cause du nouveau calendrier, et qu'à Glys, un jour où les familiers des Confédérés questionnaient l'habitant sur les partis en présence au pays et sur leurs hommes marquants, un paysan vêtu de noir, et qui portait un grand goître, regrettait qu'on n'eût pas plus d'hommes comme Antoine Stockalper, que les choses en iraient mieux.

Car tel est bien à Brigue, sauf chez ses ennemis déclarés, le sentiment général qui se lit aux procès-verbaux. Stockalper est loin d'en sortir diminué. Sept de ses concitoyens ne savent que relater succinctement ce qu'on raconte et ce qu'on a vu, parlent tout juste de Crupp et de ses insolences, de l'ordre que lui aurait donné Stockalper de porter le mousquet, de son arrestation, et des craintes qu'avait le Capitaine de voir dix fautes plus graves naître de cette première faute. Pour les autres, ils notent en général que le capitaine Antoine, avec les Perrig, le banneret Blumen, le tailleur Kupferschmidt, les prêtres en chaire, sont les principaux incitateurs du peuple à propos de la question religieuse, qu'ils traitent tous les députés qui furent à Loèche d'hérétiques, de traîtres et de voleurs, que le Capitaine parle injurieusement du châtelain de dizain, l'appelle un châtelain de chicane, un châtelain de paysans, un châtelain de fumier, un pauvre trayeur de vaches sans expérience, qu'il veut envoyer ses soldats, pour toucher leur paie, à Messeigneurs les Patriotes et au Grand Bailli qui les ont trompés en les expédiant dans la Valteline ; ils notent encore que Simon Perren, l'un des plus exaltés parmi les paysans, désirait enlever bannière et emplois aux Megentschen, Lergien et Welschen, pour n'avoir en charge que de solides catholiques, comme l'était encore le capitaine Stockalper, dont il souhaitait qu'il eût des pareils, et que le chevalier et le paysan avaient été vus parlant très sérieusement chez le premier. Le notaire Lieben, qui avait été très lié avec le Capitaine, fréquentait assidûment chez lui, était reçu à sa table, stipulait ses actes authentiques et subissait profondément son influence, place aux lèvres et dans les mains de Stockalper des paroles et des actes qui n'auraient pas dû lui mériter les rigueurs souveraines. Il le représente comme le sollicitant d'accepter le calendrier grégorien, à peine d'hérésie et d'excommunication, comme se multipliant auprès des prêtres, du marguillier, des chantres au lutrin, pour le leur faire appliquer, comme donnant conseil aux paysans de Naters, qui le consultaient au sujet du calendrier et des Jésuites, de se tenir fermes et bien unis. Si Stockalper appelait la diète de Loèche une instigation diabolique et hérétique, s'il prétendait que nul

dans la commune ne devait l'approuver, s'il affirmait que son beau-frère Welschen aurait à se repentir une fois s'il ne voulait pas se comporter autrement envers eux et rechercher plutôt la faveur des autres dizains, le notaire Lieben conclut, en demandant pardon aux autorités s'il a pu manquer lui-même, qu'il peut cependant assurer que jamais en sa présence il ne fut question de complots, que le capitaine Antoine et les Perrig étaient seulement fiers et remuants. Quatre campagnards, dont les hommes de Gamsen qui ont été visités, pressentis et exhortés par le major Blumen, beau-frère de Stockalper, dont Christian Michlig qui vient s'accuser et dire son repentir, apprennent aux Commissaires que le Capitaine ou son beau-frère les avaient encouragés à ne se laisser détourner d'aucune manière de la foi catholique, à tenir sans faiblir le parti de l'Eglise et recevoir le calendrier : Si le Grand Bailli avec sa suite, ou si les Commissaires montent à Brigue, on sonnera la grosse cloche à Glys, et nous nous tiendrons prêts, et chacun viendra, ceint de son arme, sur la place désignée ; le Capitaine y paraîtra et prendra fermement la défense de ceux qui seraient cités pour être punis. Il les disculpera. « Il les disculpera ». Voilà ce que disent les conjurés qui prononcent le nom de Stockalper. Aucun ne dit : il assassinera, il brûlera, il pillera. Pas même le repentî qui vient vendre et maudire ses frères.

On entend, il est vrai, des paysans murmurer à ce propos qu'on pourrait alors torcher le bec à quelques-uns, envoyer des coups de mousquet, renverser quelques maisons. Mais personne ne l'a jamais entendu dans la bouche du Capitaine. Personne, sinon l'amann Barthélémy Perrig. Mais les 40 ou 50 mousquetaires qu'il prête au Capitaine ne s'alignent que sur le papier, ne comptent pas en fait. Car ce témoin est le partisan qui, dans les appartements du Capitaine, injuriait le chanoine Theiler son hôte et son ami, et que le Capitaine, transporté de colère, poursuivit publiquement avec son mousquet dans les escaliers. Le souvenir de cette arme à ses trousses peut lui en avoir donné la hantise, lui en avoir suggéré l'horrible vision multipliée. Je le crois d'autant plus volontiers que les Instructions pour l'interrogatoire du Capitaine rompent la série des questions directes, pressantes, qui l'engagent personnellement, pour lui demander s'il n'est pas à sa connaissance que quelques-uns ont menacé de recevoir les envoyés de l'Etat avec 40 ou 50 mousquets. C'est le seul grief qu'on rejette sur la tête des partisans, et dont on n'accuse pas formellement Stockalper.

Il est bien sûr que Brigue a pu entendre, a dû entendre, dans ces temps furieux et quand tous les esprits étaient exaspérés, quand toutes les bouches proféraient la malédiction, le bouillant Capitaine s'emporter à quelques vagues menaces et dire que c'était une pitié de voir comme ces petits Messieurs

agissaient et trompaient le peuple, que si cela ne changeait, il en était temps, il y porterait bientôt secours ; qu'on saurait bien imposer la reconnaissance du nouveau calendrier ; que, si on voulait l'assister et le lui demander, il voulait bien se charger de faire revenir les pères Jésuites dans le pays ; que l'autorité avait été maîtresse assez longtemps, mais qu'il voulait dire son mot une fois aussi, qu'il avait quelques fidèles à son service en Italie et quelques-uns dans ce dizain, qu'il voulait faire plus avec 100 des leurs qu'avec je ne sais quel nombre des autres ici (le chanoine Theiler le pressait, paraît-il, de le promettre à l'évêque, au clergé et aux communes) ; que, si l'on faisait leur compte à 4 ou 5, tout irait mieux ; qu'il n'arriverait pas autrement à nos Valaisans qu'aux Grisons ; qu'il voulait envoyer ses enfants hors du pays, et qu'après les choses pourraient aller comme elles voudraient ; qu'il avait convenu, avec le fils du châtelain Owlig, de mettre au ban le capitaine Welschen et le châtelain Pierre Stockalper, chacun devant tuer son propre beau-frère ; que pour le sien, pour Welschen, ce traître aux jambes tordues, il lui faudrait une bonne volée pour lui apprendre à délibérer ; que, dans la colère, il dégainait à moitié son sabre, sur la place publique, en jurant contre les petits Messieurs, — en disant que son sabre appartiendrait dans le cœur à tous ceux qui avaient été à la diétine de Loèche, est seul à préciser Hans Stœpfer, ce fanatique partisan des Députés qui, à Baltschieder, s'était obstinément refusé à boire à la santé de l'Evêque, qui avait été pour cette raison copieusement injurié et rossé par les paysans, qui ne devait pas être fâché de noircir leur ami et leur prétendu chef, et dont le témoignage semble n'être pas dans la stricte ligne d'impartialité dont il avait prêté serment de ne pas dévier.

On voit, en somme, tout ce que les témoins recevables ont rapporté des projets, des propos et des actes d'Antoine Stockalper. En admettant les plus violentes même de ces rodomontades (et il faut se souvenir combien les esprits étaient montés les uns contre les autres, combien les menaces devaient alors pleuvoir partout, et combien nombre de témoignages que nous avons entendus pouvaient contenir d'exagérations), il ne se trouve pas ici de quoi couper la tête à un homme, pas même, pour un juge équitable et de bon sens, de quoi l'appliquer à la torture. Il fallait avoir l'âme envenimée de passions folles furieuses pour tirer de ces données tout le dramatique roman des trahisons, des rébellions, des assassinats, des incendies et des brigandages du chevalier Stockalper.

Si ce n'est pas dans ces dépositions, où donc le principe et la base de l'accusation se retrouvent-ils, où donc les juges ont-ils été ramasser les dénonciations et les indices qui devaient légalement justifier la torture ?

Dans les histoires d'une bonne femme, dans leurs propres affirmations, dans les complaisantes et sommaires confirmations de trois ou quatre des leurs !

Au cours d'une enquête entreprise par le châtelain Pierre Stockalper, on entend, à côté du réquisitoire de Pierre Stockalper lui-même, cousin d'Antoine, les rapportages de Christine Heiss, cousine d'Antoine elle aussi, femme de l'aubergiste, dont l'un ou l'autre traits sont répétés par Hans-Michel son mari, et par le châtelain Henri Lambyen (ce ne sont donc pas des témoins directs), qui raconte à l'examineur que sa femme lui a raconté que sa fille, femme de Hans-Michel Heiss lui avait raconté... On voit marcher les bonnes langues et on observe en souriant : que le droit canon était sage de ne pas recevoir les femmes à témoigner dans les causes capitales, que Blumlacher, en 1670, fera bien de recommander de ne pas appliquer la peine ordinaire au délinquant qui n'est convaincu que par deux femmes, et que notre commère avoue elle-même que la scène qu'elle conte aurait éclaté, que les paroles affreuses qu'elle met dans la bouche du notaire Stockalper auraient été dites après que les partisans les plus fougueux des deux camps avaient bu ensemble un bon coup, disputé fortement, et fini par se séparer en désaccord. On ne trouverait pas meilleures et plus nombreuses chances d'exagération. Pour la femme de l'aubergiste, donc, elle aurait dit au notaire Stockalper, Familier de Sa Grandeur, un samedi où Paulin bataillait sur la place publique avec une femme, à l'heure de vêpres, et comme elle vit arriver le Capitaine avec quelques personnes et Crupp : « C'est pourtant malheureux que notre cousin le Capitaine ne puisse se passer des bandits ; ils commettent ignominie sur ignominie ». Et le notaire aurait répliqué : « Aucun mal à ça ! il saura bien en répondre ! Le jeu ira bon train et se prépare bien. Dans la quinzaine arriveront 50 à 100 bandits, et ils donneront bien une fois le ton aux autorités. Peut-être les choses iront-elles mieux ensuite. Les Strasbourgeois ont aussi dû se rendre et se convertir. Mais vous dites que, grâce à Dieu, nous sommes tous catholiques ici ? Eh ! vous ne savez pas ce que sont ces Messieurs ! ils sont autres que le peuple ne pense, Dieu sait quoi ! Mais à présent ça va commencer tout de bon ! un secours est prêt en Italie ! »

Nous sommes ainsi au point tragique de l'affaire.

Le châtelain Pierre Megentschen, le gouverneur Gilg Jossen, le châtelain Pierre Stockalper, et quelques amis, vont s'appliquer à le préciser, à le grossir, à le porter à la mesure de l'accusation qu'ils soutiennent, à le colorer du reflet des flammes et de la projection du sang où ils ont intérêt de persuader eux-mêmes et la postérité qu'ils devaient laisser leur vie.

Leurs dépositions, dont presque tous les termes, dont l'essence tout entière se retrouveront à l'Appendice, et qui, d'ailleurs, sont beaucoup moins précises, beaucoup moins accablantes qu'on ne croirait tout d'abord, n'ont pas à être copiées ni considérées ici. Car toutes, elles sont irrecevables, elles sont illégales, elles sont nulles et non avenues.

Le statut XLIV de notre code national en vigueur proclamait justement : « La personne ayant une inimitié publique et mortelle contre quelqu'un n'est pas admise à l'accuser dans les affaires infamantes. Celui qu'accuserait une telle personne doit être absous de l'accusation et du crime ». On peut et doit admettre que cette disposition ne se restreint pas à la lettre, que l'accusation interdite n'est pas seulement l'accusation solennelle, faite par libelle signé, remis aux mains du juge, et dans lequel l'accusateur s'engage à se soumettre au talion. Cette forme d'accusation, devenue vaine, désertée en pleine époque du régime inquisitorial, où le juge procédait d'office, à huis clos, sur une simple rumeur, cette forme écrite d'accusation ne devait pas être la seule à exclure l'action en justice d'un ennemi mortel. N'était-il pas légitime, nécessaire, de saisir l'esprit du texte légal, d'écarter l'ennemi du procès inquisitorial comme on l'avait fait du procès accusatoire, de rejeter toute accusation, toute charge, même verbale, toute déposition, adultérées par quelque inimitié profonde ? Fröhlichsburg ne le confirmera-t-il pas ? : Le témoignage d'un ennemi comptait pour si peu qu'il ne devait pas même former un indice suffisant pour la torture.

Mais le major Halabarter, le trésorier Lergien, le notaire Supersaxo, le banneret Lergien, qui, dans l'enquête, épaulaient le narrateur et confirmaient, d'une simple formule, son récit, mais le gouverneur Jossen, le châtelain Megentschen, le châtelain Pierre Stockalper sont du clan des « hérétiques », ennemis jurés du Capitaine et des partisans de l'Evêché, ils ont siégé à Loèche, ont chassé les Jésuites, interdit le calendrier grégorien, ce pourquoi le populaire les injurie, les menace et les maudit, ce pourquoi Gilg Lergien jure de « dévorer » le trésorier son homonyme, ce pourquoi les paysans jurent de destituer et de punir, d'assassiner le banneret. Pour Georges-Michel Supersaxo, n'est-il pas ce « Jori » que les fidèles du Capitaine et de l'Evêque haïssent plus que tout autre, qu'ils jettent hors de l'église lorsque les Seigneurs patriotes l'y envoient publier leurs édits, qu'ils traitent le plus agressivement de chat luthérien, de chien d'hérétique, de huguenot pourri, de prédicant, et dont ils disent que s'il veut se comporter avec tant d'orgueil envers les paysans, les paysans sauront bien le remettre à la raison ? Gilg Jossen le très-pur ? Il avait été, en 1618, condamné par ses pairs, par ces Députés aux genoux desquels il s'était prosterné, les mains levées, pour implorer grâce, et dont beaucoup certes

étaient aujourd'hui assis à ses côtés (l'enquête avait été faite, en effet, par les deux Commissaires délégués, colonel Jean Preux, et chancelier Sébastien Zuber) ; il avait été condamné pour ses rébellions, ses dénis de justice et ses abominables concussions lorsqu'il administrait le mandement de Monthey. Admis lui-même à rendre la justice en diète, il peut bien venir dénoncer, réprouver et venger le massacre et la trahison rêvés par Stockalper, et remercier Dieu de l'avoir fait dévoiler, d'avoir préservé le sang innocent, dit-il, d'avoir préservé le concussionnaire avéré, le juge trop réellement parjure et félon ! Pierre Megentschen ? C'est le frère du châtelain Antoine, frère par le sang, la pensée et la haine, comme lui accusé d'hérésie dans la foule, comme lui détesté, comme lui menacé. Pierre Megentschen, c'est l'homme dont les disciples de Stockalper prétendent qu'ils donneraient plutôt leur tête à couper que de saper son champ, dont ils disent qu'une hache leur est une arme bonne pour se défendre contre ce « gros ventre » ; c'est l'homme dont, apprenant l'arrestation du Capitaine, les bonnes femmes s'écrient aussitôt, en le soulignant de gros mots : Nul autre ne l'a fait que le noir petit châtelain de Naters ! C'est l'homme dévoué corps et âme au parti contraire à l'évêque, et que ses chefs consigneront à la garde des cols du Simplon pour appréhender ou repousser les amis d'Antoine Stockalper, qui ont dû s'exiler. Pierre Megentschen, c'est celui qui dépose avec le plus d'empchement contre Antoine lui-même, se plaint avec rage qu'il ait honni l'autorité dont il est membre, et qui demande âprement s'il n'y aura pas de peine corporelle pour tous ses délits ; c'est celui qui rappelle ses luttes malheureuses contre le fier Capitaine, comme celui-ci lui a plus d'une fois « fermé la bouche », à Naters, sous le tilleul, en présence de toute la commune, à Brigue, à sa table, devant la députation des Confédérés, et qui avoue que Stockalper l'avait pris en haine, quoiqu'ils eussent été auparavant bons amis, et affectait de passer devant lui avec ses brigands, pour l'affronter, depuis qu'il s'était refusé à lui donner raison en ses projets mauvais et inouïs. Quant à Pierre Stockalper, toute la procédure le démontre comme « le plus luthérien de tous à Brigue », comme le principal auteur du renvoi des Jésuites, comme le plus exposé aux attaques du clan de son cousin, comme l'un des premiers promis à leurs coups, et (il n'hésite pas à le reconnaître lui-même), comme l'ennemi mortel du Capitaine.

Nous nous sommes déjà étonnés que les témoins à charge, les témoins directement dressés contre Stockalper, n'étaient pas apparus de suite, dans la première enquête ordinaire, mais dans une seconde instruction, assumée et assurée par d'autres magistrats, et précisément ennemis déclarés. La progression dans cette voie se poursuit encore de façon remarquable. Noton-

relevons, ne manquons pas de noter, de relever en gros caractères, que tous les derniers témoins nouveaux, les témoins graves, sont les témoins d'une troisième enquête, qu'ils n'ont pas été entendus dans les termes et par les examinateurs réguliers de l'inquisition générale, n'ont pas déposé en même temps que d'autres spectateurs, en septembre, quand il aurait fallu, comme il eût été normal, mais ne se sont découverts, mais n'ont été racolés que le 8 novembre, après que Stockalper eut été vainement questionné deux fois sur le lieu de la torture, le 6 octobre et le 7 novembre. Singulière et opportune intervention ! Rencontre merveilleuse des seuls témoins utiles, des témoins indispensables ! Le lendemain même de leur audition, remis sur le banc de la torture et examiné, le capitaine Stockalper entraînait abondamment dans la voie des aveux qui devaient le reconnaître coupable !

Pour la critique des autres sources de la preuve, nous pourrions l'expédier d'une main plus rapide et d'un esprit plus détaché. Les preuves écrites sont quasi nulles, l'aveu peut être infirmé en bloc.

En principe, les documents ne devraient pas être d'un mince volume. Tous les conjurés, l'évêque, le chanoine Theiler, le prieur de Géronde, le capitaine Stockalper, écrivaient trop, à l'étranger et dans le pays. Ils entretenaient « assiduëment » des correspondances secrètes, envoyaient des courriers exprès, se servaient comme agents de simples particuliers s'en allant en voyage. Les paysans eux-mêmes, à Brigue, donnaient dans ces imprudences, et cherchaient qui leur dressât la liste de ceux qui tiendraient ensemble pour la foi chrétienne, suivant leurs expressions. Pour le Capitaine, il y avait montré au chanoine Theiler, ce qui s'appelle montré, à son retour de Valteline, deux grands écrits, ainsi que la liste de ses partisans, qu'il conservait dans ses coffres.

C'étaient là bien de compromettantes démarches ! Quelle mine d'écrits que toutes ces tractations et tous ces échanges ! quelle belle occasion de saisir tous les fils sanglants du complot, de prendre tous ces conspirateurs dangereux l'épée à la main, l'aveu fraîchement consigné ! On sait qu'à cette période aiguë du conflit politique, le bailli ne se privait pas de faire surveiller constamment l'évêque, de le fouiller et d'ouvrir les lettres qui lui étaient adressées. On sait que, sitôt Stockalper arrêté (et il l'avait été à l'improviste), on avait fait visite domiciliaire et perquisition chez lui. On sait que certains papiers dénonciateurs, dont la copie d'un traité d'union héréditaire avec la maison d'Autriche, étaient tombés dans les mains du capitaine Welschen, son beau-frère et son ennemi. Il semblerait que les juges eussent dû nous conserver en nombre les pièces qui leur étaient bonnes pour appuyer leurs actes, joindre

à leurs démonstrations fragiles quelque irréfutable «corpus delicti».

Tout étrange que cela paraisse, aucun billet n'a été trouvé, ni chez l'évêque, ni chez Theiler, ni à Géronde, ni dans les doigts du Welschen.

On en trouva quelques-uns dans les bahuts de Stockalper, qu'on pillà. Ces témoins ont été conservés aux archives de la Bourgeoisie de Sion. Ils sont l'incontestable produit de la perquisition sévère opérée chez le capitaine Antoine, puisqu'ils comprennent, non seulement une série de lettres qui lui furent adressées pendant le cours de plusieurs années, de provenances et les plus hautes et les plus modestes, concernant ses affaires publiques aussi bien que privées, mais jusqu'à deux de ses brouillons raturés, destinés à sa correspondance avec le seigneur de Rye et avec le marquis Doliani, ambassadeur espagnol à Lucerne.

Ces documents, s'ils ne font pas entendre la protestation d'innocence la plus certaine en faveur du chevalier Stockalper, sont des accusateurs fort modérés. Aucun n'arrive à rendre croyable quelqu'un de ses crimes. Antoine Stockalper a correspondu avec l'évêque, avec le curé Theiler, avec le landamann d'Uri, avec Milan, avec les Espagnols, comme on le lui reproche violemment. Voilà ses lettres, celles qui concernent le procès et doivent être versées au dossier. Elles vont de 1624 au jour de son arrestation. Elles sont 14 au plus, qui ne sont pas en tout étrangères ici.

Il en est une du landamann Tanner (30 octobre 1624), assez longue, à peu près indéchiffrable. Elle ne semble rien contenir de probant, si pourtant, comme il faut s'y attendre, elle traite des questions politiques alors pendantes : correspondance avec le marquis Doliani, guerre française, levée de troupes suisses. Il en est une de l'évêque Jost (10 novembre 1625). En quelques lignes hâtives, et en termes vagues, elle recommande à Stockalper les intérêts de la religion catholique. Il en est une du chanoine Theiler (25 janvier 1626). Elle contient, avec quelques nouvelles sédunoises, un plaisant Pater noster qu'ont accoutumé de réciter les paysans d'un marquisat étranger. Il en est une (26 décembre 1626) qu'un Quartéry, d'Agaune, écrit à son «grand cher patron», et dont une phrase peut être interprétée dans un sens à nous rapprocher de ce débat : «...en fin m'abouchant aveques Monsieur le chanoine et curé Teiler, duquel j'appris le bon portement de Votre Seigneurie et vos pensées généreuses et dignes d'un grand chrestien. Je m'en resjouys infiniment aveques lui, faisant propos là-dessus de vous escrire congratulatoirement». A quelles pensées généreuses et très chrétiennes allaient ces louanges, nous l'ignorons. Si c'est à celles d'une alliance guerrière avec l'Espagne, elles ne se manifestent

pas dangereusement dans nos autres écrits, adressés de Milan. Le chevalier Stockalper y avait un ami fort empressé, le seigneur de Rye, qui lui envoie d'assez fréquentes missives, lui offre ses services, traite ses affaires en Italie. Ces affaires n'apparaissent point meurtrières. En 1626, le 8 septembre, Antoine Stockalper, qui déjà projetait un voyage à Rome, lui avait écrit pour obtenir des lettres de recommandation auprès du cardinal de Madruz, et de don Gonsalve de Cordoue, gouverneur de Milan. (Il avait écrit vers le même temps au marquis Dolianni pour obtenir le libre port d'armes en voyage, dans le Milanais, ce que lui accorda le gouverneur, dans une pièce du 27 novembre). En 1627, à la même époque que l'année précédente (9 septembre) Antoine Stockalper demandait au même ami le même office, avant de se mettre en route pour le même voyage, et, le 15 septembre, le seigneur de Rye lui dépêchait ses lettres d'introduction pour Rome. Les aveux du procès révèlent en effet que le Capitaine nourrissait l'intention de s'y rendre pour défendre les droits du siège de Sion en cour pontificale. Les pièces du procès n'en disent rien, je crois. Nous arrivons jusqu'aux dernières sans y trouver plus sujet d'horreur : ce sont celles du 14 et du 15 septembre, où Scholastique Stockalper écrit à son frère pour lui dire son affectueuse inquiétude du voyage imminent, et celle de Lucerne qui en souhaite l'heureux cours.

Il ne reste plus qu'une lettre. Une lettre de Milan. La lettre la plus importante pour l'accusation. Elle est brève. Elle est du 14 septembre. Monsieur de Rye y demande au Capitaine de lui communiquer, avant son départ, le traité d'alliance, «la Confédération de laquelle vous me faites mention», dit-il.

C'est tout. Ce n'est rien, car nous n'avons jamais nié, car personne n'a jamais nié l'existence de ces démarches, la vérité de ces projets d'alliance avec le Roi catholique, mais seulement leurs illégales, leurs criminelles et sanglantes clauses. Il n'y a pas trace, dans toute la procédure, de pactes de trahisons ou de noires conspirations, pas un billet militaire, pas une lettre de bandits, pas une liste de conjurés.

Pas plus les écrits que les paroles ne demeurent, dans le cas présent ; les unes et les autres volent, ne sont d'aucun poids sérieux pour soutenir le réquisitoire terrible des juges d'Antoine Stockalper.

Mais l'abondance de l'aveu compense, et compense largement ce défaut ! On sait qu'aux siècles de l'inquisition l'aveu était réputé la preuve pleine, parfaite, royale, la «*regina probationum*», et que le juge qui l'avait obtenu, dans les conditions légales voulues, pouvait procéder à la condamnation en toute paix de conscience, en toute certitude d'avoir bien accompli l'office sacré auquel il était préposé.

Stockalper s'était d'abord refusé à parler. Le 6 octobre, après avoir admis ses relations ouvertes avec les bandits, il protesta qu'il n'avait rien intenté contre le pays ni personne, qu'il n'avait écrit ni au Légat ni à personne au sujet du nouveau calendrier, demanda pardon à Dieu et à l'autorité d'avoir hébergé et favorisé les Italiens, et ne voulut rien déclarer de plus. Il se ravisa, il dut se raviser depuis ! Au lieu ordinaire de la torture et appliqué au banc des supplices, ou dans sa prison encore, il commença et poursuivit graduellement ses aveux, les 7, 14, 15, 16, 21 et 22 novembre, il les confirma, en tout ou en partie, le 14, le 15, le 21 et le 22. Ces aveux, extorqués et aussi librement confirmés («*bekräftiget, bestätet und corroboriert*»), ainsi voulait le droit, ses juges pouvaient s'en tenir pour fort satisfaits, invoquer Dieu dans leur jugement, et livrer l'homme à l'exécuteur de la haute justice. Ce n'est pas sur ce point que nous voulons trop redire. La loi, la jurisprudence, tout, en principe, les justifie et les loue pleinement (mais les conditions où ils ont obtenu ces aveux sont sujettes à la critique, on le verra, et les rendent sans valeur). Les Statuts nationaux en vigueur reçoivent et appliquent la règle juridique : «*Confessus pro iudicato et convicto habetur*», et décrètent que si quelqu'un avoue le délit pour lequel on aurait porté plainte, «*aussitôt et incontinent le juge peut recouvrer du dict confessant la peine ou ban de punition, extunc statim et confestim dominus iudex penam vel multam ab eodem exigere potest*» (statut XIX). Il est évident que la règle, bonne pour le procès accusatoire, est excellente pour le régime de l'inquisition, fondé précisément tout entier sur la religion de l'aveu. Admettons que la condamnation soit légitime. Ce n'est pas dire qu'elle soit juste. Je veux prouver que Stockalper était innocent, non pas que ses juges sont coupables. Son innocence, il l'avait proclamée dès le premier interrogatoire (il la proclamera encore publiquement quand le bourreau le conduira à la mort). On a brisé sa résistance en même temps que ses membres, délié sa langue en liant ses bras à la corde, en lui suspendant les lourdes pierres aux pieds, en lui donnant l'estrapade ? Que me prouvent alors ses contes fantastiques ? Je ne crois pas plus qu'il ait sérieusement prémédité de trahir, assassiner, incendier, piller et voler, que je ne crois que des centaines de nos sorciers ont tué, déterrés et fait cuire leurs propres enfants pour les manger, comme ils l'ont avoué, qu'ils se sont mués en loups pour dévorer les troupeaux, que des centaines de sorcières ont produit la tempête en soufflant du haut d'un mont, la grêle en battant une fontaine avec des baguettes, l'avalanche en jetant en l'air des poudres préparées par le diable, ni qu'elles ont volé au sabbat sur un manche à balai, dansé au son du tambour, et fait l'amour avec des démons plus lourds que des montagnes, qui leur engendraient des enfants.

L'infortuné capitaine Stockalper pouvait avec raison, à l'avant-dernière séance, où il dut parler de gré ou pénalement, murmurer qu'il ne voulait pas nier, «si on pouvait l'en convaincre», d'avoir convenu avec ses affidés du lieu et des circonstances où il commettrait ses meurtres ; il pouvait avec raison, le dernier jour, répéter et finir par déclarer qu'il reconnaissait et confirmait en bloc tout ce qu'il avait dit, et tout ce qu'il avait pu commettre et oublier mais dont il pourrait être convaincu par des témoins valides ; tout ce qu'on voudrait, en un mot. Comment imposer, comment faire briller le regard pur de la vérité dans l'ombre secrète du cachot ? Les aveux et les témoins disent ce qu'on veut leur faire dire, et Stockalper ne pouvait pas ne pas donner, avant le jugement, un blanc-seing à ses inquisiteurs.

Formons, en résumé, le faisceau des preuves de la culpabilité de ce malheureux envoyé à la mort : pas un écrit sans réplique, pas une déposition grave des témoins irréprochables, ses seuls aveux arrachés dans les tourments.

C'est ainsi qu'on le «démontra» rebelle, séditieux, traître, brigand, incendiaire, voleur et assassin. S'il avait été nécessaire, on n'aurait pas été plus embarrassé pour prouver qu'il était sorcier aussi diabolique, hérétique aussi endurci, et convaincu, que le fut, par exemple, Ste Jeanne d'Arc.

La justice immanente n'a point nécessairement ratifié le fragile jugement des hommes passionnés qui s'en réclamaient.

La limite des irrégularités n'est pas atteinte pourtant !

On a déjà remarqué que plusieurs de nos juges ne se sont pas privés de venir à la barre déposer contre l'accusé dont le sort est entre leurs mains, et de soutenir, de nourrir, de réchauffer eux-mêmes l'accusation dont ils sont les arbitres. Touchante sollicitude pour la justice et le respect des lois, si elle n'était par malheur inique autant qu'illégale ! Inutile de souligner que c'est en violation de la loi que furent écoutés, tout au long de l'enquête, les témoignages d'un banneret Lergien, d'un châtelain Pierre Stockalper, d'un châtelain Pierre Megentschen, d'un gouverneur Jossen, d'un bailli Zuber, d'un banneret Im Eich, d'un colonel Preux et des gouverneurs Byrbaum et Courten. Tous ces actes irréguliers, même ceux qui sont indifférents à Stockalper, ne méritent de mention que pour être blâmés et contestés. Pis encore : Qui jurerait irréprochables de telles anomalies dans la procédure ? Les Zuber, les Im Eich, An den Matten, Preux, Byrbaum, Courten, Lambyen, Lergien, Megentschen, instruisent, assermentent, interrogent, déposent, consignent, torturent, jugent et vengent, simultanément ou successivement. A Brigue, le châtelain Pierre Stockalper, à Viège, le bailli Zuber, le banneret Im Eich et le châtelain Burthlome, dans leur propre cause, quand sont en jeu leurs intérêts les plus chers, leurs passions, leur honneur, leur vie même, et qu'ils l'affirment, accueillent leurs propres témoignages, et Im Eich celui de sa femme, qu'il assermente ! Enquêteurs, juges, parties, témoins et victimes tout ensemble, c'est trop beau !

A côté de cette justice personnelle et domestique, quel crédit accordé aux partisans ! Quel empressement à entendre ceux qui devraient être rejetés, à écarter ceux qui devraient être entendus ! Les témoins récusables sont admis, les récollements et les confrontations nécessaires sont refusés. On protocoie complaisamment les rapports de Jean Lambyen, auquel Stockalper avait exprimé sa menace d'avoir raison de lui pour avoir fait arrêter Crupp et porté la dispute dans son stade sanglant ; de l'amann Perrig, qu'il avait poursuivi avec son arme dans l'escalier ; du libraire Grassen, auquel les Perrig, intimes du Capitaine, avaient dit qu'ils lui casseraient la tête et lui raccourciraient la barbe ; de Christian Michlig, qui venait renier et charger le Capitaine jadis servi, et dont le serment livrait au diable l'intermédiaire qui l'avait incité à se séparer du parti des civils ;

de Hans Stœpfer, qui avait affiché obstinément sa partialité pour les Seigneurs patriotes, et que les paysans avaient injurié et rossé de toutes leurs forces pour sa fougue à porter leur santé ; de Georges, Henri et Maurice Eyer, de Pierre Berthold, Hans Bergmann et Hans Wyssen, qui tous avaient été rudement menacés ou battus parce qu'ils trahissaient leurs frères et rapportaient tout aux Messieurs. Si quelques-uns de ces témoignages étaient en fait inopérants, n'aggravaient pas le cas d'Antoine Stockalper, n'y touchaient même point, qu'importe ? ils étaient répréhensibles et nous montrent bien dans quel esprit l'enquête était conduite et la vérité sollicitée. Le pauvre Christian Vellig serait bien placé pour nous l'apprendre aussi : ayant eu la hardiesse de déclarer qu'il ne savait rien de toute cette agitation politique et confessionnelle, on en conclut simplement qu'il était sans honneur et trahissait sa patrie : «habetur improbus, et saluti nostrae patriae infidelis» !

Aucune voix, en vérité, ne doit pouvoir s'élever en faveur de Stockalper, et lui-même ne doit rien pouvoir démontrer, rien éclaircir, rien contester, rien rectifier. Au fond de la prison où gît l'ennemi terrassé, on n'enregistre que les charges produites par la peur, la haine ou la torture, on n'est occupé que de dresser un acte d'accusation et de signer une condamnation : c'est véritablement la curée.

On ne peut évidemment savoir à quelles strictes règles de procédure ramener, tenir et confondre chaque fois nos juges de 1627. Notre procédure était alors vacillante et routinière. Les statuts nationaux de 1571, toujours en grande vigueur et forte autorité, laissaient libre champ au juge inquisiteur, car le législateur du XVI^e siècle, travaillant la matière coutumière et soucieux presque uniquement de disposer le détail du procès accusatoire en pleine floraison, abandonnait le plus souvent aux usages pratiques le droit et la procédure criminels. Dès que la Constitution criminelle de Charles V, dont l'édition princeps est de 1533, fut connue en Valais, territoire du Saint-Empire, on s'y jeta et tous nos juges y puisèrent des leçons. En 1627, c'est sur ses ordonnances qu'ils se réglaient. Mais la Caroline ne disait pas tout. Elle ne voulait être «rien de plus qu'un exposé du droit en vigueur à l'usage des échevins appelés à remplir l'office de juges, mais inexpérimentés en matière de droit écrit. Schwartzenberg mit ses efforts les plus scrupuleux à conserver à la doctrine son influence vivifiante sur la jurisprudence, en répétant constamment que, dans tous les cas douteux, il faut consulter les jurisconsultes. C'est à cette idée que nous devons nous tenir si nous voulons apprécier exactement l'importance de ce code et si nous voulons en particulier apprécier les rapports entre la législation locale et la Carolina» (v. Liszt). Or, notre législation locale décréta, en 1632, le recours officiel aux

jurisconsultes, décida qu'il fallait faire une Ordonnance sur le mode à suivre par les juges en affaires pénales et de maléfices, et que le bailli et les délégués de tous les dizains composeraient un extrait des auteurs qui servit de règle à tout juge. Plus tard, elle montra sa prédilection pour Fröhlichsburg. Les «Commentaires» de la Caroline parurent en 1709. Ce sont eux que nous choisirons de consulter, puisqu'ils sont souvent fondés sur les ouvrages du XVIIe siècle et principalement sur Carpzow, dont la seule doctrine fut considérée comme loi universelle en Allemagne, puisqu'ils rapportent l'usage des territoires allemands, sont un exposé systématique du droit pénal commun allemand, et puisqu'ils furent longtemps la loi criminelle valaisanne promulguée. Examinons donc de plus près, Fröhlichsburg à la main, la procédure de l'affaire Stockalper.

Nous avons contesté la valeur de nombre de témoignages, et des plus importants. Rappelons que le témoignage d'un ennemi était, dans la règle, de si peu d'effet qu'il ne pouvait pas même en être tiré un indice suffisant pour procéder à la question. «Dans les cas graves et odieux, cependant, dans les cas de rébellion, d'assassinat et d'incendie par exemple, même les témoins incapables peuvent être entendus. Le juge appréciera. Leur déposition ne constitue en tous cas jamais une preuve parfaite et ne pourrait former qu'un indice légitimant la torture».

Va donc, en principe, pour la torture. Puisqu'il n'est pas interdit absolument d'y songer, qu'on y soumette le Capitaine : «Heureux celui-là qui supporte la torture sans rien avouer ! (et la généralité des auteurs n'admet pas qu'on puisse la donner plus de trois fois) ; car il est préférable d'être un martyr que de confesser. Celui qui a supporté la torture jusqu'au bout doit passer aux yeux du monde pour plus innocent qu'il n'était auparavant. La torture entraîne après elle une preuve de l'innocence. La première règle certaine est que, par la torture subie, tous les indices existants sont complètement purgés, en sorte que celui qui y a été soumis doit, après avoir prêté le serment usuel de ne point se venger de l'emprisonnement, être une fois pour toutes et définitivement absous. Oui, le juge ne peut laisser l'affaire en l'état, mais doit porter un jugement définitif et absoudre le questionné». Le juge doit absoudre et relâcher l'innocent après trois tortures souffertes ! Que cette affirmation si nette, indiscutable, éclaire donc bien ce geste de mère romaine, qui pousse la mère d'Antoine Stockalper à réclamer hautement justice pour son fils, à écrire au Nonce, à Lucerne, pour solliciter le secours des cantons catholiques alliés au Valais, et les décider à revendiquer la juste mise en liberté du Capitaine, puisqu'il a été torturé rigoureusement pendant trois jours et a maintenu inébranlable son innocence, «weil er drei Tage streng torturiert worden sei, u. seine Unschuld aufrecht erhalten habe» !

En toute équité, le Capitaine était alors innocent, le Capitaine était libre.

Mais enfin, nos juges avaient un intérêt trop profond à le garder sous leur pouvoir. Ils ne l'ont pas libéré. Leurs enquêtes importantes, les charges relevées contre Stockalper, les dépositions accusatrices de Christine et Hans-Michel Heiss et de Pierre Stockalper étaient reçues et consignées avant la fin septembre, l'enquête générale des Commissaires terminée le 3 octobre. Le 6 octobre, pièces en mains, le bailli et les députés, dans sa prison, avaient invité, pour la première fois, l'accusé à déclarer ses fautes, pour éviter de plus amples procédures. Le Capitaine ne reconnut que le séjour des Italiens à Brigue, et nia de tout son pouvoir qu'il eût trahi, qu'il eût rien intenté contre le pays ni personne. Or, «lorsque l'autorité judiciaire a entendu les témoins dans un procès inquisitorial, a interrogé et constitué régulièrement le délinquant, et que, sur sa dénégation, elle lui a lu les dépositions des témoins ; lorsque cependant elle ne peut amener le délinquant à reconnaître la vérité, il est indispensable, si l'on veut que les témoins entendus en l'absence du délinquant pour renseigner le tribunal puissent légalement constituer une preuve suffisante et effective, il est indispensable, ou de confronter les témoins avec le délinquant, ou de les entendre encore une fois : car ils ne confèrent contre l'absent aucun indice valable pour la torture».

Confrontation et récollement sont indispensables avant de torturer. Nos juges torturent. Nos juges n'ont confronté ni récollé.

Encore moins avaient-ils récusé !

Des ennemis mortels, comme Pierre Stockalper et Pierre Megentschen, ont déposé. Admettons qu'ils aient été accueillis d'office, pour informer la cour. On ne fera admettre à personne qu'Antoine Stockalper, ce soldat épris de justice au point de jouer sa tête pour la cause de la légitimité, n'ait pas protesté contre la révoltante licence qui faisait de ses pires ennemis ses pires accusateurs, qu'il ait consenti à se laisser condamner sans souffler mot dans des circonstances si grossièrement partiales. Mais, «les témoins qui ont été entendus d'office, ad informandum curiam, ne peuvent rien prouver, si l'aveu bénévole du criminel ne suit pas, sauf si le témoin, après le constitut du prisonnier, était confronté ou réentendu, surtout dans le cas où le délinquant ne voudrait pas tenir les témoins pour régulièrement et légalement entendus». Stockalper n'a guère mis d'empressement à avouer, puisqu'il fallut recommencer les interrogatoires par six fois, puisqu'on dut le renvoyer à mieux se souvenir, puisque les procès-verbaux enregistrent à plusieurs reprises qu'il n'a rien voulu avouer. «Davantage, si le délinquant, sans répétition préalable du témoignage entendu en première

main, et seulement ensuite de la procédure d'information, était mis à la torture et confessait ainsi le fait, cet aveu serait nul et de nulle valeur». Stockalper a dû finir par avouer. On voit la valeur de son aveu. Cependant, «les tribunaux spéciaux pourraient appliquer la torture ex processu informativo, mais à condition que ce fût ensuite de crimes affreux, et secrets, que l'inquisition se fit par le tribunal supérieur lui-même, que le criminel fût une personne décriée, ou qu'il fût indispensable de procéder rapidement, par exemple pour arrêter des complices». Ces conditions sont clairement posées : Ensuite de crimes affreux et secrets : Stockalper n'était coupable, s'il le fut, encore qu'en pensées, et de crimes inexistants, de crimes à venir. Le noble et héroïque chevalier Stockalper, major de Ganther et député, que ses pairs avaient nommé gouverneur de St-Maurice et qui commandait dans un de leurs régiments, n'était point personne décriée. L'enquête eût dû être conduite par la haute cour. Celle-ci délégua deux Commissaires, qui subdélégèrent des partisans. Indispensable de procéder rapidement pour arrêter des complices ? Mais les complices avaient échappé avant l'arrivée des Commissaires, et l'on mit une telle hâte à procéder que le premier interrogatoire de l'accusé fut séparé du second par l'intervalle d'un plein mois !

Enfin l'accusé si violemment attaqué, avec une passion si désordonnée, comment lui permit-on de se défendre ?

Nos députés avaient bien proclamé, quelques années plus tôt et dans un cas du même degré, en 1611 où ils en avaient à l'ex-chancelier Guntern, que, sous l'inculpation de lèse-majesté, le plus grand des crimes capitaux, ni le droit divin, ni le droit civil, impérial ou autre, ni notre Landrecht, n'accordaient d'autre remise que la «leybdwerung», le droit de défendre son corps. Le capitaine Stockalper n'eut donc permission que d'engager son corps, de soutenir son innocence au prix de sa vie, de retenir ses aveux de toute sa force et de tout son courage, que l'on énervait, que l'on brisait dans les supplices. On n'admit pas qu'il fit entendre le moindre avocat. C'avait été le séculaire usage des prétoires valaisans antérieurement au régime de l'inquisition secrète. Dès 1338, les statuts de Sion accordaient à celui qu'un égal ou un homme plus puissant avaient accusé d'être un voleur ou un traître, et qui ne pouvait trouver de défenseur «pro pecunia sua vel amore», que le Seigneur Evêque devait lui en fournir un d'office. Les Magnifiques Seigneurs Patriotes en 1428, les paroissiens de Rarogne en 1434, révèlent les procédures et donnent un avocat même à l'accusé de sorcellerie, leur permettent de se voir, de se concerter à leur gré, et de se rendre en toute quiétude au tribunal, jusqu'à droit dit, pour se défendre. En 1517 encore, la Paix nationale jurée par les VII dizains assure aussi généreusement la liberté de la

défense pour tous les crimes capitaux, et décrète que lorsque les Bourgeois de Sion, juges suprêmes du pays, jugent une affaire de sang, ils doivent faire annoncer publiquement, avant le jugement, sur la place du tribunal, que chacun peut prendre la parole pour invalider l'enquête ou le procès faits contre l'accusé, et qu'ils doivent entendre sur le droit quiconque se présenterait. Pratiques désuètes, dira-t-on, libéralités reniées par les premiers inquisiteurs, et inconciliables avec les exigences du procès à huis clos ! Nullement ! puisque au XVIII^e siècle encore, dans la période la plus pure de l'inquisition, on proclame avec force ces droits sacrés de la défense : « Lorsque les témoins ont été confrontés ou réentendus et leurs dépositions soumises à l'accusé, et que celui-ci, constitué une ou plusieurs fois, n'a pu être amené à l'aveu, il faut lui donner l'occasion de s'entretenir, en quelque endroit, librement avec un avocat, et de préparer ses défenses contre les accusations et indices contenus dans la procédure qui lui est communiquée par écrit, afin qu'il puisse, si possible, écarter les indices existant contre lui et qui pourraient justifier la torture. Il n'appartient donc pas à une autorité judiciaire de procéder de suite à la torture, avant d'avoir accordé au délinquant un terme pour faire valoir ses défenses. Oui, ces défenses doivent être accordées à tout délinquant, et dans tout crime sans exception, si grave soit-il. On nomme même d'office un avocat aux personnes qui ne réclament pas leurs défenses, spécialement aux paysans naïfs ou aux femmes. Pour les prévenus raisonnables et qui savent de quoi il retourne, on leur demande s'ils désirent un terme pour invoquer leurs défenses ou s'ils préfèrent y renoncer. Le juge est tenu, d'après l'article 47 de la Caroline, de demander au délinquant ce qu'il pourrait soulever pour sa défense. Personne ne peut être considéré comme un criminel convaincu ou notoire aussi longtemps que le terme de défense ne lui a pas été concédé, sauf peut-être un meurtrier public personnellement décrié, ou d'autres très grands criminels. On a cependant coutume de dire que, s'il était possible que le diable même dût comparaître en justice, il faudrait lui laisser un terme de défense ».

Dans tout le procès Stockalper, on ne découvre pas l'ombre de la mention d'un tel terme, on ne perçoit même pas le plus lointain écho du seul « mot » de défense.

Ainsi, inquisitions viciées, dépositions viciées, aveux viciés, garanties tutélaires viciées, nullités toujours, nullités partout !

Quand on a médité et pesé tous les éléments critiquables que nous avons dits jusqu'ici, tant d'inadmissibles licences, d'actes de procédure extravagants, un tel mépris du convenable, du mesuré, de l'impartial, de l'indispensable, une telle impudeur dans l'arbitraire, une telle impudence dans l'illégalité, quelle valeur peut-on accorder aux faits et gestes de nos juges, d'hom-

mes si misérablement, si passionnément humains, d'hommes qui, de légèreté ou d'endurcissement du cœur, portent, si volontiers, si lourdes et si nombreuses fautes, d'hommes enfin tellement incapables de s'élever aux régions sereines, quasi divines, où l'on trouve des juges, et le droit de juger ?

Antoine Stockalper aussi cherchait des juges, et n'a vu tout autour de lui que des accusateurs.

Ce procès chercha visiblement la condamnation, et la condamnation d'un seul.

Pensons-y : C'était un débat vaste et complexe, un débat national, le procès de tout un régime, de tout un peuple, de toute une époque. Il nécessita une enquête générale dans le pays et des actions de grâces générales. Il mettait aux prises les deux ordres fondamentaux, le civil et le religieux. Il mettait en cause la forme révolue, actuelle et future de l'Etat, il arrachait le glaive à deux tranchants, le signe et l'instrument de la souveraineté politique, au prince-évêque qui l'avait tenu pendant plus de huit cents années ; il répudiait le passé, revendiquait l'avenir, troublait le présent ; il jetait pêle-mêle dans ses mailles cruelles, les paysans, les soldats, les bourgeois, les magistrats, les prêtres de tous les dizains. Et l'on s'est appliqué à le réduire aux proportions d'un fait-divers, on n'en a fait qu'une affaire personnelle, la querelle du très fidèle et très catholique chevalier Stockalper et des magistrats réformés ses ennemis !

De toute l'enquête, de tous les griefs, de tous les faits annotés au dossier, on ne veut retenir qu'une part, et précisément la plus grave, mais la plus incertaine aussi, celle qui échappait aux témoins, que révélaient seules quelques menaces imprécises, quelques paroles exaltées, quelques défis en l'air, (ces mouvements d'humeur, ces éclairs de chaleur inévitables par temps d'orage), dont la confirmation est due, somme toute, uniquement aux aveux pris de force sur les lèvres du Capitaine, ou aux déclarations de son mortel ennemi Pierre Stockalper. Une foule de témoins défilent pour assurer que l'agitation a pris naissance dans la diète hérétique de Loèche ; que les gens de Brigue, bien plus violents, bien plus compromis que Stockalper, se sont coalisés près de lui, pour la même cause que lui, mais non pas à son instigation, à côté de lui mais non pas sous ses ordres, qu'ils veulent, autant et plus que lui, soutenir l'Evêque, rappeler les Jésuites, recevoir le calendrier grégorien, exercer leurs droits, et se mieux disculper ou se défendre au cas où l'autorité civile, l'autorité illégitime, forte seulement d'un pouvoir usurpé, nullement établie par Dieu mais dressée contre lui, leur enverrait juges, valets et bourreau pour les gêner ou pour les punir. Voilà l'essence même, le nœud du conflit.

Stockalper avait protesté qu'il fallait entendre les rapports dignes de créance pour tout ce qu'il n'aurait pas dit. Mais qu'im-

portent aux enquêteurs ces précisions amenées, corroborées, amoncelées par cent témoins ? Ces longues pages sont ignorées, écartées, ensevelies sous la poussière ; ces voix fermes et catégoriques crient dans le désert. On ne retient que de vagues et tragiques échos : Le Capitaine cherchait du secours hors de nos frontières, il refusait d'obéir aux ordres du bailli et des châtelains, il considérait l'évêque comme son seul chef spirituel et temporel ; ceux de son bord redoutaient une invasion ou disaient leur confiance en le roi d'Espagne, ils juraient de ne pas se laisser dépouiller de leurs droits sacrés sans résistance, ni punir pour les avoir exercés ? Quelle nuit de massacre et quel bain de sang, quelle « Mordnacht » et quel « Blutbad » promis ! Voilà matière pour un beau monument criminel, pour un réquisitoire où s'entasseraient en quelques lignes formidables toutes les extrêmes accusations capitales : la lèse-majesté, la trahison, la sédition, la rébellion, le meurtre, l'assassinat, l'incendie, le vol, la rapine, le brigandage prémédités ! En quel lieu sous le ciel vit-on jamais telle caverne de bandits, tel nœud d'épouvantables méfaits ? Quel coupable fut jamais comparable à Stockalper et mérita plus male mort ? —

Mais quelle iniquité fut supérieure à celle-ci ?

Il est bon de nous étonner davantage. Car on procède, d'abord avec une véhémence exagérée, avec une troublante indulgence ensuite. Ces rigueurs sont aussi louches que ces faveurs.

On met Stockalper à mort, on décrète contre lui un supplice tel que le Valais n'en vit pas d'autre. Puis, le « malheureux » disparu, son parti effondré, l'évêque exilé, le bailli installé à sa place dans son château, on voit se présenter, « au nom des petits orphelins encore inéduqués », le capitaine Jérôme Welschen et le châtelain Pierre Stockalper, pour supplier la Diète de prendre ces enfants en commisération et de leur abandonner la fortune de leur père, afin qu'ils puissent payer les dettes qu'il a laissées.

Jérôme Welschen ? Pierre Stockalper ? Singuliers intercesseurs, singuliers tuteurs pour ces enfants ! Mais Jérôme Welschen est leur oncle, mais Pierre Stockalper est leur parent ? Mais Jérôme Welschen, mais Pierre Stockalper étaient les ennemis mortels d'Antoine Stockalper, de son propre aveu, de leur aveu, de l'aveu du dizain de Brigue entier, de l'aveu de la Diète ! Il les appelait les plus pourris des huguenots, les pires traîtres à la patrie, il avait un jour, à la cible, dit-on, juré avec Hans Owlig que chacun d'eux tuerait son beau-frère : Antoine le capitaine Jérôme, et Hans le châtelain Pierre ! Ces prétendues victimes avaient certainement en revanche, pour une grande part, la mort du chevalier sur la conscience. Ce sont pourtant ces deux avocats ayant si parfaite qualité, ces nouveaux pères légaux si merveilleusement choisis, à la prière des-

quels les Hauts Seigneurs daignent se laisser fléchir et décider aimablement : Ayant égard à l'innocence de ces enfants, dont nous espérons tout bien, nous ne voulons point user de rigueur et ordonnons qu'ils paieront d'abord tous les frais de justice et d'entretien, ce que l'Etat a avancé de ceux-ci à l'hôtesse, les dettes de leur père, qu'ils s'arrangeront ensuite de façon acceptable avec le Grand Bailli pour l'amende et la confiscation des meubles, et solderont en outre comptant, en témoignage de leur obligation, 50 écus bons à chaque dizain. Cela fait, le pays leur laisse les biens paternels confisqués.

Il se rangeait ainsi à l'avis du dizain de Brigue qui, deux ans plus tôt, dès le jour de la condamnation, proclamant par ses mille bouches anonymes l'innocence du père, avait répudié sa part des biens saisis, refusé de toucher le «pretium stupri». Etrange bienveillance, aujourd'hui, que celle de la nation ! Ne procède-t-elle pas d'une secrète pitié pour les «innocents» injustement frappés, et comme d'une espèce de remords ? N'est-ce pas corriger la sentence viciée dans ce qu'elle a de plus facilement réparable, racheter une part de l'iniquité originelle par un geste généreux qui peut être fait sans danger ? Ce privilège cependant, sera-t-il accordé, comme il conviendrait, à tous les enfants dépossédés par la ruine des pères mêlés à la conjuration ? Les héritiers sans reproche du notaire Antoine Stockalper, des quatre frères Perrig, de Simon Perren, de tous les condamnés fugitifs, ont été dépouillés aussi, sont certainement dans une misère plus touchante que ceux du noble et puissant chevalier Antoine. Leur témoigne-t-on le moindre intérêt, le moindre tacite regret ? leur rend-on leurs biens ? Allons donc ! Brigue entend pendant trois ans les exilés répéter, par-dessus la frontière, qu'ils ne se présenteront dans le pays et ne viendront demander pardon à la Diète que lorsque leurs biens leur auront été restitués, et nous voyons la Diète envoyer des Commissaires à Brigue, pour les vendre et lui en rapporter le prix.

Quelles raisons de dédommager aussi leurs enfants purs et pauvres ? Le sang des pères ne crie pas au ciel, ils ont échappé par la fuite à l'injustice énorme où succomba Stockalper.

Encore ici, serrons notre interrogatoire. Pourquoi, à l'égard de tous les complices du chef immolé, un choix, un sort distinct, une justice plus lente, plus molle ou plus complaisante ? Que sont devenus tous ces bandits, ces montagnards, ces artisans, ces bourgeois, ces prêtres conjurés ? Equitablement, légalement, ils devaient suivre Antoine Stockalper dans la vie et la mort, ils lui étaient attachés «auf bluot und guot», comme nous disions, ils avaient mis en commun sang et biens. Ce point ne peut être controversé. On connaît la doctrine constante des temps passés sur le crime de lèse-majesté. Je ne dirai pas que nous punissions, comme Rome, la simple pensée injurieuse pour

le Prince, le rêve même surgit dans les brouillards du sommeil. Mais, en toute certitude, la résolution manifestée, le complot, les actes préparatoires, la tentative, le délit manqué ne souffraient point d'exception, point de grâce, lorsqu'il s'agissait, comme disaient nos Députés en 1611, du plus grand des crimes capitaux. Corps, honneur, biens, étaient commis sans marchandages. Dès 1475, les statuts de l'évêque Supersaxo décrétaient formellement que la simple favorisation, le simple consentement tacite, la seule approbation mentale, exposaient aux peines de la lèse-majesté. Cette pratique, juridiquement, demeurait invariable, ne pouvait être attaquée. «La peine s'appliquera toujours, non seulement à l'auteur principal, mais à ceux qui connaissent ses intentions, et à ses commensaux» (Fröhlichsburg). On imagine bien, si la Diète, en portant jugement sur Antoine Stockalper a pris soin de publier que quiconque, parent ou non, de quelle condition, rang ou lieu qu'il fût, tenterait seulement, par le verbe ou le fait, de désavouer ou de venger ce jugement, y serait soumis aussitôt, entrerait «dans la trace des pas» du Capitaine, serait déshonoré, ruiné, décapité, écartelé, brûlé, on imagine sans peine que ces supplices étaient à plus forte raison mérités par ceux qui l'avaient approuvé, conseillé, soutenu, aidé dans ses desseins et ses crimes mortels.

Or, sur la foi des pièces au dossier, Antoine Stockalper a eu pour le moins deux cents complices directs, conscients, volontaires, responsables. Combien ses juges prononcèrent-ils de condamnations capitales ?

Une, peut-être.

Le bandit Crupp eut bien la tête tranchée, il est vrai ; mais avant l'ouverture du procès principal et non en tant que complice de son patron, mais dans sa propre cause, parce qu'il s'obstinait à porter ostensiblement des armes au mépris des ordres renouvelés de l'autorité, parce qu'il avait aussi commis l'imprudence de menacer dangereusement, à Glys, sur la place publique, le juge de dizain Antoine Megentschen, et de braquer son pistolet contre sa poitrine, parce qu'enfin il s'était rendu coupable de voies de fait contre divers particuliers. Ses examinateurs ont reconnu eux-mêmes, quand ils allèrent l'interroger en secret dans sa prison, qu'il leur semblait avoir un poids sur le cœur, mais qu'il n'avait rien révélé au sujet de la trahison, ne savait rien d'une trahison.

Resterait un valet italien du Capitaine, qui aurait subi le même sort que son maître, raconte la chronique Berodi. Cette exécution en doublure n'est cependant confirmée, ni même rendue plausible, par aucune ligne, par aucune allusion du dossier.

Contre les autres, comment s'y prit la Diète ?

Elle décréta, pour la forme, que certains des partisans de Stockalper, qui s'étaient enfuis, avaient commis corps et biens,

et qu'il fallait les arrêter partout où on les trouverait. Mais, pour les plus puissants qui s'étaient exilés, ou pour tous ceux qui s'étaient laissé prendre, elle se garda bien de fulminer et d'appliquer de semblables rigueurs. Elle les fit blancs ou noirs, à son gré ; elle décapitait à travers les montagnes, elle absolvait dans le pays. On voit bien de quels calculs elle était occupée, et dans quelles balances elle pesait.

Prouvons-le. Remontons toute la chaîne, des derniers conjurés, des instruments qui exécutent, jusqu'aux membres qui lient et multiplient, jusqu'au cerveau qui dirige et conçoit, jusqu'au Capitaine, et, par-dessus lui, jusqu'au Prince.

Des 150 bandits qui devaient brûler, assassiner et piller sur un signe, la plupart s'étaient soumis aux décrets d'expulsion, affirme Pierre Stockalper. Mais les plus résolus pourtant, les fidèles et arrogants licteurs de Crupp et de Paulin demeuraient dans le dizain, paraaient, menaçaient, vexaient, à Brigue, Brigerberg, Glys et Naters. Crupp seul fut arrêté. Paulin obtint assez de loisir et de complaisances pour regagner l'Italie. Les autres ? On n'en entendit plus jamais parler. Ils étaient à la merci des Seigneurs patriotes, et les plus redoutables parmi les conjurés. On ne fit pas un geste pour les saisir, on ne dit pas un mot pour les punir. Antoine Stockalper disparu, tous ses brigands s'étaient évanouis comme un mauvais songe.

Pour les gens de Brigue, on les cita devant la diète, fit une bonne semonce à la plupart, exigea qu'ils prêtassent aux mains du bailli l'usuel serment d'«Urphede», et les menaça qu'ils perdraient corps et biens s'ils fomentaient de nouvelles rébellions. Mais c'est à cette faute-ci qu'il fallait déjà leur enlever la fortune et la vie ! Voici pourtant la liste expiatoire des plus compromis :

Gilg Lergien : amende honorable sur les degrés de l'église, et 20 écus d'argent.

Christian Jossen et Gaspard Eister : même amende honorable, et 3 jours de prison au pain et à l'eau.

Melchior Walther : excuses à la Diète, et 100 écus d'argent.

Christian Michlig (qui s'est soumis dès l'arrivée des Commissaires, mais dont le délit est assez grave) : 50 écus d'argent.

Dame Marguerite Stockalper : réparation publique à l'église,

Notaire Opfel Perrig : réparation publique à l'église, et 50 écus d'argent.

Banneret Mathieu Blumen : même réparation, même amende, et démission de sa charge de Capitaine du 1. ban.

Châtelain Gaspard Owlig : pas de peine.

Son fils Hans : pas de peine.

Notaire Antoine Lieben : pas de peine.

Banneret Michel Stockalper : pas de peine.

Le fiscal Perrig et ses trois frères, Gaspard, Hans et Pierre, le notaire Antoine Stockalper junior, le tailleur Anthelme Kupferschmidt, le cordonnier Georges Furer, le paysan Simon Perren, tous ceux enfin que l'instruction allait le plus gravement charger, s'étaient enfuis de nuit par le Simplon, avant l'arrivée des Commissaires à Brigue.

On demanda leur extradition à Domo d'Ossola, où ils vivaient, où ils recevaient de la correspondance et furent rencontrés. L'extradition n'eut jamais lieu, en dépit des usages judiciaires et des promesses de réciprocité rappelés par nos magistrats.

La diète de décembre, qui établit les châtiments contre les rebelles, décréta que l'on procéderait selon la justice contre tous les accusés qui avaient été cités et qui ne paraîtraient pas à l'assemblée suivante.

Nous savons que la tête de Christophe Perrig fut mise à prix, par V des dizains seulement.

L'assemblée de Noël 1628 ordonna de vendre sans retard au plus offrant les biens confisqués des fugitifs, pour que l'Etat récupérât les frais qu'il avait supportés.

Celle de juin 1631 rappela que la décision prise et protocolée contre les Perrig (le vieux Gaspard excepté), Simon Perren et Georges Furer était renouvelée, qu'on devait les arrêter où on les rencontrerait, qu'ils avaient commis corps et biens.

Or, les patriotes qui les rencontraient à l'étranger (et plusieurs en témoignèrent), ne firent que les engager à se soumettre et à venir demander grâce en diète. Ils en reçurent la réponse qu'ils ne voulaient pas risquer le sort de Stockalper, qu'ils paraîtraient quand tout se serait arrangé et qu'on leur aurait rendu leurs biens. Le peuple de Brigue pensait aussi qu'ils reviendraient alors.

Dans les recès qui nous sont connus, on peut lire que les biens de l'ancien châtelain Perrig et d'Antoine Stockalper le jeune ont été vendus.

C'est tout pour les contumaces en fuite. Nulle autre trace de peine appliquée.

Même indulgence à l'égard du clergé, partout accusé.

Le prieur de Géronde, qui correspondait assidûment, et en grand secret, avec l'Italie, qui recevait les chefs de la conspiration au cloître, y faisait acclamer le roi d'Espagne, jurait que ses armées viendraient en Valais imposer le nouveau calendrier, et que les religieux de Géronde entretiendraient ses sergents-majors dans le couvent ; le Frère Ludovic, qui approuvait chaleureusement son supérieur et menaçait les Valaisans, «qui étaient tous des bêtes», de l'invasion ; le curé de Nax, qui jurait la perte et la mise au ban des Députés ; celui de St-Maurice de Lacques qui prêchait violemment contre eux du haut de la chaire;

celui de Viège qui annonçait leur mort violente et entretenait la rébellion dans tout le dizain ; celui de Münster, qu'on qualifiait séditieux et qui se dépensait sur la rue et dans les habitations, tous ces prêtres si gravement compromis, ne furent pas un instant inquiétés.

Le curé de Loèche, fameux par ses violences, qui voulait faire raccourcir par en-haut les Messieurs aux grandes collettes, qui déclarait consentir à mourir avec joie s'il pouvait seulement voir le Valais sujet du roi d'Espagne, et qui, dans une scène publique retentissante, avait proclamé qu'il transformerait la place de Loèche en un lac de sang, passa la frontière et son nom ne fut plus jamais prononcé.

Le curé de Sion, ami intime, hôte et commensal du capitaine Stockalper, qui avait, prétend-on, suggéré, connu, appuyé, approuvé, facilité ses desseins incendiaires, homicides et révolutionnaires, qui courait par monts et vaux pour soulever le peuple, qui faisait des voyages secrets dans la Confédération ; qui, à l'annonce de l'arrestation du Capitaine, s'inquiétait publiquement et attendait sa propre arrestation ; qui abandonna précipitamment son ministère par peur de la justice, s'enfuit avec ce qu'il avait de plus précieux à St-Gingolph et, à l'arrivée fortuite du Gouverneur, décampa par les toits en braquant son pistolet, ce prévenu que les charges accablaient fut saisi et retenu 8 mois en prison, à Sion, par les Patriotes qui refusaient avec une extrême énergie de le livrer au nonce apostolique, son juge naturel, pour se réserver son châtiment exemplaire. Mais enfin, avec toutes sortes de protestations, de réserves et de garanties pour que le juste salaire de ses crimes lui fût administré, la diète consentit à l'extradition du chanoine Theiler : Il était certainement passible du même sort qu'Antoine Stockalper, méritait, de la part des Valaisans, les mêmes procédures zélées, le même intérêt, le même empressement passionnés. Le nonce cita nos accusateurs plusieurs fois à sa cour, ou du moins devant l'officialité du diocèse, pour venir produire leurs griefs et plaider une affaire qui leur était si proche et si grave. Ils n'osèrent piper ni paraître. Ils abandonnèrent la cause. Le curé de Sion dut être rendu à la liberté !

Plus haut que lui encore, affirment ses juges, Antoine Stockalper avait trouvé crédit, conseil, encouragement et louange absolus. Il avait communiqué « tous ses projets » aux deux frères de l'évêque Jost, François, et Jean son Econome, qui y avaient applaudi ; il les avait communiqués à l'évêque lui-même, qui avait admis la capitulation au profit de l'Espagne, l'invasion belliqueuse et le carnage national, avait félicité le Capitaine, l'avait exhorté à demeurer ferme, l'avait aidé et accrédité à l'étranger, avait reçu son serment d'agir, lui avait même écrit un jour qu'il était temps de passer à l'exécution.

Jean Jost se réfugia au collège des Jésuites, à Fribourg, et nulle voix dans la diète ne s'éleva pour requérir justice.

François (qui, avec sa sœur Judith s'alarmait sérieusement du sort du fiscal Perrig en fuite), demeura parfaitement libre de ses mouvements, et put partir, sans qu'une main essayât de le retenir, dans l'escorte avec laquelle l'évêque, mandé par le nonce, au début de janvier 1628 se rendait à la diète de Lucerne, puis à la cour de Rome.

L'évêque lui-même, auquel on reprocha si souvent, si hautement, sous le nom de trahisons, tous ses efforts pour assurer le triomphe de la cause catholique et le respect de son antique souveraineté, contre lequel on chercha et rassembla furieusement les plus petits, les plus invraisemblables, les plus vils griefs, n'entendit, en cette affaire épouvantable, pas la moindre parole, pas le moindre souffle de réprobation. Lui, à qui ses adversaires firent un crime d'avoir dit au châtelain Pierre Stockalper, qui n'avait pas voulu tirer le mortier lors de sa visite au Simplon : « Gamin ! tu as défendu de nous rendre les honneurs ! N'était le vêtement que tu portes, nous ferions enterrer ta tête dans la campagne ! », comment ses victimes l'auraient-elles pleinement blanchi et acquitté de s'être concerté avec le capitaine Antoine Stockalper exécuté, pour appeler l'étranger dans le pays et, à la faveur du soulèvement populaire, déchaîner l'incendie, l'assassinat, la rapine, le brigandage, et les faire égorgés misérablement par des bandits ? Il y eut certes encore, après l'affaire Stockalper, des luttes implacables entre les Patriotes et l'Evêché. Mais jamais un mot, même le plus voilé, et dans les pires disputes, ne vint rappeler cette monstrueuse complicité. En 1630, après 17 ans de luttes, quand les députés firent arrêter Hildebrand Jost sur le mont St-Bernard, le jetèrent à la porte de l'hospice, quand ils l'eurent ensuite gardé à vue et emprisonné pendant 5 mois, injurié, menacé, violenté, loin de tout secours humain et parmi la soldatesque irritée, au point de lui extorquer dans les larmes et la terreur la renonciation définitive à tous ses droits sacrés, par quel prodige, puisque le procès de 1627 prouve la culpabilité totale et capitale de l'évêque, par quel prodige les magistrats, dans tant de disputes féroces et de colloques passionnés, où étincelèrent toutes les insolences les plus dures, ne murmurèrent-ils même pas qu'il eût trempé dans la conjuration du capitaine Stockalper contre leurs jours ?

N'est-ce pas qu'ils savaient l'évêque entièrement innocent, et qu'ils étaient fixés sur le sérieux de leurs fables, et sur la sincérité du mélodrame de 1627 ?

Ne doit-on pas en trouver encore une preuve dans ce fait, qu'ils ne poursuivirent aucune des personnes qui maudirent leur sentence, qui prétendirent vouloir soutenir au prix de leur

sang que Stockalper était mort injustement, et auquel ils avaient solennellement promis la même mort et les mêmes supplices qu'à Stockalper ?

N'est-ce pas qu'ils savaient, comme leur greffier Nicolas Gasner, Stockalper lui-même innocent ?

Nous ne pouvons nous garder de nous le demander aujourd'hui : Pourquoi élague-t-on ce vaste procès, choisit-on les inculpés et les inculpations, s'applique-t-on à ne faire qu'un procès Stockalper, et qu'un procès capital ? Pourquoi ne retient-on que les faits les moins établis, mais les plus infaillibles à entraîner la mort ? Pourquoi, après ces étranges rigueurs personnelles, de non moins étonnants privilèges en faveur des enfants de l'exécuté, et de tous ses complices sans exception ? Pourquoi enfin cet empressement à frapper un homme de sa qualité (car cela est anormal aussi), cette répugnance à recevoir la grâce accordée par le Prince, auquel le droit de vie et de mort avait toujours appartenu ? et pourquoi, en revanche, cette mollesse à sévir contre tous les consorts, ce zèle à leur être cléments ? N'était-ce pas la vie de Stockalper, et de Stockalper seul, qui était devenue insupportable à ses juges ? Ne convenait-il pas d'écarter, d'anéantir le dernier obstacle intelligent, vivant et vaillant qui s'opposait avec chances de succès au dénouement heureux de la lutte politique et religieuse qu'ils conduisaient depuis plus de quinze ans ? Plusieurs fois les Patriotes jurèrent qu'ils soutiendraient leurs prétentions et se défendraient contre l'odieuse et fausse Caroline (contre la « Narrolina », disaient-ils, la pièce de fou qui les jouait), « jusqu'à la dernière goutte de leur sang » ? Verser celui de son dernier champion était combien plus aisé, plus sûr, plus humain ! Stockalper mort, l'exemple décourageait tous les autres méchants. Stockalper mort, l'évêché capitulait : L'exil du Prince a suivi d'un mois le supplice du serviteur ! Que faisait alors aux juges victorieux le sort de quelques prêtres et paysans que la peur chassait du pays, que leur faisaient quelques murmures timides dans le peuple, que leur faisaient quelques écus et quelques champs qu'on pouvait se donner la générosité d'abandonner à des enfants innocents ?

C'était leur père, le capitaine Antoine seul qui devait disparaître, c'est contre lui seul que s'était faite la meurtrière conjuration de la crainte et que se déclarait le parti pris de la haine.

Cette conclusion ne nous sera pas contestée.

Elle est proclamée et soutenue, non seulement par la foule saine et sauve des acteurs de l’Affaire, mais par un éloquent, par un nombreux défilé d’autres accusés qui, dans des cas parallèles, auraient dû éprouver que la mort a des rigueurs à nulle autre pareilles, et dont le sort ne témoigne pourtant que de l’indulgence, de l’indifférence presque, des juges aujourd’hui déchainés dans leur propre cause.

On trouve réunies dans les épisodes contemporains qui suivent, toutes les caractéristiques, autant qu’il est possible toutes les inculpations du procès Stockalper. On y trouve à chaque feuillet la menace formelle de la mort. On n’y trouve jamais que des condamnations extrêmement miséricordieuses.

En été 1608, le saviésan Jacques Bridy est convaincu du crime de lèse-majesté ; il s’est attaqué grièvement à l’honneur de son prince, l’évêque Adrien II de Riedmatten, l’a diffamé publiquement, l’a traité de mauvais espagnol et de traître à la patrie, l’a menacé, a conspiré contre sa vie avec un compère, arrêtant de se poster à cheval sur sa route et de tirer sur lui.

Sa peine ? Le bailli et les députés, considérant, disent-ils, ce grand crime inouï qu’il avoua librement, les grandes peines qui s’ensuivent, non seulement d’après nos statuts, mais d’après tous les droits écrits et d’après le droit impérial, suivant lesquels il a encouru perte de sa vie, de son honneur et de ses biens, à l’unanimité le condamnent... à 3 heures de carcan pour servir d’exemple à ceux qui se savent coupables du même délit, à la rétractation publique, à l’amende de 60 livres avec l’obole d’or (perte de l’honneur), et aux frais.

Quant à son complice, qui avait aussi prémédité l’assassinat, qui voulait, lui, contrefaire le mendiant, se coucher en travers du chemin et bondir pour frapper, on se contenta de l’avertir en lui donnant, s’il voulait bien, le spectacle du carcan. Ni poursuite ni peine.

En diète de Noël 1610, le bailli et les députés, réunis pour porter sentence sur les excès du bourgmestre de Sion, Jacques Guntern, ancien chancelier d’Etat, accusé déjà de trahison, et sur son «triple crime prouvé de lèse-majesté», tant contre la personne, la dignité, l’honneur, la vie de Sa Grandeur Adrien de Riedmatten que contre la Diète assemblée, la plus haute

autorité du pays, le reconnurent amplement convaincu de ses crimes, appréhensible en justice, mais le traitèrent avec grâce, dans l'espoir de le voir s'amender.

Bien au contraire, Guntern s'enfuit à l'étranger, d'où il déversa tout à son aise l'injure et la calomnie, puis il fit, devant la diète de décembre 1611, demander justice par son mandataire, sa femme, et la ville de Sion. L'évêque réfuta point par point, et preuves écrasantes en mains, l'apologie que le contumace avait dressée. Il prouva que Guntern avait, à plusieurs reprises, appelé Sa Grandeur un traître, et cela sans condition, l'avait attaquée par ses calomnies et menacée en sa vie ; qu'il avait qualifié la demeure et le siège du Prince-Evêque, propriété de l'Etat, où était assemblée la Diète, pouvoir suprême, un antre d'assassins, disant, en propres termes : « Je n'ai pas su qu'il y avait ici un antre d'assassins ; on a fait hier du château une caverne de brigands. S'il est dit que les bandits doivent avoir le haut du pavé, j'en serai le premier. Si du sang doit être répandu, (faisant allusion à l'évêque) un autre doit y passer avant moi. Si je dois être assimilé à l'oiseau dans l'air, mis hors la loi, un autre doit l'être avant moi. L'évêque est un plus grand traître que moi, et je lui... sur la g... ! » Jurant et sacrant, il accostait un chacun depuis l'auberge du Cerf en s'exclamant : « Je veux rassembler une compagnie de bandits, si je dois être assimilé à l'oiseau dans l'air ! L'évêque, ce traître, doit mourir avant moi ! » etc.

Or Guntern lui-même, dans une adresse à la diète où il niait ses torts, affirme que s'il était accusé avec vérité, tout amant du droit, et lui-même, reconnaîtrait qu'il méritait, non seulement perte de son honneur et de ses biens temporels, mais une mort infamante, et qu'il se soumettrait à toutes les peines, et à la mort la plus effroyable.

Ses peines, sa peine effroyable ? Le bailli et les députés, considérant les nombreux délits commis par Guntern contre le bien public de la patrie, ses outrages dans lesquels il persévéra, son obstination, en dépit des pièces à conviction, des témoignages, des admonestations, à ne pas reconnaître ses fautes ; considérant qu'il s'est rendu triplement, quadruplement coupable du crime de lèse-majesté, toujours avec une nouvelle violence ; considérant aussi que ni le droit divin ni le droit civil, impérial ou autre, n'admettent d'autres défenses ici que les défenses corporelles, et que notre Landrecht dispose de même pour les crimes capitaux, dont celui de lèse-majesté est le plus grand, tel que sa peine, d'après ces droits étrangers, atteint femme et enfants ; considérant toutes ces raisons et d'autres encore, le bailli et les députés... déclarèrent exécutoire la sentence d'arrestation portée l'année précédente, et, le fugitif ne pouvant être appréhendé dans le pays, ajoutent qu'il doit être banni à perpétuité, pour 101 ans. La confiscation légale

de ses avoirs, meubles et immeubles, sera réduite de moitié, si lui et les siens n'innovent en rien.

Dans l'hiver de 1613, la Diète enregistra qu'on s'était aperçu depuis longtemps que Guntern était revenu au pays, persévérant dans son orgueil et son esprit de vengeance, qu'il allait et venait insolemment dans le château de la Majorie, siège même de l'assemblée, dans le dessein de rejeter toutes ses fautes sur d'honnêtes gens.

Un cas si extravagant de rupture du ban perpétuel, d'un homme quadruplement convaincu de lèse-majesté et quadruplement condamné, méritait un châtiment exemplaire :

La Diète corrobora définitivement les sentences bienveillantes portées et confirmées en décembre 1610 et 1611, mai 1612, octobre 1613, et ordonna le silence perpétuel sur ces événements.

Mais le plus bel élément de comparaison nous manquait encore.

On dut, en 1614, et nous l'avons rapporté déjà, adresser en ambassade à Milan le gouverneur Martin Jost et le châtelain Gaspard Owlig, pour présenter nos excuses au sujet d'une violation territoriale commise par nos troupes au service de Savoie, et porter nos offres de bon voisinage. Nos députés avaient ramené un projet de «*Modus vivendi*» avec l'Espagne, dont la Diète jugea opportun de suspendre l'exécution. Or, nos deux hommes reprirent l'affaire à leur propre compte et, en dépit de l'interdiction formelle du Prince-Evêque, retournèrent à Milan, traitèrent, conclurent et rapportèrent l'alliance, la soumirent à leurs Conseils et Communes, et la firent approuver. Il s'agissait surtout, disait-on là-haut, d'un traité commercial qui devait assurer l'entrée avantageuse, en Conches et à Brigue, du sel italien.

Mais c'était, en vérité, une importante alliance, qui traitait du secours militaire et accordait le passage des troupes. C'était une véritable sécession. Sa Grandeur et les V autres dizains protestèrent aussitôt solennellement. La France et la Savoie, nos anciennes et fidèles alliées, s'étaient inquiétées, agitées, avaient exigé, menacé. La diète de décembre 1615 mit les deux dizains supérieurs en demeure de canceller leur pacte singulier. Ils s'y refusèrent hautement. Le conseil général dut annoncer qu'il voyait avec un très grand regret les conséquences de cette affaire, que les deux rois, de France et d'Espagne, allaient se tourner contre nous, chacun voulant faire valoir ses titres, que nous attirions l'étranger dans le pays, que nos passages allaient être ouverts et notre sol devenir un champ de bataille des princes étrangers, et que nous étions enfin ruinés par le retrait des pensions.

On avait pu finir par arracher aux députés de Conches et de Brigue un désaveu. Mais l'affaire avait rebondi. (Cette affaire, une des plus graves que traversa le pays, devait rendre nécessaire, en 1616, en plein temps de peste, la convocation de 6 diètes, sans compter celles de décembre 1615 et de janvier 1617). Les deux dizains supérieurs se soulevaient et refusaient de s'engager par acte authentique à ne plus jamais signer de traité séparé. Les assemblées de mars et de mai 1616, ordonnèrent que le Grand Bailli, son lieutenant, et tous les juges de dizains feraient une enquête générale, de dizain en dizain, pour punir les perturbateurs et les rebelles.

C'était la même procédure qu'on devait arrêter, 11 ans plus tard, mais plus sévère aujourd'hui puisque, «pour lui donner plus de poids», écrit-on, au lieu des 2 seuls Commissaires itinérants, on délégua un collège de députés de tous les dizains.

Parmi eux figuraient nombre de futurs juges de 1627, les Martin Kuntschen, Jean Preux, Antoine Courten, Michel Magéran, Jean Roten, Jean Venetz, Jean Schmidt, etc.

Ces juges allaient trouver une situation d'une analogie étonnante, en faits et par ses effets, avec celle de 1627, mais moins imaginaire aujourd'hui, présentant des trahisons réelles, des dangers mortels incontestables.

Non seulement des pensées criminelles avaient pu se donner jour, mais des actes préparatoires et des actes d'exécution, des tentatives, des délits pleinement consommés, s'étaient produits.

Un traité stipulant secours militaire et passage des troupes espagnoles avait été signé à Milan et accepté par les Conseils et Communes du pays. La France et la Savoie nous menaçaient de rupture. La Diète enregistrait que nous allions être ruinés, envahis, et notre sol devenir le champ de bataille des nations. Elle constatait que la sécession nous décapitait, nous anéantissait en tant qu'Etat. Elle avait promis par écrit la mort, l'infamie et la confiscation aux auteurs obstinés du traité qui nous suicidait. Elle partait en corps instruire contre les rebelles. Conches était en feu. Les paysans s'entêtaient, malgré la menace des armes, à maintenir leur pacte irrégulier. Ils juraient de se donner une nouvelle autorité. Ils répandaient les menaces de mort et les cris de vengeance. Quand l'escorte du Bailli et des Députés se présenta, on tira l'épée, on chargea les mousquets, on menaça d'allumer l'incendie, on chercha à renverser le pouvoir établi.

Or la diète, en envoyant ses Commissaires avait ordonné que chacun devait se comporter paisiblement, sous peine corporelle, laisser la justice suivre son cours, que les contrevenants seraient punis comme voleurs, assassins et brigands, selon le droit impérial, et que, si quelque violence était commise en-

vers le bailli et ses assesseurs, chaque dizain serait tenu d'envoyer aussitôt un secours de 100 mousquetaires pour soutenir la justice et le droit.

Eh bien, fixons maintenant, pour nous édifier, la double échelle des incriminations et des peines.

Sur la place publique, à Brigue, Hildebrand Jost jurait, par la passion du Christ, que, si le dizain se détachait des Conchards, il en coûterait du sang, et il tenta de forcer le major, qui s'y opposait, à signer certains articles que les paysans s'étaient conjurés à dresser. En Conches, Pierre et Martin Clausen, avec foule d'autres personnes, voulaient venger la mort de leur négociateur Martin Jost, et conspiraient contre la vie de l'ancien bailli Schiner. Martin Schwestermann traitait celui-ci de traître à la patrie, et prétendait qu'il fallait faire comme dans les Grisons, et « en raccourcir une demi-douzaine », que sinon les choses n'iraient pas mieux. Balthazar Wenger, inscrit dans la conjuration montagnarde, pour tuer Schiner et pour établir une autorité nouvelle en Conches, s'écriait sur la place : « Ce serait bien le diable, si une commune entière ne pouvait mettre au pas ces Herrlini ! » Christian Michel se donnait le plus de mouvement pour la rébellion, se dépensait le plus activement parmi les matziens, dit-on, il avait rédigé un pamphlet intitulé : De l'Alliance des Lièvres, qu'il allait publiant dans tous les villages.

A l'arrivée des commissaires-enquêteurs, le mouvement tourna, selon leur expression, en une rébellion qualifiée. Thomas Merusch saisit et arrêta le cheval du bailli par la bride, Martin Wyden menaça le vice-châtelain de tirer sur lui, Balthazar Michel, Pierre Clausen, Theo Clausen et Pierre Derrey chargèrent leurs mousquets. Balthazar Mangel avait été arracher du couvent de Fiesch une statue de St-Augustin, et la brandissait en guise de matze. Comme le Grand Bailli et les députés siégeaient, à Ernen, et qu'on s'avisa de la disparition d'un des paysans les plus gravement compromis (il avait sauté par une fenêtre et se cachait dans un pré), son beau-père, Mathieu Grassen, se mit à crier devant la maison où se tenait le tribunal national, qu'il allait y mettre le feu. Walther Grassen qui avait trop bu, essaya de faire sonner le tocsin et d'ameuter le peuple pour empêcher que l'homme, qu'on présumait arrêté, fût emmené de nuit. Hans Württner levait déjà son épée, pour frapper dans la foule, à un moment où elle entourait le bailli et les députés ; mais Martin Volken, de Fiesch, sauta sur lui, l'empoigna par le pied, et lui arracha son arme : « De ce méfait, constateront les juges, victimes désignées, aurait pu naître un grand malheur ; car, s'il avait tué ou blessé l'un des Messieurs, ce ne serait pas resté sans vengeance ; et si en revanche lui-même avait été tué, ce qui n'aurait pas manqué d'arriver, les

paysans irrités et assemblés en tumulte auraient aussi fait payer sa mort. Quel carnage n'aurait-il pas ainsi provoqué ! »

Comment donc les juges que nous avons nommés, dans la diète réunie à Viège en janvier 1617, présidés par le vice-bailli Sébastien Zuber, le notaire Jean Burthlome servant de secrétaire (tous les acteurs principaux de la sentence de novembre 1627, à Loèche, se trouvant ainsi rassemblés), comment donc ces juges rétablirent-ils « la paix et l'union », punirent-ils les coupables, « ces paysans furieux et matziens » auteurs de « nombreux troubles, peines, grands frais, reproches, déshonneurs venus et à venir au pays », « instigateurs de ces maux et de ce bain de sang comploté » ?

Ils prononcèrent, enquête terminée et tortures subies, une soixantaine de condamnations, la plupart pécuniaires, simples contributions aux frais, et quelques peines corporelles pour les « grands coupables », cependant, affirmèrent-ils, autant que possible, en toute miséricorde.

L'homme qui avait voulu tuer le vice-châtelain, sur intercession de celui-ci même, fut remis en liberté moyennant paiement de 6 livres. L'homme à la bride paya 10, les hommes au mousquet 12, les hommes qui en voulaient à la vie de Schiner et à la constitution, en général 40, et l'homonyme de l'évêque 50 livres. L'homme à la matze sacrilège fut condamné à 2 heures de carcan, banni pour an et jour, privé du droit au serment et au port de l'épée. Le rebelle qui voulait soulever toute la commune pour mettre au pas les « petits Messieurs » reçut 2 heures de carcan, 2 ans d'exil, l'infamie, et 30 livres de ban. Walther Grassen, « qui aurait mérité la mort », Mathieu Grassen, qui « d'après le droit impérial aurait dû périr par le feu », s'en tirèrent avec la même peine et le ban de 20 livres. Christian Michel, parjure par surcroît, et qui avait engagé la moitié de son corps pour certifier un faux serment, perdit l'exercice de la plume, fut fouetté par le bourreau jusqu'à la frontière, et dépouillé de son honneur et de ses droits pour le reste de ses jours. Paul Nessgier, qui était l'un des plus ardents rebelles, s'était démené en furibond, et qui avait voulu se tuer avec son couteau à la torture, fut condamné à mourir par le glaive, suivant le droit impérial ; mais il eut sa peine commuée en celle des verges, du bannissement pour an et jour, et de l'amende de 20 livres. Hans Württner, à teneur du droit impérial encore, fut condamné au supplice de la roue. En principe toujours ! En fait, il fut fustigé, essorillé, banni pour 20 ans, et son avoir fut confisqué.

Mais les deux incitateurs de la rébellion, les signataires, soutiens et garants de la trahison ?

La Diète les déclara hommes perfides, qui avaient plongé la patrie dans cette « mer de déboires », elle les déclara désol-

béissants, infidèles, indignes de siéger dans l'assemblée et de revêtir une charge publique, et décida de les punir.

En octobre 1615, elle avait écrit à Milan pour leur ordonner, d'autorité souveraine, et sous peine de disgrâce, de la perte de leurs corps, vie, honneur et bien, de revenir et d'abandonner aussitôt leur entreprise.

En décembre, elle libérait Gaspard Owlig, purement et simplement. On assura qu'il n'avait pas compris la portée de son mandat, qu'il ignorait la langue dans laquelle était rédigé le traité, et qu'il n'avait pas l'expérience des affaires internationales.

Quant au gouverneur Martin Jost, le chef responsable et convaincu de la trahison souscrite, de la conjuration éclatée, de la rébellion soutenue, du carnage tenté, quant à celui que ses accusateurs devaient légalement considérer comme le Stockalper actif et réalisateur de 1615, il fut... mis aux arrêts, et on le pria de patienter jusqu'à ce que l'exprès envoyé à Milan pour signifier la révocation fût de retour avec une réponse satisfaisante ! Comme il demandait à se justifier, on lui répondit que, si on le libérait aussitôt après le départ des députés, on aurait l'air de n'avoir voulu faire qu'une démonstration oratoire. Qu'importe le plus ? demandait la Diète : Notre honneur de souverains, ou sa libération précipitée ? Qu'il patiente, il y va de l'intérêt de tous !

Ce fut là tout le châtement de l'homme qui avait failli dissocier, ruiner et ensanglanter notre Etat (par imprudence et obstination seulement, je le concèderais volontiers, pour moi), le faire disparaître dans la guerre civile et sous les coalitions étrangères.

Mais il est mort, disions-nous, et les paysans affirmaient qu'il avait souffert toutes sortes de tortures en ôtage, qu'ils voulaient venger sa mort, et sa femme envoyait de l'argent dans les communes, ou invitait les gens chez elle, pour boire et exciter Conches à cette vengeance ?

Ces tortures sont pure invention et calomnies, répond la Diète, et si Jost est mort, c'est qu'il était atteint de la peste, au témoignage public, et que Dieu s'est chargé du soin de le punir.

En effet, le 24 avril 1616, elle l'avait libéré sous caution, après qu'il eut fait amende honorable, prêté serment de ne pas se venger, de demeurer tranquille, d'observer le silence perpétuel, et qu'il eut déposé 2000 écus pour payer les frais de sa détention.

S'il y avait identité des juges, et corrélation entre les délits commis en 1617 et ceux projetés en 1627, il y a une antithèse cruelle dans le choix des châtements. L'équilibre se trouve iniquement rompu, et dans les deux ordres de l'inculpation et de la peine, au détriment du capitaine Stockalper, coupable dans sa

seule pensée, s'il l'a été, et frappé dans sa vie : Réquisitoire et sanction sans pareils.

Mais, objectera-t-on, ne devait-il pas s'y attendre justement ? ne s'y était-il pas fatalement exposé ? n'était-ce point le châ-timent que le droit impérial lui promettait, et notre diète de janvier n'avait-elle pas publié cette règle impitoyable ? : « Dans le but de prévenir semblables rébellions et conspirations, d'où ne peuvent naître que des malheurs, on statue qu'à l'avenir celui qui ne voudra se soumettre au droit national, s'opposera à la Haute Autorité ou à celle du Dizain, causera troubles, pres-sions, dissensions et les sèmera parmi le peuple, sera puni suivant les lois divines et temporelles. On annule et cancelle formellement les traités et pactes conclus entre rebelles. Cet article sera inscrit dans le Landrecht, et tout juge, en vertu de son serment, devra le maintenir ».

C'est parfait. La diète de décembre 1627, après la conjura-tion et la sédition des amis de Stockalper, sévit contre les cou-pables qui « se sont oubliés au point de se laisser détacher de leur autorité naturelle établie par Dieu », et les punit précisé-ment « afin de maintenir les statuts de nos louables prédéces-seurs contre semblables rebelles ».

Ce sera donc de la peine capitale, de l'infamie et de la con-fiscation totale ?

Quelle dérision ! On se contenta, nous l'avons vu, de leur « lire une bonne leçon », de leur demander la rétractation, d'in-fliger l'amende, ou quelques jours de prison au pain et à l'eau. Certains demeurèrent même totalement impunis.

Cette pratique pleine de mansuétude (comme d'ailleurs la menace légale rigoureuse) était de tradition chez nous, était de nécessité. On se garda bien de ne pas l'appliquer en 1653 par exemple, dans des conjonctures fort graves pourtant, puis-qu'elles correspondaient à la terrible Guerre des Paysans qui éclatait à nos frontières, chez nos Confédérés, et mettaient en péril l'existence et la forme de notre Etat, où les paysans sujets de Loetschen et de Châtillon, où les sujets du Bas-Valais, pou-vaient être tentés de suivre l'exemple voisin et de se soulever. La Diète même avait dû protocoler qu'un feu dangereux de ré-bellion semblait avoir jeté quelques étincelles en notre patrie et, afin d'éviter la sédition chez nous, qu'on était résolu, à l'u-nanimité, dans tous les dizains, à punir les « instigateurs matziens » dans leur corps et leurs biens, de peur de voir notre pays tomber dans les misères où leur longanimité à punir avait plongé nos chers alliés communs. Et cependant, l'assemblée de mai suivant se montra étrangement débonnaire dans la dis-tribution des peines aux coupables, elle dispensa la grâce sans mesure, et le pire châ-timent qu'elle décréta ne dépassa point, pour l'agent provocateur étranger, 3 heures de carcan et le ban-

nissement perpétuel, pour le soldat national mutiné, relaps, et qui s'était rendu indigne de la clémence accordée, l'amende honorable, le pilori, le ban de 60 livres, et l'exil pour 12 ans !

Voilà les faits constants, voilà la pratique judiciaire immuable tout au long de ce siècle. Qu'on établisse le parallèle ! N'est-ce pas le chevalier Stockalper, plus que le peu brillant chancelier Guntern, qui aurait été fondé à écrire fièrement à la Diète : « Vu que nous ne vivons pas en Barbarie, ni en Turquie, mais, Dieu merci, dans une Confédération où, jusqu'à présent, bonne justice a été administrée à chacun, je compte qu'il ne sera pas innové à mon égard, dans une affaire de cette importance » ?

On peut affirmer sereinement que le supplice du Capitaine décapité, coupé en quatre parts et brûlé sur le bûcher, fut une tragique, une partielle, une monstrueuse exception dans toute l'histoire du droit criminel valaisan.

Nous venons de voir comment les auteurs de la sentence, lorsque, leurs passions vitales ou leurs pires intérêts bannis, ils prononçaient sentence dans des cas jumeaux, se déjugeaient, ou plutôt se jugeaient eux-mêmes.

Les contemporains, que pensèrent-ils de la condamnation capitale prononcée par la Diète ?

Mais, avant tout, pourrions-nous en entendre autre chose que des paroles d'approbation, pourrions-nous saisir l'écho d'une seule protestation, puisque la Diète avait décrété que la moindre critique, le moindre désaveu conduirait son auteur à subir les mêmes supplices et la même mort qu'Antoine Stockalper ? Si, en dépit de la menace de perdre corps, honneur et biens, de mourir décapité, écartelé et brûlé, quelques voix ont eu le courage de s'élever, ont bravé un sort si affreux pour libérer les consciences opprimées, n'aurons-nous pas le droit d'amplifier ces voix, ne devons-nous pas admettre la force de la muette horreur, de la rumeur de malédiction qui secoua la masse des patriotes fidèles à leur passé ?

Or, non seulement ces voix se sont fait écouter, cette réprobation nous est certaine, mais pas un seul applaudissement, pas un seul témoignage rallié à la condamnation du Capitaine, pas un seul commentaire obligeant, n'ont été perçus par l'histoire, n'ont été enregistrés par les hommes même les plus intéressés à les rapporter. Pas un traître mot.

Eux-mêmes, ne montrent-ils pas une gêne visible, et comme un secret besoin de se justifier et de s'excuser ? En assemblée de décembre, directement après l'exécution du défenseur de l'Eglise et de Dieu, ils enflent la voix et publient, avec le plus beau pharisaïsme, que tous les Valaisans devront tenir un jour de prières, d'aumônes, de jeûne général, et tous les curés y lire les offices et prêcher sur la pénitence, pour s'attirer toujours mieux la miséricorde céleste et pour remercier Dieu qui a bien voulu préserver le pays du massacre préparé par Antoine Stockalper et ses adhérents. Ne grossit-on pas les manifestations de la gratitude pour grandir en même temps les menaces du danger détourné ? On stigmatise avec une véritable horreur, avec épouvante, Stockalper et ses adhérents. Qu'on soit logique alors, qu'on pousse jusqu'au bout la série des rigueurs nécessaires, qu'on n'épargne pas ces adhérents ! Mais non ! c'est le même jour qu'on frappe de peines ridiculement faibles, de

semblants de peines, de peines de caricature et de façade, les plus grands « rebelles » conjurés à Antoine Stockalper, et qui, d'après tous les droits de l'époque, mériteraient légalement le sort de leur chef ! Bien plus, le Grand Bailli et les Députés se sentent alors obligés d'écrire aux Avoyers, Landamanns et Conseils des VII Cantons catholiques : « Nous avons fait connaître à votre députation tout ce qui s'est passé à l'égard du malheureux Stockalper, espérant qu'elle vous en fera part et qu'elle effacera tout soupçon, « si vous en avez », contre notre justice ».

Que le malaise est sensible, et la honte transparente !

Mais, en vérité, ces soupçons existaient, mais des certitudes même semblent se donner jour ! Ces très chers alliés et confédérés, prévenus et circonvenus pourtant, qui n'entendent que le son de cloche officiel, comment réagissent-ils, que pensent-ils de l'arrestation, de la passion et de la mort de Stockalper ?

Écoutons-les délibérer et juger dans leurs diètes, à Lucerne, les 7 et 8 octobre, les 8 et 9 décembre, où ils ont tant à faire à s'occuper des événements du Valais, les 18 et 21 janvier enfin, où ils ne se sont réunis, sur l'invitation du Nonce, que pour éclaircir ces mêmes événements et traiter de ces mêmes graves affaires.

En octobre, on protocolait cette plainte : Les laïcs excitent, en Valais, toujours de nouveaux troubles, ils y élèvent des procédures injustifiées contre les ecclésiastiques, en sorte que même le bon, le catholique, le pieux patriote n'est plus en sécurité. C'est ainsi que l'on vient d'arrêter le capitaine Antoine Stockalper, sous le prétexte de certains agissements, et il est à redouter qu'on ne procède sévèrement contre lui, si l'on ne choisit à temps les moyens de calmer les esprits aigris et de ramener le calme. On écrira donc au Nonce pour le prier de prendre cette affaire très à cœur et d'aider à aplanir le plus rapidement possible le différend entre les deux ordres en Valais. On y enverra un député de Fribourg et de Soleure, pour voir comment nous pourrions venir au secours de Stockalper et des autres intéressés.

La diète de décembre entendait l'appel de la mère du Capitaine, qui apprenait au Nonce que son fils avait démontré son innocence, et elle répétait que ses délégués devaient chercher à mener cette affaire sur la voie de la clémence et de la grâce. Elle ignorait alors que le malheureux fût exécuté déjà.

Dans la réunion préparatoire du 18 janvier, le Nonce eut peine à contenir sa douleur et son indignation, et se défendit, avec une émouvante, une éloquente discrétion de vouloir remémorer l'exécution de Stockalper et le dur châtiment de 70 autres catholiques, dont le tort avait été d'avoir trop aimé les Jésuites. Mais, dans la diète solennelle des VII cantons, tenue, du 21 au

31 janvier, en présence de l'Evêque et d'une délégation du Chapitre de Sion, et de 4 députés des Dizains, le Nonce reprend son réquisitoire contre toutes les procédures illégales faites en Valais, déplore les condamnations injustes des catholiques et les dénombre, déclare vouloir passer «l'autre», «le reste» sous silence, et exige avec la dernière vigueur que le curé de Sion, Henri Theiler, principal complice de Stockalper, lui soit remis pour jugement, «si, comme on le dit», il s'est vraiment rendu coupable d'un crime grave.

Pesons les doutes affirmés à Lucerne sur l'équité de cette condamnation, après les efforts accomplis pour l'empêcher, les réticences et les exigences du Nonce, les qualificatifs dont la mémoire de Stockalper est honorée. A ce qui est écrit pour demeurer, on devine les jugements volants qui ont pu être prononcés dans l'atterrement de la nouvelle et le feu de la discussion.

Mais nous avons dit que, même en Valais, même aux portes de la diète, même parmi les petits et les grands qui, par leurs discours ou leurs actes auraient montré leur déplaisir de la mort d'Antoine Stockalper, et dont l'audace était visée par les souveraines menaces de mort, la réprobation et la vérité avaient réussi à se faire écouter.

Il va de soi que les amis, que les prétendus complices du Capitaine, ne mâchaient pas leur opinion sur l'iniquité. Le curé de Sion y prétendait au syndic Hans Waldin que Stockalper n'était devenu si suspect que parce qu'il était l'un des meilleurs et des plus zélés catholiques. Le vieux Gaspard Perrig répétait qu'il avait donné sa vie pour sa foi, et déplorait : «Nous avions justement un catholique en Valais, et on l'a exécuté !» Sa femme, Marguerite Stockalper, ne se gênait pas de proclamer l'innocence de ses enfants, et d'affirmer : «Antoine Stockalper était innocent aussi, et n'en a pas moins dû mourir».

Mais ceux qui n'étaient pas mêlés à la cause ?

A Sion, à portée de la main du bourreau, 8 jours après la publication du jugement de Loèche, maître Hans Fünstlin, sellier, prétendait chez Hans Müller, qu'on avait fait tort à Stockalper, qu'on l'avait exécuté parce qu'il était un si bon catholique, et qu'il voulait soutenir au prix de sa vie, répondre sur sa vie, qu'on avait commis une injustice.

A Loèche, sur la minute ou sur la grosse du jugement, le secrétaire d'Etat Nicolas Gasner lui-même, dont nous avons déjà dit qu'il tenait Stockalper pour un juste, écrivait ce notable : M. Antoine Stockalper, conduit hors de sa prison, a protesté aux assistants, avant de mourir, qu'il ne savait pas avoir péché. La rumeur, qu'il avait été exécuté malgré son innocence, a troublé et affecté toute la diète, qui n'avait pas voulu ratifier la grâce accordée par l'évêque.

Le dizain de Brigue, poursuit le greffier, bien que ses députés eussent voté la mort, a répudié sa part des biens confisqués, parce que les paysans étaient autant dire tous pour Antoine Stockalper.

Voix du peuple, voix de Dieu. L'anonyme jugement populaire ne se modifia pas. Cinquante ans après l'exécution, le Grand Gaspard Stockalper le ratifiait, et assurait que son parent Antoine avait été un martyr. Bien mieux, ce martyr, l'événement devait lui donner raison, et les successeurs de ses juges justifier son effort : Il était mort pour la cause de l'évêché, de l'orthodoxie, du calendrier grégorien et des Jésuites. Or si l'évêché fut contraint à faire abandon du glaive temporel, Hildebrand ne fut pas « le dernier évêque de Sion », comme les patriotes l'auraient juré et inscrit insolemment sur ses armoiries ; la foi catholique fut sauvée et demeura religion d'Etat en Valais ; les Jésuites furent réadmis avec honneurs, dons et louanges en 1651, et le calendrier nouveau entra en vigueur le 1/11 mars 1656.

Voilà comment devait prononcer le « tribunal de l'avenir », selon une formule ici excellente. La réhabilitation de fait du Capitaine devait fleurir, son sacrifice devait produire son fruit sitôt parue une époque plus sereine, plus équitable et meilleure.

Mais nous enfin, après trois cents ans, que devons-nous penser du procès et de la mort d'Antoine Stockalper ?

On nous demande d'oublier qu'on lui fait un procès de partisans, et que l'enquête décidée contre lui, dernier défenseur de l'Evêque, l'est par les Magistrats acharnés à s'appropriier les droits temporels épiscopaux.

On nous demande de trouver normal que, pour lever cette enquête, les deux Commissaires désignés parmi des partisans, s'adjoignent ou se substituent, au mépris du texte légal, des sous-commissaires qui sont, eux, de francs ennemis.

On nous demande de trouver normal que ces enquêteurs, désignés en plus comme victimes, instruisent leur propre cause, assermentent, entendent, protocolent, déposent, torturent eux-mêmes dans leur propre cause.

On nous demande de trouver normal qu'ils reçoivent à déposer les ennemis notoires, que la loi écarte formellement.

On nous demande de trouver normal qu'après l'enquête générale officielle, dont les résultats sont des plus minces à nourrir l'accusation, deux nouvelles enquêtes soient décidées et exécutées par les deux plus grands ennemis publics de l'accusé, et que ces deux enquêtes exceptionnelles accueillent précisément tous les ennemis de l'accusé, et rassemblent tous les griefs capitaux qu'il avait été impossible de produire jusque là.

On nous demande de trouver normal, après qu'ont été enregistrées les dépositions de 180 témoins, d'en rejeter 140, de ne garder que celles à charge, et de ne retenir, comme base essentielle de l'accusation, que les témoignages légalement nuls.

On nous demande de trouver normal que, dans une cause si vaste, si grave, mouvant de telles passions, pas une seule récusation, pas un seul récollement, pas une seule confrontation n'aient été accordées.

On nous demande de trouver normal que pas une seule des pièces capitales, des titres compromettants tirés en cause, n'ait pu être produite, et d'admettre en revanche, pour toute preuve écrite, quelques correspondances où ne paraît aucun élément criminel ; de prendre en somme, pour autre base de la condamnation, les seuls titres inexistants en fait.

On nous demande de trouver normal que trois séances soutenues victorieusement dans la torture aient été cachées.

De trouver normal que l'innocence de l'accusé, ainsi légalement démontrée, n'ait pas été suivie d'un jugement d'absolution et de libération, suivant les exigences judiciaires.

De trouver normal que l'accusé ait été appliqué à la torture, en dépit de ses protestations d'innocence, sans que les témoins de l'information aient été réentendus, comme y obligeaient encore les règles générales de la procédure.

De trouver normal qu'il ait été appliqué à la torture sans qu'un terme lui fût accordé pour faire valoir ses défenses, au mépris de l'antique usage des tribunaux valaisans, et de l'enseignement constant et concordant des docteurs : de ne prendre enfin, pour troisième base de la condamnation, que des aveux légalement nuls.

On nous demande de reconnaître aux juges le droit de mentir à chaque parole, on nous demande de ne pas récuser des juges qui condamneront même leur Prince en se fondant sur les propres calomnies qu'ils auront forgées, dans le secret de la nuit, sans mandat, sans respect d'aucune forme, d'aucune garantie nécessaires, en se gardant même de citer l'accusé et de lui notifier leur sentence.

On nous demande de ne pas récuser des juges qui sont, pour la plupart, des ennemis mortels déclarés, et qui, tous, prétendent que leur vie était l'enjeu du procès.

On nous demande de trouver normal que le procès de tout un peuple et de tout un régime n'ait été fait, intentionnellement, que le procès d'un homme, et d'un dessein personnel.

Que ce procès singularisé soit aussi dénaturé, qu'on rejette ses origines politiques et ses mobiles religieux pour en faire un procès de droit commun.

Que les accusations de rébellion soient toutes fondées sur deux pétitions de principe : sur l'affirmation, portée a priori par les juges intéressés, infirmée en droit, qu'ils sont les souverains légitimes et l'autorité légalement établie ; sur l'autre affirmation, que les dizains sont, d'après la constitution valaisanne, obligés au vote de la majorité, malgré les réserves officielles strictement protocolées sur ce point, malgré la pratique perpétuelle dans l'Etat.

Que les accusations de sédition soient dressées sur le principe qu'il est illégal et interdit de mettre la force nationale au service du droit, du pouvoir légitime et traditionnel, et que l'agitation populaire spontanée soit représentée comme le produit d'un effort particulier, et mise au compte d'un seul, qui l'aurait excitée et gouvernée.

Que la négociation d'une alliance, sur l'ordre du souverain et dans les formes reçues, soit trahison lorsqu'elle est le fait de l'accusé, mission honorable et service public lorsqu'elle est le fait de ses juges. Que les accusations de trahison soient dé-

menties, non seulement par l'usage diplomatique, mais par les évidences du simple bon sens, et par l'expérience éclatante des faits.

Que toutes les autres accusations, d'incendie, d'assassinat, de brigandage et de vol, (crimes fictifs et dont l'invention ne repose que sur des témoignages illégaux, ou sur des aveux illégaux et, fussent-ils même réguliers, sans force probante pour nous), soient admises, bien que nullement démontrées, pour parties intégrantes du procès et parties déterminantes de la sentence qualifiée.

On nous demande de trouver normal que l'accusé soit puni de mort, seul dans son siècle, pour des accusations capitales de même espèce, répétées et démontrées à chaque pas avant et après sa condamnation.

Que ce supplice, numériquement seul de son temps, soit par sa qualité, unique dans tous les temps, n'ait pas son pareil en cruauté dans toute l'histoire du droit criminel valaisan.

On nous demande de trouver normal que, de la foule des complices, tous dévoués légalement ici au sort de l'auteur principal, un seul (peut-être) l'ait subi, tandis que tous les autres étaient frappés de peines, ou dérisoires dans leur mesure et leur choix, ou suspendues dans leur effet ; ou même que les plus chargés de ces complices, que les auteurs intellectuels, les instigateurs, les soutiens et les bénéficiaires de la conjuration sanglante n'aient jamais été le moins inquiétés.

On nous demande de trouver normal que les juges se soient sentis contraints de promettre la peine épouvantable et extraordinaire de l'accusé à quiconque désapprouverait, par la seule parole, leur jugement, et, cette promesse publiée et ces désaveux manifestés, qu'ils se soient gardés de donner la moindre suite à leur menace.

On nous demande de trouver normal que la rigueur exceptionnelle infligée à l'accusé ait été pareillement, non seulement tempérée, mais changée en une faveur exceptionnelle à l'égard de ses enfants proclamés innocents, qui reçurent en retour la fortune paternelle confisquée.

On nous demande de ne pas entendre la suprême protestation d'innocence publiquement répétée par le condamné avant sa mort ; les protestations populaires parvenues jusqu'au sein de la Diète pour stigmatiser l'iniquité de son jugement ; la justification inscrite, sur le dos même de la sentence qu'il avait rédigée, par le greffier employé dans toute la cause ; on nous demande de ne pas retenir le geste de tout le dizain auquel appartenait l'accusé, se solidarisant avec lui, et rejetant la part de la confiscation qui lui était attribuée, refusant de toucher le prix du sang innocent ; de ne pas retenir l'embarras et la discrétion des juges face à leurs Confédérés, ni la réprobation sen-

sible de ces Confédérés et du Nonce apostolique contre l'exécution et toutes les procédures annexes !

Voilà sur quels obstacles vient buter et s'abattre une approbation servile.

Quand on a fait un faisceau de toutes les raisons et de tous les indices relevés, et qu'on est profondément ébranlé par leur méditation, il est utile de lire ce recès, étonnant sous la plume des juges de 1627, qu'ils publièrent cinq ans plus tard, après s'être débarrassés de leur adversaire dans les conditions et de la façon que l'on sait. N'est-ce pas le plus singulier camouflet, le plus explicite désaveu qu'ils pouvaient eux-mêmes s'infliger ? : « Un abus, reconnaissent-ils, s'est introduit en matières criminelles et de maléfices. Parfois les juges, dans leurs enquêtes et leurs interrogations, ne suivent pas les formes juridiques et ne s'inquiètent point si l'on peut se fier à l'honorabilité des témoins ou s'il n'existe aucune inimitié entre le témoin et l'accusé. Ces juges excèdent le droit impérial par des tortures et des peines inouïes ; ils tourmentent à tel point les personnes arrêtées, que, probablement, ils leur font avouer ce qu'elles savent et ce qu'elles ignorent, en sorte que des innocents sont condamnés à des peines corporelles, à la perte de leur honneur et de leurs biens, pour le plus grand dommage de leurs proches ». L'année suivante, en 1633, ils promulguaient une Ordonnance sur la torture, dans laquelle ils répétaient, entre autres, dès l'abord, que les témoins devaient être probes, dignes de l'honneur et du serment, n'avoir eu ni connivence, ni inimitié, ni procès criminel avec l'accusé, et que les juges devaient être très circonspects dans l'enquête, la sentence de détention et toute la procédure, de peur que l'innocent et ses parents n'eussent à souffrir dans leur honneur et leurs biens, et qu'on ne leur ravît ce que Dieu seul pouvait donner ou rendre.

Ces textes, émanés des juges mêmes, nous prouvent qu'il n'est pas téméraire de jeter la suspicion sur leurs procédures et leurs sentences, et de conclure qu'ils condamnaient parfois, et de leur propre aveu, des innocents, à la perte de leur corps, de leur honneur et de leurs biens.

Nous pensons que ce fut le cas tragique du noble, de l'héroïque chevalier Stockalper, si profondément épris, toujours au témoignage de ses contemporains, d'honneur, de religion, de générosité, de bravoure, et du sens de son devoir. Ce devoir, ne pouvait-il se le représenter aussi pur et rude que le Pape Urbain VIII le faisait paraître, le 16 avril 1627, aux yeux des chanoines de Sion, qui s'abandonnaient lâchement et complaisamment à subir « les mouvements séditeux qui agitaient notre République » ? : « Vous devez faire sentinelle pour la maison du Seigneur et, revêtus de la cuirasse de la foi, vous opposer aux efforts de la téméraire impiété. Révérez l'autorité divine dans

celle de votre évêque, car celui qui la viole secoue le joug du Christ et sera précipité dans la prison des ténèbres éternelles... Chers fils, c'est le royaume de Dieu que l'on attaque en la personne de votre évêque ; c'est pourquoi vous défendrez le royaume de Dieu en combattant contre ces insensés. Lors même qu'il faudrait répandre votre sang pour soutenir l'Eglise, cette épouse du Tout-Puissant, vous ne pouvez pas refuser de marcher dans une voie semée de terreurs pour arriver à la palme de la glorieuse éternité».

Le Saint-Père ajoutait : «Mais nous espérons voir les magistrats valaisans suivre une voie plus sage. Certes, ceux qui se sont montrés hommes en péchant, obtiendront d'être associés aux Anges s'ils réparent la faute commise à la diète de Loèche». Le Pape se leurrait amèrement. Nos magistrats ne surent rien reconnaître, rien regretter, rien réparer. Ils menaçaient, ils exigeaient, ils aggravaient. Vers le début de cette année 1627, une adresse au Pape, rédigée par le fourbe Magéran, disait avec une insolente humilité : «Le louable pays supplie humblement Sa Sainteté, pour éviter de plus grands maux, pour notre tranquillité et la conservation de notre religion catholique, de vouloir bénévolement démettre notre seigneur évêque de sa charge, et de nous donner le repos. Autrement nous serions obligés de songer nous-mêmes à d'autres moyens pour conserver notre chère patrie en bonne paix et union et la préserver d'un schisme».

Antoine Stockalper qui, en même temps, s'apprêtait «à défendre le royaume de Dieu en combattant contre ces insensés», devait éprouver terriblement quels étaient ces maux, quels étaient ces moyens nouveaux qu'ils annonçaient. Il ne marchandait pas de «répandre son sang pour soutenir l'Eglise», et, suivant l'expression du Souverain Pontife même, «ne refusa pas de marcher dans une voie semée de terreurs pour arriver à la palme de la glorieuse éternité».

Cette sorte de baptême du sang qui l'introduit à une gloire pieuse, cette porte du feu par laquelle il quitte un monde injuste et mortel, ne les pressentait-il, ne les justifiait-il, ne les accueillait-il en les bénissant, lorsqu'il se choisit cette chrétienne et stoïque devise : «Le salut par nos ennemis» ?

C'était, par une rencontre providentielle, la consigne très pure de tous les martyrs.

APPENDICE

APPENDICE

Voici l'exposé systématique de l'Affaire Stockalper.

Nous disposons et reproduisons ici les pièces et les témoignages qui forment la base authentique de notre raisonnement, et l'armature de notre Pro Antonio.

Inutile de dire que tout ce récit, que chacune de ces scènes, chacun de ces actes et de ces propos, est rigoureusement fidèle. C'est, en quelque sorte, la sténographie des dépositions, et la copie des documents versés au dossier. Il ne se trouve quelque artifice que dans l'économie du plan ; le fond ne présente rien d'une œuvre d'imagination.

Nous nous sommes servi, pour cette reconstitution, de toutes les sources qui existent, probablement, contemporaines et posthumes.

Les archives de la Bourgeoisie de Sion et de l'Etat du Valais nous donnaient, originaux ou traductions, les Abscheids des diètes cantonales et fédérales. A la Bourgeoisie s'étaient également conservées, au tiroir portant la suscription : Stockalper, quelques pièces importantes, correspondances en rapport avec le procès, enquête, supplique, demande d'extradition etc., concernant les complices.

Les archives de M. Joseph de Stockalper, à Brigue, gardent un Livre de famille, espèce de généalogie partielle, «vies des hommes illustres» du nom, où nous avons puisé, dans un «Abriss der Geschichte der Reformation und Revolution im Wallis, Zeitraum von 1519-1849», et dans deux importantes copies, un : «Bekentnis und Todes-Urtheil», un «Prozess und Bekenntniss des Ritter Antoni Stockalper».

Les archives de Rivaz nous offraient, en deux endroits des manuscrits du chanoine Anne-Joseph de Rivaz (Opera Historica, Tome V, Vallesium episcopale, 1565-1807), la relation, le récit et le commentaire du procès criminel de 1627.

L'aimable et sûr M. J. Bertrand a bien voulu colliger pour nous les notes manuscrites du P. Furer et du chanoine Chaperon, dont il soit vivement remercié. De même M. P. Bioley, qui nous a communiqué l'extrait d'un «liber recognitionum mensae episcopalis» de 1624.

Enfin, il fallait lire les chroniqueurs, les historiens et les hommes de lettres publiés :

La Chronique contemporaine (1610-1642) du chanoine Gaspard Berodi, de St-Maurice.

Les Histoires du Valais de Furer, Gay, Boccard et Grenat.

La «Chronique», romancée et sans valeur scientifique, de Charles de Bons : «Une exécution au château de Loèche».

La monographie du P. Joller sur le premier établissement des Jésuites en Valais, tirée des «Blätter aus der Walliser Geschichte», Tome I.

On remarquera qu'Antoine Stockalper, dans cet Appendice, fait parfois figure de grand coupable, d'une façon qui contredit à la leçon de notre Réhabilitation. Rien d'étonnant : Nous rapportons ici scrupuleusement les affirmations de ses mortels ennemis et les dépositions illégales que nous devons rejeter de notre première partie. Il apparaît maintenant tel qu'on l'a chargé. Il était alors tel que je le justifiais. Après le plaidoyer, on pourra connaître l'esprit et les tendances du réquisitoire.

Préliminaires.

Depuis l'année 1446, où les Patriotes avaient commencé leurs attaques contre le pouvoir temporel des évêques de Sion, le conflit devait se porter et s'envenimer, par étapes où la parole et les armes pressaient tour à tour, jusqu'à la Capitulation de l'évêché, définitivement confirmée, scellée et paraphée en 1634.

L'an 1627, qui s'ouvrait sous des signes menaçants, allait porter à un sommet sanglant le différend ranimé depuis 1613, et déterminer la prochaine victoire politique de l'élément populaire.

«Vers les dernières années du court pontificat d'Adrien II de Riedmatten (1604-1613), les protestants qui ne pouvaient lui pardonner la vigueur qu'il avait déployée contre eux, prétend Grenat, rallumèrent le feu de la discorde en agitant habilement devant les Patriotes le drapeau de la souveraineté temporelle des évêques. Le prétexte en fut le fastueux étalage qu'Adrien II faisait de ses titres» de prince du diocèse, de comte et préfet de tout le pays du Valais. A propos d'un droit de spolium que la mense épiscopale revendiquait sur le bien d'un prêtre, «les hauts magistrats se chargèrent de rappeler au prélat qu'un peu d'humilité convenait mieux à la mitre, et que la qualité de prince qu'il faisait sonner si haut, ne pouvait avoir en Valais la même signification qu'ailleurs. Le 19 février 1613, c'est-à-dire quelques mois avant sa mort, ils lui adressèrent un mémoire peu respectueux», dont nous ne pouvons nous passer de citer, en lui rendant un ordre logique, cette argumentation où sont posées les prémisses et les conclusions de la dispute imminente :

«Chacun de nos dizains vous prie de considérer que vous êtes un franc-patriote ; que ce sont les VII dizains qui vous ont nommé évêque, vous ont donné la préfecture et vous ont fait comte du Valais. Que Votre Grandeur sache qu'elle a promis à chaque dizain, lors de son élection, de conserver ses droits, privilèges et libertés, et que c'est ensuite de ce serment que le pays lui a promis obéissance dans les choses légitimes. Nous savons que l'évêque de Sion a toujours été et qu'il est encore prince du Saint-Empire ; mais, pour autant, il n'est ni préfet, ni comte du Valais. La préfecture et le comté dépendaient autrefois des empereurs, et maintenant de l'Etat : car les empereurs nous ont abandonnés pendant de longues guerres que le pays a soutenues pour conserver sa liberté». Les Patriotes font une minutieuse démonstration d'histoire et de politique, où ils fixent les points vitaux suivants : «Pour ce qui regarde la Caroline à laquelle on voulait nous soumettre, nous la déclarons de nulle valeur, car nous prouverons que St-Théodule n'a pas vécu du temps de Charlemagne», qui la lui aurait concédée. On alléguera les confirmations qu'en ont données les empereurs Charles IV et Charles V, en 1365 et 1521 : «Mais comment une confirmation peut-elle être valable, lorsqu'elle est accordée pour une chose sur laquelle on n'a aucun droit ?» Le pays refusa d'ailleurs dès l'origine «d'obéir à la Caroline, peut-être apocryphe, car, après l'échange que le duc de Zaehringen fit avec l'empereur, les Valaisans contestèrent les droits prétendus, et cette difficulté amena la bataille», et leur victoire, d'Ulrichen (1211). «Nous sommes donc les maîtres absolus, et nous ne voulons pas que Sa Grandeur s'arroge le titre de maître absolu dans le gouvernement de Monthey, ni dans le Haut-Valais ; car le pays, comme il a été dit, ayant acheté sa liberté par l'effusion de son sang, en soutenant des guerres meurtrières, prétend avoir acquis le droit de la préfecture et du comté. Or, le pays entend savoir si Sa Grandeur veut absolument se servir de la Caroline. Charlemagne avait donné autrefois la seigneurie et tous les droits réguliers sur Utrecht, en Hollande, à l'évêque de cette ville. Eh ! quelle effu-

sion de sang n'arriva-t-il pas à cause de cette donation ? Dieu nous préserve d'un tel malheur ! Charlemagne se rendit maître de la France, de l'Allemagne et de l'Italie, mais ces peuples ne sont plus sous la domination des empereurs. Si Sa Grandeur persistait à nous inquiéter par la Caroline, nous déclarons que nous ne lui rendrons plus l'obéissance, nous défendrons qu'elle retire aucun cens de la préfecture, et nous l'excluons dès ce moment de toute diète ou assemblée du pays, la rendant responsable de tous les maux qui pourraient en résulter. Qu'elle y réfléchisse !»

L'ultimatum était posé. Adrien II, «prélat pieux et ferme», mourut le 7 octobre 1613. La querelle allait éclater sur sa tombe même. Le jeune Hildebrand Jost lui succéda. Tout son long règne de 25 ans devait être assombri et ravagé par les furieux efforts, par les dramatiques violences d'un clan démocratique.

Adrien II n'avait pas rendu son dernier souffle, que les têtes du mouvement avaient rédigé une pièce en 15 articles, que l'on appela *Conclusum*, et fait convoquer une diète au château de la Majorie. «Dès que le bailli eût été nommé, les députés des dizains, après s'être entendus sur les instructions qu'ils s'étaient fait donner par le peuple, généralement mystifié dans toute cette affaire, commencèrent l'attaque en présentant leur *Conclusum*. Après l'avoir lu, ils le remirent aux 4 dignitaires (du Chapitre) et demandèrent que le Chapitre y consentit, le signât, et s'engageât en même temps à le faire ratifier par celui d'entre eux qui serait nommé évêque.» L'article 3, le plus important pour nous, disait notamment : «Le vénérable Chapitre et les évêques futurs, à perpétuité, ne se serviront plus de la Caroline qu'on dit avoir été octroyée par l'empereur Charlemagne, qui fut confirmée à Hugues, évêque de Sion, par le roi Rodolphe (en 999), selon la copie qui en existe, puis, plus tard, sur la demande du cardinal Schiner, fut ratifiée à Worms par l'empereur Charles-Quint. La dite Caroline ne pourra préjudicier aux libertés, coutumes, statuts, code national, juridictions et haute seigneurie exercées jusqu'à ce jour». Les dignitaires représentants du Chapitre dans l'assemblée législative «expliquèrent fallacieusement, paraît-il, et interprétèrent dans un bon sens le *conclusum* devant les chanoines réunis pour en prendre connaissance. Certains membres de ce corps s'inquiétaient peu des droits acquis de l'église de Sion et en faisaient bon marché pour plaire à quelques hauts personnages laïques. Les 4 dignitaires mentaient encore et avec une basse complaisance quand, le 15 octobre et immédiatement avant l'élection de l'évêque, ils signèrent, au nom du Chapitre, la renonciation à la Caroline. «L'acte de violence et d'imposture était enfin consommé».

Il restait à lui conférer l'autorité suprême : Hildebrand Jost, le jeune et nouvel élu, consentit aux articles d'abrogation des droits carolins, «promit de les observer sans opposition», «probablement dans la crainte de voir le sang de ses prêtres répandu, comme on menaçait publiquement de le faire, dans le cas d'un refus».

Mais, dès le mois de novembre, le représentant du Saint-Siège n'avait cessé d'exhorter le Chapitre à faire annuler les articles souscrits. Dans la session de mai 1614, la diète reçut la protestation des chanoines. Pour Hildebrand Jost aussi, «il avait commis une grande faute en apposant le sceau épiscopal à la renonciation : il le comprit aussitôt. Loin de s'endormir, comme l'espéraient les agitateurs, il montra une vigueur et une énergie qui étonna ses adversaires».

Ils ne se montrèrent pas moins énergiques et vigoureux. La lutte implacable, poursuivie chaque année, chaque jour, entraînait dans son plein.

En 1614, l'évêque, en présence des députés des cantons catholiques venus à Sion pour renouveler l'alliance d'Or, avait obtenu promesse qu'on reviendrait et s'entendrait avec les patriotes sur les articles qu'on lui avait imposé de signer. Mais en diète d'août, les députés des VII dizains, après s'être d'abord réunis pour s'accorder, annoncèrent que les instructions des Conseils et Communes portaient de déclarer à Sa Grandeur et au vénérable Chapitre que la Caroline et sa teneur étaient totalement inconnues du pays, et qu'ils

la repousseraient au prix de leurs corps, de leurs vies, de leur sang et de leurs biens, comme peuple d'un Etat libre, ayant hérité la liberté de leurs ancêtres.

En fin de l'année suivante, l'évêque dut promettre de ne plus ouvrir, de sa propre autorité, une seule lettre adressée au bailli ou à la nation.

En juin 1616, on déclara : Le bailli est présentement, était précédemment, et sera à l'avenir un fonctionnaire de l'Etat du Valais, aussi bien que l'évêque, et chef comme l'évêque, l'un et l'autre se trouvant les deux chefs du pays.

Puis on annula le serment de fidélité que le gouvernement de Monthey avait prêté au prélat, comme cela s'était pratiqué régulièrement depuis l'annexion du territoire.

Au mois de janvier 1617, on répéta que l'évêque n'était pas le haut seigneur du pays, et déclara que son vote serait assimilé à celui des autres représentants du peuple, qui était le seul vrai souverain.

Vers la fin de la même année, «les prôneurs du nouvel Evangile» firent proclamer par la diète qu'il ne devait dorénavant plus connaître, de sa seule autorité, des séparations et autres affaires matrimoniales, et que tout appel au nonce ou au pape était interdit pour ces matières, ainsi que la publication de citations ou d'excommunications venant de ces derniers.

A Loèche, lorsque l'évêque, faisant sa tournée pastorale, entreprit de venir administrer le sacrement de confirmation, la populace ameutée le contraignit, sous une pluie de pierres, à s'enfuir ignominieusement.

Cette scène honteuse eut son pendant à Sion, où, un dimanche du carême de 1618, le peuple, assemblé à la cathédrale pour entendre la parole de Dieu, fut chassé du lieu saint sous les yeux de l'évêque, avec les menaces et les outrages les plus grossiers.

«Le zélé Hildebrand, qui s'était donné tant de peines pour sauver son église, avait aussi recouru aux bons offices du roi de France, qui lui avait envoyé une déclaration par laquelle il le prenait sous sa protection avec les droits de son église, et le comprenait avec son Chapitre dans l'alliance qu'il avait avec le Valais. Aussitôt que les Magnifiques Seigneurs de l'Etat eurent appris ce qui s'était passé, ils signifièrent à l'évêque qu'eux seuls étaient les vrais protecteurs de l'église et du clergé, et qu'ils ne reconnaissaient plus sa juridiction spirituelle, avant qu'il eût renoncé à la déclaration royale». Il dut s'y soumettre, le 4 juillet 1618.

En 1619, les patriotes se réunirent à Sierre, du 13 au 15 janvier, dans une diétine «devenue mémorable pour l'épiscopat d'Hildebrand Jost». On renouvela l'éternelle question : s'il reconnaissait les patriotes pour des hommes libres ? On ne voulut pas entendre la moindre réserve. Les patriotes se donnèrent eux-mêmes une réponse catégorique, en portant un décret qui fut «la proclamation de la révolte», et délia tout citoyen du serment de fidélité au prince.

Pendant, au mois de juin, une diète avait réussi à mettre sur pied un accord, et «il semblait que le soleil de la réconciliation allait se lever radieux sur le Valais». Deux maladresses vinrent tout compromettre : Le Chapitre choisit ce moment pour représenter le préjudice que lui causait l'abrogation de la Caroline et réclamer satisfaction : l'évêque, de son côté, la diète fonctionnant encore, s'avisait d'expédier à l'étranger des livres, des manuscrits et des ornements précieux, semblant signifier qu'il songeait à s'enfuir. La diète dut envoyer en grande hâte les gouverneurs de St-Maurice et de Monthey à la poursuite du convoi, et le faire saisir et ramener de force.

On notifia alors à l'évêque qu'il ne pourrait sortir du pays, écrire à l'étranger, agir au détriment du bien et de la paix publiques, sous peine de corps, d'honneur et de biens.

«Dans l'ardeur de son zèle à défendre les droits de son église», l'évêque commit une nouvelle «imprudence que ses ennemis surent habilement exploiter». Il avait demandé de l'empereur Ferdinand II la confirmation de la Caroline sur laquelle l'évêché s'était toujours appuyé, et que les magistrats

prétendaient vouloir mourir à rejeter. L'acte confirmatoire que l'empereur s'empressa d'expédier est daté de Vienne, le 26 novembre 1624, dit Grenat. (Furer prétend qu'un tel acte fut donné le 29 avril 1627). Cet acte, loin d'atteindre son but, fut «l'étincelle électrique arrivant à point pour mettre le feu à la mine préparée, depuis longtemps, par ceux qui cherchaient à renverser le siège épiscopal et son titulaire». On eut alors beau jeu à répandre que l'évêque avait assujéti son peuple aux césars, tenait sa liberté pour «propos de rustres», et se proclamait Pape et Empereur en Valais.

En 1626, dit toujours Grenat à qui nous empruntons toute cette terminologie militaire, «il y avait treize ans que l'intrépide prélat était monté sur la brèche où il ne cessait de combattre». «Sentinelle vigilante, l'évêque éleva de nouveau la voix en diète du mois d'août, pour se plaindre des nombreuses infractions que les nouveaux croyants faisaient aux décrets souvent promulgués contre l'exercice de leur religion et la fréquentation des universités protestantes», et pour engager les députés, qui s'y dérobaient avec la plus insigne mauvaise foi, à l'aider dans la répression. En octobre de la même année, sans lui donner un seul avis, la Bourgeoisie de Sion fit installer son école supérieure dans le bâtiment de la chancellerie, qui précédemment avait servi d'arsenal. Cet édifice, construit par Hildebrand de Riedmatten, appartenait à la mense épiscopale. «Blessé d'un pareil procédé, Jost fit placer ses armoiries dans la grande cour de l'édifice, sur la porte de l'école, en signe de propriété». Les dizains les firent arracher un jour de marché, devant la foule accourue, y substituèrent leur écusson aux sept étoiles, et renvoyèrent le sien à l'évêque en lui annonçant que le maître d'école admis à Sion enseignerait dans cette maison. «La hardiesse, l'insolence et l'opiniâtreté des adversaires de l'évêque allaient croissant»; on lui enlevait la confiance des populations, sa voix n'était plus écoutée, l'influence protestante grandissait chaque jour, depuis longtemps on travaillait à l'expulsion des capucins et des jésuites. «Il n'est pas étonnant qu'Hildebrand ait senti la mitre devenir trop lourde, et qu'il ait eu, comme son divin Maître, son heure d'agonie. Il songea sérieusement à résigner la charge pastorale en déposant sa houlette aux pieds du Vicaire de Jésus-Christ. Les événements se succédaient rapidement, et les conseils tardaient d'arriver: il se crut abandonné. Le 17 novembre, il faisait part de son projet de résignation dans deux lettres, l'une au nonce et aux VII cantons catholiques, l'autre à l'ambassadeur français à Soleure; il les priait de faire connaître son intention aux magistrats valaisans». Dès que ceux-ci «eurent appris la démission donnée par le chef du diocèse, et qu'elle était entre les mains du pape, leur exaltation ne connut presque plus de bornes. Ils ne voulaient plus d'Hildebrand. Ils avaient désiré lui infliger l'affront d'être déposé par Rome, à leur demande; mais les voilà prévenus par leur propre victime qui, sans s'en douter, a déjoué leur dessein. On fit un nouveau crime au prélat d'avoir songé, disait-on, à faire placer sur son siège un prélat étranger». Pour se donner une satisfaction, on songea à le déposer par l'autorité de la diète, que l'on réunit à l'hôtel de ville, à Sion, le 13 janvier 1627. L'évêque y exposa verbalement les raisons de sa conduite. On lui répondit qu'il était lui-même l'auteur de tous ses griefs, et on lui reprocha furieusement d'avoir résigné un évêché qui ne lui appartenait pas, mais à la nation. Dans la session du 28 février au 13 mars, on devait aller jusqu'à décider que le Grand Bailli convoquerait, dans un dizain à son choix, des députés munis, par leurs Conseils et Communes, du pouvoir de procéder à l'élection du nouvel évêque, s'il était opportun et si tel était leur avis. Hildebrand Jost, «en réponse à cette décision, proposa aux membres de la haute assemblée une réconciliation loyale, et, pour y parvenir, il demanda la nomination d'un tribunal arbitral. Mais les députés poussèrent l'insolence jusqu'à dire qu'ils ne se fiaient guère à cette déclaration, parce que Sa Grandeur avait souvent agi contrairement à ses assurances verbales ou écrites; qu'ils la soumettraient cependant à leurs dizains et attendraient leurs décisions, mais sans changer de résolution de procéder à une nouvelle élection».

Les choses en étaient là...

II.

La Diète de Loèche.

La diète tenue à Sion du 13 au 20 janvier 1627 s'était séparée après avoir pris, entre autres, cette décision :

« Mes Hauts Seigneurs, ayant considéré les circonstances critiques, les grands mouvements de guerre qui se manifestent de plus en plus aux frontières de la Confédération et de notre patrie, les troubles de toutes parts qui pourraient amener la ruine de notre République, ont jugé à propos, afin de cimenter l'union compatriotique, que chacun des VII dizain désigne des députés, en nombre qu'il lui plaira, lesquels, munis de pleins pouvoirs, se rencontreront le 11 février au soir à Loèche, pour renouveler réciproquement serment sur le « Landtfrieden » (paix nationale) que nos ancêtres ont érigé et juré entre eux, et se concerter en vue de maintenir la paix, la concorde, le droit, la justice, et la liberté héréditaire. Que Dieu veuille l'accorder! Amen ».

La fameuse journée de pacification fut en effet célébrée, au château de Loèche. Mais qu'y firent les députés pour « cimenter l'union compatriotique » ? Il est aujourd'hui difficile de pénétrer le mystère de toutes leurs délibérations et actions, dont on a supprimé les procès-verbaux. La somme de cette conférence, son effet le plus clair, fut que les Pères Jésuites, établis depuis 1608 en Valais,¹⁾ y reçurent l'ordre brutal de quitter le pays. Cette me-

¹⁾ Sur le premier séjour des Jésuites en Valais, le P. Joller a donné une monographie à laquelle on peut recourir pour la connaissance du détail, mais dont il nous suffira d'extraire ici l'essentiel :

Persuadé que le moyen le plus efficace de lutter contre le protestantisme envahissant était d'empêcher les jeunes Valaisans de le sucer avec les leçons qu'ils recevaient hors de chez eux dans les écoles protestantes, en leur donnant dans leur propre pays un enseignement catholique, le Nonce apostolique à Lucerne envoya, en 1606, un Jésuite à Sion pour discuter avec l'évêque Adrien de Riedmatten de l'établissement de l'ordre en Valais. Il était difficile de l'y admettre sans l'assentiment de la diète. Celui-ci obtenu, en 1608, les premiers Pères fondent une école de latin à Ernen, et une autre à St-Maurice de Lacques, mais la transportent dès l'année suivante à Venthône, où le capitaine Preux leur offre l'hospitalité (la charge de leur entretien demeurant à la mense épiscopale). Le 28 avril 1615, comme il paraissait préférable au P. Claudius Aquaviva, Général de l'ordre, de centraliser ses forces au cœur du pays, la fusion de l'école d'Ernen avec celle de Venthône est décidée.

Sion était cependant le principal foyer du calvinisme, et la plupart des familles patriciennes de la ville étaient acquises à la confession nouvelle. C'est pourquoi le Pape, les VII Cantons catholiques, le Chapitre, le Supérieur général des Jésuites pressaient l'évêque d'y ouvrir un collège aux Pères. En 1610, la proposition en était faite à la diète, qui l'écarta et prononça même l'exclusion des colonies d'Ernen et de Venthône : Toutes sortes d'accusations circulaient alors en Valais contre les Jésuites. A la tête des opposants se distinguait le banneret Barthélémy Allet, de Loèche, homme de grande influence.

En 1613, Hildebrand Jost, successeur de l'évêque Adrien, reprend son projet de fondation d'un collège à Sion. Les pourparlers avec le conseil de la ville, sans cesse rompus et renoués sous l'impulsion de l'intérieur et de l'extérieur, restent vains encore en 1622 et 1623. Mais le 22 juillet 1624, et le 17 août, Urbain VIII adresse les brefs les plus pressants au conseil pour forcer son consentement, le nonce agit personnellement à Sion pour aboutir. Enfin, en 1625, Sion accorde le permis de séjour et d'enseignement tant convoité.

Jean Antoin

sure impolitique devait mettre le feu à tout le comté ; conjointe au refus d'accepter le calendrier grégorien,¹⁾ elle devint l'occasion prochaine de la guerre civile. Mais laissons parler les textes.

La diète du 28 février au 13 mars revient éclaircir ce récent passé, et fixe ainsi la genèse du conflit : «Le Grand Bailli et les Députés des VII dizains se sont réunis à Loèche pour des motifs très importants, et délibérer sur le maintien du «Landsfrieden» légué par nos ancêtres, afin de s'opposer à tout pouvoir injuste, sauvegarder la liberté de la patrie, et abolir les nombreux abus qui se sont commis depuis bien des années dans le pays, comme on peut le voir dans le recès rédigé à cette occasion». Se présentèrent à cette assemblée les représentants des VII cantons, de la France, et de la Savoie, pour offrir leur médiation entre l'évêque et la nation. Les Patriotes demandèrent au clergé d'y présenter ses plaintes par écrit, et reçurent le document suivant : «La volonté de S. S. le pape étant que S. G. l'évêque et prince du Valais, conserve l'épiscopat, Monseigneur doit lui obéir ; mais, pour éviter à l'avenir des désaccords, et pouvoir remplir librement sa mission», il pose ses conditions, dont celles-ci : «Sa Grandeur espère que les VII dizains acceptent le nouveau calendrier et prêteront l'obéissance qui sied à de véritables chrétiens catholiques ; elle espère encore que les Révérends Pères de la Société de Jésus pourront sans obstacle prêcher et instruire la jeunesse en Valais».

La réponse des députés fut foudroyante. Ils publiaient, avant de se séparer : «Vu que le clergé prêche dans le pays, par des raisons spécieuses, l'adoption du nouveau calendrier, et de tenir les jours fériés d'après celui-ci, les députés, pour maintenir l'ancien calendrier, avec lequel leurs pieux ancêtres ont vécu, ordonnent à nouveau de ne pas tenir les fêtes annoncées d'après le nouveau comput, enjoignent aux marguilliers de ne pas les sonner, mais de les observer d'après l'ancien, sous peine aux contrevenants d'être cités dans les recès, et décident que, là où les curés omettront d'annoncer les anciennes fêtes, les huissiers le feront». Deuxième point : «Nous avons toujours la volonté de maintenir la religion catholique, apostolique et romaine dans tout le pays (écriront-ils le 22 mai à l'ambassadeur de France), conformément à la déclaration faite à cet égard dans le «Landsfrieden» conclu à Loèche en février dernier, et de bannir ceux qui ne se soumettraient pas à la religion seule sanctifiante. Pour ce qui concerne les Révérends Pères Jésuites, leur congé hors de ce pays (qui ne les avait pas admis en commun) n'a pas eu lieu en d'autre intention que d'empêcher l'introduction d'étrangers, sans le consentement préalable de la généralité du pays, à teneur des lois anciennes que nous avons corroborées, et aussi de mettre les Pères à l'abri de ce qui eût pu leur être imposé ensuite des innovations introduites par l'évêque : car nous déclarons ici qu'ils nous ont donné satisfaction par leur vie, leurs pratiques et leur conduite».

Quoi qu'on puisse penser de l'argumentation étonnante des députés, la querelle générale avec l'évêché se noue et s'envenime particulièrement sur ces deux points. On s'accuse et l'on se défend réciproquement devant les VII cantons catholiques et S. E. l'ambassadeur du roi de France.

A la même date, Brigue, qui depuis 1612 réclamait les Pères, obtenait aussi son gymnase.

L'enseignement des Jésuites devait être de courte durée. En 1626, on les accuse à Sion d'avoir persuadé l'évêque de revendiquer la maison d'école comme sa propriété, ainsi que de résigner son évêché à l'insu des Patriotes, au profit de princes étrangers. C'est miracle qu'ils ne soient pas expulsés. Mais ils sont dès lors mêlés à la querelle politique, leur sort, leur défaite est certaine. La diétine de Loèche la consacra.

1) Le nouveau calendrier, ou calendrier grégorien, fut réglé en 1582 par ordre du pape Grégoire XIII. Il ordonna que le lendemain du 4 octobre 1582 s'appellerait 15 octobre. Le Valais ne l'admit qu'à partir du 1/11 mars 1656.

L'évêque écrit : « Ils ont convoqué l'assemblée de Loèche et, sous couvert de donner lecture de l'Acte de Paix nationale, ont fabriqué nombre d'articles insolites, hasardés, faux, contre nous et l'Eglise, qu'ils ont refusé de mettre à jour, craignant la lumière. Nous en eussions voulu copie, pour y répondre, à la satisfaction du pays entier, et à la confusion des méchants et turbulents. Nous n'en avons pu connaître que quelques-uns, dont celui-ci que, sans raison, contre Dieu et justice, ils ont expulsé les Pères Jésuites, au détriment de notre religion catholique, de notre honneur, de notre réputation et de ceux du pays, à notre grand dommage aussi. Vous pouvez en inférer ce qu'on projette pour l'avenir si, sous le semblant d'expulser les Luthériens, on chasse du pays des personnes savantes, habiles, pleines de sagesse ».

Et les patriotes, de leur côté : « L'évêque prétend que, nous couvrant de l'Acte de Paix, nous avons forgé des articles faux contre lui et l'Eglise. Nous répondons qu'à Loèche on n'a rien statué contre l'Eglise, mais qu'on a suivi la loi de nos pères ; qu'on a juré le « Landtsfrieden » non en apparence, mais en réalité, et qu'il lui est connu ; qu'il est étonnant qu'il ose blâmer les 300 députés qui ont assisté à cette assemblée, et, n'ayant pu avoir copie de l'édition, qu'il présente témérairement, sur une simple opinion, le faux pour le vrai. Il se plaint hypocritement du licenciement des Pères Jésuites, comme si cela le peinait beaucoup, tandis que sa bourse s'en réjouit ; Dieu sait d'ailleurs si, par son régime qui a engendré tant de nouveautés et de mécontentements, il en est la moindre cause ! Quelques-uns, à Loèche, mettaient en balance s'il ne valait pas mieux congédier du pays l'évêque plutôt que les Jésuites, car ceux-ci édifiaient et l'évêque détruisait, car ils étaient humbles et l'évêque enflé d'orgueil ! Touchant le nouveau calendrier, on ne peut celer que les brusques procédés dont use Sa Grandeur détournent de l'accepter. On dit communément que l'on ne va pas à la chasse aux lièvres avec le tambour : de même les ecclésiastiques n'auraient pas dû commander la réception aux états du pays, aux « Landtständen », mais la persuader par suppliques ».

Deux partis nettement déterminés se démarquent et s'affrontent donc, les deux autorités, spirituelle et temporelle, qui se disputent l'une et l'autre, sous toutes sortes de prétextes, le pouvoir politique. La fièvre va saisir le pays entier, les paysans vont se tourner du côté du Prince, de l'évêque, les messieurs, les « Herrlini » du côté des Députés, des hérétiques prétend-on. Quelques tableaux, quelques propos saisis sur le vif mesureront l'ampleur et la hardiesse de ce débat.

III.

L'agitation populaire.

Les accusations d'hérésie. Le refus du nouveau calendrier. L'expulsion des Jésuites. La formation des partis.

A Vernamiège, Martin Bover (Boverius), curé de Nax, ne se gêne pas pour affirmer, dans la maison d'honorable homme Michel Bitz, auquel il vient d'administrer les saintes huiles :

— Le conseil qu'ils ont tenu à Loèche est, sauf respect, le conseil d'un chien et d'un Calvin, un «consilium canis et Calvini», et tous ceux qui y ont été seront perdus et paieront le ban !

Mais c'est dans les dizains de Viège et de Brigue que la réaction est universelle, et la plus acerbe.

A Viège, le curé affirme que le bailli Roten et ceux qui le suivent ne valent pas mieux que les hérétiques luthériens ; il offre de prouver que l'ancien bailli Zuber fait tort à l'Eglise en six points. On discute dans toutes les demeures. Les femmes invectivent contre l'autorité et les députés du pays. A ceux qui s'efforcent de les excuser, on répond avec la pire passion.

— En quoi, demande un paysan, les députés sont-ils coupables de ces malheurs ?

— En quoi ? tu veux le savoir ? tu es hérétique comme eux !

On conteste la valeur de leurs décrets :

— Ce qu'on a décidé à Loèche ne compte pour rien à Sion ! c'est nul ! tout cela sera changé !

On s'acharne surtout à les noircir. Etienne Gottsponer dit à la face du châtelain Burthlome :

— Burthlome, vous avez étudié à Zurich, on le sait, mais vous êtes encore le meilleur de ces Messieurs.

Les commères se répètent :

— Le notaire Hans Burgener est aussi luthérien ; où l'aurait-il appris, si ce n'est du banneret Im Eich, ce traître à sa patrie ?

La voix publique accuse si fort le banneret de trahison, et d'avoir fait transporter son bagage et ses coffres à l'étranger, que ses amis, que le capitaine Welschen n'osent plus entrer chez lui, que ses parents, que Joder Im Stœpff sont forcés de fuir sa maison et de décliner même l'offre de sa femme, d'entrer pour boire un verre de vin.

Joder Critzer, bourgeois et ancien châtelain de Viège, est des plus acharnés à le combattre. Il s'étonne en présence de chacun :

— Je ne sais ce que l'évêque a pu donner à manger de trop chaud à notre banneret, pour qu'il le persécute ainsi ; je n'aurais jamais pensé qu'il fût un tel homme, si hostile à l'évêque et au clergé.

Il vient, le matin de bonne heure, chez l'ancien bailli Zuber, et va jusqu'à son lit pour lui dire :

— Monsieur le Grand Bailli, quel homme est donc notre banneret, qui s'oppose en tout à l'évêque et aux prêtres ? J'ai aidé à sa nomination, je puis aussi le faire à sa démission.

Il interroge les gens sur la rue :

— De quelle croyance es-tu ? avec qui tiens-tu ?

— Je suis de l'ancienne croyance, comme mes ancêtres.

— Non ! honte à toi ! tu ne vaux rien, tu es un huguenot, tu es l'élève du banneret Im Eich !

A Baltshieder, où on l'appelle pour mesurer du foin, dans la maison des paysans, autour de la table où l'on prend un verre de vin, il affirme :

— Le banneret est votre parent et aussi le mien, mon cher Im Stœpff, mais il ne me plaît pas qu'il se soit rendu à l'assemblée de Loèche de son

chef, sans être désigné par le conseil bourgeoisial. Hans Sterren, mon gendre, bien que conseiller («consul») et délégué, ne devait pas s'y rendre non plus ! je le renie ! il n'est plus mon gendre ! (Et se mettant à jurer, frappant avec violence le plancher de son bâton-mesure, et lançant aux parois pain, fromage et gobelets :) Le banneret et l'autorité civile sont cause de l'arrivée des Confédérés dans le pays ! ils travaillent à rendre le peuple sujet !

Enfin, sa virulence était telle que dame Christine Im Eich, la femme du banneret, s'était emportée à lui crier, un jour où il était chez elle avec Hans Heinricher :

— Vous, petits matziens, «matzenmännlini», cela ne vous convient plus, ce que la haute autorité décrète pour le bien du pays !

En effet, il y trouvait si peu son compte qu'il poussait le zèle, la veille d'un départ des députés pour la diète, jusqu'à courir chez le châtelain Burtholme le prier de convoquer le conseil bourgeoisial pour interdire à chacun de se rendre à l'assemblée :

— Ce qui a été arrêté à Loèche ne me plaît aucunement, lui disait-il, c'est une abomination qu'on ait expulsé les Pères Jésuites ! cela ne donnera certainement rien de bon !

Antoine Heynen, à Baltschieder, suivait son exemple et prétendait défendre que quelqu'un fût envoyé au conseil général.

Lorsque les députés revinrent de la diète de Loèche, ce fut, à Brigue aussi, la plus unanime explosion d'injures, de menaces et de mépris contre eux. Les plus humbles parmi le peuple, à Brigue, à Naters, à Glys, le cordonnier Georges Furer, le tailleur Anthelme Kupferschmidt, le mercenaire Henri Gertschen rentré de la guerre espagnole, vingt paysans, les Simon Perren, Simon Ruppen, Gilig Lergien, Melchior Walther, Christian Ithen, jusqu'aux pauvres sujets de Loetschen, jusqu'aux domestiques du capitaine Stockalper, n'ont qu'un cri de réprobation :

— Ceux qui ont participé au Landfrieden sont tous des hérétiques, des chats, des luthériens, des huguenots pourris, des voleurs, des traîtres à la patrie !

Simon Ruppen les appelle «nos chiens d'enfer», Gilig Lergien prétend qu'ils y ont été faire serment au diable, Christian Ithen que le diable doit emporter tous ceux qui s'y rendirent, et que la rébellion a pris naissance en ce conseil. Georges Furer jure aussi qu'ils sont cause du malheur et de la guerre dans le pays, et que, si l'un de ses proches y avait assisté, il le poignarderait. Simon Perren ne cesse de se répandre en imprécations :

— Honte, honte à ces Messieurs, à ces Mandgini, à ces Herlini ! Ils n'ont plus rien à manger ! maintenant ils dévorent le bien de l'Eglise dans les diétines ! ils se servent des diétines contre le clergé ! Oui, on fait tort au clergé, contre Dieu et justice !

Anthelme Kupferschmidt répète dans ses discours, sous le tilleul à Naters, sur le pont de la Saltine à Brigue, au cimetière à Glys :

— Les notaires qui ont prêté serment devant Sa Grandeur et ont siégé à la diétine luthérienne de Loèche sont parjures et ne font plus partie de l'Eglise chrétienne ! Hérétiques ! voleurs ! traîtres ! On savait bien quelles gens il y avait à Loèche, et c'est pourquoi on y a fixé le lieu de l'assemblée !

Un conseil populaire, à Naters, est troublé par les plus véhémentes accusations, et lorsque le châtelain Pierre Megentschen s'efforce à justifier les députés et à calmer l'indignation de la commune, il ne s'attire que des répliques de cette qualité :

— Vous pouviez bien penser, Messieurs, lorsque vous êtes allés délibérer à Loèche avec ces bonnets, qu'il n'en sortirait rien de bon !

Combien de personnages considérables même, combien de «Messieurs», le fiscal et le notaire Perrig, le notaire et le capitaine Stockalper, ne peuvent cacher leur répulsion et maudire assez les huguenots pourris ! Antoine Stockalper avait proclamé dès la première diétine que tinrent à Loèche Messeigneurs du pays, que c'était une instigation diabolique, et que nul dans la commune ne devait l'approuver.

Les causes directes de toute cette excitation sont donc bien d'ordre spirituel. Le refus du nouveau calendrier, l'expulsion des Jésuites, vont l'exagérer jusqu'à une sorte de psychose collective.

La lutte en faveur du nouveau calendrier se marque à Sion, où le curé célèbre les fêtes et prêche aux dates nouvelles, suivant les ordres de ses supérieurs religieux et contre le gré de l'autorité civile ; à Sierre, où le prieur de Gérondie affirme au populaire qu'on l'imposera par la force ; à Rarogne, où les paysans pensent que c'est un devoir de l'accepter, où le major Hans Leigginer se refuse à l'admettre, en dépit du curé de Sion qui lui remontrait qu'on ne peut faire son salut en répudiant le nouveau calendrier ; à Balt-schieder, où le même curé de Sion vient rompre lance en sa faveur ; en Conches, à Münster, où les paroissiens prétendent qu'ils ont un pasteur remuant, qui se règle selon le mode nouveau et fait, lors des fêtes nouvelles, plus d'apparat en processions et autres cérémonies que précédemment aux anciennes. A Viège, le curé refuse de lire la messe aux fêtes traditionnelles, d'observer le droit impérial, comme il dit avec mépris. Il insiste auprès de ses ouailles, il en convainc un grand nombre, il poursuit vainement Nicolas Im Wichenried :

— Vous êtes obligé d'accepter le nouveau calendrier, puisque l'Eglise romaine l'a fait.

— Allez, ce n'est qu'une affaire papale que l'on a introduite !

— Vous devez le tenir, on vous y contraindra bien !

répartit le curé en colère. Il revient à la charge, un autre jour, à un baptême. Nicolas en est excédé :

— Nous ne le ferons pas ! laissez-nous la paix avec ça !

— Je te le dis ouvertement, et tu le répéteras au banneret : l'évêque a raison et les patriotes ont tort !

En effet, le banneret Im Eich, de même le bailli Zuber et le châtelain Burthome, s'opposent de toutes leurs puissances à la réception, et s'appliquent à notifier à l'huissier Pierre Ritter, qui se refuse à leur obéir : La Diète a statué que, si les ecclésiastiques ne voulaient publier les fêtes selon l'ancien calendrier, les huissiers et serviteurs de justice avaient l'obligation de le faire.

Que dire de Brigue, le rempart de l'Eglise ? Le capitaine Antoine Stockalper s'y montre son premier champion. Il exhortait ses amis montagnards :

— Vous devez à tout prix tenir le parti de l'Eglise et accepter le nouveau calendrier ; bon gré mal gré, cela doit se faire un jour. L'important est de ne pas faiblir.

— Tu as eu des parents si braves (« gwaltige »), vois à ne te laisser détourner en aucune façon de la foi catholique. Le nouveau calendrier doit être reçu ; ne t'y oppose pas, car c'est agir en luthérien, hérétique et huguenot, que de tenir l'ancien.

Il représentait également au notaire Antoine Lieben qu'il serait hérétique et excommunié s'il ne se soumettait pas, en cet objet, aux mandements de S. S. le pape et de S. G. l'évêque de Sion.

Il profite de toute occasion pour annoncer bien haut sa pensée. Recevant à sa table les députés des cantons alliés, qui traversent le pays à cheval, il leur dit :

— Messieurs, nous avons accepté le nouveau calendrier et voulons le tenir ; nous y sommes obligés ; c'est un article que proposeront les Confédérés, et le dizain de Brigue en a le pouvoir, lors même que nul autre dizain ne le ferait.

Il le confirme sur la place publique. Un jour de fête, il arrive à Naters, où, sans même répondre au salut du châtelain, il s'élève contre les adversaires du nouveau calendrier. Le châtelain lui faisant observer que Conseil et Commune se montreraient disposés à l'introduire, si les autres dizains du pays le faisaient aussi, il s'écrie :

— Le dizain de Brigue l'a accepté et doit l'observer, quoi qu'en disent les autres dizains, si l'on veut être chrétien catholique ! Ceux qui ne le font pas sont huguenots et schismatiques, ils s'opposent à l'Eglise catholique, puisque le calendrier est aussi un article de foi !

Il pèsera de tout son pouvoir sur les prêtres pour les détourner de tenir solennellement la fête de Notre-Dame, à la mi-août, selon l'ancien style, en leur donnant l'assurance qu'autrement ils seront punis par leurs supérieurs. Il menaçait le marguillier de Glys de le jeter à la porte de l'église s'il sonnait la cloche aux jours fériés comptés par le calendrier usuel, et, quand les chantres y voulaient accompagner le prêtre pendant l'office solennel, il les tançait vertement.

Autour de Stockalper, ses fidèles se dépensaient pour la même cause.

Son beau-frère, le banneret Blumen, répétait publiquement :

— On ne veut pas tenir le nouveau calendrier ; mais, puisque je suis capitaine de 300 hommes, on doit m'obéir, sinon je résigne ma charge à Mes Hauts Seigneurs.

Son laquais Jacqli menaçait haineusement ceux qu'il soupçonnait de vouloir le rejeter, les Perrig propageaient sa pensée, les paysans parlaient et agissaient à son exemple. Georges Furer prétend qu'on a promis aux Confédérés de recevoir le calendrier, qu'on les trompe, qu'on viendra nous faire la guerre à ce propos. Simon Perren, à l'église de Naters, empêche le notaire Supersaxo de proclamer les fêtes anciennes, en criant des tribunes :

— Le prédicant veut derechef annoncer les fêtes !

A la fête de St. Mathieu apôtre, à Brigue, il monte en courant de l'église vers la Kilchmatten où travaillent les frères Bodtmer, maîtres maçons, pour les quereller de toutes ses forces :

— Le curé de votre lieu d'origine ne vous le permettrait pas !

— Mais quoi ! il faut bien se conformer au pays ! Ces Messieurs ont-ils aussi été à la messe aujourd'hui ?

Les femmes s'en mêlent : Aucun homme, au Holz, ne fait autant d'esclandre contre les Hauts Seigneurs, rapporte-t-on, ne se démène aussi vivement contre ceux qui n'obéissent pas au nouveau calendrier, que Marguerite Blatter, qui se pare et chôme aux jours fériés qu'il indique, travaille à ceux inscrits dans l'ancien, et injurie tous ceux qui ne font pas de même. Margi Perrig dit à toutes ses amies que ceux qui tiennent l'ancien calendrier sont des chats, des mèches coupées, n'ont rien de bon en eux, et ne peuvent faire leur salut. La femme du châtelain Marc Strœler, quand le notaire Supersaxo donne lecture, à Glys, des lettres adressées par le Grand Bailli au sujet du calendrier,¹⁾ murmure à sa voisine :

— Puisse-t-il tomber méchamment des trois degrés !

et quand les huissiers notifient au peuple, par ordre des Seigneurs, les jours de fêtes selon l'ancien calendrier :

— Ils feraient mieux de signifier au greffier de justice de descendre des trois degrés, sed non in nomine Domini !

De leur côté, les ecclésiastiques pressent et menacent, de la chaire et dans la rue. A Naters, ils refusent aux administrateurs de la Confrérie des Tailleurs, pour leur fête annuelle, de célébrer les offices au jour coutumier, et, comme l'un d'eux va s'en plaindre à la vieille sacristie, un homme lui répond :

— A l'ordre, compagnons ! Si l'on ne veut obéir à l'Eglise chrétienne, prenez garde que le sacrement ne soit refusé à quelques-uns !

Les autorités civiles, d'autre part, s'appliquent à faire respecter leur vieux calendrier. Le jour de leur St. Théodule, comme Martin Kempfen sapait à Brigerberg, les Hauts Seigneurs lui dépêchent le sautier de dizain pour le citer parce qu'il travaillait en un tel jour. Mais Martin de répondre :

1) Le 28 juillet, il avait écrit au châtelain, Conseil et Communes pour leur ordonner, en accord avec le nonce et le pape, prétendait-il, de suivre l'ancien calendrier.

— Taisez-vous donc, à la fin, avec ces histoires ! Si vous voulez punir tous ceux qui sont dans le même cas, plusieurs s'y opposeront, car nous sommes plusieurs, au Natersberg, qui avons promis d'observer le nouveau calendrier.

A quel saint devait se vouer le Valaisan ? A vrai dire, l'embarras et l'éternement allaient croissant. Le notaire Lieben avoue candidement :

— Voyez, j'ai moi-même dit assez souvent que ceux qui ne voulaient obéir à l'Eglise catholique étaient hérétiques et huguenots ; mais je le disais d'après les sermons des prêtres, et leur cruelle assertion publique, que ceux qui ne reconnaissent pas l'Eglise pour Mère n'auront aussi pas Dieu pour Père, et sont païens et publicains. Tellement que j'étais fort perplexe de savoir comment obéir en même temps à l'autorité spirituelle et temporelle et que, la plupart du temps, j'observais les deux fêtes.

Mais, dans le commun peuple, comment résister aux arguments des religieux ? Disputant un jour avec Antoine Pfaffen l'ancien, Hans Michlig lui dit à bout de raisons :

— Je veux tenir le nouveau calendrier ! Les Jésuites m'ont promis d'en répondre pour moi au dernier jour !

— Mon cher, répondit alors le vieux Pfaffen, il y aura là-haut tant de monde, et tu es si court, qu'ils ne te reconnaîtront plus !

Car les Pères de la Société de Jésus s'étaient acquis, dans le Haut-Valais, une autorité, une fidélité, un amour tels que le peuple de Brigue éclata en larmes à l'église, lorsque le P. Marius lui annonça de la chaire qu'ils sortiraient du pays le 16 mars. Si les députés eux-mêmes, en les frappant, ont dû rendre hommage à la sainteté de leur vie et à la parfaite dignité de leur conduite, on imagine combien les pauvres, les humbles, les fervents catholiques devaient souffrir de leur expulsion et se révolter contre elle.

La plainte est générale dit Georges Ruppen. A Rarogne, l'huissier Nicolas Kalbermatten et son beau-frère disent leurs doléances qu'on les ait renvoyés si brusquement.¹⁾ A Viège, le vice-châtelain Critzer ne mâche pas que c'est une abomination et qu'il n'en peut rien sortir de bon. A Brigue, Georges Furer est persuadé que leur licenciement nous vaudra la guerre. Hans Gertschen ne veut rien savoir, sinon que les communes ont vu avec regret le renvoi des Jésuites, et qu'elles n'y avaient que trop de raisons. Le chirurgien herniaire Perrig raconte avec horreur au notaire Pierre Schumacher qui vient s'établir dans le pays, la façon ignominieuse dont on les a chassés, publiant à l'église que, s'ils ne voulaient déguerpir, il fallait les poursuivre à coups de pierres, qu'on en serait disculpé, et que celui qui leur donnerait abri la nuit serait puni. Partout on accuse les huguenots et les traîtres qui ont la proscription des Pères sur la conscience : le juge de dizain Antolne Megentschen, le châtelain Pierre Stockalper, le banneret Lergien, le capitaine « Felschen » surtout (on travestissait ainsi le nom de Welschen, l'appelant le Faux, le Parjure, le Traître), qui est le pire d'entre eux et ne pouvait souffrir d'entendre sonner les cloches des Jésuites.

Les paysans se dépensent pour les faire revenir. Le marguillier de Naters entend, un soir, Anthelme Kupferschmidt et Christian Michlig, dans un petit verger à l'écart, crier à cause du renvoi des religieux et délibérer sur les modes d'assurer leur retour. A Brigue, Anthelme et les Perrig disent et redisent qu'il est nécessaire de convoquer une fois les communes et les pay-

1) Pour le notaire Pierre Venetz, qui en a de bonnes, entendons pour-quoi il s'en réjouit : Il m'est « gratum et acceptum » que les Jésuites aient quitté le pays et que les Seigneurs Patriotes les aient congédiés, pour la raison que des étudiants milanais viennent dans notre pays et que, les étudiants nouant parfois une solidarité, une « confraternitatem » entre eux, ceci pourrait nuire un jour à notre patrie et à ses libertés, et valoir peut-être des traîtres, des « traditores patriæ » !

sans pour connaître ceux qui sont favorables au nouveau calendrier et aux Jésuites. Simon Perren, un jour où, chez Gaspard Perrig le jeune, on est à boire en devisant de leur condamnation et en rappelant tout le bien qu'ils ont fait par la prédication, l'enseignement et l'aumône, affiche sa conviction que la «Gemeinde» projetée s'impose, de même le respect de ce qu'y aura décidé la majorité.

C'est le capitaine Stockalper, dans cette question encore, qui porte tous les espoirs. Il avait confié au châtelain Owdig que, si on était prêt à l'assister, et qu'on le lui demandât, il voulait bien se charger de faire rentrer les Pères au pays. Il le prouve, il cherche du secours, il conçoit, il conduit, il exécute. Les témoins peignent ainsi un aspect de son rôle :

— Lorsque Son Eminence le Légat, l'Ambassadeur du Roi de France et Messieurs les Confédérés étaient assemblés à Sion, pour le Landt ou Rhattstag, Stockalper s'est rendu à Sion, y a fait ouverture de ses projets à ses amis, puis est reparti en toute hâte. A Glys, il a proposé devant la commune que si on voulait le suivre et écrire au Légat, il ferait en sorte que les Jésuites fussent rétablis dans le dizain sans opposition. Sur ce, le même dimanche, de bon matin («vor dem Morgenbrott»), ont couru à Naters le châtelain Pierre-Antoine Bieler, de Brigerberg, le major Pierre Pfaffen et le major Mathieu Blumen, de Glys, et le notaire Opfel Perrig, pour Brigue. Là, sous le tilleul, où étaient rassemblés leurs partisans les plus remuants, et avant que le Conseil eût été convoqué, ils firent un rapport et exposèrent ce que Stockalper avait dit à Glys. Lorsque les autorités furent informées de la proposition, elles s'empressèrent pour aviser, et, afin de calmer les gens décidèrent qu'on obtiendrait par le serment prêté («von Eydswegen») à Stockalper, et écrirait en forme de pétition à Mgr. le Légat, qu'on y consentait moyennant l'approbation de l'assemblée et des VI autres dizains. Stockalper ne se tint cependant pas encore pour satisfait, mais, de suite après son repas, il vint à Naters et insista auprès du Conseil et Commune pour que la lettre fût composée et rédigée d'après ses idées, et portée par une tierce personne, comme s'il n'y était pas intéressé. Ces Messieurs n'y ayant point consenti, il ne voulut pas se charger de transmettre la lettre préparée, en sorte que le châtelain Jean Schmidt dut l'expédier lui-même par un exprès. Quand, à Glys, près de l'ossuaire, lors du passage des Confédérés, on traita de cette question, Stockalper voulait à toute force lui donner tant de portée, que quelques quartiers politiques («Comper oder Gschnitt») protestèrent qu'ils ne voulaient pas d'une sécession dans la patrie.

C'est pourtant où l'on aboutissait fatalement. Le pays entier s'inscrivait, qu'il le voulût ou non, dans l'un ou l'autre camp, celui de l'Evêque ou celui des Députés. A chaque instant, dans l'enquête criminelle, on entend parler du «Parti de l'Eglise».

L'évêque, les chanoines, les curés eux-mêmes accusent le fait, découvrent le fossé. Au châtelain Jean Lambien qui se présente avec le lieutenant Brinlen à l'évêché, à Sion, pour avoir un prêtre, Sa Grandeur dit :

— Vous bourgeois, ne tenez pas tant aux ecclésiastiques... Ne vous excusez pas ! Vous avez trois ou quatre meneurs, mais nous les connaissons dans chaque dizain.

Le seigneur Niquilli, métral du vénérable Chapitre, affirme à son frère Antoine de Cabulo que personne ne doit accorder le moindre crédit à tout ce qui a été fait à Loèche, au jour du conseil général réuni pour affermir la paix, que le Révérendissime a rejeté, annulé et complètement annullé tout cela.

Le curé de Sion pose «die hohe und gnädige Landtherren» en adversaires délibérés de l'Eglise. Celui de Loèche se plaint qu'il n'y ait plus aucune obéissance chez lui. Celui de Münster est traité de rebelle, d'«aufirischer Pfaffen», et, par l'Eglise, les rues et dans les auberges, va criant que l'autorité civile ravit ses droits à l'évêque et trompe le peuple. Celui de Glys porte en

chaire les mêmes accusations. Celui de St-Maurice de Lacques y publie, le dimanche, qu'on fait tort à l'évêque, qu'il ne faut à aucun prix remettre «la souveraineté à la populace». Celui de Viège déplore au contraire, comme les précédents, qu'on rende le peuple sujet, il cherche chez lui ses partisans, il demande qu'on l'assiste dans toutes les choses équitables. Ce curé Pollen, depuis son arrivée à Viège, était accusé d'avoir mis tout le dizain en rumeur, l'autorité civile songeait à le remplacer, la spirituelle à le récompenser :

— Si votre curé fait hardiment encore une année le plus difficile, nous l'admettrons ensuite comme chanoine, confiait le chanoine Theiler, dans la maison du vieux Ruoff Furer, à Eycholz.

A sa table, où il donnait à déjeuner à Theiler, et au Doyen du Chapitre, Pierre Furer, les propositions qui s'énonçaient le plus volontiers parmi les laïcs de la société, étaient telles que celle-ci :

— Je ne connais d'autre autorité et ne crains que Sa Grandeur et le Chapitre.

Et, comme le banneret Im Eich, arrivant à la cure suivi de son domestique qui portait le vin d'honneur, s'offusquait de ce propos :

— Oui, appuyait l'orateur, personne autre qu'eux et mon Juge !

A Baltschieder, où il se rend avec l'ardent Joder Critzer pour mesurer du foin que ses paroissiens lui donnent en paiement, le curé entre trinquer un peu partout, et comme, à son départ, on lui apporte encore du vin jusqu'au-delà du pont, il en remplit un gobelet et le tend à Jean Im Stœpf :

— Allons, Stœpferus, bois à la santé de Sa Grandeur !

— Non merci ; vu qu'il ne fait pas meilleur temps, je ne veux boire qu'à celle de Messieurs les patriotes !

— Espèce de luthérien, intervient Critzer, tu as bon secours du banneret Im Eich !
et, sur ces mots, une rixe éclate entre les paysans.

Ces déclarations et ces défis autour des channes pleines étaient quotidiens. Dans la maison du notaire Hans Burgener, qui offrait un «Abendtrunk» aux châtelains Gaspard Schnyder et Jean Schmidt, de Brigue, à leur retour d'une diète à Loèche, on se met à parler, naturellement, du désaccord de Sa Grandeur, du Chapitre et des VII dizains, et Critzer s'illustre de nouveau en prenant avec force le parti des premiers contre les patriotes. Chez lui, où il boit en compagnie, Ruff Furer le jeune s'écrie :

— Quel tort nous fait donc la Caroline, si l'évêque nous reconnaît pour libres patriotes ?

A Tourtemagne, dans l'auberge de Hans Byschin, on entend jusqu'aux femmes, on entend une certaine dame ou prude («fraw oder pfeffy») dégoïser rageusement contre l'autorité, et principalement contre le Grand Bailli.

A Brigue, les sentiments éclatent avec le plus de violence, et une plus impétueuse fréquence. Les propos injurieux sont si nombreux et généraux, déposera Hans-Michel Heiss, qu'il ne saurait à cet égard désigner personne en particulier, et ne peut que prier Dieu pour que cela change en mieux. Le capitaine Stockalper ne peut assez vilipender «l'allocation patriotique» prononcée par le Grand Bailli dans la dernière diète à Sion. Les paysans ne se lassent pas de dire, regretter, réprouver, dans un torrent d'injures, que l'autorité civile violente le prince et le clergé, les calomnie, les opprime, leur fait injustice, lèse leurs droits, ravit leur bien. Ils se plaignent avec colère :

— Nos députés de Brigue sont méprisés dans les conseils de là-bas ! C'est tout juste si on leur permet de se tenir derrière la porte !

La rumeur publique prétend que les Seigneurs de Berne, nos confédérés, donnent secours et subsides à Nos Hauts Seigneurs, que Michel Lener l'a entendu et rapporté de Berne. Simon Perren ne peut contenir sa fureur. Un soir, dans la maison de Maurice Eyer, il crie tellement contre l'autorité que son hôte est obligé de se retirer pour faire ses prières ; il recommence, lorsque les deux sont au lit, avec plus de véhémence que jamais, malgré les efforts de Eyer pour l'inviter à se taire et à laisser aller les choses comme dans les autres dizains. Chez Hans Blatter, il tient des discours si forcenés qu'on doit

le mettre à la porte. En public, il ne sait plus parler que de Messieurs les patriotes et de leurs procédés à l'égard de l'Eglise, et ne cache pas son impatience :

— L'évêque écrit une chose, ces Messieurs une autre, ils lui font injustice. Eh, ce petit évêque, ce « Bischoffgi » a difficilement tort ! il nous mènera bien en face de la lumière !

Partout, la surexcitation est à son comble. Lorsque le châtelain Pierre Megentschen discute avec les gardes des alpages rassemblés, l'un d'eux dit tristement :

— A présent, nous ne pouvons plus nous fier ni à l'autorité ecclésiastique ni à l'autorité civile.

Le châtelain :

— Ce que vous dites là n'est pas bien. Est-ce que l'autorité n'est pas fidèle envers vous, elle qui veille pour vous, pour nous, et pour nos successeurs ? Ayez un peu de patience, tout s'arrangera.

Alors un des paysans, avec une sombre résolution :

— Nous voulons bien attendre encore, mais, sur la partie qui tombera, nous taperons !

IV.

Les premières menaces.

Le jour de la St. Laurent, à Loèche, 10 août 1626.

Le curé (Hans Heynen), furieux, apparaît soudain sur la place du bourg, et empoigne une pierre en criant :

— Je ne suis pas en sûreté dans ma maison ! On veut me chasser de ma propre maison ...

— Hé ! ce n'est pas votre maison, elle est au Dizain !

— ... On a brisé mes fenêtres à coups de pierres ! Je vais faire ici un carnage, où l'on devra baigner et nager dans le sang ! (Il frappait en même temps le sol de sa canne et de ses pieds :) Oui ! ici même ! sur cette place ! J'en ai l'ordre de Sa Grandeur et du vénérable Chapitre ! Nous trouverons bien du secours ! (Et, tout en rage, il reprenait plusieurs fois :) Sur cette place-ci des balles doivent être distribuées ! Je veux préparer une de ces soupes, au nom du diable ! Qu'il m'enlève à l'instant si j'y faillis !

Comme personne ne lui donne de réponse, il s'attaque, en brandissant son gourdin, à maître Hans Michel, le serrurier, paisiblement assis sur un tronc d'arbre, au coin de la place, avec quelques marchands étrangers de passage (ils se rendaient à la foire de la mi-août, à Glys) :

— Ah, ah ! espèce d'hérétique ! tu es aussi du nombre de ceux qui m'ont accusé à Sion à cause de mon sermon !

— Pardon, vous me faites tort, je ne suis pas un hérétique, je suis un brave homme.

Le pasteur marchait sur sa brebis, bâton menaçant. La vue des étrangers l'arrête, il vocifère :

— J'organiserai le bain de sang dont j'avais déjà l'idée. Puisque à cette affaire de mon sermon sont mêlés des députés de tous les dizains, il faut que je l'exécute. Le diable m'emporte si je diffère ! car je puis compter sur l'appui des chanoines et de l'évêque... Nos Messieurs vendent des biens, et je ne sais où cela passe ; il n'y a ici point d'ornements d'église, point de missel ; ce qui s'y trouve, j'ai dû l'acheter, j'ai dû moi-même mieux repourvoir de cierges le grand autel et toute l'église.¹⁾ Il n'y a ici aucune obéissance ! Aucune obéissance !

Puis il s'éloigna, toujours enragé, martelant la place de sa canne et grommelant :

— Nous arrangerons bien ces hérétiques ! Ils n'ont pas craint de lancer une pierre dans mes vitres. En vérité, j'étais atteint si je ne m'étais baissé.

Le curé ne tarda pas à sentir l'inconvenance de sa conduite :

— Je ne veux menacer personne, crut-il bon de dire à sa domesticité, je saurai attendre, un, dix, vingt ans ; mais quand le temps sera venu, je pourrai saisir certain par la manche et lui dire : Souviens-toi de ce que tu m'as fait ! C'est aujourd'hui que je me venge !

Et quelques jours plus tard, dans la maison du châtelain Joder Meschler, où l'on était réuni autour des verres :

1) Cette cause de mécontentement n'est pas particulière au curé de Loèche. Le chanoine Theiler se plaignait aussi au capitaine Stockalper que, dans les constructions considérables faites à l'église de Naters, et pour l'achat des ornements d'autel, les «Herrlini» ne lui étaient pas subvenus, et que, parce qu'il ne voulait le leur gratifier, ils le persécutaient. Le Capitaine lui répondait :

— C'est comme pour moi-même. Ayant dû me rendre à Milan, pour les intérêts de la patrie, à grands frais, ils ne m'ont point dédommagé, et je n'ai pas même été en sécurité.

— Oui, confiait-il à Perunli Muschardt, la femme d'un bourgeois, oui, je suis entré dans une violente colère, le jour de la St. Laurent, contre quelques paroissiens ; je les ai appelés hérétiques, j'ai menacé que l'affaire n'en resterait pas là, mais, puisqu'on osait me traiter de calotin (« Pfaffen ») rebelle, que je provoquerais sur la place un tel carnage qu'on y marcherait dans le sang jusqu'aux genoux.

— Que Dieu nous en préserve !

— Oui, je me repens. Que Dieu nous en préserve, mais je n'aurais qu'un mot à dire pour tenir parole !

Plus d'une année après, Melchior Arber était un soir de garde et faisait sa ronde. Il aperçut de la lumière dans la cave de la cure et regarda par la lucarne avec ses compagnons de guet. Le curé racontait à ses gens :

— J'avais dit, dans la colère, que je voulais préparer un bain de sang ; mais je me suis disculpé auprès de l'évêque, et il m'a fait cadeau d'un bel Agnus Dei d'argent...

Viège, dimanche, 29 avril 1627.

A l'église.

Le curé (Jacob Pollen) s'apprête à donner lecture d'un manifeste adressé par l'évêque aux desservants des paroisses. Ce manifeste portait, prétend-on, contre les autorités, et le Conseil s'oppose à sa lecture : puisqu'il s'agit d'une affaire temporelle, il convient de remettre l'écrit au curial, qui le publiera. Le civil s'entête à affronter le religieux ; le curé s'obstine à monter en chaire et s'avance du chœur, le bailli Zuber et le banneret Im Eich font mine de sortir. C'est alors une avalanche de cris :

— Qu'on laisse passer notre curé, ou gare !

— Laissez parler et agir les prêtres ! A la porte, les luthériens, ou vous aurez affaire à nous !

— Allez donc, vous, seigneurs temporels ! Préservez-nous des protestants, sinon nous nous en occuperons !

— Demain ces Messieurs ne nous commanderont plus ! Dehors, les luthériens, ou nous nous défendrons !

— Bon Dieu ! comment assistons-nous notre curé aujourd'hui !

— On va mettre la paix, si on ne veut laisser passer les ecclésiastiques !

— A chacun ce qui lui appartient ! Aux religieux ce qui est à eux, et le leur aux laïcs ! Permettez au curé de remplir son mandat, ou comptez avec nous !

Les femmes ajoutent au tumulte :

— Laissez la paix aux ecclésiastiques, nos maris vont s'en mêler ! Qui travaillera nos biens cet été, si l'on doit monter la garde sur la Furka ? Que les luthériens y aillent !

Les « luthériens », bailli et banneret, ont disparu.

Sur la rue.

A la sortie des vêpres, le bruit se répand qu'une rixe a éclaté entre le curé et quelques-uns des Messieurs de Viège. Melchior Cammer et les deux fils aînés de l'huissier Massien alertent les hommes dans la Crützgasse :

— On fait du vacarme dans la maison du Grand Bailli ! Ces deux Messieurs (Zuber et Im Eich) veulent tuer notre curé ! Allon-y tous ! Donnons l'assaut à leurs maisons !

Cammer entraîne ses amis dans la salle de justice, où il reprend sa harangue. Etienne Abgottsbon est seul à lui objecter :

— Je ne vous suis pas. Le Pfaff ne me regarde pas. Y aillent ceux qui ont des enfants.

Les exaltés se précipitent dans la rue, et chez le bailli Zuber, où les premiers entrent. Les autres, demeurés dehors, voient alors arriver paisiblement le banneret Im Eich ; ils se rendent compte que rien ne se passe d'anormal. qu'ils ont été trompés, et tous se dispersent.

Surpris, le banneret demanda au notaire Hans Burgener, qui avait assisté à la scène, ce que ce groupe faisait là. Mais le témoin se garda bien de le lui apprendre, pour éviter un malheur.

Déjà cependant les paysans avaient été appelés à la cure, où leur « mort » leur offrit à boire, les remercia de s'être montrés si braves et si décidés, les félicita d'avoir osé pénétrer dans la demeure de ces Messieurs, et les exhorta à demeurer constants.

Un dimanche de juin 1627, à la fin du printemps.

A Naters.

Ce dimanche, on devait lire à l'église, du haut des trois marches, le recès de la diétine de Loèche, qui était communiqué aux Conseils et Communes du pays. Les esprits étaient à l'orage. Le chanoine Theiler, curé de Sion, avait séjourné dix jours à Brigue, il avait passé à Naters pour échauffer le courage des paysans ; les ecclésiastiques s'emparaient de la chaire, du confessionnal, de la place publique pour proclamer que ceux qui ne voulaient obéir à l'Eglise ne pouvaient faire leur salut. Samedi dans la soirée, maître Anthelme Kupferschmidt, tailleur à Brigue, était venu au village, avait fait appeler son compère Christian Michlig dans un pré, pour lui communiquer qu'il avait appris que la lecture des recès se ferait le lendemain à l'église, mais que tous devaient exiger qu'elle eût lieu sur la place. Le dimanche matin, il avait repassé le Rhône et, avant la messe, prononçait un discours devant les gens de Naters. Ils étaient là quelques meneurs, Gilg Lergien, Simon Perren, Gaspard Eister, à prendre barre sur la commune, et maître Anthelme plastronnait :

— Si l'on me rend responsable, je saurai bien trouver du secours !

Après la grand'messe, le notaire Georges-Michel Supersaxo a monté les degrés. A peine a-t-il commencé d'annoncer les recès, que le tumulte éclate dans la tribune des hommes :

— Hors de l'église, les hérétiques ! Dehors ! le conseil de Loèche est un conseil d'hérétiques !

Anthelme donne le branle, Simon Perren, Christian Wyssen mêlent leurs cris aux siens :

— Dehors ! dehors ! les chats luthériens !

On entend Christian Michlig :

— A la porte ! Dehors des chiens ! S'ils ne sortent, nous les ferons empoigner aux oreilles par des chiens !

Gaspard Eister s'en est pris au notaire Georges-Michel lui-même :

— Attends un peu, lui crie celui-ci en le menaçant du doigt ! Tu me traites d'hérétique ! Veux-tu te taire !

— Oui, la diète de Loèche a été une diète hérétique ! Mais que vous, notaire Michel Supersaxo, vouliez tous nous englober, cela ne sera pas ! Hors, hors de l'église avec ça !

Anthelme domine le vacarme et conduit les événements :

— Dehors, les luthériens hérétiques ! Lisez les recès dehors ! Pour ma part, je ne les entendrai que sur la place publique !

Simon Perren sort le premier, en criant, de la tribune, et revient, en colère, exhorter ses amis hésitants à le suivre tout aussitôt. C'est une véritable révolte. Anthelme a contraint tout le monde à sortir. Il répète au juge de dizain Megentschen et au capitaine Welschen :

— Sur la place publique ! sur la place publique ! lisez-le sur la place publique !

On allait lui obéir, il ordonne encore :

— Sous le tilleul !

et il y dirige les paysans.

Force est d'y passer. Là, sous le tilleul, le juge de dizain cherche à ramener la commune à l'obéissance et au calme (cependant que Christian Michlig ne cesse de le contrefaire : euh... euh... euh...) et les fameux recès sont écoutés.

Aussitôt nos quatre têtes, Kupferschmidt, Perren, Michlig et Lergien de pousser plus loin leurs exigences :

— Nous voulons copie des recès pour en délibérer entre nous, et conclure un pacte séparé !

En vain les Messieurs et le trésorier, réfugiés dans la cour du banneret Lergien pour délibérer, envoient-ils à plusieurs reprises les huissiers chercher nos hommes pour un conseil secret : ceux-ci se moquent des ordres, et tâchent de forcer les huissiers à publier que ceux qui sont, avec eux, du parti de la religion catholique, doivent se réunir à part, au petit verger de Borthier. Mais c'est l'autorité qui fait crier :

— Que ceux qui veulent se ranger avec la majorité dans le pays se rassemblent sous le tilleul !

— Je n'y vais pas, dit Hans Gertschen à ses fils. Pour moi, je veux tenir avec les Jésuites et le clergé, et pour le nouveau calendrier, quoi que décident les autres dizains !

En effet, la scission paraît imminente. L'idée d'une conjuration est dans l'air, elle est reprise, elle s'impose :

— Faisons une bonne longue chaîne, crie Simon Perren, avec un bon nœud, comme me l'a recommandé le curé Theiler à Sion !

— Oui, conclut maître Anthelme, et celui qui jurera avec nous et rompra ce nœud, le feu de St. Antoine le brûle !

A Brigue.

La première alerte passée, le châtelain Antoine Megentschen se dirige vers Glys, avec son curial, pour y lire aussi les recès. Anthelme et ses compagnons l'ont suivi et, arrivés sur le pont de la Saltine, où le châtelain se trouve avec des Messieurs et conseillers de Brigue et Brigerberg, maître Anthelme l'accoste avec violence :

— Monsieur le châtelain, vous n'avez pas agi à Loèche en juge loyal ! Vous avez été établi juge de dizain pour rendre bonne justice, et punir ce qui est faux et inique ; mais vous ne le faites pas ! vous agissez en parjure !

— Anthelme, je vous prie de veiller à ce que vous dites !

— Je sais ce que je dis ! Vous agissez en parjure ! Vous et votre compère le capitaine Welschen avez intrigué depuis près de deux ans, dans tous les conseils, pour faire renvoyer les Jésuites, et vous êtes les premiers cause de leur expulsion.

Et Hans Perrig, le frère du fiscal, d'appuyer :

— Parfaitement ! c'est ainsi.

Mais le capitaine Welschen, modérément :

— Mais non, je n'y suis pour rien ! Nous nous en sommes tous excusés ! Les autres patriotes du pays l'ayant ainsi voulu, il nous était impossible de nous en scinder.

— Comment ! jette le bouillant Perrig, si vous ne vouliez pas voter avec eux, vous n'aviez qu'à quitter le conseil, comme d'autres dizains l'ont fait plusieurs fois ! Mais on sait bien que vous y avez aidé le plus !

— Eh bien ! je vous propose une enquête pour établir la vérité et me justifier.

Un peu plus tard, Hans Perrig, chez qui l'on buvait un verre, jurait contre le capitaine Welschen et confiait à ses amis :

— Je me repens de ne l'avoir pas fessé à coups de mon sabre, mais je n'y manquerai plus à l'occasion !... Cependant non ! le capitaine Welschen est mon bon ami !...

Après l'altercation sur la Saltine, à peine les Messieurs eurent-ils tourné le dos, que maître Kupferschmidt lançait une nouvelle allocution enflammée sur le pont.

Quelques instants plus tard, avant les vêpres, il en débita une troisième, sur le cimetière, à Glys, pour soulever les paysans.

La Conjuration paysanne.

Quelque temps après le «Landtsfrieden» de Loèche, un jour de fête, Pierre Berthold revenait de l'église avec Jean Gertschen, Gilig Lergien, et Jacob Im Gruffer. Ils s'arrêtèrent près de l'image au roc, pour y deviser du renvoi des Jésuites. Leur opinion fut qu'il fallait s'adjoindre quelques hommes de Brigerberg, comme Christian Michlig et Pierre An den Banmatten, pour se rendre chez le vicaire, puis auprès du Chevalier Stockalper, à Brigue, qui était un brave Monsieur, afin de prendre conseil de lui. Dès alors, le Capitaine apparaissait comme l'homme-dieu, le chef-né, providentiel, des paysans. Comme le châtelain Antoine Megentschen avait proposé sa démission au conseil de dizain, en se plaignant du peu de déférence et d'autorité qu'on lui accordait, Simon Perren se lamente partout :

— Pour Dieu, que ne l'a-t-on acceptée ! Le châtelain Megentschen est un pauvre homme et un mauvais juge.

Car son dessein était d'installer à sa place le capitaine Stockalper. Un jour où, à Brigue, chez Antoine Lieben, on parlait, à table, des Messieurs de Naters, «Simmi» dévoile sa pensée :

— Il n'y en a plus un de catholique !

— Pardon, et moi ? répond Martin Kempfen.

— Pas un ! Ce sont tous chats et hérétiques, et, si tu les excuses, tu ne vaux pas mieux qu'eux. La châtelainie, il faut la donner au capitaine Antoine, et la bannière au châtelain Gaspard Schnyder, de Mund, qui sont bons catholiques.¹⁾

C'est ce qu'il allait répétant par monts et par vaux. Il s'en ouvrait à Hans Zohlenweg, qui savait son champ au Mont de Naters :

— Vois-tu, au châtelain Megentschen, au capitaine Welschen, au banneret Lergien, au «Castlangi», au «Welschgi», au «Bannerherli Lergi», nous devrions enlever bannière et emplois, pour n'avoir dans les charges que de solides catholiques, comme l'est encore le capitaine Antoine Stockalper. En eussions-nous encore d'autres comme lui !

Ce vœu est général parmi les humbles. Un jour où les familiers («Diener») de Messieurs les Confédérés, en pourpoints d'été verts découpés de rouge, assis sur le mur, à Glys, questionnaient les paysans pour savoir ce qu'était chacun, à quel parti il appartenait, comme ils nommaient le capitaine Antoine, un paysan vêtu de noir, qui avait un grand goître, répondit alors :

— Que n'en avons-nous de plus comme celui-là ! Ah ! les choses iraient mieux !

Le capitaine Antoine accepte ce rôle tutélaire que lui assigne un tacite plébiscite. Il devient le cœur et la tête du mouvement de réaction populaire. C'est chez lui que vont frapper les paysans²⁾ et que se réunissent tous les

1) Variante : Antoine Lieben témoignera : Simon Perren a parlé ainsi :

— Si ton cousin le notaire Georges-Michel (Supersaxo) veut se comporter aussi fièrement envers les paysans, nous, paysans, le mettrons à la raison. Et si les Messieurs de Brigue et Naters ne veulent rester attachés à l'Eglise catholique, et préfèrent nous vexer ainsi, nous, paysans, leur enlèverons leurs emplois et y nommerons d'autres personnes, savoir le capitaine Antoine, capitaine de dizain, le châtelain Gaspard Schnyder, banneret, et les Perrig aux autres charges.

2) Voir, en plus des cas cités, celui-ci : Simon Perren, Hans Zum Hohlenweg, Martin Kempfen et Hans Heitzen se trouvant un jour chez Antoine Lieben, Perren lui dit : «Antoine Lieben, nous te prions de venir avec nous chez le Capitaine pour un compte au sujet du fils simplet de Pierre Perren».

personnages favorables à la cause de l'évêque.¹⁾ Il confie lui-même au châtelain Owlrig que, si on voulait l'assister, et le lui demander, il se chargerait bien de faire revenir les Jésuites ; il encourage lui-même ses clients ; il cherche à gagner de notaire Antoine Lieben ; il exhorte Pierre An den Matten qui était venu l'entretenir d'affaires, avant de le congédier : aux hommes de Naters qui, avec Anthelme Kupferschmidt, viennent, un jour de fête, l'arrêter dans sa promenade pour lui demander comment se comporter à propos du calendrier et des Jésuites, il répond :

— Tenez-vous seulement fermes et bien unis !

Son beau-frère, le major et banneret Mathieu Blumen, de Glys, s'emploie aussi activement à le seconder. Il parcourt la contrée à cheval pour se lier les campagnards. Le voici à Gamsen. Il s'adresse à Etienne Mattgien, qui bêche son champ :

— Etienne, veillez à ne pas vous séparer de l'Eglise chrétienne ! ne fléchissez pas !

A Hans Kunen, qui flâne devant sa maison :

— Hans, j'ai à vous parler ! Voulez-vous soutenir le clergé et l'Eglise chrétienne ?

— Etes-vous le mandataire de quelqu'un ?

— Non, j'agis de mon propre chef.

— Je veux bien soutenir un bon clergé et l'Eglise chrétienne.

A Nicolas Owlrig, qu'il trouve occupé aux travaux de sa vigne :

— Nicolas ! Veux-tu être catholique ?

— Certes, comme mes ancêtres l'auraient été.

— Tu dois tenir avec l'Eglise catholique. Lorsqu'on frappera la grosse cloche à Glys, vous vous présenterez aussi, l'épée au côté, vous joignant aux autres conjurés, qui sont en nombre. Quand il y aura conseil de dizain, mon beau-frère, le capitaine Antoine, vous disculpera. Je n'ai pas rencontré Pierre Belzer, auquel je désirais aussi le dire : je te prie de le lui notifier en mon nom.

Car c'est là, indubitablement, le principe et le premier effet de ce rustique accord. La diète de mai 1627 a déjà inculqué le Capitaine,²⁾ celle du 6 juin a ordonné une enquête pour désigner et punir les fauteurs de troubles. Ces hommes se rapprochent, s'affermissent et se remuent pour constituer un faisceau défensif, une coopérative de protection, si l'on peut ainsi dire : Si le Grand Bailli avec sa suite, ou les Commissaires montent à Brigue, on ébranlera la cloche, et tous alors accourront ceints de leur arme. Le Capitaine paraîtra et prendra fermement la défense de ceux qui seront cités pour être punis à cause du nouveau calendrier ou de l'état de l'Eglise. Voilà ce qu'avouent les fidèles de Gamsen, les Owlrig, les Nanzer et les Belzer, non sans se laisser aller à gronder parfois :

Lieben monta avec eux, et fit demander au Capitaine de recevoir les paysans. Mais le laquais vint répondre que son maître était occupé en ce moment, et qu'il les priait de revenir. « C'est dommage, dit alors Perren ; nous, paysans, nous voulions lui demander encore autre chose ».

1) Voir plus bas : Intervention étrangère.

2) On avait habilement machiné — ou naïvement accepté — d'y députer Antoine Stockalper. Une lettre adressée, le 9 mai, par Jean Schmidt et quelques-uns des préposés de Brigue, à Antoine Megentschen, à Sion, s'exprime ainsi : « Salut etc. . . J'ai appris que vous êtes parti hier à cheval avec chagrin, seul, sans autres députés ni huissier de notre paroisse de Glys, tandis que vous savez que l'on avait désigné 2 députés pour assister à ce « Rhadtstag », Antoine Stockalper et le châtelain Jean Lambyen. Je n'ai cependant pas omis de les faire inviter deux fois de s'y rendre, sous l'obéissance due, par l'huissier et 2 hommes, ensuite de leur désignation par Conseils et Communes, leur notifiant que, dans le cas de refus, on protestait contre eux. Antoine Stockalper, capitaine, a répondu qu'il n'avait pas été employé auparavant en cette affaire, et qu'on l'en dispensât . . . » etc.

— A ce moment, gare ! on pourrait bien torcher le bec à quelques-uns ! C'est la même alliance d'assurance mutuelle, ce sont les mêmes menaces qui enfièvrèrent Brigue et Naters.

Ici, le cordonnier Georges Furer répète à qui veut l'entendre :

— Plusieurs de nos paysans se sont concertés, et ont décidé que si les Commissaires montaient, nul d'entre eux ne se présenterait, qu'ils se laisseraient plutôt lier sur des chevaux que de sortir du dizain, et ils ont juré de se soutenir entre eux.

Là, c'est Gaspard Perrig le jeune qui annonce que le Capitaine aurait fait serment de recevoir les Commissaires avec 40 ou 50 mousquets ; c'est Opfel Perrig qui, ayant une pointe, « ein Trünglein », assure, près du frêne sur les rocs, à Pierre An den Matten et Antoine Brinlen :

— Si les Commissaires montent à Brigue, on sonnera la cloche, on tancera ces Messieurs, et renversera leurs maisons.

En effet, à côté de l'activité des chefs, les compagnons eux-mêmes, et les plus compromis, sont les plus alertes à grossir et fortifier le groupe de leurs amis, sont les plus grands crieurs en la commune, comme l'expriment plusieurs témoins.

Gilg Lergien arrête Martin Kempfen sur le cimetière de Naters :

— Martin, quelques-uns de nous se sont conjurés ; tu devrais te joindre à nous, et revient lui dire à quelque temps de là, sur son refus :

— Nous nous sommes entendus que, puisque tu tiens avec ces Messieurs les chats, tu as perdu ton droit de bourgeoisie, et que tu n'as plus qu'à vendre ton bétail.

Christian Brossien, montant au Bach par la forêt d'Aletsch, avec Pierre Lergien et Henri Eyer, pour la désalpe de leurs génisses, ne cesse d'invoquer contre les Hauts Seigneurs, et se vante que les paysans sont 40 à tenir ensemble contre eux.

Christian Michlig, un jour de funérailles, appelle à part, dans la maison mortuaire, le trésorier Thomas Lergien, pour lui confier :

— Thomas, nous sommes quelques paysans qui nous sommes conjurés. Nous aurions encore besoin de vous, car vous entendez ce qui se résout dans les conseils, et pourriez nous le rapporter.¹⁾

1) La délation joue, parmi ces simples qui trament leurs projets, un rôle de première importance :

Simon Perren, assis à Blatten, au Mont de Naters, avec Hans Niclaus et Christian Jossen, s'écrie en montrant le poing :

— Par Dieu ! nous voulons bien tancer ces quelques drôles qui rapportent tout à ces « Herrlinen » !

Henri Eyer est assailli violemment sur le chemin du Mont, par Hans Gertschen, qui lui reproche de le dénoncer aux Messieurs, et prétend vouloir le prouver par 13 témoins. Eyer lui applique un soufflet, et les deux hommes se rossent de tout leur cœur. Quelques-uns menacent aussi Maurice Eyer de lui tanner la peau, les Perrig et Anthelme Kupferschmidt promettent plus d'une fois à Hans Bergmann de le calmer (« abblindern ») vertement, Gaspard Schmidt et le tailleur Christian Blatter répètent aussi qu'ils veulent rudement « abthrumblen und nidergürtten » Pierre Berthold, Henri Eyer et l'allemand Hans Wyssen, ces traîtres et rapporteurs (« Briefträger »), parce qu'ils répètent tout à Messeigneurs et ne tiennent pas avec les paysans. Georges Eyer se plaint également : Un jour que j'étais à marchander aux Bütschen avec Simon Perren et Hans Gertschen, le premier commença de suite à dire que le conseil de Loèche avait été un conseil hérétique. Comme je le reprenais, il le répéta et ajouta :

— Car on connaît un arbre à ses fruits. Ils ont expulsé les Jésuites, et

— Non, je ne le ferai jamais ! je quitterais plutôt ma place («Tüttschilti»). Mais qui sont donc ceux d'entre vous qui se sont mis d'accord ?

— Comment ! ne voyez-vous pas, lorsque la commune est réunie, quel est le cercle que nous formons ?

Simon Perren surtout, «das Perri», est le plus vaillant à son poste. C'est lui que Hans Zohlenweg laisse en conversation très sérieuse avec le capitaine Antoine Stockalper, lorsqu'il le quitte après un règlement de comptes, et dont il relève l'agitation notoire dans le dizain. C'est lui qui, lors de la visite des Confédérés dans le pays, trouble la contrée entière, et envoie des intermédiaires parcourir tout le mont de Rischena pour y assembler les paysans en tumulte, que c'en devient un véritable scandale, dit le témoin. C'est lui le plus prompt à solliciter ses amis, et que Christian Michlig, repent, désigne aux enquêteurs comme un des principaux instigateurs, et parmi ceux qui l'ont le plus induit à faillir :

— Que le diable le tui rende ! Pour moi, je ne retomberai plus, c'est une leçon, et je saurai me tenir dorénavant, à toute épreuve, avec la haute autorité.

Les Perrig enfin, et Anthelme Kupferschmidt, ne cachent pas qu'ils se proposent d'une bonne fois convoquer les communes et les paysans pour connaître ceux qui veulent tenir pour le nouveau calendrier et l'Eglise chrétienne, et solidement rosser «abthrumblen» ensuite ceux qui ont chassé les Jésuites et se posent contre l'évêque.

La solidarité est promise, des intelligences sont nouées jusque dans les dizains voisins. A Viège, l'aubergiste Hans Burgener témoigne que le curé Pollen a souvent fait de grossières démonstrations dans sa maison, plaidant que l'autorité cachait la vérité au peuple et voulait le rendre sujet, mais que le secours des gens de Brigue ne ferait pas défaut aux paysans lorsqu'ils en auraient besoin.

Le notaire Hans Burgener, son fils, y certifie que, le capitaine Pétermann Riedmatten étant venu à Viège, Etienne Gottsponer lui montrait le poing en lui criant, dans la dispute :

— Je sais que tu es un luthérien ! tu l'as appris du banneret Im Eich ! Je le sais ! je le sais et te le dis ! Si je péris, il y en aura assez d'autres, à Viège et à Brigue, qui me vengeront !

Il dépose aussi, sur le salut de son âme, que Joder Critzer a dit à sa femme :

— Je suis pour Sa Grandeur et le Chapitre de Sion contre les Patriotes, et je veux rester ferme dans mon opinion. Plutôt que de m'en laisser détourner, je me laisserai abattre (monstrando manu) «myn Grind» des épaules ! Mais ceux de Brigue me viendront en aide !

Quelles étaient, au juste, les intentions de «ceux de Brigue» ? Il semble malaisé de l'établir avec une rigueur absolue. Le notaire Antoine Lieben, qui vivait dans la familiarité des paysans et du Capitaine, vint affirmer devant la commission d'enquête, en s'accusant et s'excusant, s'il avait manqué en quelque chose :

— En ma présence, il n'a jamais été question de complots. Je puis seulement témoigner que le capitaine Antoine et les Perrig étaient fiers et remuants, et que ces derniers m'avaient donné à entendre que, s'ils étaient cités par les Commissaires des Seigneurs patriotes ou par d'autres fonctionnaires, ils voulaient se défendre par tous les moyens.

tu les excuses ! Tu es aussi un «Briefftregel», tu rapportes tout à ce jaune Georges-Michel.

— Ce n'est pas vrai ! Je te somme de l'expliquer !

— Oh, on me l'a bien dit, que tu rapportais tout à Jori ! Mais prends garde qu'on ne te torche une fois la gueule ! Et le petit Megentschi, près du pont, m'a menacé du doigt ! Mais qu'il me menace encore dans une année, et nous verrons !

VI.

Les « Bandits ».

La situation devenait extrêmement menaçante dans le dizain de Brigue. Antoine Stockalper s'entoure d'amis, il est la grande espérance et l'idole des paysans, il accueille chez lui des officiers milanais, dont les nobles Jean de Paulino de Billa Croce et Bernardin Crupp ;¹⁾ ceux-ci lui auraient proposé une escorte d'une ou deux douzaines de bons compagnons pour sa garde, et le Capitaine aurait été jusqu'à héberger chez lui, dans « Haus und Hof » près de 150 de ces fidèles ! L'autorité s'était alarmée, elle les avait déclarés sommairement des « Bandits » et mis hors la loi, et diverses diètes et diétines promirent une peine à qui les hébergerait. Le conseil de dizain, à Brigue, (il était aux mains des pires ennemis du Capitaine), faisant usage de ses antiques libertés, publia des mesures pour s'opposer à l'entrée des Italiens et frapper les récalcitrants. La plupart acceptèrent leur bannissement, paraît-il. Mais Crupp et Paulino s'obstinèrent à demeurer.

La présence de ce dernier noyau hospitalisé dans la demeure d'Antoine, et qui se montre armé dans tout le dizain, défie et nargue l'autorité, attaque et menace qui lui déplaît, cause une fièvre générale et toujours croissante. A la mi-août, à Glys, 14 bandits se pavanent, armes au vent malgré la défense notifiée, et ils auraient avoué leur résolution, si l'autorité tentait de les chasser, de tuer quelques Messieurs sur le fait. Mais l'émotion se contient encore. Au trésorier Christian Mattgien, qui frappe sur le canon de la carabine de Crupp en lui disant :

— Aie honte, coquin, de porter cette arme contre l'ordre de Mes Seigneurs !

le petit bandit, le « Banditgi » se contenta de répondre en colère qu'il en avait reçu l'ordre du capitaine Stockalper.

Mais, pour Paulino, il s'oubliait jusqu'à se vanter dans la maison (« Husly ») d'un homme qui lui offrait à boire :

— Nous en avons trois au Brigerberg qui tiennent avec nous, quelques-uns à Naters, d'autres à Brigue. Il nous serait aisé de tuer les premiers personnages de Brigue et de Naters, « et in alli logii che non voïlio dire ades », et, si mon père et moi ne nous y étions montrés opposés, le jeu, « das Spill » aurait déjà commencé. Vous êtes vraiment trop endormis ! nous aurions toute facilité de le mettre à effet.

Il serait allé jusqu'à commettre l'imprudence de menacer l'une de leurs victimes désignées, le châtelain Pierre Stockalper, qui le rapporte :

— Si vous ne voulez pas nous tolérer ici, nous sommes assez nombreux, avec le secours de ceux de votre pays, pour éteindre la lumière ou ravir le souffle à plusieurs en une nuit, et pour tuer trois de vos beaux Messieurs dans chaque dizain. Eh ! nous l'aurions peut-être exécuté déjà, sur l'instigation des vôtres, si mon père Marc-Antoine et moi n'eussions conseillé la patience ! Ainsi, sachez comment vous devez régler votre conduite !

Dans ces circonstances dramatiques, cette épée de Damoclès suspendue sur les têtes, éclatent inévitablement querelles sur querelles, scandales sur scandales.

A Brigerberg, le 8 septembre, en la fête de la Nativité de Notre-Dame, où Crupp parade, entouré de ses bandits et portant insolemment le mousquet défendu, il s'attire, de la part de la femme du major Pierre Pfaffen, une série d'aménités. L'homme est hors de lui, et, s'adressant à Georges Beren-faller :

1) On trouve aussi Bernard Grupp ou Berna Crux. Le chanoine de Rivaz l'appelle Bernard Coux.

— Cette vieille p... («faule Hur») m'a insulté ! Si c'était un homme, je lui mettrais de force une arquebuse dans les mains, et l'on verrait bien lequel de nous tuerait l'autre !

Le soir, la bande d'Italiens tenait le haut du pavé à Glys. Crupp aperçoit à nouveau Berenfäller, sur le cimetière, et l'interpelle pour savoir où demeurerait le major Pfaffen. L'homme feignit prudemment de l'ignorer :

— Parcourons le village à cheval, décident alors les «Banditgi», nous trouverons bien qui nous indique sa maison.

Et Crupp :

— Je veux lui parler ! s'il est du sentiment de sa femme, qu'il prenne une arquebuse et me suive sur la place. On va voir lequel restera sur le carreau !

Un samedi soir, à Brigue, vers l'heure de vêpres, c'est Jean Paulin qui se prend de querelle avec la femme de Pierre Tuffetschet, et ne lui épargne pas quelques violences. Il bataillait encore sur la place, que débouchent par le pont le châtelain Pierre Stockalper, le capitaine Antoine, Bernardin Crupp, et d'autres personnes. La femme de Hans-Michel Heiss se tenait sur le pas de sa porte avec le notaire Stockalper (Antoine), Familier de Sa Grandeur, qui avait bu un bon coup :

— C'est pourtant terrible, ne se tient-elle pas de lui dire, que notre cousin le Capitaine ne puisse se passer des bandits ! ils commettent ignominie sur ignominie !

— Aucun mal à ça ! Il saura bien en répondre ! Le jeu ira bon train. Tout se prépare à merveille. Dans la quinzaine arriveront 50 à 100 bandits ou davantage, et ils donneront une bonne fois le ton aux autorités !

— Que dites-vous ! Jésus ! Auriez-vous plaisir à voir tuer ainsi ces Messieurs ?

— Hé ! qu'est-ce que cela me fait ? Peut-être les choses iront-elles mieux ensuite. Les gens de Strasbourg ont aussi dû se rendre et se convertir.

— Mais ceux-là sont luthériens. Il n'en est, grâce à Dieu, pas de même ici. Nous sommes tous bons catholiques.

— Allez, vous ne savez pas ce que sont ces Messieurs ! Ils sont autres que le peuple ne pense ! Dieu sait quoi !

— Croyez-vous ? Je n'avais pas si mauvaise opinion d'eux.

Mais le notaire persistait dans son sentiment, et répétait en jubilant :

— A présent, cela va commencer tout de bon ! Une expédition est prête dans le «Welschland» ! une expédition est prête !

Quelqu'un survenant alors, la bonne femme remonta précipitamment à la chambre raconter le tout à son mari, en grande frayeur et peine.

Vers la mi-septembre, à Glys, éclate une nouvelle scène.

Le roitelet Crupp entre en dispute avec Christian Albert, et, les autorités s'interposant, voici que, au milieu des cris, mon bandit tourne son pistolet contre le châtelain Antoine Megentschen, tout en dissimulant un poignard. Tandis que le populaire, sommé de prêter main-forte à la justice, court chez soi revêtir son pourpoint, le notaire Opfel Perrig empoigne le pistolet, le châtelain et son domestique Marc se saisissent du poignard, et l'injurie lui-même, Christian, arrache la longue arquebuse.

Le châtelain s'adresse alors à son assaillant :

— De qui donc tiens-tu le privilège de porter, avec une telle audace, l'arquebuse et ces autres armes, en dépit des ordres de Mes Hauts Seigneurs (il le lui avait fait défendre lui-même par ministère d'huissier), et de les diriger contre le juge de dizain ?

— C'est bon ! j'en ai l'autorisation, et du capitaine Antoine Stockalper ! Et voyez encore : non seulement pour mon arquebuse, mais aussi pour mon briquet.

A la suite de l'esclandre de Glys, le «petit Crupp», «das Kruppli» était mis sous les verrous. Cet événement porte l'agitation à son comble. Chez les Heiss, à l'auberge, quelqu'un «en riait à se tenir le ventre», et s'exclamait :

— Voilà qui est parfait ! A présent le jeu va commencer ! On va pouvoir tuer librement ces Messieurs !

Pour Antoine Stockalper, on dit qu'il aurait alors fait préparer et charger tous ses fusils, pistolets et mousquets. Il ne cache pas ses inquiétudes, et s'en va répétant sur la rue :

— Il vaudrait mieux relâcher le bandit, sinon un gros («Huffen») de ses amis pourrait se jeter dans le pays et y porter quelque dommage.

A deux de ses anciens soldats de Valteline qui viennent chez lui, le dimanche, réclamer l'arriéré de leur solde, et qui, dans la conversation, touchent à la récente arrestation, il confie :

— Il ne me plaisait pas, à la vérité, que Crupp montrât si insolemment son mousquet, et qu'il ait commis ce qu'il a commis. Il serait cependant préférable, si on songe à lui faire grâce, de le faire sans tarder, sinon dix autres fautes plus graves pourraient en naître. Hier soir, j'étais presque résolu à dépêcher au Simplon mes trois chevaux avec ce que j'ai de plus précieux, et mon fils Antoine-Marie, de les rejoindre aussitôt, et de passer la montagne.

Dans la soirée de l'arrestation, il avait fait appeler déjà le châtelain Pierre Stockalper, l'avait traité comme son meilleur ami (ils étaient à vrai dire ennemis mortels), et l'avait prié avec instance d'intercéder auprès de l'autorité pour la libération de Crupp. Le lendemain, de bonne heure, il renouvelait sa démarche :

— Ecoutez, je vous confierais volontiers quelque chose, si vous me promettiez de ne pas le répéter.

— Je ne m'en soucie guère, je le sais peut-être déjà.

— Je n'ignore pas qui vous l'a dit : c'est Paulin. Il me l'a rapporté. Et c'est la pure vérité. Si l'on force Crupp à l'aveu, il ne parlera pas autrement. Un compas des siens est prêt à venir le venger. Ici quelques-uns seront envoyés à la corde. J'appréhende, si on ne rend pas la liberté à Crupp, qu'il ne se produise un véritable bain de sang, et que ce premier mal ne soit la source de beaucoup d'autres...

Le Capitaine le représentait de nouveau, le jour même et le lendemain, au banneret Lergien.

Bien plus, il se présenta devant le Conseil et, tout en déplorant que son client eût commis des fautes certaines, injurées au juge, lésions corporelles à quelques particuliers, pria de toutes ses forces, «obnix» le juge et l'autorité («senatum»), les suppliant de daigner impartir grâce et pardon, de ne pas agir contre Crupp selon le mérite de ses crimes, de ne point procéder suivant la rigueur du droit, mais de le libérer «ex arresto et fortiis» en acceptant sa caution.

En vain. On consentit bien à surseoir quelques jours et, (comme on l'écrivit à Jean Capii, docteur in utroque jure et crédencier général de la juridiction de Domo d'Ossola, dont ressortait Crupp), l'on se montra disposé, si quelque moyen pouvait être trouvé par lequel libérer l'accusé sans léser la conscience de ses juges, l'autorité dont ils étaient investis, le cours et les méthodes de la justice, l'on se montra disposé, dis-je, à incliner volontiers à ce qui serait honnête, licite et sans préjudice, et à s'en accommoder, par égard aux intercessions de ses nobles amis et par souci de conserver avec sa patrie des relations de bon voisinage. Mais ces protestations sont d'une hypocrisie à crever les yeux. Déjà, on l'avait noté fortement : Quoique nous devions pencher, en punissant le délit, plus à la clémence qu'à la rigueur, une indulgence excessive produit pourtant le plus souvent le mépris de la justice, ainsi qu'il apparait précisément en cet homme qui, se riant de la grâce singulière que, voici 3 ans, lui avait accordée ce for judiciaire sur l'intercession des magistrats de Domo, dédaignant le serment d'«Urphede» prêté, les promesses d'amendement et les exhortations à changer de vie, retomba dans des crimes pires et toujours plus abominables, accumulant ici méfaits sur méfaits, blasphémant horriblement Dieu et sa très glorieuse Mère la Vierge Marie, tuant à moitié un homme et tentant d'en tuer une

foule, montrant audace et insolence contre la personne du juge, violant vierges et femmes, infligeant au droit les extrêmes et plus pernicieuses atteintes par sa désobéissance (sans compter ce qu'il avait perpétré dans son pays), à tel point qu'il ne reste plus aucun espoir de le voir s'amender.

Dans l'esprit des juges, la sentence était portée dès l'abord. Peu de temps après, le fameux Crupp était condamné à mort, et exécuté par le glaive.

Quant à Paulin, il s'était enfui « aus dem Staub » le soir même de l'arrestation de son malheureux compère, grâce à la complicité d'Antoine Stockalper, prétend-on, qui aurait mis à sa disposition ses armes, ses éperons et son cheval, et l'aurait même conduit en secret, de nuit, jusqu'aux portes du bourg. Paulin ne s'était pas privé de lancer au châtelain Pierre Stockalper, avant de vider les lieux :

— S'il arrive le moindre mal à Crupp, vous me reverrez revenir à l'improviste avec une troupe de compagnons, pour le bien venger !

Les projets d'intervention étrangère.

Ces projets, d'après les témoignages, semblent être restés assez vagues, et paraissent plus de vaines menaces, d'imprudentes vantardises, des démonstrations fanfaronnes, qu'une entreprise bien déterminée.

A la fin d'août 1627, le curé Theiler avait été pendant plus de dix jours l'hôte de son ami le capitaine Stockalper. Les deux hommes étaient liés par un égal souci des intérêts de la patrie, par un dévouement commun à la cause de l'évêque, et le fabricant de poudre Hans Bieler a pu affirmer que, pendant leur campagne de Valteline,¹⁾ le chanoine écrivait au capitaine pour le tenir au courant de tous les événements du Valais.

1) Donnons un historique succinct de cette campagne.

Les Lignes grises et l'évêque de Coire avaient repris la Valteline, en 1512, aux ducs de Milan, et l'évêque avait cédé ses droits aux Lignes, 18 ans plus tard. «L'Espagne, qui convoitait ce territoire, dit Grenat, pour joindre le duché de Milan au Tyrol, en fit soulever les habitants contre les Lignes, en 1620. La France, qui avait un grand intérêt à ne pas laisser ce passage en possession des Espagnols, soutint les Lignes de 1621 à 1632, et envoya à leur secours une armée qui les remit en possession de la Valteline... La France avait tenu au renouvellement d'alliance (1618) entre les Grisons et le Valais... L'Espagne, de son côté, faisait ses efforts pour conclure avec le Valais un traité qui neutralisât celui que le canton avait avec la France». On a vu que ces efforts n'aboutirent pas, et que le Valais persista dans sa politique française. «Mais la France n'avait pas l'habitude de s'endormir sur ses intérêts et de renvoyer au lendemain les affaires pressantes. Elle avait conclu avec l'Espagne le traité de Madrid qui concernait la Valteline. Elle pria le Valais d'y souscrire. C'était honorer le pays et en même temps le rendre garant de l'exécution du traité, car on s'attendait que l'Espagne n'y serait pas fidèle». Ce fut bien ainsi. En dépit du traité les hostilités avaient recommencé entre la France et les Impériaux : «Déjà en octobre 1624, le Valais avait accordé à Louis XIII une levée de 1000 hommes à condition qu'ils ne seraient employés dans les Grisons ou la Valteline que du consentement des cantons confédérés ou de la majorité d'entre eux. En 1625, le roi confia au maréchal de Bassompierre le commandement de l'armée d'opération dans la Valteline, et il écrivit aux Valaisans pour les solliciter d'entrer dans ses vues pour le recouvrement de cette vallée sur les Impériaux. Le régiment que fournit le Valais fut de 2000 hommes au moins», et se trouva sous les ordres du colonel Jean Preux (Hans Fromb), de Sierre. Le capitaine Antoine Stockalper y commandait une compagnie de 300 hommes. Le 3 janvier 1626, les XIII Cantons et le Valais adhérèrent aux propositions du roi concernant la Valteline, et à sa réintégration aux Grisons. En août, notre colonel, informé par ses capitaines, se plaignit à la diète que notre troupe était très mal entretenue, qu'elle demeurerait sans paiement, nourriture, habillement ni munition, et l'on dépêcha le capitaine Pierre Allet auprès du général marquis de Cœuvres, pour régler au nom du colonel et des capitaines le décompte final du service fait, solliciter le paiement et rapatrier nos gens. Enfin l'assemblée du 13 au 20 janvier 1627 ordonna, en ce qui concernait le régiment de notre nation accordé pour le service de Sa Majesté, et qui s'y trouvait depuis 2 ans passés, que, sitôt que l'on aurait reçu, de Lucerne, nouvelle de l'acceptation du traité de la Valteline, on le rappellerait, et que l'on écrirait au général de le payer, le licencier, et vouloir se contenter de son long et fidèle service. Le Grand Bailli fut autorisé à faire rentrer nos soldats sans autre convocation de la diète.

Le régiment opéra son retour peu de temps après.

Un jour donc, au temps du séjour de Theiler à Brigue, Antoine Stockalper fit appeler un serrurier de Naters, maître Jost In Albion, pour le prier d'ouvrir ses coffres et caisses, dont il ne retrouvait pas les clés, et dont il voulait montrer au curé de Sion ses joyaux qu'il avait rapportés de la Valteline. L'artisan s'en retournait chez lui lorsqu'il fut rappelé pour ouvrir un nouveau coffre. Le Capitaine en tira deux grands écrits («Brieff»), et un rouleau que maître Jost jugea être la liste de ses partisans. Il ne comprit goutte à la conversation, qui était conduite en latin. Le Capitaine cependant s'oubliait parfois en allemand :

— C'est une pitié comme ces petits Messieurs, ces «Herlini» agissent et trompent le peuple ! Si cela ne change, et il en est temps, j'y porterai bientôt secours... On saura bien obliger l'autorité (il la couvrait d'injures) à recevoir le nouveau calendrier ! J'ai à mon service quelques fidèles en Italie, et quelques-uns dans mon dizain, et je veux faire plus avec cent des leurs qu'avec je ne sais quel nombre des nôtres !

— Parfait, lui répondait le curé ; je vous engage vivement à le promettre à Sa Grandeur, au clergé et aux autres communes.

— En vérité, si l'on faisait leur compte («das Restli») à quatre ou cinq de ces Messieurs, les choses iraient mieux !

Ce jour-là c'était, d'ailleurs, dans la chambre du Capitaine, une entrée et sortie comme dans une ruche d'abeilles, dit le témoin. On y trouvait le fiscal Perrig et son frère, le porte-enseigne Michel Stockalper, le notaire Antoine Stockalper, Antoine Lieben, d'autres encore ; ils étaient tous très animés et faisaient beaucoup de projets. Jusqu'au moment où, la discussion s'échauffant, le chanoine Theiler s'attira cette répartie de l'amann Barthélémy Perrig :

— Tu parles comme les autres, Pfaff !

Transporté de colère à ces mots, le Capitaine décrocha son arme de la paroi, et poursuivit l'amann dans les escaliers, où quelqu'un réussit à l'arrêter.

Ces projets, ces menaces débordaient, lors de la visite de Theiler, jusque sur la rue, où certain jeune homme proclamait :

— Nous appellerons l'Espagnol, et mettrons bien alors nos «Herlini» à la raison !

Le châtelain Pierre Stockalper aurait entendu, dans la bouche même du capitaine Antoine :

— Je veux prendre 500 bandits ou soldats, envahir le pays et y donner de mes preuves. Ah ! je veux faire parler de moi !

La fièvre gagnait les cervelles plus obscures. Un dimanche, Simon Perren, Georges Furer et Hans Huber étaient assis à boire chez Christian Pfaffen avec Hans Bieler, de Naters. Les trois premiers s'entretenaient secrètement des affaires du pays, assuraient qu'une invasion y paraissait imminente, et s'affirmaient les uns les autres en se faisant signe du pied et du coude :

— Nous ne fléchirons pas ! nous ne fléchirons pas !

Ce Georges Furer, condonnier à Naters, n'avait d'ailleurs aux lèvres que de tels discours menaçants :

— Que va-t-il arriver ? Tous ceux qui ont assisté à la diétine de Loèche étaient des hérétiques et des huguenots pourris. Ils ont rendu la guerre dans ce pays inévitable en décidant le renvoi des Jésuites. Je vous dis que l'Espagnol va nous envahir ! Grâce à Dieu, je n'ai rien à perdre ! Je n'ai femme ni enfant : je vendrai mon bétail et mes biens : éclate alors la guerre ! je puis me sauver où je veux !... Et puis, après tout, je m'en f... ! si ces Messieurs y tiennent, qu'ils abattent ma tête, et fassent de mon postérieur un sifflet, et une coupe pour boire à la santé du roi de France !

C'est par cette verte conclusion qu'il répondait volontiers aux gens qui le rendaient attentif au danger où l'exposaient ses paroles, et lui représentaient que la Haute Autorité avait seule à veiller au bien public. Ou il les envoyait promener en leur criant, comme au notaire Jean Lergien :

— Je soutiens tout ce que j'ai dit ! Que l'on mette la main sur moi, et j'en dirai encore davantage !

Parfois, il se sentait pris du plus mâle courage et proclamait :

— Si un prince ou un seigneur catholique fait invasion dans le pays, je le suis pour aider à extirper ces hérétiques et huguenots pourris !

Il se trouvait, loin de Brigue, un pacifique asile où ces intentions guerrières mûrissaient le mieux : C'était au couvent des Pères carmélites, à Géronde. Les témoignages du vénérable frère Laurent Clavies, et de maître François Mugier, cordonnier à Sierre, nous en donnent l'air à entendre. Le Père Prieur y manifestait un zèle assez indiscret, qui n'était pas sans gagner quelques-uns de ses moines.

Frère Laurent et frère Ludovic discutant au cellier, le dernier nommé avait :

— Le père prieur, s'il le peut jamais, «se forrera» dans une armée, avec laquelle il reviendra dans le pays. Il écrit «asiduelement» des lettres, et toujours du côté de l'Italie, j'ignore au sujet de quelles négociations et pratiques, et il se réserve à chaque instant des entretiens particuliers, en secret, du côté de la chapelle de «Seinct Foely». Il mande ses lettres par des chemins cachés et inaccoutumés, et parle toujours à part avec ses courriers. A son avis, le pays du Valais est bien facile à circonvenir.

Frère Ludovic approuvait d'ailleurs avec feu les sentiments de son supérieur :

— Les «Vallésiens» sont tous «des bettes», et d'une seule matinée quel-qu'un les fera bientôt tous se rendre !

On avait donc beau jeu à tenir des conseils dans le cloître. Un dimanche, après la visite du Révérendissime évêque, le curé de Sion, Henri Theiler, et le capitaine Antoine Stockalper étaient arrivés au couvent et avaient eu une longue conversation, demeurée mystérieuse, avec frère Ludovic, qui se rendit ensuite à Sion auprès du curé, chez lequel il resta trois jours. Le lundi de Pâques, Maître François Mugier s'en venait à Géronde vers le soir, et trouvait le seigneur prieur entouré d'un Italien nommé de Castillione et d'un groupe de religieux. Le prieur y concluait son discours :

— Nos sumus omnes Hispani. Vivat ergo rex Hispaniarum ! Nous sommes tous espagnols : Vive donc le roi d'Espagne !

Il s'abandonnait d'ailleurs volontiers à prendre notre humble cordonnier pour confident. Quand ils en arrivaient au chapitre du nouveau calendrier :

— Ce n'est pas la peine, lui disait Mugier, que vous vous donniez tant d'efforts et de tracas pour lui. Les patriotes ne l'accepteront tout de même jamais par la force.

— Que veux-tu parier avec moi, répondait chaque fois le prieur, qu'ils le recevront au contraire ? Car le roi d'Espagne va venir en Valais. Il n'y causera d'ailleurs aucun mal, pourvu que l'obédience lui soit prêtée. Nos religieux ont les moyens d'entretenir un sergent major et toute une cohorte de soldats dans le couvent de Géronde.

Le frère Ludovic, de son côté, tenait à nos Sierrois un langage semblable :

— Que le roi d'Espagne fasse construire une forteresse sur les frontières du pays pour le tenir en bride, et l'on verra qui pourra nous l'en évincer !

Sa Majesté Très Catholique semble avoir inspiré dans tout le clergé valaisan les mêmes sentiments d'espérance exaltée. Le curé de St-Maurice racontait à table, chez le colonel Jean Preux, en présence de son hôte, de Son Excellence l'ambassadeur français Myron, et des gouverneurs Byrbaum et Courten :

— Le curé de Loèche, Hans Heynen, m'a dit à Milan, lorsque nous y faisions nos études, qu'il mourrait volontiers si seulement le pays du Valais devenait sujet du roi d'Espagne.

Propos dont l'ambassadeur se montra fort étonné et scandalisé.

VIII.

Au paroxysme de la crise.

Les passions montées à ce degré se donnent cours, dans tout le pays, en actes et en propos de plus en plus inquiétants.

A Sierre, le prieur du couvent de Géronde, assistant aux noces de maître François Ischo, vitrier, formulait ce souhait en présence de tous les convives :

— Plaise à Dieu qu'il n'advienne pas à la patrie valaisanne comme aux gens de la Valteline et aux seigneurs des Grisons !

Il déplorait sur la rue, lorsqu'on parlait du nouveau calendrier, qu'il y eût des personnes « qui avoient besuein de tyrer du sang ».

A Loèche, dès l'été de 1626, le curé s'emportait contre certains députés de tous les dizains, et avait juré, dans sa colère, qu'il se produirait un bain de sang sur la place. Il manifestait d'ailleurs vivement son opinion :

— Si cela ne va pas mieux, il faut raccourcir, « oben abmachen », ceux qui portent les grandes collerettes !

A Viège, le prêtre qui récite la messe matinale (« der Herr frymesser ») répétait à tout venant :

— Beaucoup ne mourront pas d'une bonne mort ! Le Grand Bailli Zuber mérite la mort ! Notez-le, que le Grand Bailli Zuber ne mourra pas de mort édifiante et naturelle !

Il racontait publiquement, sous le tilleul, que si les Députés des cantons catholiques n'étaient pas venus, les communes des trois dizains inférieurs auraient rompu les portes de la ville de Sion et tué les Députés du Valais. Un jour aussi, qu'on l'avait appelé au Zeryl pour dire la messe, en le priant de tenir l'office le jour de Ste. Marie-Madeleine selon l'ancien calendrier, s'il voulait recevoir sa part de fromage, il répondit aux gens qui lui posaient cette condition :

— Je veux bien vous apprendre qu'on n'observe pas ici le droit impérial ! il serait bon que nous nous débarrassions de quelques-uns de nos personnages ! Que n'a-t-on laissé Messieurs les Confédérés poursuivre ? ils se seraient défaits de quelques-uns de dizain en dizain, et auraient saccagé leurs maisons !

Mais c'est à Brigue surtout que l'émotion gronde et que les fureurs s'exacerbent le plus mortellement. Une rumeur poignante de guerre civile souffle parmi les paysans et leurs chefs, une tragédie s'annonce, l'atmosphère est lourde de sang. C'est contre les Députés, c'est contre les hommes les plus influents, et nettement désignés, du clan au pouvoir, du clan « hérétique », que les menaces les plus effrayantes éclatent. Une diète étant assemblée et le sautier Hans Kempfen interrogeant le fiscal Perrig pour savoir comment allaient les choses, le fiscal de répondre :

— Ça va comme ça peut ! Cela irait peut-être mieux s'il n'y avait pas quelques coquins dans le pays, un capitaine Welschen, un châtelain Pierre Stockalper, un capitaine Im Eich, un banneret Magéran, un bannert Mathis et quelques autres !

Le même disait au libraire Pierre Grassen :

— Eh bien ! on frappera à la tête et raccourcira une fois ces transfuges clandestins !

Et encore, un jour où, accompagné de Opfel Perrig, il le rencontra sur la rue :

— On vous cassera une fois la tête, à vous, traîtres et vendeurs, et on vous raccourcira la barbe ! (Le menaçant du doigt :) Le diable vous emporte alors !

Gaspard Perrig le jeune, commentant les événements à Glys, s'emporiait ainsi :

— Tout cela n'est joué que par la mauvaise jambe, le capitaine Welschen ; mais il finira bien par recevoir sa récompense !

C'est, dans tout le dizain, pareil cri. Gilig Lergien menace de « dévorer » le trésorier Pierre Lergien, qui se défend d'avoir rien commis de mal à Loèche.

Marc Michel, montant à la montagne avec Pierre Mattig, se révolte :

— Je n'aurais pas cru de Bamacher qu'il aiderait à expulser les Jésuites. Mais nous en tancerons quelques-uns, à faire frémir !

Georges Furer, à Naters, hurle d'une fenêtre :

— Oho ! on ne veut pas accepter le nouveau calendrier jusqu'à ce qu'on fasse tomber la tête de deux ou trois ! Alors on l'acceptera bien !

Il avait coutume de dire qu'il louait Dieu de n'avoir personne de sa parenté qu'on eût pu députer à Loèche, car il l'aurait poignardé, et que, s'il tuait le capitaine Welschen ou le banneret Lergien, il n'aurait pas plus peur de Dieu que s'il tuait un chien ou un chat.

Simon Perren, une servante le voit saisir une hache en disant :

— Je dois me munir d'une arme, pour me défendre, si je rencontre ce gros ventre (le châtelain Pierre Megentschen) près du pont !

Il ricane, voyant Hans Blatter saper un champ de ce même châtelain :

— Plutôt que de saper pour ce « Mangi » je donnerais ma tête à couper !

A maître Pierre Bodmer, maçon, qu'il s'indigne de voir travailler le jour de la fête de St. Mathieu suivant le nouveau calendrier, et qui lui demande quelques livres de beurre :

— Est-ce que vos « Mangini » ne vous en donnent pas ? ... Oui, on a peut-être donné des vivres à certains qu'il aurait mieux valu jeter au Rhône !

Il invectivait sans cesse contre les « Herlini » qui dévorent le bien de l'Eglise dans les diètes, et s'en servent contre le clergé :

— Mais on en sucera (« nüttschen ») une fois quelques-uns, et j'y aiderai !

Il apprenait de même à Hans Holzer, qui l'accompagnait un jour à la montagne, que tous ceux qui avaient assisté à la diétine de Loèche méritaient d'être frottés comme on fait le bois à sifflet, et répondait à Maurice Eyer, qui l'invitait à se taire et à laisser aller les choses, comme les patriotes des autres dizains :

— Non ! non ! et non ! On sait trop bien comment ils agissent ! On fera leur compte à ces « Hemlinen » ! Nous voulons les « gürtten », les « abnüttschen », à coups de poings et à coups de bâtons !

(Sa femme confiait en secret à une de ses amies, Margi Blatter : Si on savait, je perdrais corps et biens !)

Le tailleur Anthelme Kupferschmidt est des plus intempérants du geste et du verbe. Il se met à porter partout, et jusque dans l'église, pour défier les Messieurs, en manière et intention de matze, son épée au côté. Il se plaît à répéter que la situation ne sera pas meilleure tant que quelques têtes n'auront pas été abattues.

Un tailleur et marchand de Loèche, Christian Kalbermatten, qui s'était rendu le jour de l'Ascension à Brigue avec son confrère Antoine Kregig, de Conches, y peut prendre et noter d'un œil aigu la température politique. Comme les deux compères arrivaient sur le cimetière, à Glys, maître Anthelme leur tendit la main en signe de bienvenue :

— Hé ! tailleur, commença Christian, comment cela va-t-il ? On raconte que l'on est mécontent ici ?

— On doit bien l'être ! Nous avons bien entendu, encore aujourd'hui à l'église, qui veut nous rendre sujets : Ce sont le Grand Bailli et Magéran. Que le tonnerre les frappe ! Nous les mettrons à l'ordre ! S'ils ne veulent suivre l'Eglise, qu'ils suivent le diable !

Nos deux voyageurs, abasourdis par cette véhémence, s'en allèrent prendre leur repas, et ne purent s'empêcher de montrer leur étonnement à l'aubergiste, le châtelain Marc Ströler :

— Miséricorde divine ! Quelles gens rebelles vous avez chez vous ! Que m'a dit Kupferschmidt de ces deux Messieurs ! Est-ce la récompense de ce que le Grand Bailli a vu ses cheveux blanchir en ces trois années ?

Alors l'hôte, s'empressant avec un gobelet de vin :

— Chut, Christian ! je vous prie de ne rien dire de ces paroles !

— Non, il n'en sera pas ainsi ! Je perdrai plutôt le baptême et mon nom !

Dans la soirée, la femme, de l'aubergiste et sa sœur Ursilla tempêtaient encore en présence du sergent Eder, des tailleurs, et de tous les clients :

— Plutôt que de me taire à l'égard de Felschen, que le tonnerre l'emporte !

— Il peut bien s'appeler Felscho, je ne me tairai pas non plus ! Felschen, banneret Lergien, châtelain Pierre Stockalper, banneret Mathis et capitaine Schiner sont tout en cette affaire.

Mais, dans l'entourage du capitaine Stockalper, les sentiments étaient au diapason. Les bandits ne cessaient de se vanter que « le jeu » allait commencer, que la lumière allait s'éteindre pour quelques-uns des Messieurs dans chaque dizain. Le châtelain Gaspard Owlig se plaignait beaucoup des Messieurs et affirmait :

— Je le sais, il n'y a pas plus d'une demi-douzaine d'hommes dans le dizain qui font cette manigance.

Son fils Hans, au dire d'un témoin, était aussi furibond qu'un porc sauvage, qu'un sanglier. Avec le capitaine Stockalper, il était convenu de mettre au ban, au son du tambour, (« abtrumbeln ») le capitaine Welschen et le châtelain Pierre Stockalper, et Georges Furer, un partisan, assure que chacun prétendait tuer son beau-frère : l'un, Antoine, le capitaine Welschen, et l'autre, Hans, le châtelain Pierre Stockalper.

Pour le capitaine Antoine lui-même, il n'était pas sans violence dans l'expression de ses inimitiés et de ses résolutions.

Il avait coutume de dire du châtelain Antoine Megentschen :

— C'est un châtelain de chicane, châtelain de paysans, châtelain de fumier ! un trayer de vaches sans expérience, qui n'a jamais vu d'homme mort, sinon peut-être au gibet !

Il proclamait de son beau-frère le capitaine Welschen :

— A ce traître aux jambes tordues, il faudrait une solide volée pour lui apprendre à délibérer !

Ou encore :

— S'il ne veut pas se comporter autrement envers les nôtres et moi, mais rechercher plutôt la faveur des autres dizains, il aura un jour à l'expier !

Aussi Pierre Megentschen, ancien châtelain de dizain, l'accusait-il, devant les Commissaires avec une lourde rancune :

— Il méprisait et reniait tous les conseils de la nation et du dizain, était opiniâtre dans ses vues et son orgueilleuse témérité, il honnissait le juge de dizain et l'autorité d'ici, les appelant châtelain de fumier et trayer de vaches, les « pasquant », les comparant à Pilate le juge inique, à Judas le traître, aux Juifs qui ont crucifié Notre-Seigneur. N'y a-t-il pas une peine corporelle pour cela ?

La fougue du capitaine l'emportait constamment à ces gestes, lui dictait ces discours d'ouragan :

Chez lui, il décrochait son arme de la paroi pour poursuivre l'amann Perrig dans l'escalier. Ou quand, à table, devant les Députés des Confédérés qui étaient ses hôtes, il protestait dans le feu de la conversation que Brigue avait le devoir et le droit d'observer à son gré le nouveau calendrier, et quand le châtelain Pierre Megentschen lui représentait le danger d'une scission d'avec les autres dizains, il lui fermait la bouche par cette réplique :

— Plût à Dieu que nos compatriotes des dizains inférieurs se missent en mouvement ! Je voudrais être le premier à courir à leur rencontre !¹⁾

1) Voici comment Megentschen rapporte la scène en ses détails : J'ai entendu Stockalper, en sa maison, notamment lors de l'arrivée des Dépu-

Dans la maison du major Blumen, ou sur le pont de la Saltine en présence de la foule, il dégainait à moitié son arme en jurant contre les «Herlini», et criant qu'il leur fallait ceci et cela, qu'il serait bon de le laisser faire et que tout irait autrement. Sur la place publique, il tirait son sabre en disant :

— Voilà ce qui appartiendrait dans le cœur à tous ceux qui ont été à la diète de Loèche !

C'est à cette terreur latente, à cette catastrophe imminente, que les esprits passionnés avaient inévitablement poussé la dispute. Le dénouement était proche. En rentrant un jour de Soleure, Antoine Stockalper déclarait au vieil Hans Halabarter :

— Cela n'ira pas autrement à nos Valaisans qu'aux Grisons et au chevalier Roposchellen ; cela n'ira pas mieux jusqu'à ce qu'on en ait tué trois ou quatre.

Le châtelain Pierre Stockalper l'entendit une autre fois exprimer que les événements devaient se passer chez nous autrement que dans la Valtelline, qu'il était un autre homme que le chevalier da Butelly, et voulait mieux organiser son affaire que lui.

Le 15 septembre, le chevalier Stockalper était arrêté par surprise à la Souste de Loèche.

tés de la Confédération, qui se rendaient à cheval de dizain en dizain et se trouvaient chez lui à Brigue, dire : «Messieurs, nous avons accepté le nouveau calendrier et voulons le tenir, nous y sommes obligés ; c'est un article que proposeront les Confédérés, et le dizain de Brigue en a le pouvoir, lors même qu'aucun autre dizain ne le ferait». J'ai réparti qu'il ne pourrait nous convenir de nous séparer des autres dizains et compatriotes, que nous aurions à en répondre et nous les rendrions hostiles. Stockalper répliqua : «Je me fiche des autres dizains ; ceux d'en-haut ne nous donnent rien, ceux d'en-bas non plus, si ce n'est que quelques femmes y vont en automne pour le chanvre et en printemps pour sa graine. Les pensions viennent d'Allemagne et d'Italie !» Plus je voulais le dissuader et le rappeler au Landtfrieden érigé par nos ancêtres, corroboré solennellement par nous, plus violemment il me ferma la bouche («in den Mund schlieg»), et dit : «Plût à Dieu que nos compatriotes des dizains inférieurs se missent en mouvement ! Je voudrais être le premier à courir à leur rencontre !»

IX.

L'arrestation.

Sous quelle inculpation Antoine Stockalper était-il jeté dans les cachots du château de Loèche ?

Ses ennemis ou ses adversaires eux-mêmes, un châtelain Pierre Megentschen, un major André Halabarter, un trésorier Thomas Lergien, racontent pour le charger les efforts et les démarches qu'il avait accomplis, lors du passage des Confédérés à Brigue, pour faire triompher ses «projets mauvais et inouïs» : le retour des Jésuites et la réforme du calendrier.

La déposition du gouverneur Gulg Jossen devant la commission d'enquête éclaire parfaitement le sens et la portée de l'accusation :

— Il est notoire que Stockalper, voyant son premier dessein manqué, a machiné la nuit de massacre et de trahison que Dieu a fait dévoiler, préservant le sang innocent.

C'est là, d'ailleurs, la base des instructions rédigées pour la conduite de son interrogatoire ; la pièce introductrice à son procès se fonde sur le fait que, «grâce à la Providence divine, la nuit meurtrière et le coup sanglant, le «Mordnacht und Blutschlag» qu'Antoine Stockalper, de Brigue, et ses adhérents, voulaient exécuter contre leur patrie et ses autorités, a été découvert».

Je ne sais si le malheureux Capitaine avait nettement pressenti le danger qui environnait sa tête. Jost In Albon prétendit bien qu'ils étaient 12 à vouloir clandestinement partir avec lui, mais que bientôt il se passerait quelque chose ; Stockalper lui-même, le dimanche après l'arrestation de Crupp, aurait bien confié à de ses soldats sa résolution d'envoyer au Simplon ses chevaux, son bagage et ses enfants, et de passer la frontière avec eux. Pourtant, nous savons qu'il se présenta au contraire publiquement devant le Conseil de dizain pour lui offrir son cautionnement et lui demander la mise en liberté de Crupp, et qu'il avait alors le dessein de partir en voyage pour Rome. Ce dessein avait été confié à nombre de personnes. Le 9 septembre, le Chevalier faisait demander à son ami le seigneur de Rye, par l'intermédiaire d'un théologien rentrant à Milan, des lettres de recommandation pour Rome. Le 14, sa sœur Scholastique, moniale, lui écrivait pour lui faire part des inquiétudes que lui causait le départ imminent, et pour lui exprimer son amour fraternel. Le 15, Bertin, secrétaire de Lucerne, lui souhaitait bon voyage, et de Rye expédiait les lettres destinées à son parent le cardinal de Madruz, auquel il recommandait le capitaine Stockalper qui allait visiter Lorette et les lieux saints de Rome.

Mais, pendant que ses nobles amis s'empressaient pour lui, que sa sœur très aimée priait pour que la route lui fût sûre, que Jacques Piana, de Domo d'Ossola, lui envoyait un panier de raisin à titre de présent, que la vie paraissait bonne, coutumière, et les libres plaisirs tout proches, ses juges avaient, en secret, porté leur sentence d'arrestation. Le Capitaine fut saisi, à Loèche, le 15 septembre, le jour même où les messages d'adieu et les vœux d'heureux voyage lui étaient adressés, et comme il revenait de Sion, où l'évêque lui avait accordé une suprême entrevue, raconte-t-on.¹⁾

1) L'«Abriss der Geschichte der Reformation und Revolution im Wallis», appartenant à M. Joseph de Stockalper, rapporte ceci, dont une partie au moins, ce qui a trait à ses compagnons (Paulino a fui en Italie ; de Paulino de Billa Croce n'est d'ailleurs qu'un seul et même personnage, d'après un Abscheid), est inexact : Antoine, escorté par de Paulino et de Billa Croce, deux officiers milanais déclarés Bandits par la diète, fut arrêté à la Souste, à son voyage de retour de Sion, où il s'était rendu pour un sérieux entre-

Cet événement frappe au cœur la conjuration. Paysans et clergé de se troubler, de se consterner, de se révolter. Quand le bruit se répandit que le Capitaine était en prison à cause du nouveau calendrier et qu'on avait fait visite domiciliaire et perquisitionné chez lui, les bonnes femmes, et Marguerite Blatter, disent, en le ponctuait de gros mots :

— Nul autre ne l'a fait que la jambe pourrie, capitaine Welschen, et le noir petit châtelain («Castlangy») de Naters !

Les hommes, et Simon Perren qui, dans la montagne, apprend la nouvelle à Pierre Berthold :

— Pierre, ils ont, si je ne fais erreur, emprisonné le capitaine Stockalper. Je crois que quelques-uns de nous paysans doivent aller le délivrer.

Celui qui s'inquiète et se dépense le plus est le curé de Sion, Henri Theiler. Le jour de la St. Maurice, le syndic Hans Waldin, sortant de l'église, le rencontre sur le cimetière et l'aborde :

— Eh bien, monsieur le curé, comptez-vous prêcher en ce jour ?

— Je n'y manquerai, répond Theiler en souriant, comme je l'ai déjà dit souvent, que si j'en reçois l'ordre de l'autorité religieuse. Mais que raconte-t-on de neuf ?

— Monsieur le curé est le mieux placé pour le savoir...

— On vient de m'apprendre que l'on mènerait aujourd'hui le capitaine Stockalper de Loèche à Sion, afin qu'il puisse se promener dans la ville, bien qu'il soit aux arrêts.

— Ah ? Je n'en sais rien.

— On m'a dit également que trois ecclésiastiques devaient être du même complot que lui ; mais je ne puis y croire ! Pour moi, par Dieu et par tous les Saints, et lors même que l'on devrait à l'instant mettre la main sur moi, j'en ignore le premier mot ! Peut-être s'agit-il d'autres prêtres, sans que je le sache. Il m'est cependant impossible d'admettre que le capitaine Stockalper ait été d'une mauvaise conspiration. Tenez ! j'ai été dernièrement pendant plus de dix jours à Brigue, chez lui, j'y ai bu et mangé, nous avons parlé. Eh bien ! je n'ai entendu de lui rien de tel. Vous pensez bien que si Stockalper avait nourri les projets qu'on dit, il m'aurait averti, moi son commensal et son ami («Gefatteren») de mettre pour ces temps à Valère tout ce que nous possédons de plus précieux.¹⁾ Mais il ne m'en a fait aucune mention, aucune !... A part cela, je ne sais rien, si ce n'est que le capitaine n'est devenu si suspect que parce qu'il était un bon et zélé catholique qui partout, auprès des paysans, des messieurs, des autorités, en société, plaidait pour le nouveau calendrier. J'ai entendu aussi que le capitaine était jusqu'à présent à Loèche dans une salle, mais qu'on vient de l'enfermer plus bas. — Mais voici huit heures qui sonnent, il faut que j'entre à l'église.

Aux noces de la fille de maître Hans Heull, où il assistait avec le maître d'école, le curé demandant à un invité ce que l'on disait de Stockalper, en reçut cette réponse :

— Pas grand chose de bon !

— Cela me peine. Et de moi, que dit-on ?

— tien avec l'évêque. Parce qu'on redoutait de l'arrêter à Brigue à cause de ses partisans, et qu'à Sion les partisans de l'évêque et du très populaire curé Theiler, inculpés de complicité, paraissaient à craindre, on choisit pour lieu de capture Loèche, qui était alors la citadelle du clan réformé, et se trouvait éloignée du siège des défenseurs de Stockalper. Cette remarque est tout à fait admissible. — Ne parlons pas des rêveries de Charles de Bons, pour lequel l'arrestation aurait eu lieu à Brigue, à main armée. L'Abscheid est formel : A la Souste de Loèche.

1) C'est le même argument qu'il répète à maître Hans Zhum, serrurier, qui lui annonçait l'arrestation du Capitaine.

— Euh... on ne dit rien... sinon qu'un des messieurs du Chapitre s'est rendu dans la partie supérieure du pays sur le cheval gris de Sa Grandeur, et qu'il avait la barbe rouge.

— En vérité, murmura mélancoliquement alors le chanoine Theiler, quand les montagnes seront sous la neige, on arrêtera aussi quelques ecclésiastiques, on m'arrêtera moi-même... Une personne de la ville, entre autres, m'en a averti...

La subite captivité de Stockalper émouvait des échos plus lointains, elle mettait en jeu des craintes et mobilisait des intérêts bien au-delà de Sion, de Brigue, des frontières du pays. La conférence de nos Confédérés, les cantons catholiques, réunie à Lucerne les 7 et 8 octobre, protocolait : « Dans la discussion des affaires du Valais on trouve que les laïcs y excitent toujours de nouveaux troubles, qu'ils y élèvent des procédures injustifiées (*«ungereimte»*) contre les ecclésiastiques, en sorte que même le bon, le catholique, le pieux patriote ne s'y trouve pas en sécurité. C'est ainsi que l'on vient d'arrêter le capitaine Antoine Stockalper, sous le prétexte de certains agissements (*«Practiken»*), et il est à craindre que l'on va sévèrement procéder contre lui, si l'on ne choisit pas à temps les moyens de calmer les esprits aigris (*«die Erbitterung»*) et de ramener la tranquillité. On décide donc d'écrire au Nonce pour le prier de prendre très à cœur cette affaire et d'aider à aplanir le plus rapidement possible le différend entre l'évêché et le pays. On invite aussi Fribourg et Soleure à envoyer chacun un député dans le Valais, en apparence pour s'accorder à organiser une diète, en réalité pour voir comment nous pourrions venir au secours de Stockalper et des autres intéressés. »

X.

Le procès.

Les aveux. La condamnation. Ses effets.

1. A Loèche, le procès du «Ritter Antoni» était ouvert, il devait durer du 6 octobre au 22 novembre. L'accusé eut à subir sept interrogatoires en présence de la commission nommée par les sept louables Dizains pour l'examiner et le juger : l'instruction fut, dans les plus pures formes du système inquisitorial, menée dans le secret de la prison, et ses aveux ont dû être, d'abord amiablement sollicités, puis entendus sous la menace de la torture, puis arrachés par les supplices, confirmés enfin librement au banc de torture, au «Folterstock».

Nos procès-verbaux sont assez réservés pour nous épargner le tableau d'une seule séance employée à la question criminelle. Ils sont même assez hypocrites pour cacher tout à fait les trois barbares et capitales cérémonies où, dans les douleurs, l'accusé avait victorieusement soutenu et démontré son innocence. Leur silence ne manque cependant pas d'une dramatique éloquence. Il se trouve dans la procédure un trou que l'imagination ne peut se garder de remplir d'images pathétiques. Le dossier rapporte la première séance, du 6 octobre, où le Capitaine, après avoir reconnu le séjour des Italiens à Brigue et les événements publics qui l'avaient illustré, proclama qu'au surplus il n'avait rien intenté contre le pays ni personne, et que, pour le nouveau calendrier, il n'avait écrit ni au Légat, ni au Pape, ni à personne. Après cette ferme protestation, une étrange suspension de l'affaire, longue de tout un mois, et qui garde le secret Dieu sait de quelles démarches, actions ou exécutions, de quelles prescriptions, de quels soins médicaux peut-être, n'est rompue que pour envoyer Stockalper à la chambre de torture, après qu'on a relevé fortement (une version nous le dit), ses constantes déclarations d'innocence («welcher sich ganz und gar unschuldig gemacht»), et ses formelles dénégations d'avoir projeté, entrepris ou conspiré quoi que ce soit, avec l'évêque, contre la «pieuse autorité», ni contre «des personnes générales ou particulières».

Mais voici, en respectant l'ordre et le degré de ses aveux,¹⁾ l'histoire du capitaine Antoine Stockalper, telle qu'il la donna dans son cachot et au banc de torture :

Il ne savait²⁾ avoir manqué autrement envers l'autorité, sinon en don-

1) Je les rapporte d'après les 4 versions suivantes :

I. une copie prise sur une copie de la minute propre, suivant les formes légales ordinaires, et collationnée par les notaires Michel de Torrente, Christian Gillig, et Pancrace Mabillard. Aux archives cantonales.

II. une copie, en possession de M. Joseph de Stockalper, faite, dit-elle, sur l'original qui fut lu, comme de droit, au délinquant.

III. une autre copie conservée dans la famille Stockalper, et qui se guide presque mot pour mot sur la version I.

IV. la relation du chanoine de Rivaz, dans ses *Opera Historica*, T. V., p. 751-761. Le chanoine de Rivaz a dû se servir de pièces conservées dans les archives de M. Louis de Kalbermatten, à Sion (cf. p. 402).

Je suis ici la version I. En note, les variantes essentielles.

2) Le 6 octobre, le bailli Jean Roten et les députés des VII dizains vinrent inviter Stockalper à déclarer de bon gré la cause de son arrestation, s'il la connaissait, afin d'épargner à Mes Hauts Seigneurs de plus amples procédures. Voici ce qu'il leur répondit.

nant chez lui, en dépit des ordres souverains, asile aux bandits,¹⁾ en leur prescrivant de porter publiquement des armes, en favorisant, après l'arrestation de Bernard Crupp, la fuite de Jean Paulin,²⁾ auquel il avait prêté son cheval et ses pistolets, et fait escorte jusque hors du bourg de Brigue,³⁾ en invoquant enfin le secours des bandits pour le cas où quelqu'un eût voulu lui nuire, et contre ses soldats, ⁴⁾ s'ils étaient venus exiger violemment qu'il les payât.⁵⁾

Ses bandits avaient menacé.⁶⁾ si on les chassait du pays, de tuer quelques personnages du dizain de Brigue et des dizains inférieurs, ainsi que le châtelain Pierre Stockalper l'avait rapporté au Capitaine. Paulin lui avait dit aussi qu'ils s'étaient rendus tout armés, au nombre de 14, ⁷⁾ à la mi-août, à Glys, et que si les magistrats avaient tenté de les disperser, ils étaient décidés à en «descendre» ⁸⁾ quelques-uns.

Des bandits,⁹⁾ des Perrig, et d'autres bourgeois et paysans de Brigue, le Capitaine méditait de se servir pour sa défense¹⁰⁾; ses partisans lui avaient promis de l'assister de tout leur pouvoir en toute occasion, car il n'était pas sans appréhensions, les Hauts Seigneurs l'ayant déjà inculpé en diète de mai et jugé digne de la peine capitale. Il avait dit plusieurs fois, non sans préméditation, qu'il tuerait quelques gens qu'il tenait pour huguenots.¹¹⁾

1) Version II. : «dass er seinen Banditen, 140 an Zahl, in seinem Haus und Hof ein refugium geben».

2) Version II. : Paulino de Billa Croce.

3) Version II. : Après son retour de Valteline.

4) Le dimanche après la fête de Notre-Dame de septembre, Antoine Mattig, de Brigue, et Antoine Lambien, de Glys, s'étaient rendus chez lui pour réclamer leur solde arriérée et reconnaissance de dû, en tant que ses anciens soldats. Le libraire Pierre Grassen raconte qu'il se trouvait un jour avec le capitaine Antoine et le châtelain Owlig sur le pont de la Saltine, qu'on vint à parler de la paie des soldats, et que le Capitaine dit :

— Oh ! si les soldats veulent être payés, je les adresse à Messieurs les Patriotes et au Grand Bailli, qui nous ont trompés en nous envoyant dans la Valteline. Qu'ils me débarrassent aussi maintenant de la paie !

5) Il demanda pardon à Dieu et à l'autorité de ces faits, et protesta qu'il n'avait à se reprocher nulle autre faute, nulle trahison, nul dessein de violence. Cf. plus haut, à la date du 6 octobre.

6) Aveux du mercredi, 7 novembre. Ce jour Stockalper fut, ensuite de sentence, conduit au lieu ordinaire de la question, mis au banc où on le pressa vivement, avec toutes sortes d'amicales remontrances, de découvrir son cœur, pour éviter d'autres procédures. Mais il se déclara complètement innocent et persista dans ses dénégations, si ce n'est que... (Version III). D'après la version II, c'est sur ces protestations qu'on l'assied au banc de torture, où il demande alors grâce et commence ses aveux.

7) Versions II. et III. : 140 ; Version IV. : 14.

8) Version II. : «etlich in den zehnen de facto umbringen».

9) Mercredi 14 novembre, nouvel examen au banc de la question. Aveux et confirmation «dibres» dît Vers. III.

10) Vers. II. : Avec ses 150 bandits ou soldats, le clan des Perrig et le plus grand nombre des paysans («Bauernleut») à Brigue, qui lui avaient promis assistance «mit Leib und Gut», pour sa «defension» et celle de l'évêque.

11) Vers. IV. : «S'il avait lié la partie avec cette troupe de bandits, ainsi qu'avec quelques autres patriotes du dizain de Brigue, pour sa propre défense, c'est qu'il avait à craindre pour sa vie parce que ayant déjà été cité de comparaître à la dernière Diète de Mai, on lui avait dit qu'il avait encouru peine capitale. Qu'il avouait donc que pour se soustraire à ce dont il était menacé, il avait pris la résolution de tuer plusieurs Magistrats qu'il croyait être des Huguenots déguisés.»

Au cas où l'autorité aurait voulu mettre la main sur lui, il aurait compté sur ses bandits et les Perrig, et n'aurait épargné personne : déjà il tenait prêts ses pistolets et ses armes. Les bandits, de leur côté, lui avaient rapporté que le podestat de Domo avait menacé d'entrer avec une troupe, «cum una manu de gente»¹⁾ en Valais.²⁾

Si une émeute s'était alors déclarée comme il l'espérait, il se proposait de se mettre du parti de l'Evêque, qui lui avait confié son projet de recourir à l'Espagnol contre le pays et avait sollicité son aide. Le Capitaine lui avait conseillé de demander secours encore à Milan, puisqu'on ne pouvait se fier aux Français, et l'Evêque entretenait une correspondance avec le cardinal Borromée, et lui avait envoyé plusieurs exprès («Fuoszbotten») en secret.³⁾ Sa Sainteté le Pape, de son côté, pensait, de l'aveu de M. Theiler, curé de Sion, à faire une pension à M. Rieder et à un autre patriote, à Vienne en Autriche, pour leur donner possibilité d'y défendre à la cour de l'Empereur les droits de l'Eglise contre le Pays.⁴⁾

Pendant l'émeute, les conjurés auraient tué en premier lieu le colonel et banneret Magéran, puis le banneret Im Eich, et tous ces aristocrates, ces «fürnehmsten im Land»⁵⁾ qui siègent dans les diètes et tiennent contre l'Evêque. M. Theiler, à Sion, avait également dit au banneret Udret qu'il mourrait, qu'il lui était très odieux, qu'il lui «pesait puissamment sur l'estomac»,⁶⁾ depuis qu'il avait eu plusieurs altercations avec lui, notamment une fois sur le cimetière, devant la cure.⁷⁾ Tels étaient les propos et les desseins bien arrêtés qu'ils avaient formés dans leurs réunions, à Sion, à Brigue et ailleurs. Stockalper s'étonnait que le Valais fût demeuré si longtemps tranquille, et affirmait que, du jour où, y voyant son avantage, il aurait pris la tête du parti de l'Evêque, il se serait illustré comme un chevalier («cavalier») et n'aurait fait quartier à personne.

Le Capitaine confirma et précisa dans la torture,⁸⁾ que lui et ses affidés étaient demeurés entendus, en divers endroits, que s'il y avait une guerre civile, un «Landskrieg», ils voulaient tuer tous ceux qui leur étaient suspects, tenir tous ensemble à tout prix («auf leib und guot») dans le parti de l'Evêque, faire arriver du secours d'Italie ou d'où ils pourraient, et Jean

1) Version II.

2) Version IV. : «Il avait aussi entendu dire que le podesta de Domo viendrait en Valais avec une troupe de 300 Italiens, si le Gouverneur de Milan l'y autorisait et que le Pape y consentit.»

3) Vers. II. : Si le soulèvement avait éclaté, qu'il espérait et attendait, il aurait voulu se tenir du côté de l'Evêque, avec le secours espagnol et milanais, (car on ne pouvait nullement se fier aux Français), tuer dans le pays tous ses ennemis, petits et grands, qui paraissent dans les diètes et sont contre l'Evêque. Il se serait alors montré comme un chevalier dans le parti de l'Evêque, comme il résulte de la correspondance avec le cardinal Borromée, auquel l'Evêque adressait et dont il recevait fidèlement et en secret des lettres par des courriers à pied.

4) Vers. II. : Envoyer un Commissaire en Autriche. — Vers. IV. : «Le curé Theiler lui avait appris que le Pape se proposait de payer pension à deux jeunes ecclésiastiques vallaisans qu'on enverrait à Vienne en Autriche pour y étudier en droit, afin d'être capable de défendre à la Cour de l'Empereur les prérogatives temporelles de l'Evêché et du Chapitre contre les empiètements des magistrats du pays.»

5) Version III.

6) Version III.

7) Vers. II. : Magéran, Im Eich et Udret pèsent puissamment sur l'estomac à Stockalper («liegen ihm mächtig auf dem Magen»), de même au curé Theiler, à Sion, qui s'était querellé («gezepelt») avec eux sur le cimetière, et leur avait crié à la figure qu'on devait les tuer, comme ennemis de l'Evêque, de l'Eglise, et de la religion des ancêtres.

8) Le jeudi, 15 novembre. Vers. III. : «Abf die Tortur gezogen».

Paulin, bandit, lui avait promis de lui procurer 50 compagnons de sa trempe.¹⁾ A son instigation, les Perrig, Antoine Stockalper fils du feu capitaine, le porte-enseigne Michel Stockalper, étaient entrés dans ce complot, qui s'était tramé²⁾ depuis son retour de Valteline. Il avait compté sur un soulèvement dans le pays, entre évêque et patriotes, et se jurait de tenir, avec les bandits et ses affidés, pour l'évêque. Le curé Theiler en était ainsi resté d'accord avec lui. Theiler avait dit au capitaine Antoine que l'évêque voulait faire délibérer de ses droits, à Rome et devant l'Empereur,³⁾ envoyer à Rome M. Torneri,⁴⁾ et, si S. S. le Pape et S. M. Impériale confirmaient ses droits,⁵⁾ tenir ferme, sinon y trouver son excuse et résigner son évêché. Le curé confiait encore au Capitaine que, s'il devait être expulsé, l'évêque voulait s'enfuir en Allemagne avec deux ou trois chanoines, et il l'avait fréquemment⁶⁾ exhorté à tenir le parti du prince : celui-ci devait bien finir par trouver du secours et avait l'intention d'en solliciter de l'Espagne, s'étant vainement adressé plusieurs fois à l'Ambassadeur (de France) à Soleure.⁷⁾ Le Capitaine avait donné le même conseil et promis son assistance en cet objet. Il avait été en pourparlers avec le marquis Doliani, ambassadeur espagnol à Lucerne, pour négocier⁸⁾ une conférence et un modus vivendi entre l'évêque et le duc de Feria,⁹⁾ gouverneur de Milan, et s'assurer passage réciproque ; il en avait aussi reçu copie d'un traité d'union héréditaire avec la Maison d'Autriche, copie qui était en mains du capitaine Welschen. Les deux frères Castellione, italiens domiciliés à Sion, se seraient aussi mis aux côtés de l'évêque, et lui avaient aussi conseillé de recourir au secours de l'Espagne.¹⁰⁾

Les patriotes qui étaient particulièrement mal vus des « Conspirenten », et dont les têtes devaient tomber, étaient : en Conches, le capitaine Schiner ; à Brigue, le banneret Lergien et le capitaine Welschen ;¹¹⁾ à Viège, le banneret Im Eich ; à Sierre, le colonel Preux ; à Sion, le colonel Ambuel. Le ca-

1) Vers. III. et IV. : 50. — Vers. II. : «Dazu ihm Johan Paulino de Belle Croce 150 Mann schon zu wegen gebracht».

2) Vers. II. : dans la maison du porte-enseigne.

3) Vers. IV. : «Il tenait de ce chanoine que l'évêque voulait envoyer tous ses titres à l'Empereur et au Pape pour qu'ils décidassent de ses droits, et que Si Sa Sainteté ou Sa Majesté impériale le soutenaient, il était résolu à n'en faire jamais l'abandon à la Magistrature du pays ; si au contraire ces deux puissances ne lui donnaient pas droit, qu'alors il se trouverait sûrement disculpé d'en faire l'abandon.»

4) Manque dans Vers. II., III., IV.

5) Vers. III. : «solche Jura guotheissen und bekräftigen». — Vers. II. : Si, contre toute attente, ils ne devaient pas les confirmer.

6) Le «oft» est dans la Vers. III.

7) La Vers. II. est fort différente : Si l'évêque devait être expulsé, il se proposait de fuir en Allemagne avec quelques chanoines, ce à quoi Stockalper a également voulu prêter la main, et il a conseillé à l'évêque de demander secours auprès de l'Ambassadeur à Soleure. La Vers. IV. est muette sur ce point.

8) Vers. II. : «In Confidenz», confidentiellement.

9) Vers. II. : Sforza ; Vers. III. : Forcaz ; Vers. IV. : Feriaz.

10) Vers. IV. : «Stockalper avoua de plus que toutes les dernières diètes lui avaient souverainement déplu, surtout celle de Loèche où l'on avait arrêté le bannissement des Jésuites et autres mesures contre l'évêque, dont les deux Pères Castellioni, jésuites chrétiens manifestaient ouvertement leur déplaisir, qui n'attendaient pour se déclarer que la certitude que l'Espagne accordât sa protection à l'évêque avec lequel les Magistrats jouaient depuis si longtemps au Roi dépouillé».

11) Vers. II. : y ajoute le châtelain Megentschen. Vers. IV. : en supprime le capitaine Welschen.

pitaine Stockalper — (la diétine de Loèche, et toutes les autres diètes du pays ne lui avaient jamais plu parce que l'on y avait, entre autres, expulsé les Jésuites)¹⁾ — promettait²⁾ à son beau-frère Welschen, s'il ne changeait de conduite, de le tuer ; il se laissait dire par M. Theiler qu'il serait bon de trouver quelqu'un qui tuât le colonel Magéran, lui objectait mollement : « Mais, en serait-on disculpé devant Dieu ? » (pour toute réponse, le curé Theiler s'était mis à rire), et, un jour, en tirant, criait son souhait que la balle eût fracassé la tête de M. Magéran.³⁾ Ses correspondants et lui étaient convenus que, si les Commissaires des patriotes venaient à Brigue, aucun d'eux ne dénoncerait l'autre, mais que, si leurs juges voulaient arrêter l'un ou l'autre, tous s'aideraient à se défendre et à les égorger.

Pour ce qui a trait⁴⁾ aux intelligences nouées par le capitaine Stockalper et le chanoine Theiler, les deux amis avaient commencé à étudier, sitôt le retour du Gouverneur de St-Maurice de son mandement, le moyen de faire admettre les Jésuites à Brigue, et l'avaient réussi. Puis, le Capitaine ayant conseillé et persuadé à l'évêque de se placer sous la protection de l'Espagne, plus efficace contre la nation que celle de France ou d'une autre puissance, l'évêque, et le chanoine Theiler, au nom du Vénérable Chapitre dont il prétendait avoir des instructions, invitèrent leur fidèle Stockalper à se rendre à Milan, auprès du duc régnant, pour traiter à ce sujet, et le munirent de lettres de créance auprès du duc de Feria, et d'une missive pour le cardinal Borromée.⁵⁾ A peine le messager eut-il touché Milan que le duc le recevait en audience particulière dans une chambre de ses appartements, entendait l'objet de sa visite, et lui remettait 50 ducats pour son voyage

1) Vers. II. : « Die Missionary und Jesuiten verwünscht und den Bischof betrübt ». D'après les notes manuscrites du P. Furer, lors de l'expulsion, Antoine Stockalper se serait exprimé ainsi : « Ou bien les Jésuites ont formé des sujets capables de les remplacer, ou non. Si oui, leur présence n'a plus d'utilité. Si non, ils ne méritent pas d'être tolérés plus longtemps ! » On voit comme il est difficile d'écrire l'histoire.

2) Toute la fin du paragraphe manque dans la version IV.

3) Vers. II. : Il reconnaît avoir dit, en tirant à la cible, que la balle (« Kugel oder Büchsenstein », vers. III.) aurait frappé Magéran en pleine tête, s'il avait été la cible (« das Zill »), et que, au sabre et au fusil, il ne craignait personne.

4) Interrogatoire du 16 novembre, Vers. I. et II. disent : Antoine Stockalper a fait prier le Grand Bailli et Messieurs le banneret Udret, le colonel Junker Preux, le banneret Magéran et le banneret Im Eich de se rendre auprès de lui, pour qu'il pût leur déclarer comme il avait manqué et péché contre la patrie. La Vers. IV. les suit. La Vers. II. dit, au contraire, qu'il a « dû » avouer, « hat er bekennen müssen ».

5) La Vers. IV. brode ou s'écarte ici passablement des autres : « Etant revenu de St-Maurice, il avait discuté avec le Chanoine Theiler, qui en voulait à la mort surtout au banneret Magéran, comment ils pourraient indisposer ceux de Brigue contre les Jésuites, dans le dessein que Brigue refusant de leur accorder un collège, ils tournassent leurs vues du côté de Sion où ils seraient plus convenablement fixés et établis à l'avantage de notre Sainte Religion. Qu'il avait plusieurs fois conseillé à l'Evêque de recourir à la protection du Roi d'Espagne en implorant son assistance armée de préférence à celle du Roi de France et d'autres princes qui se borneraient à négocier une réconciliation qu'il lui faudrait acheter au prix d'une partie notable de ses droits. Que cette fois l'Evêque et le Chanoine Theiler, au nom du Chapitre, l'avaient envoyé à Milan négocier cette alliance avec le duc de Fériaz » etc.

de retour.¹⁾ Il exprima que si S. S. le Pape y consentait, on pouvait être assuré que le Roi d'Espagne prendrait l'Evêque et le Chapitre sous sa protection, et leur viendrait en aide avec son argent et ses hommes. Le duc et le capitaine discoururent ensuite d'une conférence entre le dizain de Brigue et la ville de Milan, puis du passage des troupes espagnoles par le Valais :²⁾

— Ce pays est bien trop pauvre, «gar zu mager», avait dit Stockalper, pour donner le passage au Roi ; à peine un endroit («flecken») pourrait-il entretenir 50 chevaux durant quelques jours. Le Roi trouverait ailleurs plus de facilités. Du reste, lors même qu'il obtiendrait le passage chez nous, il ne se le serait ouvert ni par la Savoie, ni par les pays de Berne vers la Bourgogne. Ce qui ne veut point dire qu'on l'accorderait au Roi de France, car nos paysans se laisseraient plutôt hacher, «zerhauen», que de le lui livrer au-delà de la lettre du traité.³⁾ Mais, pour assurer passage au Roi d'Espagne, et fonder bonne correspondance et bonne amitié, sans conclure de traité, je sais un meilleur moyen, qui lui serait moins onéreux et ne le mettrait pas dans la nécessité de payer des pensions, comme un traité avec le pays. Que le Roi daigne m'admettre pour Capitaine d'une compagnie d'Allemands, pour «Hauptmann über ein fendlein deutsches Volk»,⁴⁾ en garnison dans l'Etat de Milan ;⁵⁾ j'y amènerai avec moi de braves jeunes gens de bonne maison du Valais, j'attirerai à moi l'un après l'autre, je leur ferai petit à petit prendre goût au régime du pays et aux faveurs du Roi, si bien qu'alors je pourrai congédier mes Allemands : que le Roi veuille à ce moment former un régiment de compagnies franches de Valaisans, il pourra en choisir des capitaines et des officiers déjà expérimentés ; le passage, et un traité d'amitié, seront ainsi mieux garantis : comment oserait-on accorder le passage au Roi de France, sachant les Valaisans en ôtage dans la garde à Milan ?

Ce plan avait plu au duc, qui l'avait approuvé, et Stockalper l'aurait exécuté, s'il n'avait dû partir juste à ce moment pour la campagne de Valteline. A son retour des armées, alors qu'il était malade à Brigue, l'évêque lui avait écrit d'y donner suite ; mais le capitaine se refusa d'y consentir, étant alors au service du Roi de France et son honneur lui interdisant d'aller à Milan, suivant l'acte daté du château, à Sion, le 10 novembre 1625. Depuis, il s'était entretenu de ces projets avec l'ambassadeur espagnol à Lucerne, de marquis Doliani, mais celui-ci lui avait représenté que le moment d'en traiter était mal choisi, puisque les deux couronnes de France et d'Es-

1) Vers. II. : Il lui fit cadeau d'un joyau («décoration») et de 50 ducats.

2) Toute cette entrevue avec le duc, et la suivante avec Doliani, sont résumées dans Vers. II., par une phrase, où se lit le désir d'envoyer des Valaisans «in die Gardy zu Mailand», et la remarque que les deux couronnes de France et d'Espagne sont en paix et qu'il faut seulement veiller au maintien de la foi dans le Valais.

3) Vers. IV. : «Au sujet du passage des troupes espagnoles par le Valais, Stockalper avait cru devoir avertir le seigneur Gouverneur que les Magistrats actuels du pays se laisseraient plutôt hacher que de le lui accorder, et s'en tiendraient à la lettre de l'alliance.»

4) Version III.

5) Vers. IV. : «Le moyen de l'obtenir était de faire Stockalper capitaine de 50 des Allemands qui gardaient alors le château de Milan, qu'il recruterait la compagnie entière de jeunes Valaisans comme lui tout dévoués à la cause de l'Evêque, qu'ensuite le seigneur duc pourrait proposer aux Valaisans la levée d'un régiment au service du Roi d'Espagne ; que si on parvenait à l'obtenir, la plupart des officiers étant des enfants des meilleures familles du pays mettraient leurs parents dans les intérêts de l'Espagne, et qu'on parviendrait probablement par ce moyen à faire prévaloir en Diète, dont les membres se renouvellent pour ainsi dire tous les deux ans, à faire prévaloir en Valais l'alliance de l'Espagne sur celle de la France.»

pagne avaient signé la paix, et que nous devons seulement veiller, pour le présent, à ce que notre pays demeurât catholique.

Concernant le projet qu'avait formé l'évêque, de soumettre ses droits à l'arbitrage de Rome, Torneri devait tenir Stockalper au courant, et ne point se hâter de partir, car le capitaine s'y voulait rendre avec lui : Theiler lui avait appris que Sa Grandeur y avait transmis déjà la copie des titres justificatifs de l'évêché.¹⁾

Pour son propre complot, le Capitaine finit par avouer encore²⁾ qu'il avait lui-même engagé les bandits à l'exécuter, qu'il avait lui-même désigné ceux qui devaient être immolés, en recommandant aux siens de se tourner contre ceux qu'il attaquerait d'abord. Il leur avait appris que l'affaire éclaterait dans les deux fois 24 heures dès sa demande d'intervention. Son valet Frédéric était également initié à ses projets, pour lesquels il lui avait promis son aide ; de même Anthelme Kupferschmidt, Michel Eyer et Simon Perren ; de même encore M. Theiler, qui souvent en avait délibéré avec lui. Si les Commissaires, ou le Grand Bailli lui-même, s'étaient hasardés à monter à Brigue pour venir l'arrêter, ses bandits et ses conjurés ne les auraient pas épargnés, ni davantage tous ceux qui siègent dans les diètes.³⁾

En vérité, si l'insurrection s'était produite,⁴⁾ Stockalper voulait, avec ses «Correspondenten», tuer et étrangler tous ceux qui vont aux diètes, catholiques ou non, bien que les conjurés en eussent été dissuadés une fois à Brigue, en la maison bourgeoise, par le fiscal Perrig, qui ensuite leur donna sans marchander son approbation. Ils auraient déclenché l'attaque à Naters,⁵⁾ sur la personne du châtelain Antoine Megentschen, auquel le Capitaine portait la plus grande inimitié, et qu'il appelait ordinairement «le trayeur de vaches», pour l'injurier ; ils auraient ensuite poursuivi à Brigue, à Viège, et dans les autres dizains. (Stockalper ne voulait nier, si on pouvait l'en convaincre, avoir fixé avec ses partisans le lieu et les circonstances où devaient se commettre ces meurtres).⁶⁾ Si S. S. le Pape ou le Roi

1) Vers. II. et IV. : Nihil.

2) Toujours le 16 novembre (sauf pour Vers. IV. : mercredi 19 nov.). La Version I. dit : N'ayant voulu avouer davantage, il a été mené au lieu de la question («der Gichtli») et lié à la corde ; là, sans ultérieure torture, il avoua...

3) Vers. IV. : «Le capitaine Stockalper avoua de nouveau d'avoir remis lui-même aux Bandits une liste des victimes qu'il fallait immoler, et que s'il l'avait voulu, l'exécution s'en serait faite en deux fois 24 heures. Que son domestique Frédéric était initié dans ce complot, et que trois autres de la lie du peuple auraient été les exécuteurs. Que si cette Diète au lieu de se tenir à Loèche s'était tenue à Brigue, ils n'auraient épargné ni le Grand Baillif actuel ni aucun de ses collègues, catholiques ou non.»

4) Avoue-t-il, le mercredi 21 novembre, après avoir confirmé, de gré ou pénalement, ses déclarations antérieures.

5) Vers. II. résume tout ceci : De plus, Stockalper a injurié le châtelain, «hat den Kastlan Antony Megentschen von Naters als einen groben Pffegel und Kuhmelcher gescholten». Comment, où, quand et en quel lieu l'attaque se serait produite, il ne pouvait plus s'en souvenir. Il n'avait découvert son projet qu'à l'évêque de Sion, dans la chambre proche la chapelle, et lui avait déclaré sur l'honneur lui vouloir rester fidèle jusqu'à la mort, «und erklärt mit Ehr und Eid (der Religion und) des Bischofs Partey zu halten, und bis in den Tod steif zu bleiben».

6) Cf. Vers. III. : «Item mochte es seyn... dass er geredt habe mit seinen Bekannten, wann, wo, wie, und an welchen Orten er diese Mordthaten welle angreifen und zu wegen bringen. Er könne sich aber dessen nicht bedenken, so er aber dessen überzeugt, wolle er das... nicht leugnen, diesen Anschlag und gefasste Meinung habe er den 2 Brüdern Joh. und Franzisco Jodoco angezeigt etc....»

d'Espagne avaient attaqué en armes ce pays, il avait prémédité de se joindre à eux avec sa bande, dans l'espoir qu'après la conquête ils l'auraient avancé et respecté. Il avait communiqué tous ses projets aux deux frères Jean et François Jost («Jodoco»), qui les avaient approuvés, et, dans une chambre près de la chapelle de son château, à Sion, à l'évêque Hildebrand Jost, qui l'avait loué¹⁾ et encouragé à demeurer ferme.²⁾ Il avait aussi été en correspondance avec le Landamann Tanner, d'Uri,³⁾ pour avancer son ferme propos de placer l'évêque sous la protection du Roi d'Espagne,⁴⁾ si S. S. le Pape le trouvait bon.⁵⁾

A la faveur du soulèvement populaire escompté,⁶⁾ Antoine Stockalper et ses complices devaient déchaîner incendie, rapine et meurtre, «Brand, Feuer, Raub, Mord, Todschiagen».⁷⁾ ne faire grâce à personne, petit ni grand,⁸⁾ ni surtout aux autorités qui participent aux diètes; et c'est non à Naters, mais à Sion même qu'ils avaient arrêté d'ouvrir la série de leurs assassinats. Au premier avis, au moindre billet («Zedelein») dépêché en Italie, le Capitaine devait en recevoir 300 hommes, avec l'appui desquels il aurait incendié de nuit les bourgs de Viège et de Loèche, puis se serait réfugié en Italie par la Laubfuxa. Il avait également conseillé à l'évêque de s'enfuir hors du pays.

Enfin, le malheureux reconnut une dernière fois qu'il avait été rebelle, et que, lorsque sa belle-sœur⁹⁾ Lucie Wyss l'avait supplié, à Sion, de se soumettre à l'autorité, il lui avait répondu qu'il n'avait à obéir ni au Grand Bailli ni aux châtelains, mais à l'Evêque seul, qu'il reconnaissait pour son chef spirituel et temporel.¹⁰⁾

Appliqué au banc de la torture et lié à la corde, libre pourtant de supplices (comme l'exigeait la procédure), il appuya, confirma et corrobora une dernière fois tous ses aveux,¹¹⁾ tout, en somme, ce que son valet Frédéric, dont il affirmait la loyauté, avait entendu de lui, tout ce qui en serait démontré par des témoins dignes de foi, et qu'il pouvait avoir omis. Puis, comme il l'avait fait déjà le 16 novembre, il répéta le 22, à cette ultime séance, en présence de S. E. le Grand Bailli et des Députés des VII di-zains, qu'il demandait pardon à Dieu, à la Haute Autorité, à tous ceux qu'il

1) Vers. III. : (béné), loué.

2) Vers. IV. : «Il s'en est ouvert à l'Evêque lui-même, auquel il a conseillé, avant qu'on en vint à l'exécution, de quitter le pays.»

3) Vers. II. : et les cantons catholiques.

4) Vers. II. : et de l'Empereur.

5) Vers. III. et IV. sont contradictoires. Vers. III. : «Wenn der König aus Hispanien das Landt hätte wollen überfallen, hätte er sich zu demselben wider das Vaterland wollen stellen». Vers. IV. : «Le Landamann d'Uri lui écrivait que si un parti se déclarait pour l'Evêque, il se jetterait lui aussi dans ce parti, si de l'approbation du pape l'Espagne entraînait en Valais» : Dans le premier cas il s'agit de Stockalper, dans le deuxième, de Tanner.

6) Dernier interrogatoire, 22 novembre.

7) Version III.

8) Version II.

9) Version IV. : belle-mère.

10) Vers. II. développe : que l'Evêque était et est encore Seigneur et Préfet du Valais, ce que personne ne pouvait démentir, que l'Evêque s'appuyait sur le droit ou sur la Caroline... et qu'il avait la possession et la prescription sur le pays, comme tous les autres monarques.

11) Vers. III. : «bekräftiget, bestätet und corroboriert alles und jedes so er M. G. H. gleich freundlich als peinlich... angezeigt». Vers. II. : «so er peinlich bekennt». Vers. IV. : «protestant qu'il le faisait pour l'acquiescement de sa conscience et qu'il n'avait dit que la juste vérité, ne se proposant pas plus de nuire à autrui qu'à lui-même.»

avait offensés, qu'il était prêt à subir la mort,¹⁾ car il savait bien avoir mérité la mort, et à supporter les peines que Dieu et ses juges lui imposeraient, qu'il priait néanmoins pour une mort clémentie.²⁾

2. Le Grand Bailli et la Diète, réunis extraordinairement aujourd'hui à Loèche, et qui venaient d'entendre les suprêmes aveux du capitaine Stockalper, entrèrent alors en séance solennelle pour porter leur sentence. On aurait pu y inviter Ponce-Pilate. Ne s'étaient récusés ni le Grand Bailli Roten, ni le banneret Udret, ni le colonel Ambuel, ni le colonel Preux, ni le gouverneur Byrbaum, ni le châtelain Courten, ni le colonel Michel Magéran, ni le châtelain Jean Magéran, ni le major Im Oberhaus, ni l'ancien Bailli Sébastien Zuber, ni le banneret Nicolas Im Eich, ni les châtelains Joder An den Matten et Jean Venetz, ni le juge de dizain Antoine Megentschen, ni le banneret Jean Lergien, ni l'amann Jean Lambyen, ni le banneret Mathis, qui tous avaient enquêté, déposé ou torturé tout au long du procès, dont quelques-uns étaient les ennemis jurés, les ennemis publics de leur inculpé, dont la plupart étaient les victimes qui se prétendaient promises à ses coups. On joignit à ces premiers personnages du pays, qui ne redoutaient point de paraître juges, témoins et parties à la mort de l'homme qu'ils haïssaient, quelques comparses de Savièse, de Bramois, d'Ayent ou de Mœrel, et cet étrange collège, de 36 magistrats,³⁾ parla ainsi que nous avons dit.

Il condamna le chevalier Antoine Stockalper, inculpé de nombreux crimes («laster») et des plus graves méfaits («höchsten Uebelthaten»), déclaré coupable de trahison, de rébellion et sédition, de brigandage, d'incendie, de vol, d'assassinat et de lèse-majesté, à être déchu d'honneur et dépouillé de tous ses titres, conduit par le bourreau sur le lieu patibulaire, mains liées sur le dos et corde au cou en signe de vol, et là décapité, puis écartelé en quatre parts et brûlé sur le bûcher, en signe de trahison, d'assassinat et d'incendie. Ses immeubles furent confisqués au profit des VII Dizains, ses meubles au profit du Grand Bailli. On promit un traitement en tout semblable à quiconque, proche ou étranger, noble ou manant, s'aviserait de blâmer ou de venger ses supplices et sa mort.

1) Vers. III. : vivre et mourir sur son aveu.

2) Vers. II. : «ohne weitere Marter und Pein».

3) Voici la liste complète des juges :

De Sion : Jean Udret, banneret et châtelain ; Balthasar Ambuel, colonel et bourguemestre, vidame de Leytron ; Barthélémy Wolff, châtelain ; Hildebrand Waldin, châtelain et greffier de la ville ; Pierre Marquis, ancien châtelain de Savièse ; Philippe Fabri, notaire ; Pierre de Crista, banneret et ancien lieutenant à Hérans ; Antoine Burdin, châtelain de Bramois ; Claude Rieli et Barthélémy Morard, d'Ayent.

De Sierre : Junker colonel Jean Preux, capitaine de dizain ; gouverneur châtelain Jean Byrbaum, ancien châtelain Antoine Courten.

De Loèche : colonel Michel Magéran, banneret ; Jean Grandt Zen Schlisen (de Clavibus), ancien major ; capitaine Jean Magéran, châtelain ; capitaine de dizain Antoine Zen Gaffnen ; capitaine Pierre Allet ; majors Jean Otschier et Jean Wyss.

De Rarogne : major Jean Im Oberhaus ; Nicolas Roten, vice-châtelain et major de Nendaz ; Hans Ritter, major de Mœrel.

De Viège : Sébastien Zuber, ancien bailli ; Nicolas Im Eich, banneret ; Joder An den Matten et Jean Venetz, anciens châtelains.

De Brigue : Antoine Megentschen, de Naters, capitaine de dizain ; banneret Jean Lergien ; lieutenant Jean Schmidt ; Gaspard Schnider (ou Schnidrig), tous anciens châtelains ; amann Jean Lambyen, ancien châtelain du «Freygericht» Im Waldt.

De Conches : banneret Martin (ou Mathieu) Mathis, major et châtelain ; major Michel Schmidt ; ancien major Christian Gertschen.

L'infortuné fut exécuté,¹⁾ le 22 novembre 1627 selon toute vraisemblance,²⁾ par le bourreau valaisan, maître Jacques Alter.³⁾ Son valet italien, son «famulus italus», qui lui avait été fidèle dans la vie, lui fut lié dans la mort et partagea son châtimement, assure Berodi.

«Monsieur Antoine Stockalper, dit un nota bene manuscrit du secrétaire d'Etat Nicolas Gasner,⁴⁾ a été conduit hors de sa prison à 11 heures, et a protesté aux assistants qu'il ne savait pas avoir péché. La rumeur qu'il avait été exécuté en dépit de son innocence, a troublé et affecté («betruebt») toute la Diète, qui n'avait pas voulu ratifier la grâce accordée par l'Evêque. Le curé Theiler et plusieurs autres personnages considérables ont dû se soustraire aux poursuites, et le dizain de Brigue, bien que ses députés eussent voté la mort, n'a point voulu accepter sa part des biens confisqués, parce que les paysans, les «Bauersleit» étaient à peu près tous pour Antoine Stockalper».

1) Au lieu ordinaire des supplices disposait la sentence, «ad patibulum Leucense», dit la chronique Berodi : dans la propriété de l'évêque, «in der Thürmatten des Bischofs», (où la sentence avait été portée également), affirme Vers. II.

2) La date de l'exécution n'est pas absolument certaine. On la fixe en général au 22 novembre. La Vers. II, des Stockalper, dit clairement : «Todes Urtheil des Ritter Antoni Stockalper... verfällt durch den Landrath, und hingerichtet zu Leuk, in der Thürmatten des Bischofs donstag am 22. 9ber 1627». Il est vrai que le livre de la famille Stockalper dont est extraite cette copie porte, sous l'image d'Antoine, la mention : «Crudeliter obiit, poen. cap. Leuce 27. 9ber 1627». Mais ce doit être un lapsus calami, cette date n'est confirmée par aucun témoignage, par aucun texte. Celle du 4 décembre, en revanche, qui a été retenue par Grenat, est donnée par la chronique du chanoine Berodi : «Die sabbati 4 Xbris 1627 (en la fête de Ste. Barbe) triplici mortis genere supplicii sunt ad patibulum Leucense dominus Antonius Stockalper... cum ejus famulo italo.» Mais Berodi suivait le nouveau calendrier, comme tout le Bas-Valais, et se trouvait en avance de 10 jours sur le compte des députés. Leur 22 novembre correspondait, en aval de la Morge, au 2 décembre. A quelle date nous arrêter ? Le rapport du chroniqueur contemporain paraît irrécusable. Il convient pourtant, croyons-nous, de préférer la version du procès-verbal authentique. Du reste, l'exécution, d'après la Constitution Criminelle de Charles V suivait «immédiatement» la condamnation. Cf. art. XCVII : «So der Richter nach dem Endurtheil sein Stab gebrochen hat, desgleichen auch so der Nachrichten den Armen auf die Richt-Statt bringet...» etc. (voir aussi XCVIII). Le chancelier d'Etat Gasner semble le confirmer, qui, après la sentence portée, continue aussitôt : A 11 heures, Stockalper a été conduit hors de sa prison... etc.

3) Il avait juré, 7 ans plus tôt, que Stockalper lui passerait un jour par les mains. L'aventure est assez curieuse et vaut d'être rappelée : Le 17 juillet 1620, Antoine Stockalper, major de Ganther, y condamnait une sorcière à être brûlée vive. Mais des irrégularités commises au cours du jugement ayant déplu aux Citoyens de Sion, cour suprême du pays, ceux-ci se réunirent pour blâmer le trop zélé major et le citer à comparaître. Loin de s'y rendre, il s'en retourna tout aussitôt vers Brigue et, d'accord avec les communiens de sa juridiction, appela pour l'exécution le bourreau d'Unterswald, Léonard Malch. Irritation des barons de la capitale, qui dépêchent à Brigue le bourreau Alter, armé d'un fusil et de pistolets, pour s'opposer par la force à l'intervention d'un étranger. Il avait l'ordre de tuer («erschliessen») Antoine Stockalper, Malch, et toutes les personnes qui contribueraient à l'exécution. Il blessa plusieurs valets de justice, fut désarmé, mis aux arrêts à l'auberge, et le maître étranger brûla la femme coupable, au milieu d'un grand concours de gens à pied et à cheval. C'est dans ces circonstances que Alter avait proféré son serment.

4) Version II.

3. Le cri de douleur et d'indignation des humbles n'a pu, en effet, être totalement étouffé. Le notaire qui signa et certifia la sentence capitale n'a pu se garder de nous enregistrer l'écho des plaintes qu'elle produisit, malgré les foudres et les menaces des juges inquiets. A Sion même, et le dossier de l'enquête contre Theiler nous le confirme, le peuple murmurait, et maître Hans Zhum, le serrurier, vint rapporter aux Commissaires que le maître selier Hans Fünstlin avait dit, chez Hans Müller :

— On a fait injustice à Stockalper ! On l'a exécuté, «gerichtt», parce qu'il était un si bon catholique ! Je veux répondre sur ma vie qu'on lui a fait injustice !

Mais les justiciers se piquaient d'apparaître d'aussi parfaits croyants que leur victime. Réunis en diète, du 6 au 24 décembre, ils faisaient publier cet édifiant sénatusconsulte : «Dieu ayant daigné nous préserver du massacre prémédité par Antoine Stockalper et ses adhérents, la Haute Assemblée a décidé qu'un jour de prières et de jeûne sera tenu par hommes et femmes de chaque maison, dans tout le pays, en haut et en bas de la Morge, le jour de la Conversion de St. Paul, vendredi 25 janvier, pour remercier Dieu et attirer d'autant mieux sa miséricorde. On fera en cette journée aussi des aumônes, chacun selon ses moyens ; les curés y tiendront aux fidèles un sermon sur la pénitence, et sont invités à y célébrer leurs offices spirituels». La diète prit ensuite grand soin de rédiger, à l'intention des Avoyers, Landamanns et Conseils des VII Cantons catholiques de la Confédération, ses meilleurs amis et plus anciens alliés, combourgeois et compatriotes, des lettres justificatives, où l'on peut lire, entre autre palinodies : «Les députés que vous nous avez adressés nous ont témoigné votre satisfaction de notre résolution déclarée de vouloir demeurer à la vie à la mort dans la vraie religion catholique, à l'exemple de nos ancêtres... Nous leur avons fait connaître tout ce qui s'est passé à l'égard du malheureux Stockalper, espérant qu'ils vous en feront part et qu'ils effaceront tout soupçon, si vous pouviez en avoir, contre notre justice. Nous vous assurons de notre dévouement confédéral, vous recommandant à Dieu par l'intercession de Marie».

Elle s'affaira ensuite à des objets plus terrestres, punit bénévolement, pour la forme, et menaça terriblement la plupart des rebelles amis du Capitaine immolé, et s'occupa de toucher le prix de son sang. Elle ordonna que tous les biens de la succession de l'exécuté devaient être juridiquement taxés, que toutes les personnes qui auraient des prétentions à faire valoir sur eux devaient, jusqu'à la prochaine diète de mai, les consigner et les justifier auprès du châtelain de Brigue, (à cette justification devaient assister les deux bannerets de Conches et Viège), afin que les Hauts Seigneurs fussent en mesure de connaître, à leur prochaine assemblée, si, après paiement des dettes, il restait quelque chose à percevoir par l'Etat.

La liquidation de cette affaire fiscale fut d'ailleurs assez longue : La diète de Noël 1628, à Viège, enjoignit au banneret Mathis et au major Oberhauser de vendre sans retard au plus offrant, au nom de Messeigneurs, les biens confisqués de Monsieur Stockalper et des condamnés fugitifs, puis d'en rendre compte, afin que l'Etat pût récupérer les frais supportés. Mais, à la diète de Noël 1629, à Loèche, le capitaine Jérôme Welschen et le châtelain Pierre Stockalper se présentèrent, au nom des orphelins du capitaine Antoine Stockalper, et prièrent de les prendre en commisération et de leur laisser la possibilité de payer les dettes de leur père, montant à plus de 6000 écus bons, le major Plaschi leur tuteur déclarant se trouver sinon dans la nécessité de prélever leur bien maternel et d'abandonner le reste («in die Schantz setzen»). Mes Hauts Seigneurs, raconte alors l'Abscheid, se laissant toucher par cette prière, par l'innocence de ces enfants dont ils espèrent tout bien, ne veulent user de rigueur et ordonnent qu'ils acquitteront d'abord tous les frais de justice et de bouche, ce que l'Etat a payé de ceux-ci à l'hôtesse, puis les dettes de leur père, qu'ils s'arrangeront ensuite de fa-

çon acceptable avec le Grand Bailli pour l'amende et la confiscation des meubles, et solderont en outre comptant, en témoignage de leur obligation, 50 écus bons à chaque dizain. Cela fait, le pays leur laisse les biens paternels commis. Cette transaction avait été acceptée avec remerciements. Elle trouva sa confirmation généreuse à la séance du 16 juin au 2 juillet 1630, où le châtelain Pierre Stockalper, tuteur juridique des héritiers de feu Antoine Stockalper, pria de nouveau qu'on voulût bien avoir pitié de ses pauvres petits orphelins encore inéduqués, et leur alberger les biens paternels, après paiement de ce qui leur avait été imposé. Ce qui fut amiablement accordé.

XI.

Les Complices.

1. En diète générale du 6 juin 1627, le Grand Bailli et les Députés des VII Dizains avaient donné commission, à Jean Venetz, ancien châtelain du dizain de Sierre, et Jean Im Oberhauser, major du dizain de Rarogne, de lever une enquête «au sujet de quelques personnes ennemies de la paix, du bien et de la liberté publics». Michel Magéran, ancien major et ancien gouverneur de Monthey, colonel du régiment valaisan de S. A. le Duc de Savoie en Piémont, banneret de Loèche et secrétaire d'Etat du Valais, servait de greffier aux deux juges instructeurs. Ceux-ci s'en allèrent de dizain en dizain pour entendre les témoins cités et assermentés. Ils remplirent leur office assistés de magistrats (et de leurs curiaux)¹⁾ locaux : le juge de dizain Antoine Megentschen et le châtelain Pierre Stockalper, à Brigue ; l'ancien bailli Zuber, le banneret Im Eich et le vice-châtelain Burthlome à Viège ; le colonel Jean Preux, le châtelain Jean Sirro, le gouverneur Antoine Courten à Sierre ; le châtelain et banneret Udret, le bourgmestre Martin Kuntschen, le colonel Balthazar Ambuel, à Sion. Le 6 septembre les Commissaires, délégués «a summo Magistratu», étaient à Sierre, le 17 septembre ils commençaient leur enquête à Brigue, le 20 septembre ils se trouvaient à Viège, le 21 à Rarogne, le 22 à Loèche, le 25 à Sion, puis ils remontaient à Brigue, pour y terminer les auditions, le 30 septembre en ville, et le 1er octobre à Naters.²⁾

«Or, déposera trois ans plus tard, sous serment, le châtelain Antoine Megentschen, à la fin du mois de septembre, dans la semaine qui suivit l'arrestation de M. Stockalper, les deux Commissaires arrivèrent à Brigue pour faire leur enquête générale au sujet des rebelles, par ordre de la Haute Autorité. Ils atteignirent le bourg vers l'heure de vêpres. Le même soir, les meneurs responsables des troubles, se sentant coupables, effrayés de l'arrestation de Stockalper et de l'enquête imminente, quittaient Brigue et s'enfuyaient vers le Simplon,³⁾ et d'abord le fiscal Perrig qui, à la tombée de la nuit, fit conduire son cheval sellé, par un garçon, à travers les rues et prit lui-même un autre chemin, puis ses trois frères Gaspard, Hans et Pierre, puis Antoine Stockalper le jeune, Anthelme Kupferschmidt, Simon Perren et Georges Furer.⁴⁾ Les Commissaires accomplirent leur enquête, qu'ils soumirent à l'assemblée qui se tint la semaine suivante, où il fut donné lecture et connaissance de ces méfaits et des crimes connexes. Sur quoi le Grand Bailli et la Diète décidèrent de saisir ces fugitifs avant qu'ils n'eussent machiné plus grand mal, soit au dedans soit au dehors du pays, attendu qu'ils se tenaient sur la défensive au Simplon, avec des armes à feu comme des bandits. Cependant, rappelle le châtelain Megentschen, le bruit ayant alors couru que quelques-uns des coupables en fuite étaient re-

1) P. ex. : Georges-Michel Supersaxo à Brigue, Nicolas Plaschi et Nicolas Gasner, à Loèche.

2) Des compléments d'enquête eurent lieu : à Nax et à Sierre le 30 septembre, à Loèche le 3 octobre, à Naters le 8 novembre.

3) Rappelons qu'ils s'étaient conjurés principalement en vue de se défendre en cette occasion, (cf. plus haut : La Conjuración paysanne) ; mais l'arrestation soudaine de leur capitaine avait tout bouleversé.

4) La lettre au Nonce, de la mère d'Antoine Stockalper, dont les députés de Fribourg font rapport à la Diète de Lucerne, le 9 décembre 1627, confirme cette débandade en ces termes : «viele der frommen guten Katholischen von Breg seien aus Furcht, dass ihnen etwas Leides begegnen möchte, geflohen».

venus à Brigue après le départ des Commissaires, le banneret Lergien et moi fûmes renvoyés en toute diligence de Loèche à Brigue, pour voir si nous en trouverions. Le châtelain Joder An den Matten devait nous rejoindre avec 12 mousquetaires, la même nuit, depuis Viège, ce qu'il fit en effet. Mais, quand on eut appris que les proscrits avaient regagné leur retraite le jour même où ils étaient apparus à Brigue, un conseil décida que le châtelain An den Matten s'en retournerait avec sa troupe et que, pour éviter tout esclandre, le juge du dizain de Brigue courrait lui-même au Simplon, avec une escorte et ses valets de justice. Au petit matin donc, je pars (j'étais alors juge de dizain) vers la montagne avec des hommes assurés. A An der Eggen cependant, j'apprends que le capitaine Am Hert, juge du lieu, avait tenu tribunal le même jour au village, et que Gaspard Perrig l'ancien s'y était trouvé. Je rallie aussitôt le village et donne mes ordres pour que 26 hommes descendent immédiatement au «geschoren Erb» (ainsi se nomme l'endroit où demeure Perrig), car, du moment que les Perrig et consorts y avaient été aperçus la veille, fortement armés, tels des bandits, je ne voulais pas nous y hasarder en plus petit nombre. Mes valets et mes soldats ne trouvent à la maison qu'un jeune garçon. Le repas fume encore sur la table. Ils interrogent l'enfant :

— La vieille Perrig, la «Perrigia», répond-il, m'a envoyé de Brigue avant le jour pour avertir en toute hâte le vieux et les fils de quitter au plus tôt le pays, et pour leur apprendre qu'on voulait aussi les arrêter et qu'ils n'étaient nulle part en sûreté. Ils se sont alors levés de table et se sont enfuis par Gondo, le vieux, le fiscal et un autre du moins, car les autres étaient déjà partis auparavant. J'ai perdu en chemin, aux Taffernen, une lettre que la vieille mère m'avait remise pour le fiscal...

Pour moi, poursuit Antoine Megentschen, chef de l'expédition, comme il était à présumer que les Perrig reparaitraient de nuit dans leur maison pour tâcher d'emporter ce qui s'y trouvait, je fis déposer le mobilier et les vêtements du fiscal chez le capitaine Am Hert (il n'y avait pas grand' chose de précieux, sinon des «Käsini», des cassettes), puis je redescendis de la montagne et vins remettre au Grand Bailli et à la Diète la lettre que j'avais trouvée. Pour ce qui a été délibéré en diétine suivante, pour le mandat donné à mon frère Pierre de se rendre à cheval au Simplon et de faire transporter à Brigue les objets saisis, pour l'ordre de faire occuper par des gardes tous les passages, à Zwischbergen, Gondo, Simplon, Ganther, Laubforgen, Taffernen et ailleurs, à cause des menaces des fugitifs, je n'ai pas à les rappeler, et mon frère pourra le mieux en être interrogé.¹⁾

Si je ne retrouve pas les protocoles de cette diétine, et la sentence authentique alors portée contre les chefs de la conjuration Stockalper, il est aisé cependant de se faire une juste représentation de leur sort :

Le 18 novembre 1627, Marguerite Stockalper, femme du vieux Gaspard Perrig, écrivait à son fils Christophe, à Domo d'Ossola pour lui dire

1) Après avoir rappelé ces souvenirs devant la Diète, vers la fin de l'année 1630, Antoine Megentschen conclut : J'espère que la Haute Autorité considérera toutes les peines que cette affaire a occasionnées, et combien c'est à tort que la vieille Perrig m'a fait sommer, à diverses reprises, de restituer les objets susmentionnés, tandis que je ne les détiens aucunement, qu'ils se trouvent où d'autres les ont conduits sur l'ordre de Mes Hauts Seigneurs, et où ils ont ensuite été visités par les Commissaires. De même, cette femme m'a accusé publiquement d'avoir agi sans ordres et à l'insu du Grand Bailli et du Conseil Général. Je m'en remets à ce que démontrera le nouvel examen, et je puis exhiber les lettres et mandats qui m'avaient alors été transmis. Je prie la Haute Autorité de me soutenir en ce que j'ai exécuté par due obéissance envers elle, et de me protéger contre les personnes mal intentionnées, afin que ma fidélité patriotique, les dangers même mortels que j'ai courus, comme c'était mon devoir, pour la patrie, ne reçoivent pas aujourd'hui un tel prix.

que V dizains avaient mis sa tête à prix et promis 100 couronnes à qui lui prendrait la vie («demjenigen der dich würde um das läben bringen»), qu'elle craignait qu'il ne fût pas en sûreté à Domo, et pour l'exhorter à fuir chez les Confédérés.

Le conseil était bon, car, le 1er décembre, de Loèche, le Bailli et les Députés écrivirent au Préfet de la juridiction de Domo pour lui demander l'extradition de Christophe, Gaspard, Pierre et Hans Perrig, Anthelme Kupferschmidt, de petite stature, et Georges Furer, qui avaient cherché leur salut dans la fuite et, dans l'exil, l'impunité de leur délit. Non l'impunité absolue, pourtant, car leurs biens furent confisqués au profit de l'Autorité. La Diète (22 juin—13 juillet 1631) envoya à Brigue le gouverneur Joder An den Matten, le major Pierre Roten, le major Jean Im Oberhaus, le major Michel Schmidt et le châtelain Antoine Megentschen, pour inventorier et vendre les biens de l'ancien châtelain Perrig et d'Antoine Stockalper le jeune, ce qui fut fait. Le jugement inscrit aux recès contre les «Perriga» — le vieux Gaspard excepté¹⁾ — Simon Perren et Georges Furer fut renouvelé : On doit les arrêter partout où on les rencontrera, car ils ont commis corps et biens. Cet ordre ne semble jamais avoir été observé. Dans une enquête faite contre les Perrig en 1630, on lit que plusieurs patriotes ont rencontré à l'étranger l'un ou l'autre d'entre eux, et leur ont conseillé de venir se rendre à l'autorité et implorer leur grâce. Mais toujours la réponse était, à peu près : «Tout s'arrangera, nous reviendrons quand on nous aura rendu nos biens», ou, plus sensément, telle que celle du vieux Gaspard : «Je ne le ferai pas, car on me ferait ce qu'on a fait au capitaine Stockalper. Nous avons justement un catholique en Valais, et on l'a exécuté».

Comme eux, quelques autres personnes compromises et menacées dans le procès du capitaine Antoine, avaient disparu à l'approche du danger : le curé de Sion, Henri Theiler, Jean Heynen curé de Loèche, Jean Jost enfin, l'un des frères de l'évêque et son Econome, qui s'empressa de se réfugier à Fribourg, au collège des Jésuites.

Pour les comparses, leur sort avait été réglé sans de trop graves rigueurs à la diète de décembre 1627. «Quelques-uns de nos compatriotes, prononcèrent les Députés, se sont malheureusement laissés, en ces temps et conjonctures de troubles, inciter par des gens ennemis de la paix à se révolter, d'où aurait pu naître un grand malheur pour la patrie, s'il n'avait été détourné par la miséricorde de Dieu et la sollicitude de notre Grand Bailli et du Conseil de la nation. Ceux-ci ont décrété une enquête générale dans tous les dizains pour connaître ces machinateurs et leurs mobiles, et pourvoir selon qu'il paraîtrait opportun. La Haute Assemblée, après lecture de cette enquête, s'étant convaincue que les personnes ici nommées se sont oubliées au point de se laisser détacher de leur autorité naturelle, établie par Dieu, les a punies, cependant en toute clémence, pour que la peine leur serve d'avertissement, et d'exemple à d'autres méchants, et afin de maintenir les statuts de nos louables prédécesseurs contre de pareils rebelles.»

C'est ainsi que reçurent «une bonne leçon» ou furent condamnés, en général à la rétractation, à une amende, ou à quelques jours de prison au pain et à l'eau, des gens de Münster, de Viège, et parmi ceux de Brigue que nous connaissons, dame Marguerite Stockalper, mère du fiscal, qui s'est enfui,²⁾ et les Christian Jossen, Gaspard Eyster, Melchior Walther, Gilg Lergien, Christian Michlig, Christian Wyssen, Hans Huber, Gaspard Mattig, Christian Lergien, Offel Perrig et banneret Mathieu Blumen, etc. Toutes ces personnes déposèrent, en mains du Grand Bailli, l'«Urphed Eyd» usuel, le serment d'observer la sentence et de ne pas chercher à en tirer vengeance.

1) Le 17 décembre 1627, il avait adressé une supplique au Bailli pour protester de son innocence et réclamer ses biens, confisqués sous prétexte de la réception des bandits, de la sédition et de sa complicité dans l'affaire Stockalper.

2) Marguerite et Christine Perrig, qui n'ont pas paru, sont recitées.

Si elles y contrevenaient et fomentent de nouvelles rébellions, trancha enfin la Diète, elles perdront corps et biens ; chacun est également averti, sous menace de la même peine, de s'abstenir de semblables rébellions et de s'en rapporter au droit.

2. A la Conférence des VII Cantons catholiques, réunie à Lucerne le 18 janvier 1628, après la salutation confédérale et les souhaits de bonne et heureuse année nouvelle, le nonce apostolique vint personnellement exposer que le Pape prenait très à cœur le différend toujours pendant entre les deux ordres en Valais, et savait apprécier à leur valeur les soins et les efforts que s'étaient donnés les cantons catholiques en cette affaire. Il rappela douloureusement les plus récents événements, les procédures injustifiées (« ungereimte »), contraires aux droits de l'Eglise, entreprises par le pouvoir civil, et déplora avec une émouvante discrétion l'exécution de Stockalper et le dur châtimement de 70 autres bons catholiques, dont le crime avait été d'aimer les Jésuites et de les avoir accompagnés, lors de leur départ, avec des gémissements et des larmes. Il apprit également aux Ambassadeurs que l'on avait arrêté et emprisonné le chanoine Theiler, curé de Sion, sur une simple suspicion, publié que personne n'avait le droit de sortir du pays sans un permis spécial établi par le Grand Bailli, et protesta qu'il fallait exiger des députés du Valais, qui allaient paraître à Lucerne, la mise en liberté de cet ecclésiastique et l'assurance convenable que le mandat publié serait révoqué, ou ne concernait pas les ecclésiastiques.¹⁾

Il les visait bel et bien pourtant, et jusque à l'évêque que l'on surveillait constamment, et auquel on n'épargna pas la honte, comme il était prêt à se mettre en route pour Lucerne, de le faire fouiller par le Grand Bailli.²⁾ A Sion, le pouvoir temporel était plus arrogant que jamais à l'égard du spirituel. On tenait le chanoine Theiler sous les verrous, lui qui, un jour, à Brigue, avait dit : « Dans 3 ans Messieurs les Civils passeront sous l'aisselle aux Ecclésiastiques. » On s'indignait du rôle que les témoignages et les aveux, dans le récent procès d'Antoine Stockalper, s'accordaient à lui assigner : Ils le représentaient comme l'âme de la résistance, le réconfort et le conseil de l'évêque, le meilleur ami, le commensal, le confident, le directeur du Capitaine exécuté, rappelaient ses discussions secrètes avec lui, ses visites suspectes au couvent de Géronde, ses interventions publiques à Naters, à Brigue, à Viège, à Baltschieder, à Eischoll, ses démarches auprès de ses visiteurs à Sion, pour encourager les paysans à ne point se soumettre aux décisions de la Diète, à se conjurer pour recevoir le nouveau calendrier et exiger le retour des Jésuites, à « faire une bonne longue chaîne, avec un bon nœud ». Aussi les Commissaires s'occupaient-ils, le 8 décembre 1627, dans la maison et en présence du capitaine de dizain Jean de Montheolo, à dresser une enquête particulière « pro interesse patriae et justitiae » contre le ci-devant curé de Sion. Maître Adam Blattner y venait déposer :

— J'ai été à plusieurs reprises chez M. Theiler réclamer un paiement, mais il était absent. Enfin je le trouvai, un samedi, de suite après qu'on eut arrêté Stockalper. Summermatter était avec moi. Je fis appeler Theiler. Il était ivre. Comme nous en étions venus à parler du nouveau calendrier, il me dit, entre autres : « Monseigneur le Légat et les Confédérés arriveront, et rien ne les fera céder là-dessus ! Cela n'ira pas mieux jusqu'à ce qu'on ait fait comme cela (et il faisait le geste de raccourcir par en-haut) à quel-

1) La Diète, après avoir entendu le rapport des députés de Lucerne et Fribourg, récemment revenus du Valais, et après avoir délibéré, communie au Nonce son avis qu'il est nécessaire de procéder amiablement en tout ceci, sans vouloir dire que le Nonce doit étouffer son légitime ressentiment, mais seulement pour ne point donner aux mécontents le prétexte de tout ruiner, « das Geschäft zu zerstören ».

2) Témoignage du Nonce.

ques-uns», qu'il nommait.¹⁾ Un jour, le curé envoya son domestique chez moi pour acheter une livre de plomb, et le commissionnaire me raconta que son maître était allé dans les dizains supérieurs avec les saintes huiles et le cheval de selle de l'évêque, pour changer d'air ! Une autre fois, où nous parlions de la guerre : « Les patriotes ne feront rien aux chanoines, me dit Theiler, à moins que deux ou trois compagnies de Bernois ne passent la montagne et ne surprennent le Chapitre. Mais nous saurons nous défendre ! Pour moi seul, avec mon mousquet, je voudrais bien me charger d'en recevoir 20, et de bien saucer (« sätlich tunken ») les Bernois ! » Quand je sortis de la cure, le curé me défendit à plusieurs reprises d'en rien rapporter à personne, pas même à ma femme. Mais, rentré chez moi, je le lui confiai néanmoins, et elle ne put retenir cette exclamation : « Ainsi Theiler est sûrement un traître... Eh, j'ai lâché un mot que je n'ai jamais dit à personne ! (Elle faisait signe avec le doigt :) Jésus ! ne le dites à personne ! »

Maître Hans Heull rapporta aussi que, chez lui, aux noces de sa fille, un invité avait répété à Theiler qu'on racontait qu'un membre du Chapitre, qui portait une barbe rouge, s'était rendu dans la partie supérieure du pays sur le cheval gris de Sa Grandeur, et Maître Hans Zhum rappela que le curé avait exprimé, chez le même Heull, sa crainte d'être arrêté quand les montagnes seraient sous la neige. Il ajouta :

— L'évêque et le curé m'ont mandé au château, vers la mi-août, au sujet de mon mariage, m'ont retenu une heure de temps, puis m'ont remis une grande dépêche à porter à Monseigneur le Légat à Lucerne, en me défendant, sous peine corporelle, de la montrer à la frontière ni ailleurs. Le Légat m'a confié une contre-dépêche pour le Grand Bailli Roten. Je suis sorti deux fois du pays, par rapport à mon mariage, et Balthazar de Flügen m'a dit que le curé Theiler avait aussi été au dehors, qu'il avait dit la messe à Sachseln, au tombeau de « Bruder Klaus ». Comme je rentrais pour la troisième et dernière fois de Lucerne, M. Theiler me demanda comment s'était effectué mon voyage et ce qu'on y disait. « Vous pouvez le savoir mieux que moi, lui répondis-je, puisque vous avez été à Lucerne avant moi ». Vous auriez dû voir alors comme Theiler est devenu tout rouge !

Quelle que pût être la qualité des inculpations relevées contre lui, les Patriotes comptaient bien lui faire son procès. Mais, en vertu du bénéfice de clergie, le curé de Sion devait être soustrait à leur juridiction pour être soumis à un tribunal ecclésiastique, et le Nonce apostolique Scappi n'était pas près de laisser prescrire ses droits sacrés. Entre Lucerne et Sion commencèrent de s'échanger les plus pressantes revendications, les plus âpres dénégations. A la diète convoquée sur la prière du Nonce, à Lucerne, du 21 au 31 janvier 1628, à cause des affaires valaisannes, et où parurent personnellement l'Evêque de Sion accompagné d'une délégation du Chapitre, et quatre Députés des VII Dizains, le Nonce rappelle toutes les innovations faites, toutes les injustices commises au mépris de la vraie religion et de la juridiction spirituelle, se plaint que le curé de Sion soit toujours maintenu en arrestation, réclame son extradition en tant que son juge ordinaire, et promet de le punir sévèrement si, comme on le dit, il s'est rendu coupable d'un crime grave. On n'arriva pas à s'entendre, les Valaisans s'excusant à déclarer qu'ils manquaient d'instructions à ce sujet, mais qu'ils prendraient toutes les décisions « ad referendum » chez eux, et qu'ils s'appliqueraient de toutes leurs forces auprès de leurs Supérieurs, pour qu'une réponse favorable fût donnée au Nonce. On conseilla aux députés d'envoyer Theiler,

1) Ce sont toujours, parmi ceux dont il oublie le nom : de Conches, banneret Mathis et un autre ; de Brigue, banneret et châtelain Lergien, et deux autres ; de Viège, banneret Im Eich et un autre ; de Rarogne, Grand Bailli Roten et major Oberhauser ; de Loèche, trois ou quatre, les deux Messieurs Magéran et les deux Messieurs Allet, croit-il ; de Sierre, colonel Preux, châtelain Courten, et Byrbaum, de Sion, quatre ou cinq, dont le bourgmestre Kuntschen, le colonel Ambuel et le bannere Udret.

ainsi que tout autre délinquant qui serait clerc, au Légat, en même temps qu'une liste de ses crimes, et une copie de cette même liste aux Cantons catholiques, qui s'engageaient, en cas de besoin, à intervenir pour que le châtiment fût prononcé. Enfin, disent les procès-verbaux, « nous, députés des VII cantons catholiques avons durant quelques jours, et bientôt avec impatience, cherché les moyens de fléchir le Nonce, et nous sommes arrêtés à celui d'en écrire à nos confédérés du Valais, comme a lieu, ce dont Son Eminence s'est laissé contenter ».

Mais, c'étaient les Valaisans qui allaient élever leurs obstacles. A Lucerne, le 13 avril, le Nonce se plaignait, devant les cantons catholiques, Appenzell Rhodes-Intérieures et l'Abbé de St-Gall réunis, que Theiler ne lui eût pas encore été livré, et la diète décidait qu'on ne pouvait rien entreprendre avant d'avoir reçu la réponse du Valais. A Sion, le Conseil général était cependant convoqué par le Grand Bailli Roten, à la mi-mai, pour la donner : « Le Grand Bailli fait connaître que S. E. le Nonce apostolique résidant en la Confédération a réitéré ses missives précédentes à l'Etat, par lesquelles elle insiste pour qu'il réponde aux demandes qu'elle a faites au nom de notre St. Père le Pape, dans la dernière diète tenue à Lucerne, et qu'on extradite et lui envoie à Lucerne l'ex-curé de Sion, Henri Theiler, mis en état d'arrestation il y a quelques mois, attendu que le prisonnier, comme ecclésiastique ayant reçu l'onction, ne doit, selon le droit canonique, point être poursuivi et puni juridiquement par l'autorité civile, mais uniquement par la spirituelle, et, dans le cas présent, par Mgr. le Légat. Que s'il en arrivait autrement, notre Etat s'attirerait le châtiment de Dieu et l'indignation de S. S. le Pape. Cette réponse ayant été différée par bien des motifs, il serait convenable de s'y rendre, dit le Bailli, d'autant plus que les frais s'augmentent chaque jour. Sur cet exposé, la diète a considéré que, nonobstant que le curé Theiler ait commis de grosses fautes, le respect que notre Etat doit porter à S. S. le Pape, à son Légat, aux VII Cantons catholiques et autres, qui ont souvent sollicité la libération («Ledigung») de Theiler, doit l'emporter sur une juste colère, afin de ne pas nous rendre ennemis en des temps si critiques ceux dont l'amitié nous est nécessaire. Elle décide en conséquence que Theiler, après que tous les griefs contre lui auront été soigneusement consignés, sera, sous conditions acceptables, envoyé à Mgr. le Légat, dans l'espoir que celui-ci, d'après sa promesse écrite, répétée aussi verbalement à Lucerne, le punira selon son mérite, bien que nombre de considérations aient été émises sur les fâcheuses conséquences que pourrait amener cette extradition («Liberierung»). Cependant, avant d'exécuter ce qui précède, les députés des VII Dizains l'ont pris à recès, afin que Conseils et Communes, selon leur bon plaisir, ratifient, ou bien modifient cette décision et ses conditions, et donnent leurs instructions aux députés qu'ils enverront à la prochaine diète de mai, qui se tiendra de suite après la fête de Pentecôte, en sorte que l'on puisse au plus tôt répondre à Mgr. le Nonce. »

Enfin, le consentement du pays arriva. L'extradition était accordée. Nos députés partirent, vers la fin du mois d'août, pour la diète de Lucerne, avec ce sommaire à lui proposer : « Quant à la demande d'extradition du curé de Sion, M. Theiler, Vos Seigneuries se rappelleront ce qui a été exposé à son égard, ce qu'Antoine Stockalper a avoué de lui, par quel carnage et par quel incendie, de braves patriotes, leurs maisons, des bourgs entiers, devaient être exterminés, et l'Evêque établi seigneur souverain ; elles se rappelleront ce dont à témoigné Bernard Grupp, qui a eu la tête tranchée, ce que Jost In Albon, exilé, ce que Fridlin, serviteur de Stockalper et qui pour tout ceci a quitté son service, ont déposé contre le curé. Elles n'oublieront pas les propos qu'il a tenus à Sion et ailleurs, à son propre beau-frère, ses confidences d'une attaque par surprise, d'un bain de sang, d'un abatis nécessaire ; ni comme, de l'aveu de sa sœur, il a souvent couché avec elle, l'obligeant à des attouchements impudiques (sans cependant commettre l'inceste). Le même a marié sans publications, dans les quatre

jours dès les fiançailles, un patriote, de nom Gaspard Schmid, avec sa sœur, qui était enceinte, ce que le futur ignorait. Vos Seigneuries sauront aussi que le curé Theiler, poussé par sa mauvaise conscience, s'est rendu en secret, avec quelque chose de ses avoirs, dans le Bas-Valais, au village de St-Gingolph, sur la frontière de Savoie ; là, à l'arrivée du Gouverneur (qui pourtant ne savait rien de lui), il est monté sur le toit de l'auberge et, sautant d'un toit à l'autre, il s'est jeté dans un verger, a saisi son pistolet, l'a braqué contre le Gouverneur et contre le seigneur du lieu («Edelmann»), mais a été empêché cependant de faire du mal. Ainsi donc, comme la ville de Sion avait perdu son pasteur, qui était parti sans congé et laissant ses dettes impayées, on l'a mis, après son arrestation, en lieu sûr, où il est demeuré jusqu'à présent. On laisse juger à tout légiste quelles peines méritent pareils crimes ! Cependant, considérant que les louables cantons, nos meilleurs alliés, et Mgr. le Nonce apostolique, ont vivement insisté pour que le coupable fût remis sous la censure de ce dernier, l'Etat du Valais l'a livré, mais à cette condition qu'il serait puni à proportion de son crime, car autrement on se refuserait dorénavant absolument à agir en cas de semblables méfaits, grands et moindres.» Puis, en séance solennelle, le 30 août, introduits avec Wallier, secrétaire et interprète de l'ambassade française, nos députés, sur les prières et après les assurances des cantons catholiques, en considération aussi de Sa Majesté Très Chrétienne qui s'était interposée, et dans l'espoir de faciliter l'accord avec le pouvoir religieux, livrèrent le curé de Sion, s'en remettant à l'arbitre des confédérés, et confiants qu'ils sauraient insinuer à S. E. le Nonce ce qui serait nécessaire pour empêcher que, par défaut de châtement, des difficultés ultérieures ne fussent amenées.

La suite de cette procédure ? La qualité, la mesure de ce châtement ?

«Le Nonce ayant cité à plusieurs reprises les Magistrats valaisans de venir à sa cour plaider cette cause et produire la preuve des griefs dont ils le chargeaient, sinon à sa cour du moins à l'officialité du diocèse, ils préférèrent par prudence ou par décence d'abandonner la poursuite de la cause, comme nous l'apprend le prêtre Gaspard Berodi dans sa chronique». ¹⁾

Le chanoine Theiler fut rendu à la liberté.

1) Manuscrits du chanoine de Rivaz.

XII.

Epilogue.

Antoine Stockalper avait été exécuté le 22 novembre, ancien style, soit pour des Confédérés, le 2 décembre.

La capitulation du parti de l'Eglise allait dès lors se poursuivre sans obstacles.

Le 21 décembre, arrivaient à Sion deux députés, l'un du Nonce, l'autre des Cantons catholiques. Ils portaient des lettres invitant l'Evêque, le Chapitre et les Patriotes à comparaître le 9 janvier 1628 à Lucerne pour y traiter de leurs affaires et sceller, si possible, une réconciliation. Les envoyés avaient pour instruction de rentrer en compagnie de l'évêque. Leur départ de Sion eut lieu le 2 janvier. L'évêque était accompagné de son frère François, d'Etienne Theobaldi son chambrier, et de deux chanoines, les Grand Doyen Jean Sartoris et Grand Sacristain Georges Summermatter. «Maintenant, les choses se passent tout à fait, disait la courageuse et noble Marguerite Stockalper, comme du temps où Pilate, Hérode et Judas avaient le pouvoir, et où le Christ a été crucifié.» Trois jours plus tard se mirent en route pour Lucerne quatre députés de l'Etat. On n'y vint à bout de rien, les Valaisans persistant à demander la déposition de l'évêque, et s'entêtant à soutenir que nul n'avait le droit de se mêler de leurs affaires.

En partant pour Lucerne, Hildebrand Jost avait confié l'administration du diocèse au chanoine Pierre Furer, Doyen de Valère, qui alla s'établir au château épiscopal de la Majorie. Quinze jours après, le bailli Jean Roten y vint aussi loger. L'un et l'autre y vécurent pendant quelques mois aux dépens de la table épiscopale, le bailli prétendant qu'il en avait le droit comme représentant de la puissance temporelle. A côté de cette première usurpation, il traduisit et signifia la souveraineté nationale nouvelle en faisant battre de la monnaie, non plus au coin de l'Evêque, qui jusqu'alors en avait seul exercé la régence, mais au nom de la République du Valais, qui adopta pour armes sept étoiles sur champ d'azur, dit de Rivaz.

Le pape Urbain VIII, voyant hélas trop l'animosité du troupeau contre le pasteur, avait appelé notre évêque à Rome. Le nonce pourvu à la direction du diocèse, Le 4 février 1628, il nomma un Vicaire Général dans la personne de Jean Sartoris, auquel il donna un Conseil de trois dignitaires. A Rome, Hildebrand Jost avait auprès de lui le chanoine Tornery. Il y fut rejoint, dans le courant de l'automne 1629, par le doyen Furer, nommé aux fonctions de Vicaire général en remplacement de Sartoris mort au printemps même, et que le Chapitre envoya dans la ville éternelle pour exposer avec le plus d'autorité au Saint Père l'état de l'Eglise affligée. Le Souverain Pontife avait comblé de ses faveurs l'évêque en exil. Ses ouailles au contraire, le 31 octobre, répondaient encore aux propositions conciliatrices du nonce (il leur demandait l'oubli des torts réciproques et la rentrée du chef du diocèse, ou bien de paraître à Rome pour y procéder juridiquement devant le pape), qu'elles ne voulaient plus de l'évêque, qu'il n'avait pas été expulsé, qu'il était parti de son gré, qu'elles n'avaient pas à le rappeler. Ce fut Rome qui le leur renvoya. Il arriva au mont Saint-Bernard le 25 juin 1630.

Il faut lire le témoignage public de la vérité qu'il voulut laisser, dit-il, afin que les contemporains et la postérité connussent de quelle manière les premiers magistrats l'ont reçu, lui, leur évêque, retournant à son évêché. Qu'on y retrouve bien les acteurs odieux du drame où périt Stockalper !

Le capitaine noble Jean Preux attend sur le col, à la tête d'une nombreuse troupe de soldats, envoyé pour interdire au prince non seulement l'entrée du pays, mais jusqu'à l'accès du monastère. Supplications et remon-

trances du prévôt et des religieux. Cautionnement, admission rébarbative. Cinq mois de détention. Pas un négociateur. Impossible de redescendre à Aoste, où sévit la peste. Enfin, proposition d'une conférence à Saint-Brancher, Ordre de ne s'y faire suivre que d'un seul serviteur, de laisser sur le mont doyen Furer et chapelain Tornery. Au manoir d'Etiez, séjour forcé de trois semaines, emprisonnement serait plus juste : nul conseil, nul secours, nul soulagement, nulle visite. Des gardes la nuit autour de la maison. Obligation imposée au chapelain de descendre du monastère, de nuit, interrogatoire et proscription. Obligation imposée au doyen de se lever à son tour, à minuit, de suivre l'express dans la vallée ; fouille, saisie de ses papiers, bannissement à perpétuité. Enfin, invitation à comparaître, apportée par un familial à l'évêque. Entrée dans la salle où sont attablés les juges. Nul ne se lève, nul ne salue, nul ne daigne se découvrir, tous regardent de travers leur Prince, qui salue d'abord, tend la main, prononce des paroles de conciliation. Arrogances aussitôt, contestations, disputes, exigences, menaces : « Votre prédécesseur déjà a voulu nous assujettir et nous arracher nos libertés en vertu de cette Caroline, dont nous ne voulons plus entendre parler, parce que nous sommes francs patriotes. Que votre Paternité se décide ! Sommes-nous de francs patriotes ? Qu'elle réponde oui ou non ! » Ainsi deux jours, ainsi trois jours, et de presser, et de renier la confirmation impériale des droits épiscopaux, et de jurer que le peuple l'apprendra, que le sang coulera par ruisseaux. Et d'exhiber alors un écrit de la main du seigneur Magéran et de sa composition. Et de s'efforcer, par tous les moyens, à faire consigner leurs iniques prétentions. En vain. Ce refus transporte les Magistrats de fureur, ils vont se séparer pour annoncer au peuple qu'il est asservi à l'empereur, pour convoquer une diète, pour tout bouleverser, et déchaîner la fureur des paysans contre Sa Grandeur, le Chapitre, ses prêtres et ses châteaux. « En face de tant de menaces, de violences et de pression, considérant le péril qu'encouraient l'Eglise, le Clergé et ma propre personne en danger, sans secours humain et entouré de soldats irrités, ne voyant rien de mieux à faire, je dus me résoudre à souscrire à leurs injustes demandes » : — Après une résistance de 17 ans, et quelles « atroces tribulations » !

Rentré en sa capitale, Hildebrand convoqua et présida encore une diète extraordinaire, qui eut lieu vers la fin du mois de novembre (ancien style), quelques jours après son retour. « Ce fut apparemment la dernière fois qu'il usa de son droit de présidence car, dès ce jour, les abscheids nous signalent régulièrement le bailli comme remplissant cette fonction et mettant l'évêque au nombre des députés assistants » (Grenat). Enfin Michel Magéran, Grand Bailli depuis juin 1631, obtint, le 9 janvier 1634, de l'Evêque et du vénérable Chapitre, la renonciation authentique et définitive à la Caroline, objet des luttes séculaires, et souvent sanglantes, du Valais. « Sciemment, sans y être nullement forcés, ni induits, de plein gré, » on révoqua, cassa, annula à perpétuité tous les titres invalidés, et reconnut et avoua sincèrement que les VII louables Dizains possédaient la suprématie et la souveraineté de ce pays, que ce peuple était libre et franc, et son gouvernement démocratique.

C'est ce que l'évêque n'avait pas voulu céder en 1627. Il dut l'abandonner en 1630 et 1634. Le prince dépossédé s'éteignit le 28 mai 1638. Il avait donc vécu et lutté pour rien ? Stockalper était mort et avait lutté pour rien ? « Le dénouement fut triste pour Hildebrand Jost comme souverain temporel : mais, si l'on réfléchit que le premier et essentiel devoir d'un pasteur est de chercher à procurer le salut des ouailles, on voit que le prétendu entêtement du prélat fut couronné du plus beau succès. Son martyre de vingt ans a sauvé définitivement la foi en Valais. Il renonça à la Caroline, mais cette longue lutte a fini par donner le change à la question essentielle qui est la question religieuse » (Grenat).

Puis, les Jésuites devaient être réadmis.

A la fin de décembre 1650, l'évêque Adrien IV de Riedmatten fit déposer sur le bureau de la haute assemblée une lettre de Lucerne, où le nonce apostolique rappelait le bien fait autrefois par les Pères et engageait à les accueillir de nouveau. «Les Députés des dizains, rapportent les procès-verbaux, se rappelant les services rendus par les Pères et considérant que la majeure partie des ecclésiastiques et des magistrats actuels ont été élevés et instruits par eux, principalement, que de très grands frais seraient épargnés si ces religieux enseignaient derechef, ont décidé de les réadmettre, cependant sans contraindre aucun dizain à les recevoir.» Les députés d'un seul dizain refusèrent d'adhérer à cette décision avant d'avoir l'assentiment de leurs Conseils et Communes.

C'était Sion, toujours aussi mal disposé à l'égard de la Société de Jésus. Il y avait 8 ans que les Pères étaient rentrés en Valais quand, pour assurer leur établissement, on songea à les doter. «Brigue et Loèche, à qui on les avait proposés, se disputaient, non pas l'honneur de les posséder, mais à qui éviterait de les recevoir. Ils reculaient devant la crainte d'être trop onérés par les fortes dépenses qu'aurait à supporter celui qui les accepterait... Brigue accepta enfin (1651) le nouvel établissement et offrit 1500 écus, outre les charges qui lui incombait. Le motif de sa détermination fut la munificence de son compatriote, le riche Gaspard Stockalper, qui avait entraîné tout le monde en versant pour sa part 3000 doubles, autant de pistoles et donné le terrain pour les constructions avec jardin, verger et enclos estimés à 2000 doubles : ce qui faisait pour sa part 116,000 francs de monnaie moderne» (Grenat). Ainsi Gaspard contribuait aujourd'hui de son or au succès de l'œuvre pour laquelle Antoine avait jadis donné son sang.¹⁾

Le calendrier grégorien allait être accepté aussi.

A la diète de décembre 1655, les députés assurent «qu'ils ont différé, non pas pour n'avoir pas compris la justesse de la chose, mais à cause du procédé dont on a usé pour le faire admettre. C'est ainsi qu'il a été tenu écarté, jusqu'à ce que sur la libre demande de nos Hauts Seigneurs et Supérieurs, Conseils et Communes des VII Dizains, on a remis l'affaire en délibération. En conséquence, pour de nombreux et puissants motifs, la Diète décrète que le nouveau calendrier entrera en vigueur, comme on le désire depuis longtemps, au 1er mars 1656, qui comptera pour le 11, et ainsi en suivant».

Juillet-octobre 1927.

1) Gaspard Stockalper était le cousin germain d'Antoine, n'en déplaise au romancier Ch. de Bons (pp. 94 et 99) qui le représente comme son fils, et met dans sa bouche ces paroles : «Vous étiez sans doute déjà en Italie lorsque mon noble père fut assassiné judiciairement par les Seigneurs d'Etat». Impossible de se méprendre. Un «*liber recognitionum mensae episcopalis*» contemporain du «noble et héroïque Antoine, chevalier, capitaine, et gouverneur de St-Maurice», désigne celui-ci comme fils du spectacle capitaine et gouverneur le notaire Antoine, tandis que Gaspard est le fils du capitaine Crispin. Le notaire Antoine et le capitaine Crispin sont enfants tous deux de spectacle Pierre Stockalper, jadis Bailli du pays du Valais.

TABLE

TABLE

Réhabilitation du Capitaine Antoine Stockalper.

Sentence	7
Sens véritable de la condamnation	9
L'accusation :	
rébellion	15
sédition	18
trahison	20
assassinat, brigandage, incendie, etc.	27
Les juges, leur intégrité	31
Les juges, leur impartialité	44
La preuve :	
témoignages	50
titres	58
aveux	60
La procédure	63
Les consorts	70
Les précédents	79
Le jugement des contemporains	88
Conclusion	92

Appendice.

I. Préliminaires	100
II. La Diète de Loèche	104
III. L'agitation populaire	107
IV. Les premières menaces	115
V. La conjuration paysanne	119
VI. Les «Bandits»	123
VII. Les projets d'intervention étrangère	127
VIII. Au paroxysme de la crise	130
IX. L'arrestation	134
X. Le procès	137
XI. Les complices	149
XII. Epilogue	156

